TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA

■ Cinéma sur le Web
■ La FM se branche sur la télévision



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16573 – 7,50 F - 1,13 EURO — DIMANCHE 10 - LUNDI 11 MAI 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Etats-Unis : le chômage au plus bas

● Selon les derniers chiffres, seulement 4,3 % de la population active américaine est privée d'emploi ● C'est le taux de chômage le plus bas enregistré depuis vingt-huit ans ● A Londres, les ministres des finances du G7 s'inquiètent d'un regain d'inflation

LES PERFORMANCES de l'économie américaine continuent de surprendre. Selon les chiffres publiés vendredi 8 mai à Washington, le chômage concerne désormais seulement 4,3 % de la population active. Le niveau du chômage enregistré en mars est le plus bas depuis 1970, soit vingt-huit ans. Combinée avec la bonne tenue de la croissance américaine et le maintien d'une inflation basse, cette performance étonnante est saluée par les marchés. Ceux-ci ne craignent apparemment pas la surchauffe et ne redoutent pas dans l'immédiat une augmentation de ses taux d'intérêt par la Réserve fédérale.

« *L'économie des Etats-Unis requiert de la vigilance pour rester sur le chemin d'une croissance durable* », ont cependant indiqué les ministres des finances des sept pays les plus industrialisés, dans un communiqué publié samedi 9 mai à Londres. Plus pessimistes que les marchés, les ministres du G7 craignent une résurgence de l'inflation américaine. Cette réunion des ministres des finances avait lieu en préparation du sommet des chefs d'Etat du G7 (plus la Russie), qui aura lieu les 16 et 17 mai à Birmingham.

La tendance est également à la baisse en Allemagne. Selon l'Office du travail de Nuremberg, 4,4 millions de personnes étaient sans emploi au mois d'avril, contre 4,6 millions le mois précédent. Le taux brut est passé de 12,1 à 11,4 % de la population active. « *Une nouvelle hautement réjouissante* », a déclaré Helmut Kohl vendredi. Ces chiffres pourraient aider le chancelier à remonter la pente, alors qu'il est en mauvaise posture dans les sondages à quelques mois des élections fédérales. Ce 8 mai a également donné lieu à des manifestations de chômeurs en Allemagne, marquées par une rencontre symbolique avec des chômeurs français sur le pont de l'Europe à Strasbourg.



Lire page 4 et le point de vue d'Ezra Suleiman pages 12 et 13

La coupe du monde de football est un faux

TENIR DANS SES BRAS la coupe du monde, la serrer sur son cœur comme le firent Maradona, Beckenbauer ou Romario... Quel amateur de football ne l'a pas rêvé ? Depuis le 28 mars et jusqu'au 31 mai, les partenaires officiels de la Fédération internationale de football (FIFA) organisent une tournée dans quinze villes de France pour présenter le trophée au public. Un tournoi est organisé à chaque étape : l'équipe vainqueur se voit offrir fictivement l'objet. Lors de précédentes pérégrinations, en février, Coca-Cola avait déjà permis à des milliers d'anonymes de se faire photographier brandissant fièrement la sculpture imaginée par Silvio Gazzaniga. Les déplacements de l'icône sont entourés d'importantes mesures de sécurité, et un garde du corps américain en assure la protection rapprochée, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Pourtant, cette coupe est fausse.

Elle est l'exacte réplique, au millimètre et au gramme près, de l'original, mais a été coulée dans un vulgaire métal, simplement doré en surface. La vraie, tout en or, sommeille dans le coffre d'une banque française depuis décembre, révèle la Fédération française de football (FFF). Un dépôt temporaire, jusqu'au soir de la finale, le 12 juillet.

Alors, une arnaque commerciale ? Pas si sûr. Il semble que la « vraie » coupe du monde, trop précieuse, quitte rarement la châsse blindée des banques. La FIFA préfère utiliser la « fausse ». Il paraît même qu'au soir de la finale, le vainqueur brandira la copie. On n'est jamais trop prudent.

Joseph Blatter, secrétaire général de la FIFA, et Gérard Enault, président de la FFF, prétendent le contraire. Mais, sur le site Internet de la FIFA, il est précisé que seule la réplique sera confiée pour quatre ans à la nation qui aura triomphé. Par ailleurs, le contrat signé entre la FIFA et les sponsors qui utilisent la fausse stipule que c'est cette version qui sera remise devant deux milliards de spectateurs, le 12 juillet. A moins que la vraie coupe soit présentée avant le coup d'envoi de la finale, puis escamotée à un moment tenu secret pour être remplacée par l'autre.

Le mystère et la confusion qui entourent le trophée s'expliquent par les malheurs de son prédécesseur. Créée par le Français Abel Lafleur pour la première Coupe du monde, en 1930, la Victoire ailée connut un destin mouvementé. Dissimulée dans une boîte à chaussures pendant la seconde guerre mondiale, elle fut dérobée une première fois, en Angleterre, en 1966. Un petit chien rendu immortel, Pickles, la retrouva dans un paquet de vieux journaux, dans un parc de Londres. Devenue propriété définitive du Brésil après sa troisième victoire, en 1970, elle fut volée dans la vitrine de la Fédération en 1983. Les malfaiteurs coulèrent le trésor pour en récupérer l'or.

Pour épargner à sa remplaçante semblable outrage et assurer sa sécurité, le meilleur moyen a été d'imaginer de jouer sur les faux-semblants. Mais, au bout du compte, quelle est la vraie coupe du monde ? L'objet d'art, d'une valeur d'environ 2 millions de francs, qui passe son temps dissimulée dans un coffre et repartira en Suisse après l'événement, ou la breloque en toc qui doit sa patine à des mains et à des lèvres illustres et charrie depuis vingt-cinq ans la passion du football ?

Benoît Hopquin

L'intermède révélateur de Bruxelles

SANS faire écho aux réactions cocardières ou chauvines, la tentation est grande, au lendemain du sommet de Bruxelles, qui a engagé de manière irréversible le lancement de l'euro, de saluer le rôle que la France y a joué, et au premier chef Jacques Chirac, en défendant bec et ongles l'idée que la nomination du président de la Banque centrale européenne (BCE) était de la responsabilité des politiques.

La thèse est plaisante car, en mai 1996, les banquiers centraux européens, emmenés par le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, ont effectivement réalisé un véritable coup de force en portant le Néerlandais Wim Duisenberg à la tête de l'Institut monétaire européen, le mettant ainsi en position d'accéder, peu après, à la présidence de la BCE. Le traité de Maastricht était, sur ce point, très explicite : ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement européens qui détiennent cette prérogative de nomination. Il était donc important qu'une voix, fût-elle bien seule, s'élevât pour rappeler un principe démocratique élémentaire : la BCE sera indépendante, elle devra gérer l'euro à l'abri de toute pression, mais son pouvoir ne peut outrepasser celui que les politiques lui ont concédé. Dans cette version des choses, la France a donc indéniablement le bon rôle.

Puisqu'il fallait rappeler, d'une manière ou d'une autre, que c'est, au point de départ, le suffrage universel qui commande, il était logique que l'auto-cooptation de M. Duisenberg par ses pairs, longtemps tenue secrète, fût remise en question par une candidature nouvelle, celle de Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France.

Même présentée de la sorte, l'histoire, pourtant, n'est qu'à demi convaincante. Une première objection vient aussitôt à l'esprit : même si la France n'a pas voulu faire de la présidence de la BCE une affaire de personne, mais une question de principe, les personnalités de M. Trichet et de M. Duisenberg sont strictement identiques. L'un et l'autre sont des ardents défenseurs de la rigueur monétaire. Les marchés financiers ne s'y sont d'ailleurs pas trompés : ils n'ont pas le moins du monde été émus que la fête bruxelloise soit ainsi, en partie, gâchée.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 11

■ Le chantage de M. Nétanyahou

Le premier ministre israélien refuse les propositions américaines et menace de ne pas participer, lundi, au sommet de Washington avec Yasser Arafat et Bill Clinton. p. 26

■ Les combats de la LDH

Créée pour défendre le capitaine Dreyfus en 1898, la Ligue des droits de l'homme a cent ans. Devant son congrès, Henri Leclerc, son président, a dénoncé « *les lois de police qui tiennent lieu de politique d'immigration* ». Souffrant, le premier ministre a décommandé sa visite. p. 6

■ Emeutes en Indonésie

Après de sanglantes émeutes populaires contre la hausse des prix, la contestation politique estudiantine s'intensifie dans l'archipel. p. 2

■ Voyage chez les Mayas



SARA BACIO / M. C. ORIVE

Sur les hautes terres du Guatemala vivent 5 millions d'Indiens. Visite du marché coloré de l'Altiplano, une des principales attractions touristiques du pays. p. 19

■ Normalisation aux Philippines

Les Philippins sont appelés, lundi, à élire le successeur de Fidel Ramos. Le nouveau président héritera d'un pays débarrassé de son image de repaire d'aventuriers régnant sur la misère. p. 2

■ Election au Paraguay

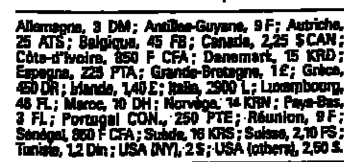
Le général Oviédo, ancien putschiste emprisonné, caricature de caudillo latino-américain, est candidat virtuel à l'élection présidentielle du dimanche 10 mai. p. 3

■ La Lazio Rome entre en Bourse

Le club de football romain est le premier en Italie à placer une partie de ses actions sur le marché. Une opération qui prélude à une série d'introductions en Bourse de clubs européens. p. 14

■ Le mariage épargne-prévoyance

Les assureurs réhabilitent les contrats mixtes qui combinent l'assurance-vie classique et les garanties décès. Nos pages « Placements ». p. 15 à 17



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0146 - 510 - 7,50 F

Actualité de Mai

■ Sixième épisode du roman-feuilleton de Patrick Rambaud : cent fleurs sur la rive gauche

■ Un trentième anniversaire qui n'inspire guère les partis politiques

■ Il y a quarante ans, le « coup » d'Alger ramenait au pouvoir le général de Gaulle

Lire nos informations page 5, « Les Aventures de mai » p. 8 et 9 et notre rubrique « Histoire » p. 10

Karl Marx se manifeste

« PENSER avec Marx, contre Marx, pas sans lui », dit le philosophe Daniel Bensaïd, tandis que Pierre Rosanvallon, secrétaire général de la Fondation Saint-Simon, estime que l'étude de Marx « *peut nous apporter beaucoup* » parce qu'il a saisi « *l'essence de la société moderne* ». Tous deux ont répondu à nos questions au moment où, à l'occasion des cent cinquante ans du *Manifeste du parti communiste*, de Marx et Engels, le marxisme redevient d'actualité. Le 1er mai, un colloque s'est tenu à l'université de New York, montrant qu'aux Etats-Unis, la pensée de Marx reste au centre des débats universitaires. A Paris, du 13 au 16 mai, va avoir lieu un colloque international intitulé « Un monde à gagner ».

Lire pages 22 et 23

Le rugby blanc mis à l'index



LOUIS LUYT

SYMBOLE de la résistance au changement de la minorité blanche la plus conservatrice, Louis Luyt, président de la fédération sud-africaine de rugby, a refusé de démissionner comme l'exigeait le conseil des sports. A l'instigation du président Nelson Mandela, ce conseil demande à l'Irlande et au pays de Galles d'annuler leur prochaine tournée et de boycotter le « rugby blanc » des Springboks.

Lire page 18

MANILLE 33 millions d'électeurs philippins sont appelés à se rendre aux urnes, lundi 11 mai, pour choisir un successeur à Fidel Ramos, le chef de l'Etat qui a tenté de normaliser le pays, après la période de démocratie brouillonne correspondant à la présidence de Cory Aquino. ● *DOUZE ANS* après la chute du dictateur Ferdinand Marcos, les Philippines font bien meilleure figure tant au plan politique qu'économique. Le pays, qui a longtemps pâti d'une réputation d'« archipel sans loi », attire des investissements étrangers substantiels. Il est moins touché que ses voisins par la crise financière survenue en 1997, *mais son économie demeure* fragile. ● JOSEPH ESTRADA, ancien acteur devenu vice-président, est le candidat le mieux placé. Il a fait campagne sur la poursuite de la libéralisation économique et sur la lutte contre la pauvreté qui affecte une partie importante de la population.

Les Philippins choisissent un nouveau président pour un pays normalisé

Le successeur de Fidel Ramos, deuxième chef de l'Etat depuis la chute du dictateur Ferdinand Marcos, héritera d'un archipel débarrassé de son image de repaire d'aventuriers. Le dénuement d'une partie importante de la population demeure la préoccupation de dirigeants désormais élus démocratiquement

MANILLE
de notre envoyé spécial

Le 1er mai, un gouverneur de province, candidat à un troisième mandat, est tombé dans une embuscade au cours de laquelle quatre de ses gardes du corps ont été blessés. Le président Fidel Ramos a aussitôt ordonné la chasse aux *« criminels »*. *« Ce n'est ni une façon de décider du résultat des élections ni de présenter notre pays à l'étranger »*, a-t-il résumé.

Aux yeux du président sortant, formé à la prestigieuse académie militaire américaine de West Point, les Philippines ont beaucoup souffert de l'image d'un archipel sans loi, avec ses clans, ses armées privées ou ses bidonvilles qui jouxtent les quartiers les plus chics.

« Nous avons construit, rappelle-t-il à l'envi, *1,2 million de logements à bon marché. »*

Cigare éteint aux lèvres, l'allure décontractée, l'optimisme toujours à l'affiche, Ramos a sillonné pendant six ans la planète pour vendre les nouvelles Philippines, celles de la résurrection après la descente aux enfers. Nous avons prouvé, répète-t-il, que démocratie et développement sont *« compatibles »*. En l'espace de deux décennies, Ferdinand Marcos, un cousin éloigné, avait mené l'archipel au bord de la ruine et créé un vide institutionnel. Ramos estime avoir remis sur pied les Philippines et redonné confiance à ses compatriotes.

Après l'« ère Marcos », renversé *en 1986 par le « pouvoir du peuple »*, la présidence de Cory Aquino a permis la restauration de la démocratie en dépit d'une gestion bien indécise et sans grande prise sur l'économie. Si la « dame en jaune » a survécu à quelques coups d'Etat, elle n'a guère entrepris une restructuration de l'économie, et son gouvernement a souvent donné dans la confusion. En 1992, à l'expiration de son mandat, Manille était encore victime de coupures de courant assez nombreuses pour en être décourageantes. La fierté de Ramos, le « mal élu » (avec moins d'un quart des suffrages exprimés), est d'avoir ancré la stabilité du système.

Dans le Sud, même si la question est loin d'être réglée, Ramos a calmé le jeu en négociant la création d'une zone semi-autonome avec l'insurrection musulmane la plus modérée. Il en a fait tout autant avec les communistes en engageant le dialogue avec leurs derniers dirigeants, qui ne commandent plus que quelques milliers de militants armés mais sur la défensive. Le fonctionnement des institutions s'est rodé sous sa présidence avec le vote, dit-il, de *« 228 lois introduisant des réformes »*. Déréglementations, privatisations et autorisations pour onze banques étrangères ont également redonné confiance aux investisseurs étrangers jusqu'à l'intervention d'une crise régionale, en juillet dernier, qui a fait plonger la monnaie.

RETRAITE ACTIVE

L'ancien chef d'état-major général adjoint, qui a joué un rôle important dans la chute de Marcos après l'avoir servi loyalement pendant longtemps, demeurera probablement dans l'histoire comme l'un des bons présidents philippins, même si la crise asiatique lui a fait manquer un peu une belle sortie. Certes, sur le tard, il a sans doute été tenté par une révision constitutionnelle qui lui aurait permis soit de prolonger son mandat présidentiel, soit d'en obtenir un deuxième. Il n'aurait pu le faire, toutefois, qu'au prix d'une crise. Il y a renoncé.

A 70 ans et en pleine forme, il continuera de prodiguer ses avis, *« sollicités ou pas »*, à des successeurs qui seront contraints, estime-t-il, de suivre sa politique. Comme Cory Aquino, il envisage une retraite active. Les Philippines compteront alors deux anciens chefs d'Etat en vie ayant volontairement quitté le pouvoir, un cas de figure assez rare dans la région.

Jean-Claude Pomonti

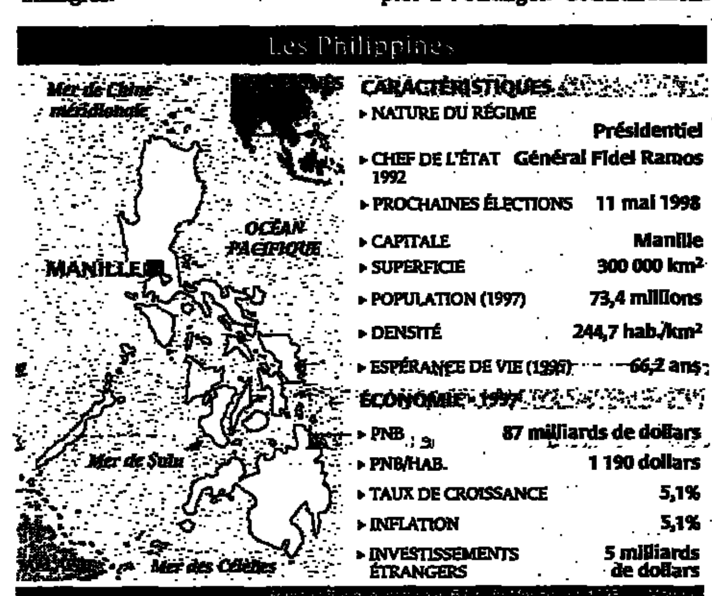
Une économie sortie de convalescence mais encore fragile dans la crise régionale

MANILLE
de notre envoyé spécial

Les Philippines, 70 millions d'habitants, dont beaucoup vivent encore *dans le dénuement, jouent au* chat et à la souris avec la crise asiatique. Une décélération de la croissance s'est amorcée fin 1997, et l'incertitude liée à la campagne, coûteuse, pour l'élection présidentielle du 11 mai encouragerait plutôt *une atmosphère déjà volatile*.

En 1997, des étrangers ont investi dans l'archipel plus de 5 milliards de dollars, un bond de 95 % par rapport à l'année précédente, alors que les investissements étrangers n'augmentaient que de 13 % en Indonésie et chutaient de 33 % en Chine. Autres signes encourageants : la réduction récente d'un déficit de la balance des comptes courants apparu en 1997, la stabilisation apparente du peso et des réserves de devises étrangères supérieures à deux mois d'importations ont permis de mettre fin, début avril, à trente-cinq ans de *« tutelle » du FMI, moyennant un* accord permettant l'accès, en cas d'urgence, à 1,37 milliard de dollars de crédits du Fonds monétaire.

L'archipel n'a commencé à se remettre du pillage et de la récession qui prévalaient sous les Marcos *(1965-1986) qu'au début des années* 90, ce qui explique pourquoi ses finances ont été moins sensibles à la crise que celles de la plupart de ses voisins : pas de surinvestissement dans la construction immobilière ; une dette extérieure privée limitée ; des exportations, drainées par l'électronique, sur la pente ascendante (+ 23 % en 1997 par rapport à l'année précédente, ou 25 milliards de dollars contre 8,2 milliards seulement en 1990) ; l'appoint constant des milliards de dollars rapatriés chaque année par les quatre millions de Philippins immigrés.



CARACTÉRISTIQUES	
NATURE DU RÉGIME	Présidentiel
CHEF DE L'ÉTAT 1992	Général Fidel Ramos
PROCHAINES ÉLECTIONS	11 mai 1998
CAPITALE	Manille
SUPERFICIE	300 000 km²
POPULATION (1997)	73,4 millions
DENSITÉ	244,7 hab./km²
ESPÉRANCE DE VIE (1996)	66,2 ans
ÉCONOMIE - 1997	
PNB	87 milliards de dollars
PNB/HAB.	1 190 dollars
TAUX DE CROISSANCE	5,1%
INFLATION	5,1%
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	5 milliards de dollars

Mais, en raison de la crise, un bon nombre de ces expatriés perdent progressivement leur emploi à l'étranger. Contrairement aux espérances, le peso ne s'est pas entièrement stabilisé après avoir été entraîné dans la chute du baht thaïlandais en juillet dernier. *Une dizaine de jours avant le scrutin* présidentiel, il a de nouveau franchi la barre des quarante pesos pour un dollar. Il a ainsi perdu plus de 30 % de sa valeur par rapport à la monnaie américaine en l'espace de dix mois.

Surtout, la Banque mondiale ne prévoit plus qu'un taux de croissance de 2,8 % en 1998, contre 5,1 % en 1997 et 5,7 % en moyenne pendant les trois années précédentes. Une reprise devrait s'amorcer seulement en 1999, avec un taux d'expansion dans une fourchette de 3,8 % à 4,8 %.

FORTE SÉCHERESSE

L'actuel ralentissement de la croissance peut signifier licenciements, réduction des bénéfices des entreprises (donc, creusement du déficit budgétaire croissant, alors qu'un surplus était prévu) et baisse continue de la croissance des exportations (en augmentation, selon les projections de la Banque mondiale, de 16,4 % en 1998, de 15,6 % en 1999 et de 14,9 % en l'an 2000). *Entre-temps, notamment* sous l'effet d'une forte sécheresse, le taux d'inflation devrait être de 7,8 % cette année, contre 5,1 % l'an dernier.

Dans la crise régionale, Manille n'a donc pas eu à négocier avec la communauté internationale, contrairement à ses voisins, des milliards de dollars de crédits. Mais l'économie, à peine sortie de convalescence, demeure fragile. Le revenu annuel par tête reste à peine supérieur à 6 000 francs, ce qui, compte tenu d'écarts criants de revenus, signifie que les poches de pauvreté sont encore nombreuses. Comme, en outre, la crise régionale semble loin d'être surmontée, le pire n'est pas encore derrière. Et le successeur de Fidel Ramos héritera d'un terrain loin d'être encore dégagé.

J.-C. P.

La galaxie bigarrée de « Mon pote », favori à la présidentielle

MANILLE
de notre envoyé spécial

Que Joseph Estrada, *qui caracole en tête des* sondages pour le scrutin présidentiel du 11 mai, franchisse les clivages traditionnels de la politique aux Philippines se voit à l'équipe qui l'entoure. Des marxistes repentis, séduits par le populisme du *« candidat des pauvres »*, y fréquentent des *« tycoons »* d'origine chinoise *ou d'anciens alliés du dictateur Marcos, dont* « Erap » – « Mon pote », surnom révélateur de l'ancien acteur promu candidat –, faisait d'ailleurs partie.

D'abord, en tête des bailleurs de fonds, figure le milliardaire et controversé Eduardo Cojuangco, cousin de Cory Aquino, à laquelle il avait préféré les Marcos. Cojuangco avait obtenu 5 millions de voix et la troisième position lors de l'élection présidentielle de 1992. Puis il y a le très riche Manuel Zamora, trésorier de la *campagne d'Estrada, connu pour ses entrées* dans les milieux d'affaires chinois. Enfin, Ronaldo, frère cadet de Manuel, ancien brillant technocrate, membre de la Chambre des représentants, où il représente San Juan, la ville d'Estrada.

Dans le camp des anciens marxistes, on retrouve Francisco Nemenzo, un théoricien, et Renato Constantino, avocat des causes sociales. Ceux-ci se souviennent qu'Estrada, quand il était sénateur, avait voté en 1991 contre le renouvellement *du bail des bases* américaines de Clark et de la baie de Subic. Ils sont également sensibles aux promesses d'Estrada d'aider les paysans, une priorité concernant les trois quarts des Philippins.

Entre les deux extrêmes figure un éventail de politiciens, de copains et quelques hommes de *talent comme Benjamin Diokno, professeur* d'économie à l'Université des Philippines, ou Edgardo Andara, candidat à la vice-présidence, sénateur et avocat bien vu des milieux d'affaires.

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

Toutefois, le « pote », qui a abandonné assez tôt ses études, s'appuie sur des conseillers ou amis venus d'horizons trop divers pour ne pas faire frémir les milieux de la finance et les investisseurs. *Depuis des semaines, donc, les* conseillers du candidat se sont évertués à rassurer : la libéralisation de l'économie, entreprise par Fidel Ramos, sera poursuivie ; les investissements étrangers seront encouragés et les taux d'intérêt abaissés ; l'administration Estrada, *s'il est élu*, respectera les libertés du commerce et du marché.

La seule différence, dit Erap, sera son engagement *« sans faille »* à réduire la pauvreté dans un archipel où les écarts de revenus sont *criants. Rares sont ceux qui mettent en doute* les promesses électorales du « M. Tout-le-Monde » du cinéma. Il va revoir la réforme agraire en cours, qu'il juge pleine de défauts, et s'arranger pour que les impôts rentrent. Il s'assurera, dès sa prise éventuelle de fonctions, que ces réformes bénéficieront aux paysans et *que les stocks de nourriture seront toujours* suffisants.

Ses adversaires disent qu'il ne lit pas les rapports et que son dernier interlocuteur est souvent celui qui l'emporte. Ses collaborateurs affirment le contraire : Estrada est capable de se faire une opinion et de trancher après avoir confronté les points de vue des uns et des autres. Les uns s'attendent donc à un gouvernement de coquins et les autres à une équipe qui saura se donner une dimension nationale.

Fidel Ramos, président sortant, s'est opposé à la candidature à sa succession de ce vice-président avec lequel il a mal cohabité pendant six ans. Il lui a offert un ultime conseil : en cas d'élection, attendre une quinzaine de jours, délai nécessaire au décompte des bulletins de vote, avant de clamer victoire.

J.-C. P.

En Indonésie, les affrontements entre étudiants et policiers s'intensifient

APRÈS de sanglantes émeutes populaires contre la hausse des prix, la contestation politique estudiantine s'intensifie dans l'archipel indonésien. Elle a fait, vendredi 8 mai, une première victime. Moses Gatutkaca, un étudiant de 21 ans, est mort après avoir été blessé à la tête à coups de *matraque* par la police, qui dispersait une manifestation devant l'université de Jogjakarta. Une centaine d'autres personnes ont été blessées dans cette ville située à quelque 400 kilomètres à l'est de Djakarta, dans l'île de Java. A Solo, ville de 250 000 habitants du centre de Java, une soixantaine d'étudiants ont été blessés, dont quatre très grièvement, lors d'affrontements vendredi avec la police.

Dans la capitale, les étudiants d'un campus universitaire cerné par la police ont organisé une parodie de procès du président Suharto. Au pouvoir depuis 32 ans, le président a été jugé *« coupable des crimes de meurtres, vols, corruption »* et *« condamné à mort »*. Son effigie a été pendue et brûlée. Agé de 74 ans, le chef de l'Etat, qui, pour la première fois depuis le début des troubles, a quitté samedi son pays, en pleine ébullition, pour l'Egypte, a menacé d'employer la force. *« Les forces de sécurité prendront les actions nécessaires contre tous ceux qui troublent et ruinent la stabilité nationale »*, a-t-il déclaré. A Medan, ville de deux millions d'habitants du nord de Sumatra secouée en début de semaine par quatre jours d'émeutes qui ont fait plusieurs morts, la tension reste vive. Des expatriés français travaillant pour France Télécom ont été *évacués par avion, selon l'AFP.*

La contestation a semblé gagner vendredi la pourtant très docile Assemblée nationale. Des députés y ont demandé la démission du ministre de l'énergie. La pression extérieure s'est aussi accentuée. Après avoir appelé, la veille, Djakarta à faire preuve d'une *« extrême prudence »* dans le maintien de l'ordre, les Etats-Unis ont annulé vendredi des exercices d'entraînement militaire avec l'Indonésie. Washington réexamine actuellement sa coopération militaire avec Djakarta en raison de la situation sur place, a indiqué un porte-parole du Pentagone. Devant les réactions aux hausses de prix, le Fonds monétaire international (FMI) a pris la défense des autorités indonésiennes. *« Elles ont été très fermes dans l'exécution du programme »* économique mis au point avec l'institution monétaire internationale, a déclaré à Washington le numéro deux du FMI, Stanley Fischer, qui venait de recevoir le ministre indonésien des finances. – *(Reuters, AP, AFP.)*



Le Rwanda refuse la main tendue de Kofi Annan

Le secrétaire général a essuyé une série de camouflets de la part des autorités de Kigali, qui estiment ne pas avoir besoin de l'ONU

KOFI ANNAN, venu à Kigali avec l'intention de *tout faire pour* renouer les liens distendus entre les Nations unies et le Rwanda, a quitté le pays, vendredi 8 mai, sans avoir fait fléchir les autorités du pays, qui ont rejeté sans ménagement son offre de soutien. La visite du secrétaire général de l'ONU a été marquée par une série de camouflets infligés par les autorités politiques rwandaises à leur visiteur, qui a pourtant multiplié les gestes de bonne volonté.

Kofi Annan a exprimé aux députés rwandais le *« repentir »* du monde pour le génocide de 1994, il a déposé des gerbes sur deux sites de commémoration et proposé le soutien des Nations unies aux dirigeants du pays, qui avaient la veille boycotté un dîner offert en son honneur. A peine le secrétaire général des Nations unies avait-il quitté la présidence pour l'aéroport que le président rwandais, Pasteur Bizimungu, opposait une fin de non-recevoir à ses propositions.

ÉTAPE DIFFICILE

Le Rwanda n'a pas besoin de l'ONU pour régler ses problèmes, a déclaré en substance le chef de l'Etat lors d'une brève conférence de presse. *« Si l'on pouvait choisir, nous continuerions notre chemin sans ces interférences* [de l'ONU]. *Il peut y avoir un changement d'attitude de la part du secrétariat général des Nations unies* [à l'égard du Rwanda], *mais nous n'avons pour le moment pas d'autre preuve que la parole du secrétaire général »*, a ajouté le président rwandais.

M. Annan, qui était responsable du département de maintien de la paix des Nations unies lors du génocide rwandais, savait que l'étape de Kigali serait la plus difficile de sa tournée dans huit pays d'Afrique de l'Est et des Grands Lacs. En effet, le régime *rwandais, issu de l'ancienne ré*bellion tutsie arrivée au pouvoir en juillet 1994, après le génocide, a toujours reproché à l'ONU d'avoir retiré ses troupes au plus fort des massacres.

Vendredi matin, le secrétaire général de l'ONU s'est rendu dans un petit cimetière où sont enterrées les victimes du massacre de l'école technique de Kicukiro, tuées le 8 avril 1994 après le départ des forces des Nations unies qui les protégeaient. Au milieu des croix anonymes, Kofi Annan a déposé une gerbe devant une stèle collective à la mémoire de défenseurs des droits de l'homme de l'association Nyanza, victimes du génocide. Aucun survivant des massacres ne s'était déplacé pour le voir.

Lors de la visite d'un autre site du génocide, à Mwurire, à une trentaine de kilomètres à l'est de Kigali, un représentant des rescapés de cette commune l'a accusé d'*« avoir ajouté le mal au mal »* par son discours devant le Parlement. Au moment du génocide, *« nous attendions l'ONU de Kofi Annan, elle n'est jamais venue »*, a-t-il ajouté. *« On est également responsable de ce qu'on n'a pas fait. Les Rwandais attendent des compensations »*, a lancé pour sa part le ministre rwandais de l'éducation et de la jeunesse, Jacques Bihozagara.

Kofi Annan a quitté Kigali vendredi pour se rendre à Kampala, en Ouganda, avant-dernière étape de sa tournée africaine, où il s'adressera à une conférence régionale organisée par le président ougandais Yoweri Museveni sur les problèmes des réfugiés. M. Museveni a déclaré, à l'ouverture de la conférence, que ces problèmes étaient aggravés par l'idéologie coloniale de la communauté internationale. – *(AFP, AP, Reuters.)*

Les Hongrois se rendent aux urnes sans passion pour élire un nouveau Parlement

La hausse de la criminalité à Budapest inquiète la population

Plus de 8 millions de Hongrois sont appelés aux urnes, dimanche 10 mai, pour la troisième fois depuis la chute du régime communiste, afin d'élire leur Parlement. Douze partis nationaux sont en lice pour ce scrutin dont le principal enjeu est le sort de la coalition socialiste-libérale (centre-gauche), au pouvoir depuis 1994, et qui est dirigée par les socialistes du premier ministre Gyula Horn.

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Le principal concurrent des socialistes – héritiers des communistes réformateurs qui peuvent se prévaloir d'avoir mené le pays vers l'intégration dans l'Union européenne et l'OTAN – est la Fédération des jeunes démocrates (Fidesz) qui a réussi à devenir ces dernières années le premier parti de droite. Emmenée par le jeune juriste, Viktor Orban (trente-six ans), Fidesz prône une baisse des impôts, une accélération de la croissance économique, ainsi qu'une lutte accrue contre la corruption et la criminalité, perçues comme deux fléaux de la société.

La campagne électorale a été marquée par une série d'explosions de bombes, dont deux visant, pour la première fois, des domiciles de personnalités politiques. Le 1er mai, une explosion s'est produite à Budapest sur un palier d'escalier devant l'appartement d'un des vice-présidents de Fidesz, Jozsef Szajer, sans faire de victimes. Le 17 mars, un autre attentat, non revendiqué, a endommagé le logement du chef du Parti des petits propriétaires, le populiste Jozsef Torgyan. La création d'une unité spéciale d'enquête a été annoncée cette semaine, pour tenter de faire la lumière sur ces mystérieux incidents qui semblent avoir accrédité, auprès du public, la thèse d'une collusion, ou de liens, entre politiciens et mafias.

Plusieurs fusillades ont eu lieu ces derniers mois, souvent attribuées à des bandes mafieuses ukrainiennes, russes, turques, serbes etc. L'assassinat le plus spectaculaire, qui a fortement marqué l'opinion publique, a été celui du millionnaire et magnat des médias, Janos Fenyoe, assassiné dans le centre-ville en plein jour, dans sa voiture, d'une rafale de mitrailleuse. La Hongrie est considérée comme une plaque tournante pour de nombreux trafics (drogue, armes, prostitution). *La police, mal* payée, est critiquée pour son inefficacité et sa propension à accepter les dessous-de-table. A Budapest, les escroqueries contre les touristes ne sont pas rares, ce qui a poussé l'ambassade de Grande-Bretagne, au nom de l'Union européenne, à faire part de son inquiétude aux autorités.

TERNE CAMPAGNE

La sécurité publique est devenue l'un des thèmes d'une campagne électorale dans l'ensemble assez terne. *« Je ne vois pas vraiment de différence entre les programmes des principaux partis »*, dit Eva, une jeune employée de banque, soulignant que l'*« essentiel »* – l'entrée dans les *« structures euro-atlantiques »* (OTAN et Union européenne) – paraît acquis et fait l'objet d'un large consensus. En 1997, plus de 80 % des votants avaient approuvé par référendum l'intégration dans l'Alliance atlantique.

A la veille du premier tour des législatives (le second a lieu le 24 mai), les sondages donnaient les socialistes et Fidesz au coude à coude. Si le pays connaît une alternance, ce sera la deuxième depuis le début des transformations dé*mocratiques. En 1994, les socia*listes de Gyula Horn – forts d'une majorité absolue remportée au Parlement et d'une alliance gouvernementale avec les anciens dissidents des Démocrates libres – avaient renversé le pouvoir national-conservateur de droite de l'ancien premier ministre Joszef Antall. Le système électoral hongrois – un mélange complexe de proportionnelle et de scrutin uninominal – favorise la représentation à l'Assemblée du parti qui arrive en tête à la proportionnelle. En tout, 386 sièges sont à renouveler.

IBM, Sony, Philips, Daewoo... L'affluence d'enseignes à Budapest témoigne de la présence importante, en Hongrie, des investissements étrangers directs, qui constituent une caractéristique de la « transition » magyare, souvent posée en modèle à l'Est. Le pays a attiré près de 18 milliards de dollars depuis sept ans, soit 40 % des capitaux investis en Europe centrale et orientale. Après une relance des privatisations, près de 80 % du PNB relève du secteur privé. Un programme d'austérité mis en place en 1995 a permis de réduire le déficit budgétaire, mais les inégalités sociales se sont creusées. *Des différences de niveau de vie* notables existent entre la capitale, où vit un cinquième de la population et où l'émergence d'une classe moyenne, entrepreneuse, saute aux yeux, et les régions orientales du pays, où d'importantes poches de chômage sont apparues avec la restructuration de complexes sidérurgiques.

Les résultats économiques, dans l'ensemble encourageants, cachent cependant, selon la sociologue Ildiko Szabo, une sorte de découplage entre la société et la classe politique. Les Magyars, habitués depuis longtemps à manier le scepticisme, se seraient réfugiés dans une sorte d'*« autarcie »* par rapport à la sphère politique. *« Chacun ne peut avoir confiance qu'en lui-même »* note Mme Szabo. Le politologue, Pierre Kende, président de l'« Institut 1956 », estime pour sa part que la vague de violence et d'attentats traduit un *« désarroi de la société »*, où dominerait un *« je-m'en-foutisme, un désintérêt pour les causes communes, tandis que des égoïsmes se frayent un chemin de façon violente »*.

Natalie Nougayrède



Au Paraguay, un ancien putschiste emprisonné est le candidat virtuel de l'élection présidentielle

BUENOS AIRES
de notre correspondante

C'est dans un climat politique agité et économiquement morose que les Paraguayens éliront, dimanche 10 mai, pour un mandat de cinq ans, leur nouveau président de la République. Et cependant, pour la première fois depuis la chute, en 1989, du général Alfredo Stroessner qui s'était emparé du pouvoir en 1954, un président démocratiquement élu – Juan Carlos Wasmosy, en 1993 – laissera la place, le 15 août, à un successeur désigné par les urnes. Deux candidats briguent la fonction : Raúl Cubas, du Parti colorado, au pouvoir depuis 1947, et Domingo Laíno pour l'Alliance démocratique, qui regroupe le Parti libéral radical authentique et celui de Rencontre nationale.

Cet affrontement masque cependant l'essentiel. Car l'un des principaux enjeux de l'élection de dimanche porte sur le rôle futur d'un troisième homme, le général Lino Cesar Oviedo, ancien chef de l'armée de terre, surnommé « le Bonsaï » à cause de sa petite taille. Dépeint par ses détracteurs comme une caricature de *caudillo* latino-américain sorti d'un album de Tintin, le général Oviedo, en avril 1996, avait tenté de renverser le président Wasmosy. L'aventure lui valut d'être rayé des cadres et de se retrouver en prison pour dix ans. En dépit de cet emprisonnement, il est demeuré l'homme fort du Paraguay, maniant le discours populiste et prodigue de promesses de justice sociale. Parlant parfaitement le guarani, contrairement à d'autres politiciens qui ne maîtrisent que l'espagnol, M. Oviedo s'est imposé comme un chef charismatique auprès des paysans pauvres – qui représentent près de 50 % de la population et de l'électorat – mais aussi auprès des petits fonctionnaires et des sous-officiers.

Dans un pays essentiellement agricole où les terres cultivables sont insuffisament exploitées, il a promis de mettre fin au *« système féodal »* par la réforme agraire. A la tête des *« hordes coloradas »*, ces paysans qui protestent régulièrement contre la concentration de la terre entre les mains de quelques grands seigneurs, le général putschiste, qui pourfend la corruption tout en étant lui-même accusé d'en avoir bénéficié, inquiète les hommes d'affaires paraguayens et les investisseurs étrangers.

> Le général Oviedo a promis de mettre fin au « système féodal »

Après de multiples péripéties, le général Oviedo, qui, en septembre 1997, avait réussi à se faire désigner candidat du Parti colorado pour l'élection présidentielle, a été définitivement éliminé du processus électoral en avril. Sa mise à l'écart a entraîné une profonde fracture au sein du parti officiel, *écartelé entre fidèles du général* Oviedo et partisans du président sortant, Juan Carlos Wasmosy.

Depuis sa confortable cellule dans une garnison militaire de la capitale, Asuncion, le général Oviedo dirige en fait la campagne électorale du Parti colorado, multipliant les communiqués dans la presse locale. Raúl Cubas, qui l'a remplacé dans la course à la présidence, est un allié politique qui a promis que s'il était élu, il n'aurait rien de plus pressé que de faire libérer le controversé général. Alors que les chefs des forces armées ont fait savoir qu'ils s'opposeraient à toute mise en liberté de leur ancien camarade, plus de cent mille personnes, venues le 6 mai au meeting de clôture du Parti colorado, ont ovationné M. Oviedo et insulté le chef de l'Etat, traité de *« traître »* à son propre parti.

C'est que les derniers sondages n'excluent désormais plus une victoire de l'Alliance démocratique, en dépit des traditions de fraude électorale – selon diverses estimations, plus de 20 % des citoyens vendraient leur vote, qui est obligatoire, au parti le plus offrant. La victoire de l'opposition marquerait la fin de *« l'ère Stroessner »* sans pour autant éliminer le problème Oviedo. Le candidat de l'Alliance, Domingo Laíno, n'a d'ailleurs pas manqué d'évoquer une éventuelle loi de pacification nationale qui permettrait au général Oviedo de récupérer ses droits politiques.

Depuis le retour de la démocratie, l'Alliance a principalement levé ses troupes dans la jeunesse, où les moins de trente ans constituent plus de 60 % de la population mais aussi la majorité des 20 % de chômeurs. L'opposition accuse le Parti colorado d'avoir mis les ressources publiques au service d'affaires personnelles, faisant de la corruption l'activité la plus prospère du Paraguay depuis cinquante ans. A la frontière avec l'Argentine et le Brésil, la ville de Ciudad del Este, considérée comme une capitale de la contrebande, est présentée comme un mauvais exemple par les pays voisins, qui craignent de voir leur territoire envahi par *« les mafias et les terroristes internationaux »*. Il n'en faut guère plus pour que le scrutin soit suivi avec une particulière attention par l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, partenaires du Paraguay au sein du Mercosur. Tous souhaitent qu'Asuncion s'adapte enfin aux exigences du marché commun régional.

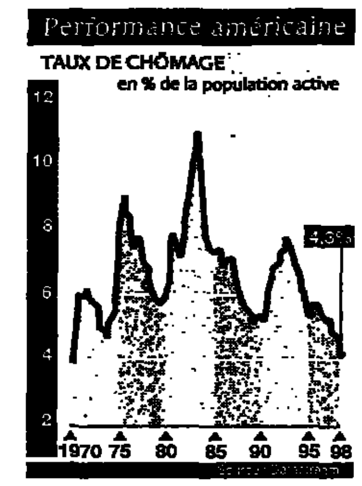
Christine Legrand

Le chômage aux Etats-Unis tombe à son plus bas niveau depuis 1970

262 000 nouveaux emplois ont été créés au mois de mars

La publication des derniers chiffres du chômage américain, vendredi 8 mai à Washington, offre des arguments à ceux qui estiment que l'approche du plein-emploi aux Etats-Unis est l'indice d'un « miracle » économique. Croissance élevée, chômage bas, inflation contenue : telles sont les composantes d'un étonnant cercle vertueux, mais certains s'interrogent sur l'imminence d'une hausse des taux d'intérêt.

LES ETATS-UNIS ont créé 262 000 emplois en mars. Ce chiffre confirme le caractère exceptionnel des performances économiques américaines, puisque le niveau du chômage en mars est le plus bas enregistré depuis vingt-huit ans. Le taux de chômage aux Etats-Unis a reculé en avril à 4,3 % contre 4,7 % en mars, selon les chiffres (corrigés des variations saisonnières) publiés, vendredi 8 mai, par le département du travail à Washington. *« La capacité de cette économie à créer des emplois continue à surprendre tout le monde »*, selon Stephen Cecchetti, directeur de recherches à la Réserve fédérale de New York, interrogé par l'agence Reuters. C'est le secteur des services qui crée le plus d'emplois : 241 000 nouveaux postes rien qu'au mois de mars, dont 44 000 pour la distribution, 19 000 pour l'administration et 139 000 pour les services industriels. *« Depuis douze mois, les services industriels ont créé près d'un demi-million d'emplois »*, note un communiqué du département du travail. A l'inverse, le secteur manufacturier a perdu 10 000 emplois en mars, ce qui est peut-être le signe d'un début d'influence négative de la crise asiatique.



Ces chiffres vont-ils inciter la banque centrale américaine à relever les taux d'intérêt pour éviter une surchauffe ? La question se pose d'autant plus que la baisse du chômage provoque automatiquement une hausse du coût horaire du travail, qui a augmenté de 4,2 % sur douze mois (l'augmentation la plus forte depuis 1983). La prochaine réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale est prévue pour le 19 mai et d'ici à cette date, le débat sur l'opportunité d'une hausse des taux devrait s'intensifier.

Les analystes, pourtant, sont prudents. Ils considèrent que la crise asiatique va permettre à l'économie américaine de ralentir son expansion au cours des prochains mois. La plupart d'entre eux constatent que l'inflation demeure modérée. A Wall Street, la confiance continue de s'afficher : l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a continué de progresser vendredi, gagnant 78,47 points pour s'établir à 9055,15. Après la forte expansion de l'année 1997, tout indique que l'activité économique américaine va ralentir en 1998. La crise asiatique et l'appréciation du dollar déprimeront la demande extérieure, selon la dernière analyse de l'OCDE, publiée au début du mois d'avril.

RECOMMANDATIONS DE L'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques prévoit que le taux de croissance du PIB américain sera de 2,7 % en 1998 et de 2,1 % en 1999, comparé à 3,8 % en 1997. La chute de la demande intérieure dans les pays d'Asie du sud-est, qui représentent 29 % des exportations américaines, pourrait réduire la croissance des marchés d'exportations des Etats-Unis dans cette région.

L'OCDE – constatant que l'effondrement des monnaies asiatiques provoque une hausse du dollar – écrit que *« cette appréciation exercera sans doute un important effet de freinage sur l'activité économique bien après que l'impact de la baisse de la demande globale asiatique se sera dissipé »*.

La baisse des prix à l'importation devrait entraîner une nouvelle modération de l'inflation en 1998. Toujours selon l'OCDE, l'inflation américaine devrait ainsi se ralentir à 1,6 % cette année, comparé à 2 % en 1997.

L'OCDE recommande aux responsables américains d'être *« attentifs à toute résurgence des pressions inflationnistes »*. Elle estime qu'*« un nouveau resserrement de la politique monétaire pourrait à un moment donné se révéler nécessaire »*, même si elle juge qu'*« il n'existe guère aujourd'hui de probabilité d'une hausse des taux à court terme avant la fin de 1999 »*. L'OCDE prévoit que le taux de chômage américain devrait baisser à 4,8 % cette année contre 4,9 % en 1997, avant de remonter à 5 % en 1999.

Lucas Delattre (avec AFP et Reuters)

Quelques centaines de sans-emploi sur le pont de l'Europe

STRASBOURG
de notre correspondant régional

Chaque mois, le jour de publication des chiffres mensuels du chômage en Allemagne, les collectifs des sans-emploi d'outre-Rhin organisent des manifestations pour dénoncer *« la misère et l'exclusion »* et réclamer le *« droit au travail »*. Vendredi 8 mai, leurs homologues français – AC ! (Agir ensemble contre le chômage), Apeis (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité) et MNCP (Mouvement national des chômeurs et précaires) –, appuyés par la CGT et les anarcho-syndicalistes de la CNT (Confédération nationale du travail), avaient décidé de rejoindre le cortège allemand sur le pont de l'Europe, qui franchit le Rhin à Strasbourg ; pour y revendiquer une *« autre Union »*. *« Pas celle qui privilégie la réduction des déficits et une monnaie forte au détriment des emplois et de la justice sociale »*, a expliqué Christophe Aguiton, porte-parole d'AC !.

Certes, l'opération a à peine réuni quelque sept cents manifestants, mais des représentants italiens, belges et suédois étaient aussi venus pour participer à la constitution d'une *« solidarité internationale contre l'Europe du capital »*. Il y avait même Liliane, Française qui vit et milite en Allemagne dans les rangs des socialistes révolutionnaires, les trotskistes allemands.

Dans le cortège venu de la rive droite du Rhin, la délégation du puissant syndicat allemand DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund) avait pris les choses en main. Sa banderole placée en tête de la manifestation disait : *« Ta voix pour le travail et les droits sociaux »*. Une dizaine de manifestants s'étaient drapés dans une immense banderole, égrenant les augmentations d'impôts et les diminutions de prestations sociales décidées par les gouvernements successifs de Helmut Kohl depuis 1982 ainsi que le montant annuel de la fraude fiscale opérée par les *« nantis »* : 130 milliards de deutschemarks.

Mais tout le monde n'avait pas en tête des préoccupations électorales. Erwin est venu de Stuttgart pour *« apprendre des Français, qui ont été les premiers à lancer le mouvement des chômeurs »*. Rolf a tenu à se rendre sur le pont de l'Europe parce qu'il est persuadé que *« le problème est européen et qu'il ne pourra pas être résolu par les Etats membres de l'Union séparément »*. Mary, Anglaise et chômeuse parisienne, croit dur comme fer que le mouvement dépasse le cas des seuls sans-emploi et qu'il atteint une dimension sociale inégalée qui va déboucher sur une *« réelle solidarité internationale »*.

Angelika Beier, membre du bureau de coordination des chômeurs de Bielefeld (Westphalie), est venue appeler à la mobilisation pour *« diminuer radicalement la durée du travail »* et demander aux syndicats de *« prendre nettement position pour les chômeurs »*. Avant qu'un groupe de chanteurs et de musiciens ne s'empare du micro pour distiller des chants ouvriers allemands datant de la « révolution » de 1848 pour la plupart, comme la fameuse chanson des « chiffonniers ».

Marcel Scotto

La baisse du chômage outre-Rhin réjouit Helmut Kohl

Le chômage touchait, en avril, 11,4 % de la population active en données brutes, contre 12,1 % en mars, selon l'Office fédéral de l'emploi. La décrue concerne l'Ouest et l'Est du pays. Helmut Kohl a qualifié la nouvelle de *« hautement réjouissante »*, vendredi 8 mai. Elle intervient à point nommé pour le chancelier, actuellement en mauvaise posture avant les élections générales du 27 septembre.

Selon M. Kohl, ces chiffres ne doivent pas masquer le fait que certains refusent de travailler. *Lors d'une réunion à Brême, il a proposé* une révision des conditions dans lesquelles les demandeurs d'emploi peuvent ou non décliner une proposition d'embauche. Le même jour, 60 000 chômeurs manifestaient dans l'ensemble de l'Allemagne, selon les organisateurs. D'après la police, la mobilisation est *restée faible dans la plupart des 350 villes où des actions avaient été* annoncées. – *(AFP.)*

Les ministres du G7 préparent le sommet de Birmingham

DEPUIS qu'ils ont pris la mesure de l'ampleur de la crise financière en Asie, les ministres des finances du club des sept pays industrialisés réunis au sein du G7 (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis, Canada, Japon) ont systématiquement placé ce sujet en tête de leur ordre du jour. Et mis le Japon, première puissance régionale, au banc des accusés. Après Londres, le 27 février, et Washington, le 15 avril, les grands argentiers ne devaient pas déroger à la règle, ce week-end, dans la capitale britannique.

Dès jeudi, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, avait prévenu que *« le pays qui fera l'objet, et de loin, de la plus grande attention sera le Japon »*. Son homologue français, Dominique Strauss-Kahn, admettait le même jour que le problème du Japon *« continue de se poser avec force »*. Vendredi, le ministre allemand des finances, Theo Waigel, leur a emboîté le pas en appelant Tokyo à mettre en œuvre son paquet de mesures et qu'il soit accompagné de réformes structurelles. *« Il faudra que le Japon donne des détails sur son plan de relance budgétaire »*, déclarait enfin, de son côté, le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown. Il appartiendra aux chefs d'Etat et de gouvernement, qui se retrouveront les 16 et 17 mai à Birmingham, d'évaluer les progrès japonais.

Les travaux des ministres des finances, qui ont commencé vendredi 8 mai et se sont prolongés le soir par un dîner auquel étaient conviés Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), et James Wolfensohn, le patron de la Banque mondiale, ne devraient pas déboucher sur des initiatives spectaculaires.

RÉPÉTITION GÉNÉRALE

L'exercice auquel se sont livrés, vendredi, les ministres des finances du G7 (rejoints samedi matin par leur nouvel homologue russe, Mikhaïl Zadornov) pour évoquer les questions de l'emploi n'était que la répétition générale du sommet de Birmingham. C'est dans cet esprit que les ministres des affaires étrangères des Sept se sont retrouvés, vendredi, pour discuter de deux dossiers potentiellement explosifs : ceux du Kosovo et du Proche-Orient. Financiers et diplomates devaient participer, samedi 9 mai, en fin de matinée, à une session conjointe qui portera essentiellement sur la question de la dette des pays pauvres.

Le communiqué final de la réunion devrait reprendre les grands thèmes désormais classiques et largement développés lors des sessions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à la mi-avril à Washington : renforcement du système financier international ; amélioration de la transparence de diffusion des statistiques économiques publiques et privées ; ouverture maîtrisée aux capitaux des marchés des pays en développement ; implication du secteur privé dans la résolution des crises ; renforcement des institutions financières internationales et de leur coopération ; surveillance des fonds spéculatifs. *« Il est temps de changer et de réguler cette économie de casino »*, a déclaré Michel Camdessus.

Plus facile à dire qu'à faire, apparemment. Car, de réunion en réunion, aucun projet véritablement concret n'a émergé depuis le début de la crise asiatique. Et il est peu probable que le sommet de Birmingham fasse des avancées significatives dans ce domaine.

Les responsables des pays riches se bornent donc à de grandes incantations et observent, impuissants, la montée des tensions sociales en Asie et plus particulièrement en Indonésie, en proie à des émeutes et où les sévères réformes imposées par le FMI ont provoqué de fortes hausses des prix. *« Les réformes économiques doivent être accompagnées d'une action sociale »* a rappelé Gordon Brown, à Londres.

Babette Stern

L'ONU lève les restrictions de voyage contre les dirigeants irakiens

NEW YORK. Le Conseil de sécurité de l'ONU a entériné, vendredi 8 mai, la levée des restrictions de voyage pour certains responsables irakiens, qui avaient été recommandées par la Commission spéciale sur le désarmement de l'Irak (Unscom), a déclaré le président en exercice du Conseil, le Kenyan Njuguna Moses Mahugu. Le chef de l'Unscom, Richard Butler, a informé le Conseil que l'Irak accordait un accès sans restriction à tous ses sites, ce qui permet une levée automatique des interdictions de voyage décidées en novembre 1997. Selon les termes de la résolution 1 137, les sanctions doivent être automatiquement levées *« un jour après »* que le Conseil aura été averti par le chef de l'Unscom que l'Irak autorise l'inspection de tous ses sites. De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est déclaré *« très satisfait »* par la coopération de l'Irak avec l'ONU. *« Les inspections continuent à bien se dérouler, nous avons amélioré la communication, et je pense que la coopération est bonne »*, a-t-il dit. – *(AFP.)*

Le TPIY retire des actes d'accusation contre 14 Serbes de Bosnie

LA HAYE. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a décidé de retirer les actes d'accusation dressés contre 14 Serbes de Bosnie soupçonnés de crimes de guerre, a annoncé, vendredi 8 mai, le bureau de presse du Tribunal, basé à La Haye. Après cette décision, 60 criminels de guerre présumés restent encore officiellement inculpés. A ce jour, seuls 27 de ces accusés ont été livrés à la justice internationale, à la suite de leur arrestation ou de leur reddition volontaire. Trente-deux autres accusés, parmi lesquels les anciens chefs politique et militaire des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Radko Mladic, sont toujours en liberté. Outre les 60 inculpés officiels, le TPIY dispose d'une liste secrète sur laquelle figurent un nombre indéterminé de suspects dont les noms ne sont connus que du bureau du procureur, afin de faciliter leur arrestation. – *(AFP.)*

Nouveaux attentats meurtriers au Pays basque

MADRID. Pour la deuxième fois en quarante-huit heures, l'organisation séparatiste basque armée, ETA, a frappé en plein cœur du Pays basque. Après l'assassinat, mercredi 6 mai, d'un conseiller municipal de Pampelune, Tomas Caballero, c'est cette fois un sous-officier retraité de la garde civile, Alfonso Parada Ulloa, qui a été tué, vendredi, d'une balle tirée à bout portant dans la tête. La police enquête pour savoir si ces deux attentats, commis, semble-t-il, avec une arme semblable, sont l'oeuvre d'un même « commando » de l'ETA. Ces nouveaux attentats confortent le gouvernement conservateur de José Maria Aznar ainsi que l'opposition socialiste dans leur refus de *« toute solution négociée »*, tant que l'organisation ne mettra pas un terme à ses actions criminelles. Par ailleurs, une explosion a fortement endommagé, samedi, à l'aube, une agence de la Société générale à Saint-Pierre-d'Irube, dans la banlieue de Bayonne. – *(Corresp.)*

Le premier ministre béninois se retire

COTONOU. Adrien Houngbédji, le premier ministre béninois, a annoncé, vendredi 8 mai, qu'il se retirait du gouvernement avec les trois autres ministres du Parti du renouveau démocratique (PRD). Le départ de M. Houngbédji et de ses ministres implique la fin du gouvernement de coalition, constitué de 18 ministres, composé au lendemain de l'élection présidentielle de mars 1996 qui a vu la victoire du général Mathieu Kérékou, estime-t-on à Cotonou. Le PRD, deuxième parti du Parlement béninois, en nombre, après la Renaissance du Bénin (RB) de l'ancien président Nicéphore Soglo, qui compte 20 députés, dispose de 19 élus sur les 82 membres de l'Assemblée nationale béninoise. – *(AFP.)*

Le Vatican dément l'appartenance à la Stasi d'Aloïs Estermann

VATICAN. Porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro-Valls a démenti les *« révélations »* du quotidien allemand *Berliner Kurier*, selon lesquelles Aloïs Estermann, le commandant de la garde suisse, assassiné lundi 4 mai avec son épouse, avait appartenu à la Stasi (la police secrète est-allemande) : *« Ce n'est pas la première fois que l'on écrit des choses incongrues sur un homme honnête »*, a t-il déclaré. La conférence des évêques suisses a également jugé *« ahurissant et choquant »* qu'on ait pu penser que le commandant Estermann ait pu travailler pour la Stasi. Selon la presse italienne, dans la lettre qu'il a adressée à sa mère avant de commettre le forfait dont il est accusé et de se suicider, le caporal Cédric Tornay aurait expliqué qu'il ne supportait plus les *« injustices »* de ses supérieurs et qu'il voulait donner sa vie comme un *« service »* au pape. – *(AFP, Reuters.)*

Belgrade rejette à nouveau l'offre de médiation étrangère au Kosovo

BELGRADE. L'offre de médiation étrangère au Kosovo a de nouveau été rejetée par Belgrade, vendredi 8 mai, à la veille de l'entrée en vigueur de nouvelles sanctions internationales. Dragomir Vucicevic, directeur politique au ministère des affaires étrangères, a déclaré à la presse qu'il était *« inacceptable »* que des étrangers se mêlent des *« affaires intérieures »* du pays. Il s'est refusé à tout commentaire sur des informations selon lesquelles l'émissaire américain dans les Balkans, Robert Gelbard, et Richard Holbrooke pourraient se rendre rapidement à Belgrade pour des entretiens avec Slobodan Milosevic. – *(AFP.)*

COMMÉMORATION Sujet de nombreux articles, émissions de radio ou de télévision, de livres édités ou réédités, le trentième anniversaire de mai 68 n'inspire guère les responsables politiques. La droite, jusqu'à maintenant, n'en parle pas. A gauche, le PS s'est borné à un discret débat. Le PCF a consacré aux événements un numéro spécial de *L'Humanité*. L'extrême gauche, trotskiste ou anarchiste, se fait entendre davantage. ● POUR LES MILITANTS socialistes réunis rue de Solferino, le 7 mai, à l'occasion d'un débat, mai 68 ne doit pas « *recommencer* », mais la révolte d'il y a trente ans pourrait renaître dans les banlieues, sinon dans les universités et les entreprises. ● LA CGT commémore, le 13 mai – date de la manifestation qui avait marqué son entrée dans le mouvement, il y a trente ans – son rôle dans la grève générale qui a abouti aux accords de Grenelle.

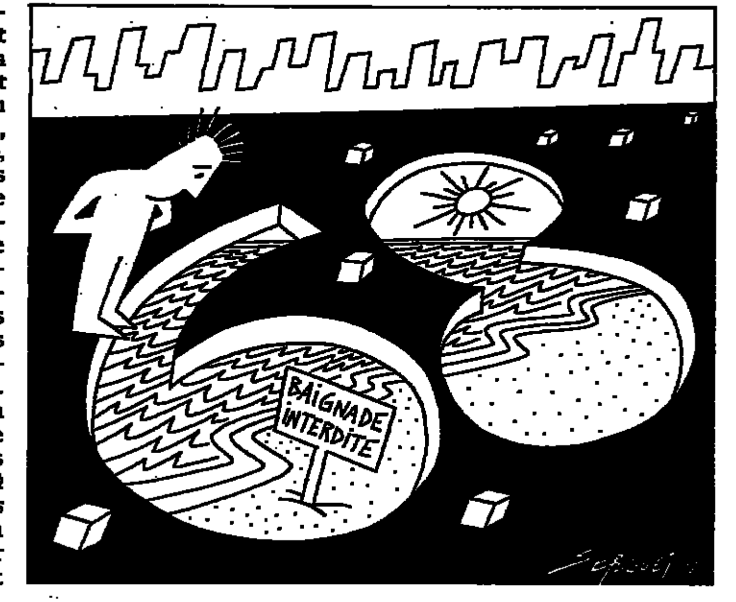
Les formations politiques sont silencieuses sur mai 68

Tandis que l'anniversaire du mouvement étudiant et de la grève générale occupe la presse, la télévision et la radio, les partis de droite se taisent, et ceux de la majorité sont peu loquaces. Les trotskistes et les anarchistes mettent davantage en valeur les leçons d'une révolte à leurs yeux inaboutie

LES DIX ANS avaient été gais et frais. Les vingt ans, amnésiques et presque honteux : la gauche française était occupée à réélire François Mitterrand. Les trente ans sont spectaculaires : un déluge commémoratif, journalistique et éditorial. Comme si, entre confessions et romans, entre expositions de photos et images d'archives, on tentait de combler le grand vide artistique sur mai 68. Mais, tandis que les témoins se souviennent et que les éditorialistes commentent – ce sont parfois les mêmes –, les formations politiques hésitent à tirer des enseignements de la période. Seuls les anciens de feu le PSU ont choisi de débattre du rôle de leur parti dans mai 68...

L'attitude des acteurs de la révolte étudiante est, à ce titre, significative : s'ils interviennent, c'est d'abord comme témoins. Même si, l'air de rien, l'hommage le plus politique est celui de Daniel Cohn-Bendit, le plus sollicité. Pendant que Jacques Sauvageot, fidèle à sa ligne de conduite – ce discret adhérent de la CFDT et lecteur du *Monde diplomatique* s'est retiré, depuis 1969, en Loire-Atlantique –, n'a accepté que quelques discrètes invitations, l'adjoint au maire de Francfort répond à toutes les sollicitations. Mais chacun sait que le « *réformiste libertaire* » Cohn-Bendit, responsable des Verts allemands, songe surtout à son mois de juin 1999. A commencer par les Verts, très divisés sur sa candidature au prochain scrutin européen.

Pourtant, le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Alain Krivine, entré dans l'anniversaire « *à reculons* » – « *à la Ligue, on n'aime pas les anciens combattants* » –, doit se rendre à l'évidence : les meetings sur mai 68, en province, réunissent deux fois plus d'orateurs que les réunions habituelles : « *Un écho à l'esprit de fronde et de révolte, comme lors du trentième anniversaire de la mort du Che* », assure M. Krivine qui, exclu de l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1965, avait rejoint l'une des tendances du trotskisme.



TENTER UNE LECTURE POLITIQUE

Les trotskistes de la LCR, comme les libertaires, se désolent de la « dépolitisation » de l'événement, entretenue par un « *discours institutionnel et médiatique* ». Ils sont les seuls, ou presque, à tenter des lectures politiques : interrogations sur l'option de grève générale, sur le sens de ce « *dernier mouvement social du XIXe et premier mouvement social du XXIe siècle* », pour les premiers, tandis que les libertaires soulignent l'« *échec* » politique de mai 68. « *Régénéré par le souffle libertaire de 1968,* [l'anarcho-syndicalisme] *est en première ligne contre tout ce qui perpétue la domination de l'homme sur l'homme. Pour la CNT, tenir toute sa place dans la lutte des chômeurs et des précaires (...) contre la dictature économique et l'aliénation par le travail, c'est sa manière à elle de maintenir vivant un espoir né au mois de mai, il y a trente ans* », écrit la Confédération nationale du travail dans son mensuel *Combat syndicaliste* (mai 1998).

Le 5 mai, les étudiants anarchistes de Nanterre « entartaient » « Dany le rouge » à Paris X-Nanterre, lors d'un débat. « *Il est le symbole de ce que nous ne commémorerons jamais : la compromission, la collusion avec un système qui l'a adopté (...). Cohn-Bendit, comme Geismar* [conseiller de M. Allègre] *ou Serge July* [directeur de *Libération*] *sont nos pires souvenirs de cette époque* », a commenté la CNT dans un communiqué.

La gauche gouvernementale préfère se taire. Craignant que cet anniversaire ne vienne donner des idées aux jeunes générations, le PS a choisi le silence officiel, se bornant à un discret débat intellectuel *(lire ci-dessous)*. Le PCF, lui, oscille entre un traitement esthétique – le roman photo des « *événements* » à partir de l'exposition de Gilles Caron, à Ivry-sur-Seine – et la traditionnelle consultation d'experts, comme à chaque fois qu'un sujet l'embarrasse.

Le numéro commémoratif de *L'Humanité*, le 7 mai, intitulé « Les clameurs de mai », est révélateur. Persuadé que, « *si le trentième anniversaire de 1968 prend plus de place que le vingtième ou le dixième, c'est qu'il fait écho à un sentiment d'urgence de changer la société qui se réveille* », le quotidien communiste a voulu marquer le coup. Après un long entretien avec le sociologue Alain Touraine, « *L'Huma* » interroge quelques philosophes et deux responsables politiques, MM. Krivine et Bensaïd, dirigeants de la LCR. La mort de Georges Marchais, en novembre 1997, n'ouvre pas la critique sur la dénonciation, par celui qui était alors le numéro deux du PCF, de l'« *anarchiste allemand* » Cohn-Bendit. Roland Leroy, ancien membre du bureau national du PCF, explique, en revanche, comme il l'avait déjà fait dans *La Quête du bonheur* (Grasset, 1995), qu'en raison du « *retard historique* » pris en 1956 les communistes étaient « *étouffés par l'événement* » et « *prisonniers de leur stratégie* ». Aujourd'hui, le directeur du journal, Pierre Zarka, le promet : « *Les questions posées en 1968 nous ont rattrapés...* »

Ariane Chemin

Commémorations syndicales

L'hommage ouvrier à la commémoration de mai 68 arrive à son rythme : celui du calendrier. Le 13 mai, la CGT célébrera la première occupation d'usine, le 14 mai 1968, celle qu'avaient déclenchée les salariés de Sud-Aviation à Bouguenais, en Loire-Atlantique. Trois secrétaires généraux successifs de la CGT, Georges Séguy, Henri Krasucki et Louis Viannet, feront le déplacement pour s'entretenir avec des salariés de l'Aerospatiale de Bouguenais, avant de participer à un débat public, à Nantes, sur le thème : « Mai 1968-mai 1998, parlons conquêtes ».

Il flotte aussi un parfum de mai 68 sur le meeting organisé, le 12 mai, par la CFDT au stade Charléty, à Paris : le « *Charléty de l'emploi* », l'a baptisé l'hebdomadaire de la confédération, par allusion à la réunion de la « deuxième gauche », au même endroit, le 27 mai 1968.

Des socialistes peu désireux de « recommencer »

LE CRI DU CŒUR est venu d'un retraité, « *déjà socialiste* » en 1968 : « *Les Amis de Jacques Chirac organisent des banquets ce soir pour fêter l'anniversaire de son élection. Dans un mois, le président pourrait dissoudre... Alors attention à ne pas refaire mai 1968 !* » Sous la houlette d'Henri Weber, chargé de la formation au secrétariat national, et ancien dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), le Parti socialiste organisait, jeudi 7 mai, ses « entretiens de Solferino » sur le thème : « Mai 1968 : faut-il recommencer ? ». Une centaine de militants et de sympathisants du PS, partagés à peu près à égalité entre anciens soixante-huitards et enfants de 1968, ont débattu sagement de ce sujet « explosif » avec trois auteurs d'ouvrages sur le mouvement d'il y a trente ans : Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de *Libération*, Patrick Rotman et Henri Weber.

Pour ces militants qui ont grandi ou mûri, non sans désillusions, au rythme des deux septennats de François Mitterrand, mai 68 a souvent un parfum de beau rêve évanoui. Le professeur Alexandre Minkowski a expliqué que « *la gauche a parfois besoin d'avoir ses gauchistes, pas forcément comme le gars de l'Essonne...* » – « *Dray* », a soufflé la salle. « *J'avais deux fils à la "Ligue"*, a raconté l'auteur du *Mandarin aux pieds nus, qui est, paraît-il, une bonne université – la meilleure !*, a coupé M. Weber – *et, maintenant, ils sont entrés dans le capitalisme, et ça marche bien...* »

« UN PEU D'IDÉAL »

Une universitaire a évoqué « *des tas de secteurs où on a bien envie de recasser la baraque* », tout en doutant que cela vienne des étudiants, « *dépolitisés* ». « *On a pris la liberté*, a observé un ex-maoïste de 1968, *mais l'égalité, ça ne se prend pas, ça s'impose. La question n'est pas de recommencer mais de continuer le travail, de s'occuper du social à bras-le-corps.* » « *Ce qui manque au PS, c'est un peu d'idéal !*, a enchaîné une trentenaire. *Si, aujourd'hui, une explosion devait arriver, elle viendrait peut-être des banlieues. Elle serait violente, parce que désespérée.* » Un étudiant a relevé que « *personne n'a envie de mettre le feu à la maison pour en récupérer les cendres* », avant d'inviter le PS à « *construire une idéologie dans la tête des jeunes* ».

Recommencer mai 68 ? « *Oui*, a répondu calmement une militante, tentée par la fête libertaire. *Il faut faire sauter la chape de plomb dans les entreprises, mais sans la violence.* » Recommencer ? « *Certainement pas !*, a tranché un socialiste du 19e arrondissement parisien. *Mais il faut une social-démocratie vraiment à l'écoute de la société.* » Recommencer ? « *Sans doute pas*, a conclu M. Weber, *mais il faut reprendre le travail de Mai, car il y a eu une régression, et rechercher un nouveau compromis social.* » Adepte d'une société mobilisée, le sénateur de Seine-Maritime a présenté le PS d'Epinay, en 1971, comme une « *conséquence* » de mai 68.

Michel Noblecourt

Le Parti des travailleurs tisse des liens avec les communistes orthodoxes

S'IL N'Y A qu'une seule liste à condamner Maastricht et à s'opposer au traité d'Amsterdam, ce sera la leur. Malgré l'échec de la liste présentée par Daniel Gluckstein, qui avait recueilli 0,43 % des voix au scrutin européen d'avril 1994, le Parti des travailleurs (trotskiste) veut être présent aux élections européennes de juin 1999, avec la Gauche communiste de Jean-Jacques Karman, adjoint au maire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) et opposant à Robert Hue au sein du PCF. Les lambertistes – du nom de leur principal dirigeant, Pierre Boussel-Lambert – devaient en débattre, samedi 9 et dimanche 10 mai, en présence de leurs nouveaux amis communistes orthodoxes, lors du 7e congrès du PT, à La Plaine-Saint-Denis.

En janvier, à Berlin, 320 délégués de vingt-deux pays européens ont constitué un Comité européen contre la ratification du traité d'Amsterdam, un an après la formation du Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht. Au sein de ce dernier, les lambertistes côtoient, notamment, la Gauche communiste et la Coordination communiste, autre tendance communiste opposée à M. Hue, dans le Pas-de-Calais. Le comité organise un rassemblement international, le 16 mai, à Paris, contre le traité d'Amsterdam. A la différence de la Ligue communiste révolutionnaire, qui milite dans diverses associations anti-FN ou de défense des chômeurs et des exclus, et dans les oppositions syndicales, les lambertistes ont toujours donné la priorité à l'« *entrisme* » dans les courants majoritaires des partis et des syndicats. « *Nous avons déjà un premier ministre, la moitié de FO, une frange de la CGT* », ironise Olivier Doriane, l'un de ses dirigeants, faisant allusion à la jeunesse militante de Lionel Jospin.

M. Doriane avait représenté le PT au congrès du Parti communiste français, en décembre 1996 : une rupture dans l'histoire de cette organisation, qui avait une conception intransigeante du combat contre les communistes « staliniens ». Le 14 janvier de cette année, une délégation du comité national a rencontré trois délégués du PCF. Autre nouveauté, le PT sera aussi présent à la traditionnelle fête de la Pentecôte de Lutte ouvrière, dont il se démarquait, jusqu'à maintenant, bien plus que ne le faisait la LCR.

A. B.-M. et Ar. Ch.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Charles Millon

*A la suite de notre article sur la désignation de Pierre Vial (FN), fondateur du Grece, comme vice-président de la commission des affaires culturelles du conseil régional Rhône-Alpes (*Le Monde *daté 3-4 mai), Charles Millon, président de ce conseil, nous a adressé la lettre suivante :*

Depuis mon élection à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes, le 20 mars, nous sommes entrés dans l'ère du soupçon. Il n'est pas un jour où la situation politique à la région ne suscite amalgames et fantasmes de toute sorte sur l'accord que j'aurais, à en croire certains, passé avec les élus du Front national. (...)

Faisant mentir les pronostics les plus pessimistes et les plus intéressés, force est d'abord de constater que la région Rhône-Alpes est aujourd'hui en ordre de marche. Son exécutif a été désigné, son règlement intérieur et son budget adoptés, et ses commissions constituées selon les règles prévues par la loi et sans que mon programme soit modifié ni que le FN exerce la moindre responsabilité au sein de l'exécutif. N'en déplaise aux jeteurs d'opprobre, la majorité régionale que je conduis peut désormais mettre en œuvre tout son programme et rien que son programme, en faveur duquel le suffrage universel s'est prononcé. Tout le reste n'est que mauvaise littérature.

Aujourd'hui, la gauche agite le chiffon rouge de la culture en s'indignant de l'élection de vice-présidents de la commission issus du groupe FN, en particulier celle de Pierre Vial, dont la présence à la commission culture ferait, selon elle, peser une menace sur la politique culturelle de la région. Dois-je rappeler que, de 1992 à 1998, le Front national a détenu – avec l'accord des groupes socialiste et communiste – neuf vice-présidences de commission ? Dois-je également rappeler que, déjà, M. Vial était vice-président de la commission des affaires culturelles, sans que la gauche y trouve alors matière à polémique ni que la politique culturelle déterminée par notre équipe s'en trouve infléchie ?

Si vous aviez pris soin de relire ma déclaration de candidature ou, simplement, de vérifier le déroulement exact des événements, vous auriez d'abord souligné que j'ai proposé officiellement aux représentants de tous les groupes d'attribuer l'ensemble des responsabilités au sein des commissions à la proportionnelle. Ceux de la gauche « plurielle » ont refusé. Considérant qu'il est nécessaire et normal que l'ensemble des sensibilités politiques siège au bureau des commissions, j'ai ensuite proposé que les vice-présidences des commissions reviennent à des élus de la gauche « plurielle », du Front national et des différents groupes représentés, comme cela a été le cas à la région Rhône-Alpes, durant la précédente mandature, à la suite d'un accord unanime. Le PS et le PC ont, là aussi, refusé mon geste d'ouverture et préféré pratiquer la politique de la chaise vide. Deux élus socialistes ont été élus premiers vice-présidents de la commission développement rural et agriculture et de la commission enseignement supérieur et recherche, mais ont démissionné. (...)

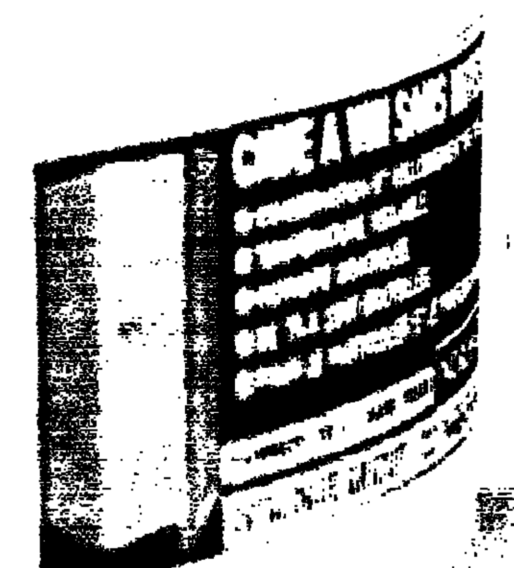
Pas plus en Rhône-Alpes que dans les autres régions, les commissions n'ont de pouvoir de décision. Aujourd'hui comme hier, c'est à l'exécutif régional et à son président qu'il appartient de définir la politique régionale. Cela sans passer d'accord culturel ou pour toute autre politique régionale. Oui, nous croyons que la culture est un droit de l'homme et du citoyen. Et c'est la raison pour laquelle la région Rhône-Alpes poursuivra dans la voie qu'elle a tracée depuis dix ans, respectueuse des convictions et de la liberté de tous.

DÉPÊCHES

■ **PARIS : une nouvelle réunion de conciliation dans la crise de l'Hôtel de Ville de Paris a été organisée**, vendredi 8 mai, au siège du RPR, à l'initiative de Philippe Séguin, avec Jean Tiberi et son rival Jacques Toubon, président du groupe PARIS. Cette deuxième tentative de rapprochement des « *frères ennemis* » n'a pas débouché sur un accord entre les deux parties, dans le conflit qui oppose depuis un mois le maire de Paris et celui du 13e arrondissement. Toutefois, selon des sources concordantes, elle aurait permis « *une désescalade* », et la tonalité irait plutôt « *dans le sens d'une décrispation* ». Le secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, et le conseiller politique du mouvement, Charles Pasqua, étaient aussi présents à cette réunion.

■ **8 MAI : Charles Millon, maire de Belley, dans l'Ain, a été empêché**, vendredi 8 mai, de déposer une gerbe de fleurs devant le monument aux morts de sa commune par plusieurs centaines de manifestants qui lui reprochent son élection à la présidence de la région Rhône-Alpes grâce aux voix du Front national. Les manifestants ont scandé : « *Millon collabo !* », « *Millon démission !* », bloquant l'accès au monument. M. Millon a dénoncé l'« *intolérance* » des manifestants. A Saint-Chamond (Loire), la cérémonie du 8 mai 1945, présidée par le maire (RPR), Gérard Ducarre, proche de M. Millon, a aussi été perturbée par trois cents personnes.

■ **Front national : dans un entretien publié par *Le Figaro*, samedi 9 mai, Bruno Mégret estime** « *nécessaire que se crée une force politique nouvelle de droite, différente du FN, mais désireuse de passer des accords avec lui pour battre les socialo-communistes* ». « *Il n'y aura pas de recomposition véritable du RPR et de l'UDF, sans création de deux forces politiques cohérentes : l'une opposée au Front national et à ses thèses, qui aurait vocation à se tourner vers la gauche (...), l'autre favorable à des ententes avec le Front national* », poursuit le délégué général du FN.



CITOYENNETÉ **Fondée en 1898, au moment de l'affaire Dreyfus, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a fêté son centenaire, vendredi 8 mai, au palais de Chaillot à Paris. ● SON PRÉSIDENT, HENRI LECLERC, a affirmé que la Ligue n'était pas une vieille dame *« sourde et impotente »*. Il a vigoureusement dénoncé les lois contre les étrangers, *« boucs émissaires de nos misères »*. ● AFFIRMANT QUE LA FRANCE N'ÉTAIT *« ni raciste ni xénophobe »*, Jacques Chirac a rappelé que *« notre nation s'était constituée au fil des siècles en intégrant les apports successifs »*. ● UNE ÉTUDE MONTRE QUE les militants de la LDH sont des personnes *« dans la force de l'âge, très diplômées, électeurs de gauche, qui exercent des activités professionnelles valorisantes et qui n'ont pas de convictions religieuses »*.**

La Ligue des droits de l'homme, fêtant ses 100 ans, dénonce les lois contre les étrangers

Henri Leclerc, le président du mouvement, a évoqué les combats du siècle passé, mais aussi l'exclusion, le chômage et les « lois de police *qui tiennent lieu de politique d'immigration* ». Jacques Chirac a rappelé que la France s'était constituée « en intégrant les apports successifs »

UNE VIEILLE DAME, certes, mais une vieille dame alerte, obstinée et vigilante : c'est le visage contrasté qu'a voulu offrir la Ligue des droits de l'homme (LDH), vendredi 8 mai, à l'occasion du centième anniversaire de sa création. Cette célébration, qui devait se poursuivre samedi et dimanche avec le congrès annuel des ligueurs, avait un double objectif : rappeler, non sans nostalgie, un siècle de combats contre toutes les formes d'injustice et s'afficher, en dépit de ce poids historique, comme une association moderne, en phase avec son époque. L'exercice était d'autant plus délicat que la Ligue, avec ses 8 000 adhérents et ses 334 sections, souffre d'une image un rien désuète.

De Ras l'Front à SOS-Racisme, en passant par DAL (Droit au logement) et AC ! (Agir ensemble contre le chômage), des associations aux méthodes souvent plus radicales, occupent désormais l'avant-scène médiatique. Aux yeux du public, leurs noms sont indissociables de la lutte contre l'exclusion, le racisme et les expulsions de sans-papiers. La Ligue, elle, paraît plus modérée face au gouvernement de Lionel Jospin. A l'heure de la gauche plurielle, des « collectifs » et des comités en tout genre, l'institution créée pour défendre le capitaine Dreyfus en 1898 (*Le Monde* daté dimanche 3-lundi 4 mai) est-elle encore vaillante ? Joue-t-elle encore le rôle de *« vigie de la République »*, pour reprendre l'expression de l'un de ses présidents, Victor Basch, assassiné par la Milice en 1944 ?

« NOUS SOMMES DEBOUT »

Dans un discours prononcé devant Jacques Chirac et quelques centaines de personnes réunies au Théâtre national de Chaillot, l'avocat Henri Leclerc, actuel chef de file des ligueurs, s'est évertué à rassurer son monde. *« Si notre association a cent ans, elle n'est, croyez-le bien, ni sourde ni impotente*, a-t-il lancé. *Elle n'a pas envie d'entendre le concert chaleureux et bienveillant qui réunit autour du fauteuil des vieilles dames, la famille émue et les autorités bienveillantes. Nous sommes debout et n'avons pas perdu la mémoire. »*

Il est vrai que cette *« mémoire »* est riche de mille combats, évoqués tout au long de l'après-midi : l'affaire Dreyfus, mais aussi les droits des femmes, la dénonciation de la guerre d'Indochine, l'abolition de la peine de mort... Sans oublier d'autres actions, peut-être moins connues, en faveur de victimes anonymes. *« Notre histoire*, a poursuivi Henri Leclerc, *est faite de ces innombrables combats, de ces innombrables dossiers qui, jour après jour, mobilisent les militants, les sections et le service juridique de la Ligue. »* Des grands témoins, français et étrangers, ont été longuement applaudis : les époux Aubrac, Hocine Aït Ahmed, figure emblématique de la lutte d'indépendance en Algérie, Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, ou Abraham Serfaty.

Restait à évoquer l'actualité, les *« combats »* propres à cette fin de siècle. Henri Leclerc s'y est employé en termes virulents, comme s'il plaidait la défense de sa chère Ligue devant un tribunal soupçonneux. Il fut bien sûr question d'exclusion, de chômage, de misère, d'intolérance, mais aussi des sans-papiers, dont les porte-parole, africains et asiatiques, avaient été conviés à la cérémonie. *« Des lois de police tiennent lieu dans notre pays de politique d'immigration*, a lancé Henri Leclerc. *Nous ne saurions accepter que l'on fasse des étrangers les boucs émissaires de nos misères, que l'on transforme l'Europe en une sorte de forteresse qui serait assiégée par les pauvres du monde, que nous perdions notre âme sous la pression d'une extrême droite raciste et xénophobe qui attise la braise du désespoir et des peurs. Nous continuerons à résister à l'oppression dont sont victimes ces hôtes qui vivent avec nous. »*

Après avoir applaudi cette déclaration d'intention, le président de la République, Jacques Chirac, a dressé, à son tour, un portrait élogieux de la Ligue, *« artisan inlassable de la vie démocratique et défenseur fervent de l'idéal républicain »*. Bien accueilli par les Ligueurs, le chef de l'Etat a évoqué les *« menaces »* que représentent les extrémismes (*« de droite et de gauche »*) et le racisme. *« La France, et nous pouvons en être fiers, n'est nullement un pays raciste ou xénophobe.*

Notre peuple sait que notre nation s'est constituée au fil des siècles en intégrant les apports successifs. » M. Chirac a estimé qu'il n'y avait pas, dans le domaine du racisme, de *« petits combats »*.

LÉGALISME

« En matière de droits de l'homme, il ne faut jamais baisser la garde, pour la simple raison que l'on recule dès que l'on n'avance pas », a-t-il ajouté. Pour le chef de l'Etat, *« des territoires restent à conquérir, des menaces demeurent ou grandissent, des domaines nouveaux requièrent ardeur et vigilance »*. *« L'ombre du passé plane toujours sur le présent »*, a-t-il poursuivi en citant *« la barbarie du terrorisme aveugle, les actes de génocide, les violences ethniques, les luttes claniques »*, *« la peine de mort dont l'application est loin de régresser dans le monde »* et les formes d'*« esclavage moderne »*.

Face à ces défis, la Ligue se présente comme une centenaire à l'attention toujours en éveil. Respectée pour son sérieux, son expérience, son pouvoir d'influence et son ancrage à gauche, elle est cependant parfois victime de ses pesanteurs et d'un légalisme jugé excessif par les plus jeunes. Conscient de ce handicap, Henri Leclerc a conclu son intervention par un message solennel destiné aux *« autres militants »*, autrement dit les membres d'associations plus récentes. *« C'est avec tous que nous voulons lutter pour construire ce monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère. »* A l'approche du troisième millénaire, la vieille dame n'entend pas se laisser distancer.

Philippe Broussard

Les déceptions des ligueurs sur le dossier des sans-papiers

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, devait assister, samedi 9 mai, à l'ouverture du congrès annuel de la Ligue des droits de l'homme, organisé à Paris, mais le chef du gouvernement, souffrant, a fait savoir au dernier moment qu'il ne pourrait être présent à la Cité des sciences.

C'est donc en l'absence de M. Jospin qu'Henri Leclerc, président de la Ligue, a vivement critiqué la politique du gouvernement en matière régularisation des sans-papiers. La Ligue souligne avec insistance le décalage entre les promesses électorales faites par la gauche plurielle et la politique mené par M. Jospin.

Le principal reproche concerne le fait de n'avoir pas abrogé les lois Pasqua et Debré, qualifiées de *« scélérates »* par M. Leclerc. *« Le moins que l'on puisse dire est que nous nous sommes trompés »* devait déclarer M. Leclerc à propos de la *« confiance »* accordée au gouvernement sur ce dossier.

« UN SENTIMENT D'IMPUISSANCE »

Et M. Leclerc de poursuivre, à propos des étrangers qui n'ont pas obtenu leur régularisation : *« Un sentiment d'impuissance s'empare de nous lorsque nous constatons l'injustice des décisions rendues. Que faire contre l'arbitaire ? Que dire devant la détresse de ceux qui nous avaient tant fait confiance ? »*. Le président de la Ligue a également accusé le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, de *« traiter »* les ligueurs en *« ennemis de la République »*.

Une élite intellectuelle fortement liée au PS

QUI SONT les ligueurs ? Plusieurs laboratoires de recherches, aidés par des étudiants des instituts d'études politiques (IEP) de Paris, Lille et Grenoble, se sont penchés sur la question. Cette étude, lancée en octobre 1997, porte sur quatre sections jugées représentatives de la Ligue des droits de l'homme (LDH) : celles de Lille, Grenoble, Paris 18e et Paris 20e. Au total, près de trois cents personnes ont été interrogées.

Pour Gilles Nezosi, enseignant à l'IEP de Grenoble, l'adhérent type de la Ligue est *« une personne dans la force de l'âge, très diplômée, électeur de gauche, qui exerce une activité professionnelle valorisante et n'a pas de conviction religieuse »*.

Les chiffres sont révélateurs. 70 % des personnes interrogées ont entre trente-cinq et soixante-cinq ans. Les catégories professionnelles dominantes sont les cadres supérieurs et les professions libérales. Si les médecins, les avocats et les enseignants sont fortement représentés, les employés et les ouvriers ne constituent que 1 % des effectifs. Les chômeurs sont à peine plus nombreux (1,2 %). Quels qu'ils soient, tous ces militants votent à gauche. 51 % d'entre eux se sentent proches du Parti socialiste, 18 % des formations écologistes, 7,5 % de l'extrême gauche et 6 % du Parti communiste.

La Ligue confirme ainsi son image d'institution réunissant une élite intellectuelle très liée au PS. *« Du fait du niveau social de ses adhérents, elle est avant tout perçue comme un groupe de pression, influent auprès des élus et des pouvoirs publics »*, estime M. Nezosi. D'où le *« décalage d'image »* avec d'autres associations, aux méthodes plus énergiques.

« MILITANTISME DE PROXIMITÉ »

La Ligue passe pour un mouvement respectable, surtout efficace dans l'aide juridique. Les recherches effectuées à Paris et en province montrent que certains militants, notamment les plus jeunes, n'hésitent pas à rallier ponctuellement telle ou telle autre association pour satisfaire leur besoin d'action au sein de structures plus souples. *« La Ligue reste le point d'ancrage principal, mais on lui fait des infidélités »*, résume M. Nezosi.

Certains adhérents du 18e arrondissement de Paris entretiennent ainsi des liens soutenus avec Ras l'Front. Ailleurs, on se tourne vers le MRAP.

La Ligue n'est pas pour autant victime de la crise du militantisme. Ses huit mille adhérents sont peut-être douze fois moins nombreux qu'avant-guerre (près de cent mille), mais les chercheurs notent un *« renouvellement »* depuis le début des années 90. *« De nouveaux militants s'engagent*, assure Monna Mayer, du Centre d'étude de la vie politique française (Cévipof). *C'est un militantisme de proximité, parfaitement ciblé. L'adhésion à la Ligue est vécue comme un acte citoyen. Disons que c'est une vieille dame qui s'est un peu rajeunie. »*

Malgré l'influence grandissante de la nouvelle génération, les modes d'action restent dans la norme. Dans leur document de synthèse sur les *« répertoires d'actions à la LDH »*, deux autres chercheurs, Aurélie Billebault et Sylvie Strudel, écrivent : *« Ni coup de poing, ni coup de force, ni trop de coups d'éclat (...), la mobilisation se fait dans le cadre des lois et par la loi. La Ligue est probablement plus réformiste que révolutionnaire. »*

Ph. Br.

La Croix-Rouge française va engager des actions dans les banlieues et les prisons

LA CROIX-ROUGE française (CRF), qui organise sa campagne nationale annuelle les 23 et 24 mai, compte désormais investir le secteur social et la lutte contre l'exclusion. *« L'engagement de la Croix-Rouge vers le social est irréversible »*, a affirmé son président, le professeur Marc Gentilini, jeudi 7 mai. *« Il faut que cette institution colle avec son temps »*, a-t-il ajouté en annonçant le déblocage d'environ 200 millions de francs avant la fin de l'année pour financer ces nouveaux projets. L'objectif est d'intervenir là où il y a carence des pouvoirs publics.

Premier champ d'action : les « banlieues sensibles ». Des emplois-jeunes vont être recrutés avant l'été comme éducateurs, médiateurs ou secouristes. M. Gentilini souhaite par ailleurs organiser une rencontre avec les douze maires reçus par Jacques Chirac en janvier sur le thème de la sécurité urbaine (*Le Monde* du 14 janvier). Des investissements en vue d'offrir aux jeunes les plus défavorisés un équipement informatique minimum sont en outre prévus.

Le président de la CRF a estimé qu'il était temps de s'occuper des personnes *« meurtries et sans accompagnement »*. La CRF compte ainsi intervenir à la sortie des prisons, afin de proposer un hébergement et des informations aux sortants. Le professeur Gentilini, qui connaît bien le monde carcéral pour avoir effectué un rapport sur le sida, les hépatites et la toxicomanie en prison, propose d'*« installer des structures d'accueil sur les parkings situés en face des établissements pénitentiaires »*. Il s'agit ici d'établir un premier contact avec les détenus avant qu'ils ne s'orientent vers les dispositifs de réinsertion existants. Le coût de ces baraquements, de type Algéco, a été estimé entre 300 000 et 600 000 francs par an et par prison.

RÉFORME DES STATUTS

Selon M. Gentilini, cet *« effort de modernisation »* passe nécessairement par une réforme des statuts de la CRF. A l'initiative des autorités internationales de Genève et avec le concours des pouvoirs publics, il a été proposé par le siège genevois d'augmenter la proportion des administrateurs élus afin de garantir à la CRF un minimum d'autonomie par rapport à l'Etat. Autre innovation : les mandats ne seraient renouvelables qu'une fois et limités à douze ans maximum. M. Gentilini a souhaité *« davantage regrouper, sur des actions ponctuelles, les organismes humanitaires et sociaux »*, tels que le Secours populaire français ou le Secours catholique.

T. D.

L'étrange suicide des « sœurs siamoises » de Sochaux

Les deux amies n'ont laissé aucune explication

BESANÇON
de notre correspondant

Elles ont voulu que leur double suicide marque les esprits, mais elles n'ont pas fourni de clé pour décrypter le message qu'elles ont laissé en mettant en scène leur mort. Selon un rite très réfléchi, les deux jeunes filles découvertes pendues, jeudi 7 mai, dans un bois d'Arbouans (Doubs), sont demeurées unies jusqu'au bout, dans le droit-fil d'une amitié qui ne s'était apparemment jamais démentie. Comme si cet ultime secret était destiné à conforter leur volonté de passer à l'acte ensemble, avec une détermination qui ajoute à la stupeur et au désarroi de leurs proches.

« Les causes profondes de ce drame sont parties avec elles », a commenté le capitaine Jean-Marc Isoardi, qui commande la compagnie de gendarmerie de Montbéliard. Il a ajouté que le petit texte écrit par l'une d'elles, à l'intention de sa mère, ne fournissait aucune explication et qu'il s'agissait *« d'un simple mot d'amour et d'adieu »*. Les corps ne portant aucune trace de violence suspecte, les enquêteurs n'ont pas souhaité pousser plus avant leurs investigations. Ils l'ont confirmé vendredi aux parents, qui avaient été auditionnés la veille. Les permis d'inhumer ont été délivrés avec l'accord du procureur de la République.

C'est après avoir entendu son chien Blackie aboyer au pied d'un arbre que Ramon Vincente Ibarra, un retraité de soixante-trois ans, a donné l'alerte. En voulant récupérer l'animal qui lui avait échappé, l'homme a vu les jeunes filles pendues à la même branche, dos contre dos.

Sur deux troncs, elles avaient tagué en rouge leurs prénoms ainsi que le fameux symbole du *« peace and love »*. Le sexagénaire s'est précipité à la caserne des pompiers voisine afin d'obtenir du secours. Lorsque les sauveteurs sont arrivés sur place, ils n'ont pu que constater le décès, qui remontait au mercredi soir, *« aux environs de 21 heures »*, précisera ultérieurement le légiste en évoquant le coucher du soleil.

« RÉCIPROCITÉ »

Si l'annonce de leur geste concerté a bouleversé le pays de Montbéliard, les amis des jeunes filles, dont l'une devait fêter ses dix-huit ans en juin et l'autre en septembre, n'ont en revanche guère été surpris de la « réciprocité » de leur choix. Considérées par les autres jeunes du pays comme *« inséparables »*, attirées par les mêmes modes vestimentaires et les mêmes maquillages, les *« sœurs siamoises »* de Sochaux avaient été scolarisées dans le même collège, puis avaient opté, à l'issue d'études secondaires incertaines, pour la même formation professionnelle de coiffeuse. La première avait préféré tout arrêter pour s'inscrire à l'ANPE, tandis que la seconde continuait ses études. Cette étape les avait, pour une fois, départagées.

Laquelle a convaincu l'autre de mettre ainsi fin à leurs jours ? Les gendarmes semblent l'ignorer. Seules certitudes : elles ont acheté ensemble la corde, ont effectué à pied, en jeans et en baskets, la dizaine de kilomètres qui sépare leur domicile de Sochaux de la forêt d'Arbouans et ont soigneusement préparé leurs derniers instants en réalisant, aux deux extrémités du lien chargé de les réunir dans la mort, des nœuds coulants puis en passant le pied au-dessus de la branche. Sous la bague de l'une d'elles, les gendarmes ont retrouvé, replié, le court message adressé à sa famille assorti, selon certaines sources, d'une photo de bébé. Là encore, sans justification apparente. *« Elles ne paraissaient manquer de rien »*, a noté, ému, le maire de Montbéliard, Louis Souvet. Sur le plan matériel, peut-être.

Jean-Pierre Tenoux

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Natasha Gelman

Une collectionneuse des grands peintres européens

NATASHA GELMAN est décédée samedi 2 mai à Cuernavaca, au Mexique, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Elle était la veuve de Jacques Gelman, mort en 1986 après avoir fait fortune en produisant les films du comédien mexicain Mario Moreno. Le couple avait réuni l'une des plus belles collections de peinture privées au monde, une centaine de toiles estimées à 300 millions de dollars (environ 1,2 milliard de francs), qui viennent d'être léguées au Metropolitan Museum de New York.

« Il s'agit de la plus importante donation jamais faite au département du XXe siècle et, de fait, une des plus importantes donations jamais faites au musée », a déclaré Philippe de Montebello, directeur du Met. Jacques et Natasha Gelman se sont rencontrés en 1939 à Mexico. L'un venait de Saint-Pétersbourg et était réalisateur de cinéma. L'autre était née en Bohême, mais avait vécu en Autriche et en Suisse. Après leur mariage, ils étaient devenus des citoyens mexicains. Ils ont côtoyé l'avant-garde locale (Diego Rivera a peint en 1943 un grand portrait de Natasha) et collectionné les sculptures précolombiennes et la peinture mexicaine moderne.

UNE PRÉFÉRENCE POUR BRAQUE

Mais leur goût principal les portait vers l'art européen, qu'ils achetèrent dès 1941 : Bonnard, Vuillard, Picasso, Braque, Gris, Léger, De Chirico, un Dali de la meilleure période, Miro, Tanguy, Giacometti (Alberto, mais aussi Diego), Braumer, Dubuffet, Bacon, Rouan. Et on en oublie, comme le Mondrian, le Klee, ou le Kandinsky...

Pas un Bonnard, mais cinq, pas un Miro, mais neuf. Ils s'intéressent aux fauves ? Deux Vlaminck, deux Derain, trois Matisse, dont *Le Jeune Marin* de 1906. Pour cette seule période bien sûr, parce que des Matisse, il y en a encore six, jusqu'à *Fleur de neige*, de 1951, un grand papier collé. Le même souci de suivre les jalons de l'œuvre d'un artiste se retrouve dans leurs choix concernant Picasso : les quatorze dessins et peintures de l'Espagnol s'échelonnent de 1901 à 1967.

Braque est un des peintres favoris dés Gelman, qui possédaient un *Billard*, peint entre 1944 et 1952. La version Gelman est la seule à être peinte sur un format vertical, et une des plus belles parmi les sept toiles d'une série qui valut à Braque le prix de la Biennale de Venise en 1948.

La collection Gelman avait été exposée en 1989 au Metropolitan Museum, au conseil d'administration duquel siégeait Natasha Gelman, et en 1994 à la Fondation Pierre-Gianadda à Martigny, en Suisse.

Harry Bellet

■ **ERICH MENDE**, ancien vice-chancelier allemand, ancien président du parti libéral FDP, est mort mercredi 6 mai, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Né en octobre 1916 en Silésie (aujourd'hui en Pologne), Erich Mende, qui a dirigé le FDP de 1960 à 1968, a été ministre des questions interallemandes, puis vice-chancelier sous le gouvernement de Ludwig Erhard (*Union chrétienne-démocrate*, CDU) de 1963 à 1968. Il était entré au Bundestag en 1949 et y dirigeait le groupe parlementaire libéral. Opposé à l'alliance entre son parti et les sociaux-démocrates après les élections de 1969, sous Willy Brandt, Erich Mende a quitté le FDP en 1970 pour rejoindre les rangs de la CDU, pour laquelle il siégea ensuite dix ans au Bundestag.

■ **JACQUES DUMESNIL**, comédien, est mort vendredi 8 mai, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, à l'hôpital de Lyon. Il avait été pensionnaire à la Comédie-Française et président du Syndicat national des acteurs. Après de nombreux succès au théâtre dans les années 30, il avait joué dans plusieurs dizaines de films, dont *Clérambard* et *Les Tontons flingueurs*. Il avait notamment été dirigé par Abel Gance, Jacques de Baroncelli, André Cayatte, Claude Autant-Lara. Son rôle dans le feuilleton télévisé *Au plaisir de Dieu* lui avait valu une nouvelle renommée avant qu'il ne se retire à Rillieux-la-Pape, dans le Rhône.

NOMINATIONS

EDUCATION NATIONALE

Jean-Pierre Dedonder, professeur des universités, ancien président de l'université Denis-Diderot (Paris-VII) a été nommé, en conseil des ministres du mercredi 6 mai, recteur de l'académie de Créteil. Il succède à **Maurice Quenet** qui devient recteur de l'académie de Nice en remplacement de Gérard-François Dumont.

[Né le 6 mai 1946 à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Dedonder, docteur ès sciences et spécialiste de physique nucléaire, a été nommé assistant à la faculté des sciences de Jussieu en 1967, maître-assistant en 1973 et professeur en 1985. Elu vice-président de l'université Paris-VII devenue Denis-Diderot en 1990, il en a exercé la présidence de 1992 à 1997.]

[Né le 5 août 1942 à La Guérinière (Vendée), Maurice Quenet, docteur d'Etat et agrégé de droit, a été assistant à la faculté de droit de Nantes de 1967 à 1974. Il est ensuite nommé à l'université de Caen, maître-assistant, puis professeur en 1978, avant de rejoindre l'année suivante l'université de Rennes. En 1983, il devient directeur de l'Ecole de Saint-Cyr-Coëtquidan avant d'être nommé recteur de l'académie de Nantes, de 1986 à 1990. A cette date, il retrouve l'université de Rennes, puis, en 1994, celle de Paris-II Assas. Il avait été nommé recteur de l'académie de Créteil en mai 1996.]

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Laurence Paye-Jeanneney, secrétaire générale de la recherche de Renault, a été nommée, le 22 avril, administratrice générale du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Elle remplace Guy Fleury, démissionnaire.

[Née le 8 janvier 1944 à Grenoble (Isère), Laurence Paye-Jeanneney, docteur d'histoire et diplômée de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes, intègre le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en 1976. En 1978, elle est nommée chargée de mission, puis, l'année suivante, chef de cabinet des directeurs généraux et du président. En 1982, elle devient l'adjointe du directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche avant de rejoindre à nouveau le CNRS, en 1986, comme directeur de la politique régionale et universitaire. Depuis 1990, elle est secrétaire générale de la recherche du groupe Renault.]

FRANCOPHONIE

Arthur Bodson, recteur honoraire de l'université de Liège, a été élu, vendredi 1er mai, à Beyrouth, directeur de l'Agence universitaire de la francophonie.

[Né le 27 juin 1932 à La Roche-en-Ardenne (Belgique), Arthur Bodson est docteur en philosophie et lettres. En 1971, il est nommé professeur ordinaire à l'université de Liège, chaire de langue latine. Après un passage au cabinet du ministre de l'éducation André Bertouille, Arthur Bodson est élu, en 1985, recteur-président du conseil d'administration de l'université de Liège, poste qu'il occupera jusqu'à son accession à l'honorariat, en 1997.]

LÉGION D'HONNEUR

Nous publions la liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au titre du ministère de la défense dans le *Journal officiel* du 7 mai.

Sont promus *commandeurs* :

Jean-François Denian, Ange Baggioni, Pierre Bedot, Louis Chaumaz, Raymond Muelle, Charles Renault, Jean Lescure, Jean Charles-Dominé, Georges Chevallier, Charles Delannoy, René Derel, Saadi Drid, Jean Fiorini, Jean-Jacques Gauthier, Lucien Gossot, Jean-Marie Grange, Gérard de Lassus Saint-Geniès, Pierre Neuville, Jean Poirault, Joseph Rinaldi, Robert Taurand, Henri Wan-der-Heyoten, Marcel Fourcade, Guy Le Borgne, Henry Geniès.

Sont promus *officiers* :

Pierre Amard, Serge Barrère, Pierre Daban, Nonce Delannoy, Albert Gatti, Roger Germonville, Gaston Gireaud, Louis Guidon-Lavallé, Roger Jalabert, Jean Lefort, Robert Milland, Claude Pouilloux, Antoine d'Audiffret, Michel Szersnovicz, Jacques de Morant, Gaston Duraisin, Emile d'Agon de Lacontrie, Henri Alla, André Baudon, Gérard Bertonnier, René Besançon, Jacques Bouillot, Jean Bourdreaux, Jean-Louis Bruzac, Marcel Camus, Georges Cubisol, Gilbert Dahmani, Henri Danon-Boileau, Pierre Demange, Georges Desbrosses, Hubert Dubin, Maurice Duno, René Errard, Bernard Forest, Roger Guchez, Jean Guillemot, Robert Guthlin, Gilbert Hebal, Jean-Marie Heissat, Antoine Hernandez, Maurice Joly, Pierre de La Housaye, Robert Labanbie, René Le Blanc, Pierre Lefort, Bernard Leloup, François Martinetti, Jospeh Messager, Pierre Montagnon, Roland Morel, Jacques Muffez, Alain Paillard, Séverin Paupéré, Dominique Pierrini, Raymond Pujo, Constant Renaut, Ernest Rey, André Ricou, Jean Rokita, François Roussel, Alexandre Salot, Sebald Schmidt, Charles Seither, Alojzij Sernec, Pierre Sobanski, Hildevert Social, Roger Taivas, Charles Vernier, Jacques Vincenti, Edmond Wantowski, Jean-Joseph Weisse, Jean Wiart, Claude Gravelin, Goerges Lapicque, Roland Morin, Serge Perrier, Paul Pietri, Jean Guéguiner, Albert Van Gyseghem, René Walter, Joël Bellon, Marcel Berthomé, Jean Billaud, Alain Bodivit, Marcel Chardron, Lucien Falandry, Henri Ganivet, André Gigon, André Lavaud, Georges Le Cagnec, Walter Lewino, Joachim Maran, Jean Nerriec, Pierre Olivier, Gérard Pénobert, Christian Pichon, Pierre Soulignac, André Trépié, Lucien Taver, Marcel Fillet.

Sont nommés *chevaliers* :

Lucien Adami, Jacques Alix, Bernard Allain, Félicien Angelotti, Jean-Marie Auvray, Gilles Babonneau, Maurice Batifoulier, Henri Besnard, André Bonnaudeau, Daniel Bonneau, Bertrand de Bouillé du Chariol, Mohammed Boumedine, André Bourgeat, Pierre Bouysson, Yves Brouillet, Guy Bruneau, Arnaud Burin des Roziers, Paul Campocasso, Alain Catesson, Lucien Caulfield, Noël Césari, Raoul Corbelin, Pierre Couty, Yvon Cunnunel, René Dubost, Jean Etienne, Hugues Eugène, Jean Fauvert, Raymond Fleau, Goerges Florent, Jean Flori, Gilbert Gardien, Jospeh Gimenez, Georges Giraud, Claude Grosjean, Jean Guillamet, Bernard Guillaume, Paul Haybrard, Aimé Helland, Jean Hellec, Claude Huet, François d'Irumberry de Salaberry, René L'Host, Louis Lacroix, Robert Lassale, Jean Le Bailly, Lucien Leblanc, Jack Lefèvre, Gabriel Léonardon, Roger Loye, Marc Mandon, Robert Marie, Raymond Marsouin, Victor Masséna de Rivoli d'Essling, André Matzneff, Henri de Menthon d'Aviernoz, Michel Messager, Elie Mestre, Georges Michaud, Georges Michel, Roger Mièze, Alexandre Mizikis, Maurice Morel, Maurice Partouche, Michel Passerat de Silans, Georges Pelletier, Marcel Petit, Alcide Petrissans, Diaz Piacentini, Adrien Ravaux, Henri Rebatel, Yves Reider, Jean Reinlé, Auguste Remy, Léonie Richard, Jean Roques, André Roudy, Pierre Salmon, Robert Soupet, Gaston Thiriet, Bernard de Tholsy, François Tiddu, Raymond Victor-Bauer, Walter Vierenklee, Auguste Vincenti, Yves Flute, Guy Le Derff, Yves Niger, Gabriel Guery, Victor Labrune, Paul Léchanny, Yves Quemper, Huguette Boulnois, Maud Williamson, Claude Boscand, Christian Boulanger, Paul Clément, Armand Guillaume, Christian Lambierge, Marcel Mercier, André Morio, Jean Navarret, Georges Prinstet, Maxime Salvia, Pierre Amiel, Adolphe Banaszynski, Claude Barret, Jean-Charles Barrois, Robert Berthelot, Serge Boudinelle, Yves Boyer, Jean-Philippe Brault, René Cappellesso, Marcel César, Bernard Charpentier, Edouard Chevolleau, Bernard Clément, Alain Clerc, Joël Degnet, Joseph Dehaudt, René Delafitre, Christian Dugas de La Boissonny, René Fayret, Dominique Fonvielle, Bernard Fort, Eric Gastou, Henri Gobin, Pierre Haentzler, Jean Hinnerbiès, Jospeh Inthiphab, Jean-Luc Josso, Jean Jourdan, Johann Jung, Jean Lageix, Bertrand Laborgue-Ponlot, Jean Lalanne, Francis Lambert, Jean-Victor Lamon, Jean Laudren, Robert Le Goff, Marcel Le Guen, Max Lehnert, Jean Lepain, Auguste Logé, Francis Lunati, Henri Malézieux, Paul Martin, Robert Martin, Roland Molon, Paytrick-Marie Monier Vinard, René Naux, François Ortis, Antonio Palomeque, Guy Papot, Paul Peyronet, Jean Plasse, René Poitou, Henri Réchautier, Jean Rey, Gérard Richert, Simon Risterucci, Alain Roux, Charles Saquet, Gérard Schmitz, Georges Schultz, Lucien Seguin, Lalou Siksik, André Soille, Robert Spanier, Michel Tauzin, Jean Thomas, Marcel Valreaux, Pierre Vincent, Alfred Wehrung, Bernard Woeffler, Alexandre Zentner, Louis Beaufils, Jean-Michel Bernard, Louis Bertho, Georges Billon, Maurice Bourdin, Lucien Bousson, René Chardavoine, Claude Coulet, Gabriel Dain, Roger Déloy, Louis Eliès, Pierre Guézou, Jean Janneau, Jospeh Quélennec, Jacques Rémi, Jean Seignard, Yves Stéphan, Bernard Thomas, Edouard Tinsel, Maurice Vandamme, Bernard Woirhaye, André Auger, Jean-Paul Barillot, Jean-Marie Béna, Maurice Boudet, Pierre Chervi, Guy Dethier, Noël Dufour, René Duvernay, Jacques Grandidier, Jacques Mariette, Gilbert Noureux, Michel Pillon, Francis Puyjalinet, Bernard Quatrelivre, Claude Rousselin, James Sougy, Marcel Vanbever, Jean-Claude Etesse, Jouis Guillou, Jacques Manca, Michel Noël, Fernando Sendra, Pierre Arnoux, Henri Pelletier, Jean Batmalle, Bernard Benoît, Georges Delompré, Lucien Dérozié, Clément Genot, Pierre Tropez, Ahmed Yahiaoui, Norbert Amilis, Basile Antonoff, Daniel Armand, Girgi dit Georges Assaf, André Beauclair, Pierre Bernhard, Claude Blanchet, Edmond Boissier, Gabriel Boubelaghi, Allaoua Bouchafra, Jean Bougnotteau, Gérard Bourgeois, Etienne Bourrez, Robert Catrou, Raymond Chibrac, Yoland Coilly, Jacques Convers, Louis Créac'h, Pierre Darmigny, Roger Debarnot, Pierre Décamps, Charles Duvaut, Serge Duvernet, Joël Embialet, Jean Faucher, Bernard Gaube, Claude Gockel, Jean-Marie Gonnelly, André Grandhaye, André Gras, David Grondin, André Guerini, Pierre Guionie, Marcel Hamm, Pierre hémon, Roger Hugot, Albert Jacob, Paul Jacob, Pierre Joannès, René Julliéron, Fernand Labro, Jean Lacfournier, Aimé Lacombe, Jean Lacouture, Albert Laubin, Bernard Lefeuvre, Maurice Lejeune, Jean-Baptiste Léonardi, Georges Logeais, Mathias Lorth, Paul Lupini, Michelle Maillot, Martial Maire, Jean Martin, Sylvain Millny, Guy Miraudt, Michel Mornentyn, Antoine Moro, Antoine de Mula, Frédéric Nocle, André Ogier, Louis Péré, Yvon Pierron, Jacques Ploujoux, René Polturat, René Ponchon, Raphaël Pretel, Georges Ratton, Jean Réal, Jean Rebischung, Maurice Reviron, Gérard de Ricaud, Charles Rizzon, Marcel Robin, Yves Roux, Alphonse Rumeni, Claude Sabrou, Pierre Siebenaler, Maurice Simon, Rémy Steunou, Henri Thieffry, Jacques Thion, Domingo Torres, Louis Trabut, Edmond Twardo, Valentin Vicente, Gilbert Vitoux, Robert Vivier, Marcel Weiler, Alfred Wertlé, Georges Wilbert, Raymond Wittmann, Ayun Y Bang, Max Bertrand, André Desroches, Jacques Euvrard, Lucienne Gérard, Joseph Guillemot, Jeanne Humbert, Tougeu Lyfoung, René Mennerat, Josette Pauly, Jacqueline Weill, Maurice Abélard, Paul Batot, André Choppin, Francis Danard, Cécile Desbonnet, Roland Doublet, Francis Dupré, Simon Fleschi, Yvonne Hamel, Gucia Schajer, Reine Langlois, Gilbert Lavail, Angèle-Marie Le Vézu, Henri-Joseph Micoud, Robert Morand, Jean Muzard, Max Pouneyrol, Marie-Claire Rollin, Julien Sardon, Charles Sellier, Marius Tacail, Lucie Vuillermoz.

ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Une liste de nominations, promotions et élévations dans l'ordre national du Mérite au titre du ministère de la défense est parue au *Journal officiel* daté vendredi 1er-samedi 2 mai. Nous publions les élévations à la dignité de grand-croix et de grand officier.

Sont élevés à la dignité de *grand-croix* :

Louis Beaudonnet, général de brigade ; Jean Bellec, général de brigade ; Lucien Le Boudec, général de brigade ; Maurice Fuchs, général de brigade aérienne ; Pierre Lenoir, médecin général inspecteur.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* :

Gabriel Geillon, général de corps d'armée ; Irénée Galan, colonel ; Jean Guy, général de brigade ; Robert Knerr, général de brigade ; Jean Pechberty, général de brigade ; Jacques Schmitt, général de brigade ; Paul Willing, colonel ; André Bouchi-Lamontagne, capitaine de vaisseau ; Robert Girardon, vice-amiral ; Jacques Coldefy, médecin général ; Claude Genest, général de corps d'armée ; Emile Arnaud, ingénieur général de 1re classe de l'armement.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 6 mai 1998 sont publiés :

● **CSM** : un arrêté fixant les dates des élections des magistrats membres du Conseil supérieur de la magistrature.

● **Police** : un arrêté portant répartition des sièges des représentants du personnel au comité technique paritaire du ministère de l'intérieur.

● **Pollution** : un arrêté portant suspension de la mise sur le marché du thym cultivé sur le territoire des communes de Méry-sur-Oise, Saint-Ouen-l'Aumône et Bessancourt (Val-d'Oise).

● **Amiante** : un décret relatif à la prévention des risques dus à l'amiante à bord des navires.

● **CSA** : plusieurs décisions du Conseil supérieur de l'audiovisuel portant autorisation d'exploiter des services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence.

Au *Journal officiel* du jeudi 7 mai sont publiés :

● **Intérêt général** : une décision du premier ministre portant agrément de campagnes d'information d'intérêt général. Est agréée en tant que grande cause nationale au titre de l'année 1998 la campagne sur le thème de la défense des droits de l'homme qui sera entreprise par l'association Amnesty international, en liaison avec 22 associations. Est agréée en tant que campagne d'intérêt général au titre de l'année 1998 la campagne sur le thème de la prise en charge de la douleur qui sera entreprise par le Comité français d'éducation pour la santé, en liaison avec onze associations.

● **Défense** : un arrêté portant création d'un Conseil supérieur d'étude des réserves des forces armées.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Mme Gérard MAIRE,
M. et Mme MIKLÓS HOFER,
ses grands-parents,
M. et Mme Pierre-Emmanuel MAIRE,
ses parents,
Pierre-Bertalan et Julia,
ses frère et sœur,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Clara,

le 4 mai 1998, à Budapest.

H-1022 Budapest,
Roszti u. 6.
Hongrie.

Marie AHOUANTO-CHASPOUL
et
Christian CHASPOUL
ont le grand bonheur d'annoncer la naissance de

Jules,

le 23 avril 1998.

Claire, Thierry JABES
et leur fils Gabriel
ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Ruben,

le 7 mai 1998.

Anniversaires de naissance

– Vitry-sur-Seine.

10 mai 1997 - 10 mai 1998.

M. et Mme Pierre EBONGUÉ-JONG
souhaitent un heureux anniversaire à leur petit-fils,

Pierre-Julien.

Simon,

*« Dressé vers ta liberté
au corps à corps avec tes rêves
tisse ta trame avec le monde. »*

Tes parents, pour tes vingt ans.

Anniversaires

10 mai 1998,

Flora,

dix ans que tu es en France, pour le plus grand bonheur de toute la famille.

Bon anniversaire ma chérie.

Maman.

Décès

– Mme Renée Boyer,
son épouse,
Magali Boyer et Pascal Crouxinoux,
ses enfants,
Lucas et Agathe,
ses petits-enfants,
M. et Mme Marius Boyer,
ses parents,
M. et Mme Michel Boyer
et leur fils,
son frère, sa belle-sœur et son neveu,
Les familles Demay et Dorier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude BOYER,

survenu le 7 mai 1998, à Versailles.

– Georges Clavaud,
son époux,
Christiane Valle,
sa fille,
Véronique Valle, Dominique et Pierre-Nicolas Gineste,
ses petits-enfants,
Jules, Pauline, Albertine et Achille,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mathilde CLAVAUD,
née MAUMY,

survenu à Paris, le 29 avril 1998, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière de Limoges ont eu lieu dans l'intimité familiale.

11, rue Paul-Barruel,
75015 Paris.
1, rue Pasteur,
92240 Malakoff.

– M. et Mme Guy Giorgi,
M. et Mme Jean-Claude Giorgi,
Mme Maguy Giorgi,
ses enfants,
Mme Acha Duplessis,
son amie,
M. Yves Chevrel
et son épouse,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et l'ensemble des familles Férey et Giorgi,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Yvonne GIORGI,
née FÉREY,
officier des Palmes académiques,

survenu le 6 mai 1998, à son domicile, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 11 mai, à 10 h 45, en l'église Saint-Charles-Borromée de Joinville-le-Pont.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Joinville-le-Pont.

18, avenue de la République,
94340 Joinville-le-Pont.

Remerciements

Merci.

A tous ceux qui sont venus honorer de leur présence chaleureuse les obsèques de

Mimi YOUNG,

qui nous a quittés prématurément le 28 avril 1998.

Anniversaires de décès

– 11 mai 1998,

Pierre DUMONCEAUX

nous a quittés, il y a quatorze ans.

Pour ceux qui l'aimaient, il est toujours présent.

24, rue Haronys,
44000 Nantes.

– Le professeur

Maurice GRELLET,
ancien chef de service
à l'hôpital Henri-Mondor,

nous quittait le 10 mai 1997.

Que tous ceux qui l'ont aimé, estimé aient une pensée pour lui.

– Il y a dix ans,

Christophe TOPALL

nous quittait.

Il manque à tous ses amis.

*« On ne se rappelle pas les jours,
on se rappelle les instants. »*

**Francisco
URIBE ECHEVERRIA,**

mort le 11 mai 1997,

podedes oír de muertos, ca de vencidos no.

Communications diverses

L'O.S.E.
(ŒUVRE DE SECOURS AUX ENFANTS)

a le plaisir de vous inviter à sa vente annuelle organisée au profit de son activité sociale et médico-sociale,

le mardi 12 mai 1998,
de 11 heures à 20 heures,

à la salle des fêtes de la mairie du 16e, 71, avenue Henri-Martin, Paris-16e.

6 LES AVENTURES DE MAI

Les cent fleurs de Mao poussent sur la rive gauche

par Patrick Rambaud

JEUDI 9 MAI 1968

PORTALLIER avait escaladé la statue d'Auguste Comte, place de la Sorbonne, et il scandait à tue-tête : « Aragon comme la lune ! », ce qui provoqua quelques applaudissements amusés mais un sourire las du vieux poète, très coquet dans sa veste claire : « Vous me rappelez ma jeunesse » dit-il d'une voix qui portait mal et que des huées achevèrent de couvrir. Louis Aragon n'aimait pas vieillir ; il se souvenait des insultes qu'il lançait lui-même quand il avait vingt ans, avec ses frères surréalistes ; ils exerçaient leur méchanceté sur le cercueil d'Anatole France ou parodiaient un procès de Maurice Barrès. Passées ces turbulences, il était entré au Parti pour n'en plus jamais sortir ; il avait chanté Staline et glorifié ses crimes. Comme un symbole, il figurait l'écrivain aux ordres de Moscou. A son tour de se faire conspuer, en venant apporter un soutien personnel aux étudiants, il savait ce qui l'attendait. Il était seul parmi eux, qui arrivaient par centaines et s'asseyaient sur toute la largeur du boulevard Saint-Michel. Cohn-Bendit prit la parole :

– Ici, tout le monde a le droit de parler, même les traîtres !

Il tendit son mégaphone à Aragon qui promit :

– Je ferai tout pour vous amener le maximum d'alliés !

– Hou ! hou !

Tout à l'heure, au 44 rue Le Peletier où les communistes tenaient séance, le débat avait pris un tour vif qu'on ignorait d'ordinaire au comité central. Des intellectuels avaient même reproché au Parti son inertie. La CFDT prônait un rapprochement des étudiants et des travailleurs, dans un tract distribué à l'usine Rhône-Poulenc de Vitry, et que faisait la CGT ? Que faisait le Parti ? On avait entendu des lycéens et de ouvriers reprendre les slogans et réclamer : « Libérez nos camarades ! » La base des communistes se désespérait ; si elle partait rejoindre les gauchistes, de quoi aurait-on l'air ?

– Pourquoi cette hostilité de *L'Humanité* ? interrogea Cohn-Bendit.

– Je vous offre le prochain numéro de mes *Lettres françaises*, proposait Aragon, qui dirigeait ce journal littéraire du Parti.

– Pourquoi Marchais, le bouledogue du secrétaire général, me traite d'anarchiste allemand ?

– Il a commis une erreur.

– Maintenant, les staliniens nous soutiennent ?

– Moi, je suis d'accord avec vous.

– On t'a pas vu dans la rue ! glapit quelqu'un.

– J'y suis.

Des anarchistes reprirent par moquerie : « Vive Staline ! Vive le Guépéou ! » par allusion à un poème qui célébrait cette police, et qu'Aragon avait retiré de ses œuvres poétiques complètes. Des fascicules bleus de l'édition originale circulaient dans la foule, et Portallier descendit de sa statue pour en cueillir un, tandis qu'Aragon s'esquivait entre des applaudissements et des railleries.

Portallier n'avait jamais lu une ligne d'Aragon, par principe, mais il avait dévoré les pamphlets surréalistes qui le couvraient d'ordures. Il feuilleta le fascicule en bredouillant :

– Houla ! c'est gratiné…

– Tu m'en lis des passages ? demandait Théodora.

En chandail rouge pour afficher ses convictions, la jeune fille portait des lunettes de soleil : à cause des gaz lacrymogènes de l'autre nuit, elle avait l'œil gauche encore flou. Portallier choisit un extrait :

> J'appelle la Terreur du fond de mes poumons
> Je chante le Guépéou qui se forme
> en France à l'heure qu'il est
> Je chante le Guépéou nécessaire en France…

– Quel fumier, ce type ! disait Théo.

– Normal, c'est le fils naturel d'un préfet de police.

Des orateurs s'improvisaient, les discussions se multipliaient par groupes ; des réalisateurs de la télévision protestaient contre la partialité des informations ; ailleurs, les chefs des syndicats étudiants autocritiquaient leur timidité ou leur emballement, dénonçaient la récupération du mouvement, et Sauvageot, le patron de l'UNEF, jura que dès l'ouverture de la Sorbonne on y camperait jour et nuit. Le ton se durcissait. Les compromis n'étaient plus de mise. Portallier demanda à Théodora si elle avait des nouvelles récentes de Rodrigue et de Marianne ; Marco, il l'apercevait de l'autre côté du boulevard.

Les maoïstes conservaient de leurs origines d'étudiants communistes un ouvriérisme acharné. Ils refusaient de se mêler aux strictes revendications universitaires, prêchaient dans les banlieues comme les Petits Frères des pauvres

– Les cours devaient reprendre ce matin à Nanterre, ils y sont, ils nous diront si c'était du bluff.

– En tout cas, la Sorbonne reste bouclée…

Les policiers en cordon ne laissaient pénétrer à l'intérieur de la faculté que les candidats à l'agrégation, qui devaient montrer leur convocation. Deux compagnies de CRS arrivaient en renfort par la rue de Vaugirard.

LE député Jurieu bâillait sur son banc en subissant l'interminable pensum d'un rapporteur de la loi de finances rectificative pour 1968. A la tribune de l'Assemblée, monocorde, celui-ci donnait l'impression de s'ennuyer à son propre discours : « Il nous est aujourd'hui proposé de permettre l'extension de la taxe sur la valeur ajoutée au commerce des animaux vivants… » Jurieu s'en fichait, il entreprit de répondre à son courrier et n'écouta plus ses confrères de la journée ; il s'amusa quand même lorsque le communiste Ramette, avec des trémolos, eut cette phrase : « Tandis que les réfrigérateurs du Marché commun recèlent 150 000 tonnes de beurre, des millions de mamans ne peuvent beurrer les tartines de leurs enfants… » Jurieu se tourna vers son ami Thévenon, député gaulliste, lui aussi, pour partager un sourire de complicité, mais Thévenon était morose, voire préoccupé ; il griboullla un mot qu'un huissier apporta à Jurieu : « Mon fils s'est envolé. Je ne sais pas où il est depuis deux jours ». Jurieu repensa au dîner chez les Portallier ; le professeur avait raison : ces gamins méritaient une fessée. S'il était réel pour les autres jeunes, dont un seulement sur trois était préparé à exercer un métier, le chômage ne menaçait pas les étudiants. Le fils de Thévenon décrocherait son diplôme de philosophie, il suivrait une carrière sans problèmes, fonctionnaire dans l'enseignement ; même chose pour le jeune Portallier qui finirait par obtenir, au moins, une licence de lettres. Les deux députés se retrouvèrent chez le coiffeur de l'Assemblée pendant l'interruption. Sur leurs fauteuils basculés en arrière pour le shampooing, ils se confièrent.

– Mardi matin, disait Thévenon, j'ai récupéré Eric au commissariat du Panthéon.

– Il avait été corrigé ?

– Non et je le regrette, ça l'aurait dissuadé.

– Peut-être…

– Il ne m'a même pas remercié, le salopiot !

– C'est comme le fils Portallier ; hier soir, il n'a pas daigné me dire bonjour, il a disparu dans sa chambre pour se farcir les oreilles de chants révolutionnaires.

– Moi, reprenait Thévenon, j'ai passé la nuit au téléphone. A Beaujon, à la préfecture ; tous les commissaires de Paris me connaissent.

– Alors il est avec ses copains.

– Je le crains. Le Général a raison, il faut plus de poigne.



IMPRESSION DE MAI
Claude Dityvon



– Des voyous, mon cher, nous avons pondu une génération de voyous !

Quand ils regagnèrent leurs places, bien coiffés, la séance avait repris dans l'hémicycle ; Pierre Mendès France parlait à la tribune avec conviction : « Ce qu'expriment ces jours-ci, même dans une certaine confusion, les jeunes de l'Université est, à cet égard, *ressenti avec tout autant de gravité* par les jeunes des chantiers et des usines... »

AU même instant, près de la place Maubert, la salle vétuste de la Mutualité était bondée du balcon aux travées. Le meeting retenu de longue date par les trotskistes s'augmentait d'un flot de contestataires sans étiquette qui s'y étaient invités dans la rue. La scène, barrée d'une banderole en lettres capitales, *De la révolte à la révolution*, accueillait derrière une longue table à nappe tombante des délégations venues des pays voisins, Italie, Belgique, Espagne ou Hollande, et au micro un militant expliquait l'absence involontaire des Allemands :

– Nos camarades du SDS, Rabehl et Semmler, ont été refoulés par la police à Orly, ce matin...

– Nous allons les réinviter, cria Cohn-Bendit, et nous irons les chercher à l'aéroport !

Chaque phrase se ponctuait d'ovations assourdissantes. Les Allemands n'avaient pas de chance à nos douanes, car on apprit dans la foulée qu'une troupe de théâtre avait été pareillement empêchée à Strasbourg, sous prétexte qu'on avait saisi dans son car des drapeaux chinois et vietcongs, des casques, des tracts. C'était le moment d'avoir un point de vue international que l'épreuve renforçait, mais les discours écrits d'avance tournaient à la tribune libre ; qui le voulait s'emparait du micro pour réclamer l'unité, l'arrêt des stupides rivalités entre groupuscules afin qu'aucun d'entre eux ne cherche à l'emporter ; il s'agissait d'affronter ensemble la répression. Marco haranguait :

– Tant que des étudiants et des jeunes restent en taule, faut empêcher l'Université bourgeoise de tourner !

– Les étudiants ? Des veaux ! se moqua un nommé Eric Thévenon, en jeans et pull noir, pas rasé depuis trois jours, qui poussait Marco pour lui voler son micro. La classe ouvrière n'est pas une force d'appoint mais le moteur ! La Sorbonne, pourquoi n'en ferait-on pas une caserne de CRS pour la déménager à Saint-Ouen ?

– Sortez-le ! Démago !

– Maoïste !

Les maoïstes conservaient de leurs origines d'étudiants communistes, pour les plus experts dont Thévenon n'était d'ailleurs pas, un ouvriérisme acharné. Ils refusaient de se mêler aux strictes revendications universitaires, prêchaient dans les banlieues comme les Petits Frères des pauvres, se laissaient même embaucher incognito dans des usines pour côtoyer cette classe ouvrière qui portait leurs espérances de renouveau et d'où ils n'étaient pas issus. Ils aimaient l'organisation, le secret, et, seuls parmi les autres gauchistes, possédaient un sens militaire assez poussé pour pratiquer les arts martiaux et résister à armes égales avec les bataillons de l'extrême droite. Cette nuit, ils se placèrent en porte à faux. On savait leurs outrances, on n'en tenait plus compte ; de cette réunion fiévreuse sortit plutôt l'idée nouvelle des conseils étudiants, de comités de base qu'on allait inventer pour lutter et pour s'expliquer dans les quartiers. Déjà, les deux tiers de la population regardaient le mouvement avec sympathie, selon un sondage des journaux.

Marco, Portallier et Théodora sortirent de la salle et se faufilèrent par les rues étroites qui descendaient vers les quais de la Seine. Ils continuaient entre eux le débat. Les maoïstes énervaient Portallier :

– Chez ces types, il y a quelque chose de catho.

– Explique-toi politiquement, demandait Marco.

– Ben, ils aiment souffrir sans raison, comme des martyrs, et en plus ils mentent aux ouvriers : eux, ils peuvent abandonner l'usine quand ils en ont marre, pas les ouvriers qui aspirent à leur bagnole, leur pavillon, du fric...

– Pour Marianne, dit Théo, c'est piger la réalité ; elle a une phrase chinoise : « Descendre de cheval pour cueillir les fleurs ».

– Des chardons, ouais, dit Marco, et à pleines pognes.

– *Qu'est-ce qu'elle y* connaît, Marianne ? jeta Portallier par dépit, puisqu'elle n'était pas venue et qu'il lui en voulait de ses sautes d'affection.

– Oh, et puis on s'en fiche ! reprit Marco. Mais il va y avoir de la casse.

– Et on prendra la Sorbonne !

– Tant mieux, dit encore Théodora. J'aimerais bien récupérer mon Solex. Je l'ai garé juste devant l'autre jour, et depuis, à cause des gendarmes, impossible de le récupérer...

Ils se prirent tous les trois par les épaules et traversèrent le pont de l'Archevêché en éclatant de rire.

(à suivre)

Rue des Ecoles
6 mai
[illegible]

DES JOURS AUX NUITS

JEUDI 9 MAI

■ Devant la Sorbonne toujours fermée, Alain Geismar, Jacques Sauvageot et Daniel Cohn-Bendit tiennent meeting, promettant une occupation ininterrompue dès la réouverture. En réponse, Alain Peyrefitte déclare qu'elle restera fermée jusqu'au retour au calme, alors que le recteur, en accord avec les doyens, se prononce pour la reprise des cours.

■ Des actions communes entre ouvriers et étudiants ont lieu à Lyon et à Dijon. A Rennes, la faculté des sciences est occupée, la grève est totale à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand, et se poursuit également à Strasbourg. A Nantes, des échauffourées opposent des étudiants aux membres du mouvement d'extrême droite Occident. A Rouen, les lycéens soutiennent le mouvement étudiant.

■ Le soir, à l'initiative de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), un grand meeting réunit, à la Mutualité, les leaders étudiants. De nombreuses délégations étrangères sont présentes, mais les Allemands du SDS ont été refoulés à Orly. La police n'intervient pas.

VENDREDI 10 MAI

■ Toute la journée, la fièvre monte au Quartier latin où se rendent plusieurs milliers de lycéens en grève. Les forces de l'ordre se déploient, gardant la Sorbonne, bloquant les ponts et barrant les principales artères.

■ 16 h 30 : un meeting rassemble étudiants et lycéens place Denfert-Rochereau. Se dirigeant ensuite vers le Quartier latin, ils commencent, dans la soirée, à élever des barricades tout autour de la Sorbonne. Les radios périphériques, dont les reporters décrivent en direct la situation, attirent sur place des milliers de curieux. Autour de M. Louis Joxe, premier ministre intérimaire, les autorités tergiversent, hésitant sur l'attitude à adopter.

■ 22 h : le recteur Roche, qui a été autorisé à négocier, reçoit une fin de non-recevoir d'Alain Geismar (SNE-Sup). C'est l'heure à laquelle se couche, à l'Elysée, le général de Gaulle, que personne n'osera réveiller dans la nuit.

■ 2 h 15 : après un long face-à-face tendu, les forces de l'ordre, protégées par d'abondants tirs de grenades fumigènes et lacrymogènes, prennent d'assaut la soixantaine de barricades édifiées. Les violences se poursuivent jusque dans les cours et les escaliers des immeubles, contribuant à faire basculer l'opinion du côté des étudiants.

■ A 5 h du matin, au terme de cette « nuit des barricades », on dénombre un millier de blessés ; 357 personnes gravement atteintes, dont 250 policiers, sont hospitalisées. 468 étudiants sont interpellés, une soixantaine de voitures brûlées. Les dégâts matériels sont considérables.

■ Des manifestations violentes se déroulent également dans plusieurs villes universitaires : Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Tours, Grenoble, Lille. Plusieurs facultés, prises d'assaut, sont occupées par les étudiants en grève.

Réalisation : documentation du *Monde*

PASSÉ-PRÉSENT

Marcel-Francis Kahn
Le mandarin et les katangais

Michel Braudeau

MAI 68 a accouché d'un certain nombre d'oiseaux rares, dont plusieurs ont fait souche dans diverses professions. Dans le cas de Marcel-Francis Kahn, on peut dire qu'il était bien prédisposé, avant 68, pour devenir ce mutant dont la médecine rêvait et que Mai a fait : un mandarin de gauche, ou, si le terme déplaît, un grand professeur engagé. Du mandarin, il a la culture, la majesté léonine, l'autorité souriante ; pour la gauche, il a toute son histoire. *« Je suis de novembre 1929. J'avais donc trente-huit ans en 68 et j'étais déjà professeur agrégé depuis 66. J'ai fait un peu de maquis dans les Alpes, à quinze ans. Mon premier engagement formel a été au Rassemblement démocratique révolutionnaire, avec Sartre et Camus. Pendant la guerre d'Algérie, j'étais au PSU dans la même section qu'Alain Geismar. En 64, je fais un déplacement à Cuba avec Evelyne Pisier, et de la plongée sous-marine avec Fidel Castro. »*

A partir de 66, il est membre du comité directeur du Comité Vietnam national, impliqué dans les activités du Tribunal Russell. Il part deux fois au Vietnam en guerre, une fois au Nord avec Gisèle Halimi, une fois au Sud avec le photographe Roger Pic et Jean-Michel Krivine. Il est alors chargé de faire un rapport pour le Tribunal Russell sur la guerre chimique, aussi bien les défoliants que les gaz de combat. *« Tout ce qu'on a écrit sur la guerre chimique, l'histoire des défoliants, de la dioxine, etc., a été confirmé par la suite. Y compris le caractère mortel dans la manière dont les Américains utilisaient au Vietnam du gaz CS qui a été utilisé pour la première fois à Paris en Mai 68. En revenant d'un congrès scientifique à Vienne, j'arrive à Paris, et, au sortir d'une réunion avec les Vietnamiens, vers le 6 ou 7, je vois que ça pète de partout. Vieux réflexe du Vietnam, je ramasse des éclats de grenades, et je m'aperçois à l'étude que c'est le même gaz CS, dont le vrai nom est orthochlorobenzylemalononitrile. »*

Avec Geismar, il fait une conférence de presse à la Halle aux vins, pour expliquer qu'en plein air c'est un gaz incapacitant, pas trop dangereux, mais qui peut être mortel à l'état concentré en enceinte close. Ça jette un froid. *« Les Anglais, qui fabriquent ce gaz, m'ont aussitôt consulté, je suis devenu un expert du CS. Ce brave Grimaud dit que les gaz, c'était rien du tout, mais une femme en est morte, Mme Yolande Macina, lors d'une manifestation place Maubert le 6 mai. J'ai les témoignages. Elle est décédée à Cochin dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 d'une crise cardiaque. »*

Ensuite, après la manifestation du 13 mai, avec une poignée d'étudiants, il occupe la faculté de médecine, rue des Saints-Pères. Le soir, il y a une assemblée à laquelle se joignent nombre d'enseignants, pas particulièrement révolutionnaires. *« J'ai improvisé un discours, pour dénoncer l'organisation, le mandarinat, le népotisme, dont personnellement je n'étais absolument pas victime, un truc assez réformiste-démago, dont a posteriori je ne suis pas fier, mais qui fait un énorme bruit dans la faculté. C'est l'époque de l'affaire Soulié, un mandarin très dur, qui a été désavoué par ses élèves. »*

Puis le SNE-Sup lui demande de s'occuper de l'infirmerie de la Sorbonne, qui était aux mains des katangais. Le professeur Kahn jouit d'une belle santé qui lui permet alors de ne dormir que trois heures par jour et de mener de front plusieurs vies.

Il n'est pas proche des minoritaires durs. Plutôt sympathisant des gens de la Ligue, mais il reste fidèle au PSU. Il se pose la question d'un débouché politique à toute cette affaire. *« Le jour de la manifestation de la gare de Lyon, j'ai vu que ça ne bougeait pas, le discours de de Gaulle tombait à plat, je me suis dit : il faut faire quelque chose. Je connaissais Mendès France, je lui téléphone et je lui dis : c'est à vous de jouer. Je l'emmène dans ma voiture. On passe devant la Bourse qui a l'air de brûler, puis au Quartier latin, lui va à l'UNEF, rue Soufflot, moi à la Sorbonne. On dit : Mendès rallie les étudiants. »*

Entre-temps, les Vietnamiens contactent Marcel-Francis Kahn pour obtenir des Cubains des bandes des émissions que la télévision américaine consacre au Vietnam, très documentées. Mme Kahn se rend à Cuba, rapporte les émissions et laisse entendre au téléphone qu'elle *« a les cassettes »*. La formule ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd et l'appartement des Kahn est aussitôt cambriolé. *« C'est comme ça que Raymond Marcellin s'est persuadé de l'existence d'un complot international contre la France... »*

Après quoi, il accueille chez lui Pierre Mendès France, Michel Rocard et la direction du PSU, passablement déchirée entre deux courants, réformiste et révolutionnaire, et, pendant que le professeur Kahn écoute la radio pour savoir où en sont les accords de Grenelle, on prépare Charléty. *« Mendès France somnolait, Sauvageot aussi, finalement ça a tourné en eau de boudin. Alors je me suis replié sur mes activités à la Sorbonne où fleurissaient de pseudo-infirmeries. Il y avait un garçon qui se prétendait chef de clinique. Un jour, je lui demande son identification professionnelle. Il dit : "Je vais la chercher", et disparaît pour toujours. J'ai appris un an plus tard que c'était un étudiant en droit... »*

Une des dernières interventions de Marcel-Francis Kahn dans le cours des événements de Mai touche aux fameux katangais, sur lesquels couraient d'assez folles rumeurs et qui passaient pour être armés et tenir la Sorbonne. Le professeur Kahn et un ami avaient des laissez-passer quotidiens pour y entrer et les connaissaient bien. Les katangais les invitaient même à partager leur repas. *« C'étaient des pauvres mecs complètement paumés, qui n'avaient jamais vu le Katanga, dont j'ai soigné plusieurs par la suite. »*

Plus tard, un an après Mai, quand les policiers essaient de reconstituer les faits, ils rencontrent le professeur Kahn. Et lui expliquent en quoi consistait le redoutable armement des katangais. *« Il y avait le fusil à air comprimé du Gitan. Il était gonflé d'ailleurs, le Gitan. Je l'ai vu arrêter une charge de CRS rue Saint-Jacques en les menaçant avec ça. Et il y avait aussi Lulu qui brandissait un fusil sur toutes les photos de* Paris-Match. *J'avais bien noté que ce fusil était bouché, inoffensif. Il n'avait d'ailleurs aucune munition. A l'évacuation de la Sorbonne, j'avais failli le prendre comme souvenir. Mais ce que je ne savais pas – et que les flics m'ont raconté –, c'est d'où il venait. Eh bien ! il venait de l'Odéon, c'était un accessoire pour la pièce* Le Brave Soldat Chveik... »



PHOTO PIC

Marcel-Francis Kahn, chargé de faire un rapport pour le Tribunal Russel sur la guerre chimique, est parti deux fois au Vietnam. Pour lui, aucun doute, « les Américains utilisaient au Vietnam le gaz CS qui a été utilisé pour la première fois à Paris en Mai 68 ».

PAROLES

– N'y a-t-il pas devant vous un garçon roux avec un visage rond ?
– En effet, Monsieur le ministre.
– Eh bien ! C'est Cohn-Bendit. Qu'est-ce que cela veut dire ? Vous deviez recevoir l'UNEF et le SNES-Sup, et vous discutez avec Cohn-Bendit ? Monsieur le recteur, peut-être pourriez-vous continuer cette conversation dans un autre bureau.

Dialogue téléphonique entre Alain Peyrefitte, ministre de l'Education nationale et le recteur Roche, 10 mai, 23 h 30.

– Je t'en supplie, donne à ta police l'ordre de se retirer. Sinon, il y aura bientôt des dizaines de morts.
– Ce n'est pas ma police, c'est celle de la République, et elle ne tirera pas.
– Si le retrait est effectif, nous prenons l'engagement de ne pas envahir la Sorbonne. Nous en ferons le tour. Il suffit que la police s'en aille et tout s'arrangera.
– Quelle capacité as-tu de faire respecter les engagements que tu prendrais ?

Dialogue téléphonique entre Alain Peyrefitte et Alain Touraine, son condisciple de Normale Supérieure.

– Les flics avancent, ils reculent, je vois des grenades lancées dans des appartements.
– Mais calmez-vous, calmez-vous. Ne décrivez que ce que vous voyez.
– Ce que je vois ? J'en prends plein la gueule !

Dialogue entre Fernand Choisel et Stéphane Paoli, Europe 1.

Alger, mai 1958

Face à la foule du Forum, le général Salan s'écrie : « Vive l'Algérie française ! » Il fait un pas pour quitter le micro, se heurte à la haute silhouette du gaulliste Léon Delbecque qui lui souffle : « Vive de Gaulle, mon général ! », Salan s'exécute. Il le regrettera amèrement

LA IVe République est morte par une journée radieuse de mai à Alger, où palpitait le cœur de l'Algérie française, morte dans la confusion des intrigues et des coups fourrés. Une poignée d'exaltés lui auront porté le coup fatal, un mardi 13, à la tête d'une foule de pieds-noirs en délire. Moins rapides à la manœuvre que les activistes locaux, les gaullistes prirent le train en marche, pour rafler finalement la mise. Leurs mérites et leur abnégation furent grands : pour un peu, de Gaulle les aurait désavoués. Il ne serait pas dit qu'il devait son retour au pouvoir à la *« sédition »*, comme l'affirmèrent aussitôt Pierre Mendès France et François Mitterrand.

Civils ou militaires, les exaltés sont légion en ce printemps 1958 en Algérie. L'insurrection, quatre ans plus tôt, des indépendantistes du FLN a sonné le glas de ce que de Gaulle appellera *« l'Algérie de papa »*. Un million d'Européens sont enfin prêts à faire des concessions aux neuf millions de musulmans qui peuplent les trois départements d'outre-Méditerranée. Mais leur abandonner l'Algérie française, jamais. L'armée est désorientée. Défaits à Dien Bien Phu (1954), stoppés net dans leur élan lors de la piteuse expédition de Suez (1956), ses centurions sont obnubilés par l'idée d'être une nouvelle fois « trahis par l'arrière ». Une question, qui vaut pour toutes les guerres coloniales, les met hors d'eux : pourquoi, forte de 450 000 hommes, l'armée française d'Algérie s'est-elle montrée incapable depuis quatre ans de mater 25 000 rebelles ?

Pieds-noirs et militaires ne voient pas l'Algérie avec les mêmes lunettes. Les premiers ont, de toujours, fait « suer le burnous ». Les autres croient en leur mission civilisatrice. Mais ils ont en commun le mépris du « système », ces politiciens qui se chamaillent à Paris en jouant avec leurs nerfs. Une fois encore, le 15 avril, le gouvernement a été renversé. Tandis que s'échafaudent des combinaisons pour tenter de former le vingt et unième ministère de la IVe République en douze ans et cinq mois, Alger la Blanche bout comme un chaudron.

Les horreurs des uns répliquant aux horreurs des autres, le FLN a annoncé le 9 mai l'exécution de trois militaires français qu'il détenait depuis dix-huit mois en Tunisie. Un hommage populaire leur sera rendu le 13 mai au monument aux morts, boulevard La Ferrière à Alger, à deux pas du gouvernement général ou « GG », le siège du ministère de l'Algérie. L'occasion est trop belle pour les comploteurs de tout poil qui, depuis des mois, guettent le moment de dresser Alger contre Paris, avec le fol espoir de jeter à bas le régime.

De tous les factieux qui s'agitent au grand jour à Alger, les activistes pieds-noirs ont l'ouïe la plus fine. Alliés pour l'heure aux gaullistes, ils se méfient de de Gaulle, qu'ils jugent beaucoup moins « Algérie française » que le prétendent ses affidés. De ce groupe composite, fort en gueule et haut en couleur, émerge Robert Martel, un colon dont la famille exploite 300 hectares dans la plaine de la Mitidja. C'est un chouan authentique, cœur et croix écarlates au revers du veston, un apôtre de la contre-révolution. En vue du grand jour, il s'est abouché avec Jo Ortiz, le patron poujadiste de la Brasserie du Forum à Alger, et avec Pierre Lagaillarde, avocat, lieutenant de réserve de parachutistes, qui, étudiant prolongé, préside la remuante Association générale des étudiants d'Algérie.

Un temps, Martel, Ortiz et Lagaillarde ont feint de marcher avec Léon Delbecque et Lucien Neuwirth, pivots de la conjuration gaulliste à Alger. Comploteurs parmi les comploteurs, ces deux-là bénéficient sur place d'une couverture inattaquable, l'« antenne » du ministère de la défense nationale qu'a créée à Alger Jacques Chaban-Delmas après avoir recruté Delbecque en 1957 à son cabinet. Dans *Mémoires pour demain* (Flammarion, 1997), Chaban minimise à peine le rôle qui fut le sien en ces heures décisives : *« Nous combattions pour la même cause, le ministre en conduisant la politique qu'il estimait le plus conforme à l'intérêt de la nation, les conspirateurs en conspirant. »* Ainsi les conjurés bénéficiaient-ils de complicités au cœur même de l'Etat, Chaban feignant d'ignorer ce que mijotait Delbecque et de Gaulle ce que tramait Chaban.

Craignant d'être « doublés » par les gaullistes, les ultras ont secrètement planifié l'assaut du « GG » le 13 mai. Il sera lancé lorsque les autorités civiles et militaires auront déposé une gerbe au monument aux morts. Un instant de calme, chargé d'émotion, de ceux qui annoncent les orages. Après une minute de silence, éclate *La Marseillaise*. Tout Alger est là, une foule vibrante parcourue par le cri *« Algérie française ! »* et *Le Chant des Africains*. Il est 18 heures lorsque Martel et Lagaillarde, à la tête de quelques milliers d'hommes, pour la plupart armés, entreprennent de gravir les escaliers qui mènent au Forum, place Georges-Clemenceau, dominé par l'imposante bâtisse du gouvernement général.

Follement acclamés, les émeutiers peinent à se frayer un chemin parmi le petit peuple d'Alger qui vocifère : *« Au GG, au GG ! »*. Des CRS tirent, sans insister, des grenades lacrymogènes. Les ultras savent pouvoir compter sur la complicité passive des paras, dont Lagaillarde a revêtu la tenue léopard. En quelques instants les grilles du « GG » cèdent. Les bureaux sont investis et saccagés. Il est 19 heures. Le gouvernement général, symbole de l'autorité de la République en Algérie, est tombé. Les jours de la IVe sont comptés.

Commence alors la nuit la plus longue, qui va tenir en haleine, l'oreille collée à la radio, les Français sur les deux rives de la Méditerranée (en 1958, la France ne compte que 990 000 téléviseurs). A Paris, les députés délibèrent dans la fièvre. Il est 2 h 45, le 14 mai, lorsqu'ils investissent comme nouveau président du conseil Pierre Pflimlin (MRP), dont un article, quelques jours auparavant, sur la nécessité d'*« engager des pourparlers avec (...) ceux qui se battent »*, a cabré définitivement Alger contre lui.

Pour l'heure, une pagaille indescriptible règne au « GG » où, pris de court par leur victoire, les activistes hésitent sur la conduite à tenir. Il ne faudra que quelques heures aux militaires puis aux gaullistes pour prendre en main la situation et marginaliser Lagaillarde et Martel. Apprenant la tournure prise par les événements, les généraux Jacques Massu et Raoul Salan se sont précipités au « GG ». Officier parachutiste, gaulliste de cœur, Massu est immensément populaire depuis qu'il a remporté contre le FLN la bataille d'Alger – dans les ruelles de la Casbah et le secret des centres de torture où opéraient ses paras.

Sa renommée algéroise lui vaut d'être immédiatement propulsé à la tête du comité de salut public qui se forme alors dans la fébrilité et l'improvisation. Arrivé entre-temps au « GG », ayant habilement refait le terrain concédé aux activistes, le gaulliste Delbecque est nommé vice-président. Ce comité se veut le fer de lance de la « révolution » du 13 mai. Il entend exercer le pouvoir en Algérie jusqu'à ce que se constitue enfin à Paris un gouvernement authentiquement Algérie française. La confusion est telle qu'au milieu des colonels et des anciens combattants, européens et musulmans, des notables et des fonctionnaires réunis au sein du comité de salut public, s'est glissé un commis aux HLM, André Baudier. Comme on lui demandait qui il représentait, il s'est exclamé : *« La foule ! »*

La foule algéroise, qui savoure les événements, est toujours là, agglutinée sur le Forum. Elle passera la nuit sur place et sera là le lendemain et le surlendemain encore. Cette foule, qui ne désarme pas, a une idole, le gaulliste Jacques Soustelle, ancien gouverneur général d'Algérie et député du Rhône. Ce mardi 13 mai à Paris, il s'emploie sans succès à torpiller l'investiture de Pflimlin. On ne le verra à Alger que le 17, au grand désappointement des gaullistes de l'ombre, Delbecque et Neuwirth, qui eussent volontiers profité de son aura pour renforcer leur main.

La foule du Forum déteste Salan, le commandant en chef en Algérie, réputé républicain. Visage impénétrable, ses dix rangs de décorations fixées sur un uniforme impeccable, il manque cruellement du charisme du général de Lattre dont il a été l'adjoint en Indochine. De folles rumeurs l'ont précédé à Alger, où il est arrivé en novembre 1956. Il serait responsable de la chute de Dien Bien Phu. Il s'apprêterait à livrer l'Algérie au FLN. Son épouse serait la sœur de Mendès France, le *« bradeur »* de l'Indochine et de la Tunisie...

Petit à petit, ce manœuvrier froid va retourner la situation. D'accord avec Delbecque, il commence par asseoir son autorité sur le comité de salut public, qui lui est désormais subordonné. Puis il obtient de Paris tous les pouvoirs civils et militaires en Algérie. Comme les événements lui échappent, le gouvernement feint de les organiser... Habilement travaillée par les agents du comité de salut public, la foule versatile du Forum est maintenant acquise au cinq-étoiles qu'elle conspuait quarante-huit heures plus tôt.

Alea jacta est. Le 15 mai, Salan franchit le Rubicon. Du balcon du « GG », où les orateurs se succèdent depuis trois jours, il s'adresse à la foule. *« Nous gagnerons,* lance-t-il, *parce que nous l'avons mérité et que là est la voie sacrée pour la grandeur de la France. Mes amis, je crie : "Vive la France ! Vive l'Algérie française !" »* C'est la péroraison qu'il a préparée. En a-t-il fini ? Il se retourne pour quitter le micro, se heurte à la haute silhouette de Delbecque, qui lui souffle : *« Vive de Gaulle, mon général ! »* Salan hésite une seconde, revient vers le micro, puis s'exécute : *« Vive de Gaulle ! »* Il le regrettera amèrement.

Une clameur immense accueille ces trois mots, dont l'écho formidable franchit aussitôt la Méditerranée. Salan a beau s'être déjà prononcé, les jours précédents, en faveur de De Gaulle, c'est la première fois qu'il lance ce nom en public, la première fois aussi que les Algérois font au reclus de Colombey un tel triomphe. De Gaulle ne s'y trompe pas. Le jour même, à 17 heures, il fait publier un communiqué dans lequel il se déclare prêt à *« assumer les pouvoirs de la République »*. Un communiqué médité depuis quelque temps déjà, bien avant la « sortie » de Salan, affirment les historiens. Qu'importe, le premier pas est franchi. Au bout de la route le pouvoir l'attend.

Bertrand Le Gendre

★ ***L'émission « De l'actualité à l'Histoire », sur la chaîne histoire, est consacrée à la chute de la IVe République. Première diffusion le vendredi 15 mai à 21 heures.***



PARIS-MATCH/CAMUS



DALMAS/SIPA PRESS

Ci-contre, le général Salan s'adresse à la foule du balcon du Gouvernement général, le 15 mai 1958. Derrière lui, Léon Delbecque en costume et cravate sombres. Ci-dessous, manifestation à Alger : la foule vibre aux cris d'« Algérie française ! » et au son du « Chant des Africains ».

Le retour au pouvoir du reclus de Colombey

VINGT jours séparent le « coup » du 13 mai du retour au pouvoir du général de Gaulle. Vingt jours au cours desquels la République vacille. Au soir du 13 mai, personne ne donnerait cher du régime démocratique et bancal dont la France s'est dotée en 1946. Le 1er juin 1958, l'investiture de Charles de Gaulle comme dernier président du conseil de la IVe République sauve les apparences. La France a frôlé le coup d'Etat. Mais la légalité a été préservée. Le 9 janvier 1959 verra l'épilogue de ce drame qui a tenu le pays en haleine : l'avènement de la Ve République.

De Gaulle a soixante-sept ans. Au cours des vacances de Pâques 1958, à Colombey, son neveu Bernard de Gaulle l'a trouvé vieilli, marchant avec une canne, amer : *« C'est fichu... Ce pays ne se redressera pas... »* (*De Gaulle*, de Jean Lacouture, tome II, Le Seuil, 1985). Il feint de se désintéresser de la crise qui couve. Les émissaires, nombreux, qui viennent lui rendre compte des événements repartent de La Boisserie perplexes : pas un mot d'encouragement aux comploteurs qui se prévalent de son nom. Pas un mot de découragement non plus.

L'insurrection du 13 mai le tire de sa léthargie réelle ou simulée. D'autant que les événements se précipitent, qui pourraient jouer contre lui. A Alger, le Comité de salut public ne désarme pas. Il prépare en s'en cachant à peine – c'est un excellent moyen de pression – un coup de force en métropole. Des paras sont prêts à s'emparer des points névralgiques de la capitale. Appuyés par d'autres paras, des putschistes ont débarqué en Corse le 24 mai. Crânement, le gouvernement de la République fait front, tandis que son autorité se désagrège. Il y a bien un ministre de la défense nationale, mais l'armée ne lui obéit plus. Un ministre de l'intérieur, mais la police est de cœur avec les insurgés. Un ministre de l'Algérie, mais son bureau du Gouvernement général à Alger est occupé par les paras.

Paris vit dans la hantise d'une opération militaire que de Gaulle veut éviter à tout prix. Il en serait l'otage. Aussi se décide-t-il le 26 mai à proposer une entrevue secrète au président du conseil, Pierre Pflimlin. Celle-ci a lieu en pleine nuit à la résidence du conservateur du parc de Saint-Cloud, à deux pas de la terrasse du 18 Brumaire... Les deux hommes se séparent à 1 h 30 du matin sans s'être entendus. Investi comme chef de gouvernement alors que les factieux venaient d'occuper le Gouvernement général à Alger, M. Pflimlin tient son mandat des représentants du peuple. Il ne se reconnaît pas le droit d'en disposer au profit d'un autre. Cet autre fût-il le sauveur, prêt à récidiver, du 18 juin 1940.

Sans doute M. Pflimlin, tout comme le président de la République, René Coty, juge-t-il souhaitable le retour aux affaires du Général. Mais aux postes qu'ils occupent l'un et l'autre, ils entendent faire respecter la légalité. Et puis l'Assemblée gronde, qui n'est pas disposée – pas encore – à se laisser forcer la main. Des années durant, le Général l'a accablée de ses sarcasmes. Ce n'est pas aujourd'hui qu'il va lui faire la cour.

L'EFFET D'UNE BOMBE

A midi, le 27, il fait publier un communiqué qui jette de l'huile sur le feu : *« J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain. »* Soigneusement pesés, ces quelques mots font l'effet d'une bombe. Mais que signifient-ils au juste ? Le 19 mai, au cours d'une conférence de presse, de Gaulle, altier, a prévenu qu'il ne reviendrait pas au pouvoir *« selon les rites habituels »*. Autrement dit, selon la procédure d'investiture devant les députés prévue par la Constitution. Si c'est cela le *« processus régulier »* dont il parle aujourd'hui...

Les choses finiront par s'arranger. Tout miel, de Gaulle acceptera de se présenter devant l'Assemblée, qui l'investira dans un dernier hara-kiri (seuls 131 députés retrouveront leurs sièges aux législatives de novembre 1958). Auparavant, il aura fallu les ralliements d'Antoine Pinay (Indépendants), de Georges Bidault (MRP) et surtout de Guy Mollet (SFIO) pour débloquer une situation qui, si elle s'était prolongée, aurait d'abord profité aux ultras. Le 28 mai, le gouvernement démissionne.

Le 29, après une nouvelle nuit dramatique, Coty fait lire aux députés un appel à de Gaulle assorti d'une menace de démission s'il n'était pas entendu. A 21 h 15, le 1er juin, le Général est investi par 329 voix contre 224. Ont dit « non », les communistes, 49 socialistes sur 95 et plusieurs personnalités dont Gaston Defferre, Roland Dumas, Charles Hernu, Pierre Mendès France et François Mitterrand.

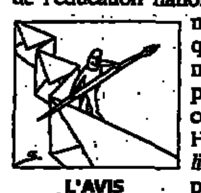
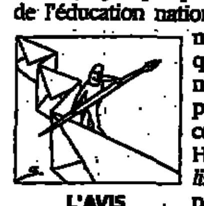
B. L. G.

LE COURRIER DES LECTEURS **Des lecteurs continuent de nous écrire sur le cas de notre ancien chroniqueur La Reynière, dont traitait le précédent « Avis du médiateur ». *« Je vous reproche d'avoir attendu la mort de Robert Courtine, alias La Reynière, pour nous révéler le passé collaborationniste de votre chroniqueur gastronomique »,* nous dit Louis Soler, de Paris. *« En tant que lecteur des chroniques de La Reynière, la première vie de M. Courtine ne me concerne pas »,* estime en revanche Philippe Coussy, de Paris. Le projet de réforme des lycées a suscité également un abondant courrier.**

Changer le lycée

par Thomas Ferenczi

UN LECTEUR de Paris, René Chiche, professeur agrégé de philosophie et président de l'association Ecole et République, qui avait accusé *Le Monde*, il y a quelques semaines, d'être la *Pravda* de l'éducation nationale, revient à la charge. Il nous reproche d'avoir pratiqué, en rendant compte, dans nos éditions du 29 avril, du projet de réforme des lycées, ce que notre confrère Serge Halimi appelle un *« journalisme de révérence »*, par opposition au *« journalisme de référence »* dont se réclame *Le Monde*. *« Comment, au nom de l'information,* écrit notre correspondant, *peut-on à ce point collaborer à une entreprise de désinformation aussi grossière ? »*

L'AVIS DU MÉDIATEUR

M. Chiche critique en particulier le titre de la page d'ouverture de la séquence Société : *« Un consensus semble se dégager en faveur d'une réforme des lycées ».* Ce « *consensus* » est « *la pure et simple invention du* Monde », estime notre correspondant. *« Il y a sans doute un consensus pour* une *réforme des lycées,* précise-t-il, *c'est-à-dire une réforme nécessaire et intelligente, mais pas celle-là ! »*

M. Chiche estime également que *Le Monde* *« ne cesse de reprendre et de déformer les chiffres donnés par le ministère au sujet de la consultation sur les lycées »* en laissant croire que 78 % des lycéens et 52 % des professeurs *« approuvent non seulement les propositions Meirieu mais même le principe et les modalités de cette consultation »*, ce qui est *« absolument contraire à la réalité ».*

Les deux reproches que nous adresse notre correspondant ne nous paraissent pas justifiés. Etait-il abusif de titrer sur le consensus qui, selon nos spécialistes, *« semble se dégager en faveur d'une réforme des lycées »* ? Nous ne le pensons pas. Il était important, nous semble-t-il, d'indiquer qu'avant de connaître le projet de réforme voulu par Claude Allègre, les principaux acteurs du système éducatif n'étaient pas hostiles, apparemment, à une telle initiative. Les lecteurs risquaient-ils d'en conclure que les propositions même de la commission Meirieu étaient unanimement approuvées ? Rien, dans l'article, ne le suggérait.

Il est vrai qu'une erreur a été commise, en première page, dans un sous-titre simplificateur qui affirmait, à propos des conclusions de la commission : *« La FEN et la FSU approuvent ».* Les déclarations des responsables syndicaux, parues dans le même numéro, montraient que ce sous-titre était inexact. Une mise au point de Michel Deschamps, pour la FSU, et de Monique Vuaillat, pour le SNES, a été publiée dans *Le Monde* du 5 mai : les deux dirigeants y soulignent que leurs propos, recueillis avant que ne soient connus les 49 « principes » de la commission, *« ne constituent ni de près ni de loin une quelconque approbation ».* Il est vrai aussi que *Le Monde* du 30 avril parle encore de *« consensus »*, après la divulgation de ces principes, en notant *« l'accueil favorable réservé, en particulier par les organisations enseignantes, aux propositions de la commission Meirieu »* et en citant Mme Vuaillat, qui dit partager *« un certain nombre des objectifs et des principes »* énoncés par M. Meirieu. Sans doute, le mot de *« consensus »* n'était-il pas, en l'occurrence, le plus approprié.

Sur la seconde question soulevée par M. Chiche, celle de la consultation lancée dans les lycées, rappelons seulement que *Le Monde* a toujours mis l'accent sur la diversité des réponses et sur la difficulté de présenter une synthèse des opinions contradictoires exprimées par les élèves et les enseignants.

DANGEREUX PRINCIPES

Les propositions de M. Meirieu ont le triple désavantage d'être à la fois conformistes, irréalistes et dangereuses. Le conformisme découle nécessairement des modalités de l'enquête préliminaire, de ses présupposés et de son traitement. On peut difficilement attendre d'un *questionnaire orienté qu'il apporte* d'autres réponses que celles qu'on souhaite et qu'il laisse apparaître autre chose qu'un consensus banal accentuant les critiques et les demandes. Ce fatras de déclarations hétéroclites est compréhensible mais n'est guère utilisable. C'est pourtant ce qu'a fait M. Meirieu en s'offrant la douillette facilité des rêveries pédagogiques dans lesquelles il a entraîné un auditoire apparemment ravi de n'avoir rien à proposer *(...).* Le projet peut plaire ou inquiéter, il est, de toute façon, irréalisable « à moyens constants » *(...).* En fait les principes, d'apparence généreuse, de M. Meirieu risquent de se révéler, à l'usage, singulièrement dangereux. D'abord, parce qu'ils supposent, au nom de notions confuses de liberté et d'initiative, une réticence devant l'effort et le refus d'un minimum de contraintes. Sous couvert de démocratie, c'est une caricature d'éducation aristocratique que préconise M. Meirieu, vaguement inspirée de *Rabelais ou de Montaigne*, qui ignore la discipline collective et suppose la présence d'un précepteur privé, disponible et conciliant avec les caprices de son élève. Un tel système a peut-être un charme anachronique mais il est *difficilement* applicable aux exigences d'un enseignement démocratique où la qualité de l'enseignement ne peut dépendre de la versatilité des désirs individuels et qui suppose que l'on accepte d'écouter ceux qui mettent leur savoir à la disposition du groupe *(...).*

Pierre-Jean Galtayries
Limoges (Haute-Vienne)

DE LA TAILLE À LA GABELLE

Dans les quarante-neuf principes pour changer le lycée s'est glissé un *principe de « super-flexibilité » que* nous ne nous attendions pas à trouver là. Il s'agit du principe no 35 qui redéfinit le service des professeurs à la hausse en supprimant toute indemnité. Je n'ai pourtant pas lu, ni dans les revendications des élèves ni dans celles des professeurs, une demande d'augmentation des horaires des professeurs sans augmentation de salaire *(...).* Les professeurs, copieusement imposés, comme tous les salariés, payaient déjà la taille sur leurs salaires, au demeurant assez maigres. On leur demande maintenant la gabelle ! Car il s'agit bien d'un impôt en nature d'une heure ou deux heures hebdomadaires, selon le grade, à donner gracieusement à l'Etat ! Par exemple, un professeur agrégé, qui doit actuellement quinze heures en présence des élèves, en ferait, après cette proposition, dix-sept sans aucune indemnité. Autant dire que les agrégés vont travailler deux heures pour rien ! Ce qui revient à une gabelle de 2/15 = 13 % supplémentaires ! Grâce à cet impôt d'une nouvelle sorte, les réformes de fond vont enfin pouvoir être envisagées sans coût, sans création d'emplois, sans augmentation des prélèvements obligatoires.

André Sauvageon
Seignosse (Landes)

LES SCIENCES À LA PORTION CONGRUE

Le Monde a fait un compte rendu du rapport Meirieu en regrettant seulement l'absence de mesures concrètes mais sans rien dire de la marginalisation des sciences qu'il comporte. Le Moyen Age est de retour. *« La part congrue que l'université médiévale réserve aux sciences »* (Max Leijbowicz) est réactualisée par le rapport Meirieu, qui définit la culture commune à base de matières non scientifiques (français, histoire-géographie, éducation civique, juridique et politique, éducation physique, expression artistique). Accessoirement, on impose à tous les élèves la philosophie et l'informatique. Très accessoirement et hors définition de la culture commune, les sciences *« participent à la culture commune mais font l'objet d'approches différenciées »*, c'est-à-dire sont réduites dans la plupart des sections à la portion congrue. A-t-on fait des heures de concertation pour en arriver là ? N'est-il pas, à notre époque, nécessaire de définir les sciences comme constitutives de la base de la culture commune ?

Yves Robert
Sainte-Cécile (Vendée)

L'OUBLI DE LA GÉOGRAPHIE

J'ai constaté avec satisfaction l'intérêt des lycéens pour le rôle que jouent l'histoire et la géographie dans leur formation de citoyen et la place que le rapport accorde à ces disciplines dans l'acquisition d'une culture commune. Je m'étonne toutefois que, s'agissant de l'orientation générale des savoirs à enseigner, la rubrique histoire-géographie se limite à *« la mise en place de repères chronologiques »* et à *« l'étude approfondie de l'histoire contemporaine ».* Les finalités assignées à la géographie, en particulier la mise en place de repères spatiaux et l'étude de l'organisation géographique des sociétés à différentes échelles (locale, nationale, internationale et mondiale) ont été négligées *(...).* Cet « oubli » me semble significatif de la mauvaise perception qu'ont les élèves et les Français en général d'une discipline mal ou peu enseignée par des professeurs très majoritairement historiens *(...).* Peut-être la réconciliation des Français avec la géographie passe-t-elle par un effort à réaliser par les géographes eux-mêmes dans leur démarche de communication.

Daniel Pierre-Elien
Le Raincy
(Seine-Saint-Denis)

ET LES LANGUES ?

Si on veut limiter l'emploi du temps des élèves tout en élargissant leur culture, il va falloir faire des choix. Qui va « lâcher » des heures pour, par exemple, laisser place à l'expression artistique (principe 8) ? Il faudra peut-être préciser, voire trancher, *et changer nos mœurs* dans un système en bonne partie étouffé par le lobby mathématique *(...).* Le principe 35 égratigne un tabou sans toutefois le bousculer. On réduit un peu l'écart horaire (et financier ?) entre agrégés et certifiés, mais on en maintient un « à titre transitoire », paraît-il. On peut compter sur la société des agrégés pour éviter que, à travail égal, il y ait un salaire égal. Enfin, si j'ai bien lu, l'ensemble des principes me paraît comporter une lacune importante. Il est, en effet, fait peu de cas de l'enseignement des langues. Or, dans notre contexte européen et de libre circulation, *elles représentent l'avenir*, et il est indispensable de convaincre nos élèves d'être polyglottes.

Jean-Claude Steib
Troyes (Aube)

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le strapontin des chômeurs

LES chômeurs vont faire une entrée timide dans l'antichambre de certains organismes chargés de les aider à se réinsérer sur le marché du travail. Lors de l'examen du projet de loi contre les exclusions, les députés ont adopté, jeudi 7 mai, un amendement de compromis prévoyant que l'ANPE, chargée de leur placement, et l'AFPA, en charge de leur formation, pourront créer localement des « comités de liaison », composés de représentants de syndicats et des associations de défense des demandeurs d'emploi. Ils pourront ainsi faire entendre leur voix et mieux exercer leurs droits, comme le premier ministre s'y était engagé en recevant leurs associations pour mettre fin aux occupations d'Assedic.

Après la rencontre de janvier avec Lionel Jospin, c'est un deuxième pas dans la reconnaissance de ces mouvements d'origines diverses. Mais un petit pas. A cela, plusieurs raisons. Les deux premières sont objectives. Il est difficile de mesurer la représentativité des organisations de chômeurs : nées de l'éclatement du salariat et de l'explosion du chômage de masse, ces associations apparues au milieu des années 90 doivent moins leur notoriété au nombre de leurs adhérents qu'à leur activisme et aux situations de détresse qu'elles dénoncent. Il est ensuite vrai que, les chômeurs ne payant pas de cotisations, leur participation à la gestion de celles-ci par les syndicats et le patronat au sein de l'Unedic ne va pas de soi.

Les autres raisons renvoient au débat de fond qui oppose les centrales syndicales – à l'exception de la CGT – aux associations de chômeurs. La CFDT notamment conteste la représentativité de celles-ci et craint qu'en leur offrant un fauteuil dans les organismes sociaux on s'oriente insidieusement vers la définition d'un statut des chômeurs, qui les éloignerait du monde du travail. Loin d'être insensible à ces arguments, M. Jospin estime que les syndicats *« ont vocation à représenter tous les travailleurs, y compris lorsqu'ils sont privés d'emploi ».* Aussi est-il intervenu pour que la représentation des chômeurs ne soit pas étendue à l'Unedic et aux Assedic.

Les syndicats ont longtemps été perçus comme les seules organisations capables de représenter les salariés qui se trouvaient licenciés. Mais peuvent-ils toujours en revendiquer le monopole ? Si les associations de chômeurs occupent le terrain, c'est parce que les grandes centrales se sont montrées défaillantes, incapables de défendre les sans-emploi, notamment les chômeurs de longue durée. Face au chômage de masse, les organisations de salariés, contraintes d'équilibrer les comptes de l'Unedic, ont dû jouer les Pères la rigueur et rejeter des chômeurs dans la sphère de la solidarité. Une fracture s'est créée entre actifs et chômeurs, voire entre demandeurs d'emploi et chômeurs en voie d'exclusion. Il faut bien en tirer les conséquences en accordant un droit de regard aux associations. Et les centrales syndicales, plutôt que de se crisper sur leurs positions acquises, feraient bien d'y réfléchir.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraëlewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

La supériorité des footballeurs lillois

C'ÉTAIT hier, à Colombes, l'épilogue de la plus importante compétition annuelle du football français. L'équipe de Lille, qui détient la Coupe depuis deux ans, a subi les assauts furieux des mineurs lensois. Choc cependant fraternel entre camarades d'une même région, et lutte d'une formation de division nationale contre une équipe de la division inférieure. La classe des champions s'est imposée : les Lillois, sans pousser à fond, l'ont emporté par trois buts contre deux : succès largement mérité par la science du *jeu et l'habitude* à « *contrer* » les situations dangereuses. Le trophée leur revient donc, à juste titre, pour la troisième fois consécutive.

Cette finale ne comptera pas parmi les grandes parties. La supériorité des *Lillois*, à tous *les points* de vue, a paru évidente ; elle représente la marge qui existe normalement entre les clubs de division nationale et ceux de deuxième division. S'il n'y eut qu'un écart minime de buts, c'est grâce à l'activité et au cran montrés par les Lensois qui, malgré les difficultés de la tâche, ne se découragèrent jamais. Avec un peu de chance, ils auraient même pu, *in extremis*, causer une surprise sensationnelle ! Parmi les meilleurs, on peut citer à Lille : Baratte, Carré, Vandooren, Prévost, Jedrejak ; à Lens : Duffuler – qui se signala d'extraordinaire façon –, Siklo, Melhul.

Et voici, pour terminer, la remarque faite par M. Vincent Auriol qui a dégagé le sens du match en cette brève formule : *« Ce fut une bataille entre la technique et la volonté... »*

Pierre-A. Salarnier
(11 mai 1948.)

L'intermède révélateur de Bruxelles

Suite de la première page

Pourquoi d'ailleurs, en auraient-ils pris ombrage ? Si l'on veut bien se rappeler les positions récentes défendues par la France – aussi bien par Jacques Chirac que par Lionel Jospin –, l'épisode Trichet, pour eux, a plus de quoi susciter la moquerie que l'inquiétude. Des années durant, le chef de l'Etat n'a, en effet, cessé de suggérer que la politique monétaire conduite par le gouverneur de la Banque de France n'était pas celle qu'il souhaitait. Dans les coulisses du pouvoir, d'innombrables campagnes de rumeurs et de déstabilisation ont été engagées contre M. Trichet, qui sont encore dans toutes les mémoires.

De son côté, le premier ministre a inlassablement mené campagne pour *« rééquilibrer »* la construction européenne, défendant l'idée d'un *« euro large »*, qui associe notamment l'Italie et l'Espagne, et donc un euro qui ne soit pas trop surévalué par rapport au dollar. Or, pour finir – *« on ne rit pas », serait-on tenté de* dire –, c'est malgré tout M. Trichet que la France a sorti de son chapeau.

Au-delà de l'aspect burlesque de cet épisode, celui-ci apporte un enseignement lourd de sens : si les autorités françaises se sont résignées à ce choix, c'est qu'elles ont jugé proprement impensable d'en suggérer un autre. Avancer un quelconque autre nom, ne disposant pas de la « crédibilité » du gouverneur de la Banque de France vis-à-vis des marchés, ou – pis encore – qui soit connu comme un partisan convaincu de l'option jospinienne d'un euro pas trop surévalué, aurait constitué un défi. Pour le coup, le risque aurait alors été grand de susciter des turbulences financières.

Dans le jeu de force ancien entre les marchés et les politiques – entre les marchés et la démocratie –, cet intermède agit donc comme un révélateur. Incontournable M. Trichet ! La France peut tempêter, protester, professer haut et fort qu'elle ne se résignera pas à abandonner la souveraineté de sa politique monétaire à une quelconque « main invisible »... Elle n'a, envers et contre tout, d'autres choix que de présenter le seul candidat susceptible de ne pas effrayer les marchés. Elle peut se dresser contre ses partenaires européens pour leur enjoindre de ne pas renoncer à la liberté que leur reconnaît le traité de Maastricht... Elle doit, dans le même temps, avouer implicitement que cette liberté est largement virtuelle, puisque le choix est entre deux personnalités parfaitement interchangeables, l'un étant le clone de l'autre. En clair, la France a défendu un principe en admettant, dans le même mouvement, que celui-ci n'avait pas de signification concrète.

LA CAVERNE DE PLATON

Cette impuissance des politiques, corollaire de l'extraordinaire puissance des marchés financiers, n'est d'ailleurs pas nouvelle. Déjà, quand la Banque de France a conquis son indépendance, on a beaucoup entendu dire que la répartition des rôles serait claire : la banque centrale aurait en charge la valeur interne de la monnaie (en clair, la lutte contre l'inflation), tandis que le gouvernement aurait en charge une responsabilité supérieure, celle de la valeur externe de la monnaie, c'est-à-dire la politique de change.

L'histoire récente, pourtant, a démontré qu'il s'agissait largement d'une fiction. Valeur interne et valeur externe sont étroitement liées. Au bout du compte, la réalité du pouvoir monétaire – de tout le pouvoir monétaire – a *de facto* été exercée par la banque centrale et par elle seule. *La meilleure preuve en a d'ailleurs* été donnée par les récriminations que le chef de l'Etat a fréquemment fait entendre. Pour la forme, M. Trichet a été critiqué ; dans les faits, son pouvoir n'a jamais été contesté.

Or, avec l'euro, c'est le même scénario que l'on peut craindre. Pour la forme, la France défend l'idée que le conseil de l'euro sera un contrepoids politique, en face de la BCE indépendante. Mais, dans les faits, quel sera le pouvoir réel de ce conseil ? S'apparentera-t-il, même de loin, au « gouvernement économique » pour lequel les socialistes français ont longtemps plaidé ? Ou la réalité du nouveau pouvoir monétaire européen – de tout le pouvoir – sera-t-elle entièrement entre les mains de la BCE ? Cette histoire-là *n'est évidemment pas encore* écrite, mais dans les événements de ces derniers jours, on ne peut s'empêcher de voir une sorte d'illustration moderne de l'allégorie de la caverne de Platon. Comme ces prisonniers enchaînés qui voient des reflets s'agiter dans le fond de la grotte et les prennent pour des êtres réellement vivants, le pays est prié de croire que les gesticulations françaises au sommet de Bruxelles ont été autre chose qu'un théâtre d'ombres. Alors que la réalité du pouvoir monétaire s'est depuis longtemps déplacée...

Faut-il donc saluer la victoire arrachée *de haute lutte par le chef* de l'Etat à Bruxelles ? C'est, à l'évidence, beaucoup plus celle de M. Trichet. Ou, si l'on préfère, celle des marchés.

Laurent Mauduit

L'Union européenne va t-elle nous faire vivre dans une Europe proxénète ?

par Marie-Victoire Louis

DU 2 au 14 mars 1998, s'est tenue, à New York, la 42e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, consacrée au suivi de la plate-forme d'action décidée à Pékin en septembre 1995. Il s'agissait de faire le bilan et de mettre en œuvre pour cinq années à venir les politiques décidées par les Etats du monde entier concernant l'évolution des rapports entre les sexes, notamment en matière de prostitution.

La politique de l'Union européenne fut présentée dans un document diffusé à tous les gouvernements comme à toutes les ONG. Dans ce texte, l'Union confirmait l'évolution de sa politique décidée depuis une dizaine d'années, à savoir que, sous la pression incessante des Pays-Bas, elle s'était engagée dans une politique de légitimation du proxénétisme.

Ce texte en effet ne fait aucune référence à la Convention de l'ONU de 1949 *« pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui »*, pourtant signée par sept pays européens. Celle-ci affirme en effet, dans son exposé des motifs, que la prostitution est *« incompatible avec la dignité et la valeur de la personne humaine »*, que *« la traite des êtres humains »* est une conséquence de la prostitution et que le proxénétisme, notamment hôtelier, doit être réprimé.

L'Union européenne ne s'assigne donc plus de réprimer le proxénétisme. Par ailleurs, la *« prostitution »* n'est plus citée comme faisant partie de la définition de la violence contre les femmes. Enfin, aucune référence à la responsabilité des *« clients »* – a fortiori à leur pénalisation – n'est évoquée. La seule politique européenne en la matière se réduit à *« coopérer avec les agences internationales luttant contre le trafic illégal des êtres humains »*.

Comment en est-on arrivé là ?

Alors qu'en 1985, la conférence onusienne de Nairobi employait pour sa part l'expression de *« forme d'esclavage imposé à des femmes »*, l'Union européenne a, tout d'abord, entériné, à la conférence de Pékin, en 1995, le concept de *« prostitution forcée »*, signifiant alors que la prostitution peut être considérée comme une *« activité libre »*. C'est d'ailleurs significativement au sein d'un chapitre (D) consacré à *« l'insuffisance des politiques économiques »* que la prostitution est abordée dans la plate-forme européenne, préparatoire à celle de Pékin.

Puis l'Europe a progressivement légitimé la prostitution des adultes au sein des frontières nationales : en effet, elle a progressivement dissocié la prostitution des adultes de celle des enfants, et la prostitution du *« trafic des êtres humains »*. C'est ainsi que la lutte contre *« le tourisme sexuel »* concerne exclusivement *« les enfants »*. Et en dernière instance, l'Europe ne s'assigne plus que de lutter contre le *« trafic illégal »*. Ce qui signifie que l'Union européenne accepte le principe même du *« trafic »* : elle se reconnaît le droit de faire entrer les femmes étrangères en fonction des besoins dudit marché. Il n'est en effet proposé que de mettre en œuvre des *« campagnes de prévention... de manière à permettre à ces femmes de prendre des décisions informées et de chercher de l'aide en cas de trafic »*, et ce, alors que nos dirigeants affirment lutter contre l'émigration clandestine. Mais en même temps, celle-ci se réserve le droit de définir les critères de l'*« illégalité »*, c'est-à-dire d'expulser ces femmes, sans autre forme de procès.

Une telle politique – qui fait des prostituées étrangères l'une des figures emblématique de la force de travail *« libre »* du XXIe siècle – ne peut cependant être laissée au seul libre jeu du marché. L'Union européenne a donc partiellement dévolu la fonction de régulation du marché à des femmes ayant été l'objet d'un trafic transfrontière : celles-ci sont alors chargées de déposer plainte contre les proxénètes internationaux considérés par les Etats comme insuffisamment coopératifs dans le partage du butin ou par trop dérangeants face à une *opinion publique* de plus en plus exigeante et sensible en la matière.

On ne peut affirmer lutter contre la traite sans lutter concomitamment contre le proxénétisme dont la traite se nourrit

En tout état de cause, ceux-ci n'ont pas trop à craindre de la répression : il n'est fait état, en la matière, que de faciliter les échanges *« d'informations »*.

Mais pour que ces procès puissent avoir lieu, il ne faut pas que ces étrangères – par définition, sans papiers – soient expulsées ; il *faut en outre que, monitorées par* des associations ad hoc, elles *« soient à même de déposer plainte à la police et qu'elles soient disponibles lorsque requises par les juridictions pénales »*. Elles doivent donc bénéficier *« pendant ce temps »* d'*« assistance sociale, médicale, financière et légale »*, ainsi que de *« protection »*. Après le procès, rien – ni droit de séjour, ni droit d'asile – n'est prévu pour celles qui seront sans doute, toute leur vie sous la menace des rétorsions sanglantes du *« milieu »*. Il est simplement proposé *« des mesures de soutien pour réinstaller et réhabiliter les victimes de trafic dans leurs communautés d'origine »*.

Certes, l'Union européenne a dû, à New York, partiellement céder devant les pressions d'ONG européennes et internationales ; certes, le camp des pays qui s'opposent aux thèses néerlandaises (soutenues notamment par l'Allemagne, le Danemark, la Belgique) s'est agrandi et regroupe dorénavant la France, le Portugal, la Grèce et la Suède ; certes la Grande-Bretagne – qui préside l'Union européenne a, le 10 mars, reconnu à New York qu'il n'y avait pas eu de débat sur la politique mise en œuvre par l'Europe. Néanmoins la politique affichée n'a pas été fondamentalement modifiée. La lutte contre le seul *« trafic »* (terme cité six fois sur les sept amendements déposés le 12 mars) est bien toujours l'essentiel de sa politique.

Si l'Union européenne persiste dans cette politique indéfendable – on ne peut affirmer lutter contre la traite sans lutter concomitamment contre le proxénétisme dont la traite se nourrit – elle doit être consciente qu'aucune politique en matière de défense des droits de la personne ne sera plus crédible. L'enjeu est de taille. C'est la lutte contre la *prostitution* elle-même qui est en cause. La question de fond est donc *« Le corps humain est-il inaliénable »* ? A la lecture de déclaration des droits de l'homme de 1948, le principe n'a toujours pas été affirmé. Ce qui se joue actuellement – et l'Europe en est l'avant-garde – c'est que l'affirmation contraire risque fort d'être considérée comme acquise.

***Marie-Victoire Louis** est sociologue au CNRS/CADIS.*

Entre la France

par Ezra N. Suleiman

IL est souvent plus réconfortant de continuer à croire à une apparence que d'accepter une réalité nouvelle. C'est précisément ce qui se passe aujourd'hui, dans les relations entre la France et les Etats-Unis. L'histoire de ces relations est pleine de méandres et de détours. Leur évolution actuelle risque de conduire rapidement à regretter même la période enflammée du gaullisme.

Les divergences entre les deux pays sont certes une constante depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elles ont perduré tout au long de la guerre froide, en particulier parce que la France *« affaiblie et humiliée »* – le mot est de l'actuel ministre français des affaires étrangères – par la perte de son empire, s'est efforcée de contre-balancer son infortune par une politique étrangère *« à part »*. La France s'est cependant toujours rangée du côté des Etats-Unis durant les épisodes les plus difficiles de la guerre froide. Le soutien apporté par le général de Gaulle lors de l'affaire des fusées de Cuba et celui de François Mitterrand pendant la crise des Pershing ou, a contrario, celui des Etats-Unis lorsque la France sortait de l'OTAN, n'ont jamais modifié l'équilibre général des relations entre les deux pays.

Malgré les apparences, les relations entre la France et les Etats-Unis sont en train de se dégrader *dangereusement. Les divergences* sont qualitativement différentes de ce qu'elles furent. Plus les deux pays *prennent leurs distances* l'un par rapport à l'autre et plus on a tendance, en France, à occulter le *fait que le fossé se creuse.*

Il est fréquent de saluer en France aujourd'hui les *« bonnes »* relations entretenues avec l'Amérique et d'y voir le signe d'une ère nouvelle faite de compatibilité et de coopération. Un article récent, au titre ironique, « Hubert et Madeleine dans le même bateau », dans *Le Monde* daté 15-16 mars 1998, mettait en scène ces nouvelles relations faites de respect et d'admiration mutuels. La mise en scène de *l'harmonie supposée* entre les deux pays ne correspond pas à la réalité telle qu'elle est perçue dans les milieux officiels aux Etats-Unis. Les images projetées par les services de communication français sont flatteuses pour la France puisqu'elles placent souvent les responsables des deux diplomaties sur un pied *d'égalité*. Ce point est toutefois moins important que le fait que les relations franco-américaines divergent d'une manière nouvelle, profonde et pleine de risques.

La réalité a peu d'importance dans les procès en sorcellerie qui sont souvent faits à l'Amérique

Tout d'abord, abandonnons *cette image de relations publiques* qui montrent les deux ministres des affaires étrangères, Madeleine *Albright et Hubert Védrine, se parler* souvent et s'appeler par leurs prénoms. La politesse ou l'apparence de proximité n'est jamais qu'un même élément du décor destiné souvent à masquer les divergences graves. Dans la crise irakienne par exemple, quoi qu'on puisse en dire à Paris, l'attitude de la France a été très fortement dénoncée. Les Etats-Unis cherchaient à s'assurer des soutiens

Entre la France et les Etats-Unis, le fossé se creuse

dans un contexte difficile et ne pouvaient donc pas critiquer un allié qui campait sur des positions opposées. L'administration Clinton a choisi de ne pas commenter les positions de Paris mais la presse ne s'est pas privée de faire des critiques. Rappelons tout de même que l'opinion publique américaine était peu favorable à l'idée d'une nouvelle guerre du Golfe et se retrouvait d'une certaine façon en phase avec les choix diplomatiques de la France et des autres pays.

La gestion de la diplomatie est aussi et peut-être surtout une affaire de personnes. Avec Hubert Védrine, la France peut compter sur un ministre des affaires étrangères dont l'hostilité à l'« *hégémonie* » américaine est à la fois forte et ancienne. Ses positions étaient connues avant qu'il n'arrive au Quai d'Orsay, elles ne se sont pas démenties. Ayant servi François Mitterrand tout au long de ses deux septennats, M. Védrine a fait sienne la politique étrangère de l'ancien président qu'il a d'ailleurs fort remarquablement exposée et défendue dans un ouvrage paru en 1996. Cette conception post-mitterrandienne de la politique étrangère trouve à s'affirmer dans un contexte marqué par l'émergence lente et chaotique d'un nouvel ordre mondial.

Les Etats-Unis en sont bien sûr à l'origine. Leur problème principal tient au fait que, reconnus comme la seule superpuissance, ils doivent faire face à une multitude de situations locales qu'ils ne parviennent pas à orchestrer. Plus que les ennemis très affaiblis, ce sont parfois les amis, dont la France, qui par leurs choix, mettent en cause cette prétention à tout contrôler. Vues de France, la disparition du bloc de l'Est et, parallèlement, l'accélération de la construction européenne constituent désormais des points d'appui importants pour conduire une politique extérieure autonome sinon indépendante de l'influence américaine.

L'effondrement de l'Union soviétique a laissé les Etats-Unis dans une position dominante militairement, économiquement et culturellement. Il est assez logique que cette position appelle des critiques, ce d'autant plus que les Etats-Unis n'ont pas toujours ménagé leurs alliés. Par des mesures unilatérales comme la loi Helms-Burton, ils essayent d'imposer à l'Europe une conduite commerciale, ce qui ne pouvait que susciter des réactions hostiles, et légitimes, des pays européens. D'ailleurs, dans un autre registre, les Européens n'ont pas été mécontents de voir le président sud-africain Mandela indiquer fermement à Bill Clinton que son pays était libre de choisir ses amis et que les ennemis des Etats-Unis n'étaient pas par définition les ennemis de l'Afrique du Sud. Dans le même esprit, le refus répété des Etats-Unis d'honorer leurs dettes vis-à-vis de l'ONU ne manque pas d'irriter nombre de pays, ce d'autant plus que Washington ne cesse de s'appuyer sur l'organisation des Nations unies pour légitimer ses aspirations à être le gendarme du monde. Ces exemples manifestes d'une arrogance américaine ne peuvent que renforcer les pays européens, à commencer par la France, dans une attitude réservée à l'égard de leur allié.

Cette puissance n'est pas exclusivement militaire ou diplomatique. Les Etats-Unis sont aussi, les choses étant bien sûr liées, une superpuissance économique. Cette puissance est aujourd'hui incontestée car, après plusieurs années de restructuration, l'économie américaine connaît une très forte expansion sans chômage et en parvenant à juguler l'inflation. Là encore, cette hégémonie ne contribue pas à rendre ce pays sympathique en France où l'on recherche des solutions alternatives au libéralisme avec, par exemple, la loi sur les 35 heures.

On estime généralement en France que les Etats-Unis pratiquent un libéralisme sauvage, ce qui les disqualifie quelque peu. Face à ce qui est encore largement perçu à Paris comme un antimodèle, les discours abondent pour défendre le droit de la France à chercher, fût-ce seule, sa voie de sortie de la crise de l'emploi. La réalité a peu d'importance dans les procès en sorcellerie qui sont souvent faits à l'Amérique. Ce qui compte au fond, ce sont les images de la réalité plus que la réalité elle-même. Si les Etats-Unis pratiquent un libéralisme débridé, celui-ci reste tout de même assez éloigné de la jungle souvent décrite. Que dire *a contrario* de cette quête française d'une troisième voie qui demeure largement théorique et incantatoire ?

Si les Etats-Unis pratiquent un libéralisme débridé, celui-ci reste tout de même assez éloigné de la jungle souvent décrite. Que dire a contrario de cette quête française d'une troisième voie qui demeure largement théorique et incantatoire ?

Enfin, et peut-être surtout, les Etats-Unis font aussi l'objet de critiques du fait de leur domination culturelle. Celle-ci est assez peu contestable. Elle est davantage liée cependant à l'absence de censure et à la force de marché qu'à une quelconque volonté politique. Le Congrès américain s'est toujours montré avare avec les présidents successifs pour permettre qu'existe au niveau fédéral une politique d'aide au développement ou une politique culturelle tournée vers l'extérieur. Ce qui est le plus agaçant pour les gouvernements français successifs, c'est que, faute d'une véritable culture européenne, c'est paradoxalement la culture américaine qui constitue le ciment entre les divers pays de l'Union.

Le risque est alors que le gouvernement ait un réflexe nostalgique de repli facile sur des mots d'ordre antiaméricains qui ne sont plus du tout en phase avec les attentes culturelles des citoyens. Il suffit de voir le nombre d'adolescents, d'étudiants, de jeunes diplômés qui rêvent de tenter leurs chances aux Etats-Unis pour se convaincre que jouer la carte éculée de l'antiaméricanisme ne mène à rien. D'ailleurs, parmi tous les pays européens, il n'y a qu'en France que cette hostilité reste vive.

L'Union européenne est le nouveau socle d'une politique étrangère française dynamique. Le ministre des affaires étrangères, en se prononçant en faveur d'une Europe forte – et en particulier dans le domaine diplomatique – n'oublie pas que la France pèse d'un poids conséquent dans l'édifice politique européen. Dit autrement, la France ne pourra espérer peser sur le terrain diplomatique que parce qu'elle sera le moteur d'une Europe politique elle-même unie et puissante. Le bloc européen animé et fixé par la France peut être un pendant à l'hégémonie américaine.

Telle est en tout cas la conception française qui explique l'hostilité américaine à la réussite européenne considérée dès lors comme une arme de guerre antiaméricaine. Rappelons tout de même que les progrès de la construction européenne depuis quarante ans ont surtout été économiques. La réussite espérée de l'euro ne sera pas automatiquement transférable à la diplomatie. C'est un fait que l'UE n'a pas de politique extérieure digne de ce nom. Elle n'a pas et est loin d'avoir un ministre des affaires étrangères unique. Aussi, miser comme le fait la France sur une politique internationale de l'Europe pour constituer un contrepoids aux Etats-Unis est, pour le moment en tout cas, une pure construction de l'esprit. La crise irakienne, la Bosnie, l'Albanie en sont des preuves tangibles.

L'idée qu'il existe une hostilité américaine vis-à-vis de l'Europe et de l'euro est très répandue dans une partie des élites françaises. Les Etats-Unis, bien qu'attachés fermement à leurs intérêts, n'ont en réalité jamais cherché à affaiblir l'Europe et ne souhaitent pas que l'Europe soit faible. Le calcul est simple : l'UE ne mettra fin ni à la compétition entre les pays membres ni à la concurrence entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Félix Rohatyn, l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, a récemment expliqué dans ces colonnes que les Etats-Unis n'avaient rien à retirer d'une Europe faible et que « *le succès de l'euro ne peut être que positif pour nous en créant une grande monnaie de réserve de plus* ».

Je ne pense pas bien sûr qu'il puisse exister une identité de vue sur tous les problèmes qui se posent au sein d'une alliance. Une variété de points de vue est même préférable à l'unanimité. Mais qu'un seul pays, la France en l'occurrence, puisse se définir uniquement ou principalement par opposition à un autre, fût-il hégémonique, n'est guère satisfaisant. Tout en reconnaissant que les Etats-Unis se sont à maintes reprises laissés aller par arrogance à conduire des politiques absurdes ou tragiques, il n'en reste pas moins que la France a tout à gagner à essayer de montrer à l'Europe le chemin d'une politique extérieure basée sur des objectifs et une dynamique (la voie positive) et non pas sur une opposition systématique aux Etats-Unis (la voie négative). A l'appui de ce voeu, on ne peut que rappeler les rapprochements récents de la France avec la Russie pendant la crise irakienne. Le sommet de Moscou a tout de même laissé l'impression d'un retour anachronique à la Realpolitik du XIXe siècle.

En s'opposant systématiquement aux Etats-Unis, la France ferait le choix d'un chemin solitaire. Un choix qui ne répondrait pas aux souhaits de la majorité des Français d'abord. Qui risquerait ensuite de diviser et d'affaiblir l'Europe. Qui priverait enfin la France d'un pouvoir important : celui de pouvoir dire non aux Américains lorsque ceux-ci vont trop loin, avec des chances d'être entendue.

Ezra N. Suleiman *est professeur de science politique et directeur du Centre d'études européennes de l'université de Princeton (Etats-Unis).*

COTATION Malchanceux au Parc des Princes lors de la finale de la Coupe de l'UEFA, le club de football de la Lazio de Rome a connu un grand succès lors de sa première cotation en Bourse de Milan. ● RACHETÉE il y a six ans par l'industriel Sergio Cragnotti, propriétaire du groupe agroalimentaire Cirio, l'équipe romaine a mis 45 % de son capital sur le marché. ● L'OPÉRATION donne au club les moyens de mettre en place une politique beaucoup plus ambitieuse, notamment pour ses recrutements de joueurs. ● PREMIÈRE en Italie à tenter l'aventure de la Bourse, la Lazio sera bientôt imitée par le club de Bologne, et probablement par les clubs milanais Inter et AC. ● LE PHÉNOMÈNE est européen. Aux Pays-Bas, l'Ajax Amsterdam va aussi sauter le pas. Les clubs britanniques, qui ont fait office de pionniers, représentent désormais une capitalisation estimée à plus de 10 milliards de francs.

Les clubs de football européens s'affrontent aussi en Bourse

Propriété de l'industriel Sergio Cragnotti, l'équipe romaine de la Lazio est la première en Italie à placer une partie de ses actions sur le marché. Cette opération, qui a eu un grand succès, prélude à une série d'introductions dans la Péninsule comme sur le reste du continent

ROME
de notre correspondant

Le moment n'aurait pas pu être mieux choisi pour la première cotation en Bourse du club de football romain la Lazio, mercredi 6 mai. Vainqueur de la Coupe d'Italie le 29 avril après avoir battu le Milan AC, la Lazio affrontait, au soir de ce jour historique, l'autre club de Milan, l'Inter, en finale de la Coupe de l'UEFA. Malgré l'issue malheureuse de ce match (3-0 pour l'Inter), le titre Lazio, dont le cours d'émission avait été fixé à 5 900 lires (environ 20 francs), a été plébiscité. Suspendu à l'ouverture en raison d'une trop forte hausse de son cours, il terminait sa première journée boursière à 6 577 lires, sur un gain de 11,5 %. Malgré un léger coup de semonce le 7 mai, au lendemain de sa défaite face à l'Inter, le titre se reprenait dans la journée et atteignait 6 600 lires à la clôture.

L'introduction de la Societa sportiva Lazio dans le monde de la finance, pilotée par l'Istituto mobiliare italiano, est la première de cette nature en Italie, mais la série promet d'être longue. Dans toute l'Europe, l'exemple des clubs britanniques fait des émules, de l'Ajax d'Amsterdam au Bayern de Munich, en passant par les clubs français qui attendent pour cet automne une législation les autorisant à accéder à la Bourse. En Italie, Bologne et l'Inter de Milan s'y préparent activement. La banque Morgan Stanley étudie le projet de ce dernier club, tandis que Lehman Brothers se penche sur le rival, le Milan AC.

Si l'on en juge par le succès de l'offre publique de vente des 20 millions d'actions offertes, représentant 45 % du capital de la Lazio, les autres équipes ne vont plus beaucoup hésiter. La demande a été dix fois supérieure à l'offre et il a fallu procéder à un tirage au sort pour départager les 43 845 investisseurs privés intéressés par l'OPV. 25 % des actions leur avaient été réservées, le reste étant destiné aux institutionnels.

Sergio Cragnotti, le propriétaire du club, a de quoi être satisfait. Jusqu'à l'introduction en Bourse, son groupe familial, la société agroalimentaire Cirio, numéro un de la sauce tomate en Italie, possédait 89,98 % du capital du club, et sa société d'investissement, Cragnotti & Partners, 10 %. Le pari de la Bourse était osé, car si la Lazio a fait une bonne saison, elle ne fait pas encore partie des clubs prestigieux à la réputation internationale, *comme ceux de Milan ou la Juventus* de Turin. En justifiant de deux exercices précédents légèrement excédentaires, Sergio Cragnotti avait fait la demande officielle, le 17 mars, auprès de la Consob, la commission de contrôle de la Bourse, qui a donné son feu vert. « *Je m'attendais à ce boom*, a-t-il expliqué, le 30 avril, en présentant le bilan de 1997 devant l'assemblée générale du groupe Cirio. *Le marché a compris la valeur patrimoniale de la société (...). Ce ne sont pas seulement des tifosi qui se sont portés acquéreurs. Ce fut un véritable placement de marché comme cela s'est produit pour les grandes souscriptions comme par exemple celle de Telecom Italia.* »

DROITS DE RETRANSMISSION

Désormais, 45 % du capital de la société *biancoceleste* (blanc et bleu, les couleurs du club) sont sur le marché, 30 % sont détenus par Cirio, et 25 % par Cragnotti & Partners. L'opération, a expliqué M. Cragnotti, a permis de faire entrer dans les caisses de Cirio environ 75 milliards de lires (255 millions de francs) et de dégager une plus-value de 30 à 33 milliards de lires. La Lazio, espère M. Cragnotti, devrait voir son chiffre d'affaires passer de 75 milliards de lires l'an dernier à 120 ou 130 milliards en 1998-1999 (exercice allant de *juillet* à *juin*, comme la saison de football).

Six ans après l'acquisition par le groupe Cragnotti de ce club aux « *grosses potentialités* », celui-ci a enfin les moyens de ses ambitions : il souhaite acheter le centre sportif de Formello, acquérir des vedettes et optimiser sa politique commerciale. La Lazio, club rival de l'AS Roma, qui ne possède pas de stade en propre, souhaite pouvoir utiliser le stade Flaminio ou, à défaut, faire construire sa propre enceinte. Ses espoirs portent également sur les droits de retransmission télévisée, gérés par la Ligue nationale. La *convention passée avec* la RAI *sera* renégociée en 1999, et les grands clubs espèrent tirer plus de bénéfices des retransmissions, actuellement réparties à *égalité* entre tous.

Pour Sergio Cragnotti, « *tout le monde du football va suivre la voie tracée par la Lazio* ». En principe, ce sera au tour de Bologne vers la fin du mois de mai. *49 % du capital* seront mis sur le marché financier par Giuseppe Gazzoni Frascara, le roi de l'eau minérale, soit 11,7 millions d'actions sur un total de 24 millions. Pour le moment cependant, la prudence est de règle parmi les dix-huit grands. Seuls six d'entre eux ont clos le dernier exercice par un bilan positif.

Sur les cent vingt-huit clubs professionnels recensés en Italie, les pertes accumulées au cours des quatre dernières *années* se chiffrent à 1 000 milliards de lires.

Michel Bôle-Richard

Les principales équipes britanniques sur le marché

● **Le premier club** de football à entrer en Bourse a été le Tottenham Hotspur, dont 41 % du capital ont été mis sur le marché en 1983. De nombreux clubs britanniques lui ont emboîté le pas : le club de deuxième *division Millwall (3 %, 1989)*, Manchester United (38 %, 1991), Caspian/Leeds United (60 %, 1996), Sunderland (26 %, 1996).

● **Cinq nouvelles introductions** ont eu lieu en 1997 sur le marché principal de Londres : Southampton Leisure (100 % du capital), Sheffield United (42 %), Newcastle United (28 %), Burnden Leisure/Bolton (100 %) et Aston Villa (16 %). De nombreux clubs sont également cotés sur le « nouveau marché » de Londres, l'AMI.

● **La capitalisation boursière** des clubs britanniques sur le marché principal s'élevait à plus de 1 016 millions de livres (10 milliards *de francs) au 30 juin 1997, selon* la dernière étude sectorielle du cabinet de consultants Deloitte & Touche, publiée en août à l'issue de la saison. Sur l'AMI, le montant des capitalisations s'élevait à la même date à 346,9 millions de livres.

● **La progression des titres** des clubs de football s'établissait à 160 % sur un an au 30 juin 1997 pour le marché principal, et à 124 % pour l'AMI.

Les actions de l'Ajax cotées le 11 mai à Amsterdam

Première équipe de football des Pays-Bas, l'Ajax Amsterdam sera aussi le premier club sportif du pays à se lancer en Bourse. Annoncée en février, l'introduction se déroule cette semaine. Le prix des 4,95 millions d'actions mises en vente a été fixé à 25 florins (environ 75 francs), a précisé la direction du club mardi 5 mai, les réservations se déroulant jusqu'au vendredi 8 mai. La première cotation des titres à la Bourse d'Amsterdam est prévue pour le lundi 11.

Les supporters du club et les membres de l'association de l'AFC Ajax détenant des cartes saisonnières ont pu s'inscrire antérieurement *et bénéficient d'un traitement de faveur. Détenteur de vingt-*six titres de champion des Pays-Bas et de six coupes européennes, l'Ajax gardera 51 % de ses actions ainsi qu'une *golden share* qui lui permettra de conserver des droits particuliers.

Silmag, une PME de haute technologie, échappe de justesse à la liquidation

GRENOBLE
de notre correspondante

Le fabricant isérois de têtes magnétiques pour disques durs d'informatique Silmag l'a échappé de justesse. Alors que le tribunal de commerce devait statuer sur son sort, jeudi 7 mai, avec, en perspective, la liquidation de la société, placée en règlement judiciaire depuis le 30 janvier, le paiement par le coréen Samsung d'une facture de un million de dollars (6 millions de francs) a éloigné cette menace. Il a aussi permis le règlement des salaires d'avril pour les 400 salariés de l'entreprise, implantée à Saint-Egrève dans la proche banlieue de Grenoble. Pour autant, le problème de fond n'est pas réglé. « *Le retard de paiement de Samsung n'est pas à l'origine des difficultés de l'entreprise. Il a seulement révélé sa faiblesse structurelle qui l'a rendue captive d'un seul client* », a déclaré, jeudi 7 mai, au *Monde* l'administrateur judiciaire, Me Pierre Coquet.

Il y a encore peu, cette *start-up* (« *société naissante* ») issue d'un essaimage du Laboratoire d'électronique, de technologie et d'instrumentation (Léti), rattaché au CEA, était considérée comme un exemple de réussite d'une PME de technologie de pointe. A l'origine de sa création, la découverte par deux chercheurs, Jean-Pierre Lazzari et *Hubert Jouve*, d'un nouveau type de têtes de lecture pour disques durs d'ordinateurs, trois fois plus performantes que les têtes classiques.

TOUR DE TABLE

En 1990, faute d'avoir trouvé un industriel tenté par l'aventure, les *deux ingénieurs créent leur propre* société. Un an plus tard, un tour de table permet l'arrivée de l'italien DMC, une filiale d'Olivetti dont le PDG, Roberto Gemi, s'engage à titre personnel dans le projet. S'y associent également trois sociétés françaises de capital-risque, tandis que des aides sont fournies par le ministère de l'industrie *et l'Anvar*.

Trois ans plus tard, l'effectif est de 120 salariés, mais il n'y a toujours pas de clients. Les pertes cumulées s'élèvent, en 1994, à 100 millions de francs. C'est alors qu'entre en scène Samsung, qui passe une commande de 25 millions de pièces.

Dès lors, tout paraît sourire à la jeune entreprise : son chiffre d'affaires passe de 21 à 200 millions de francs entre 1995 et 1996, et le nombre des salariés triple. Mais la crise coréenne vient contrarier cette *success story* à la française. Cette infortune, qui ternit le prestige du pôle micro-électronique grenoblois, tombe au plus mal, au moment où SGS-Thomson s'apprête à créer sa nouvelle unité de production (*Le Monde* du 28 avril 1998). Elle est surtout très lourde socialement puisque, si une fermeture devait se confirmer, elle toucherait, emplois induits inclus, près de 2 000 personnes dans l'agglomération.

Le tribunal a donné un nouveau rendez-vous aux partenaires de Silmag, fin mai, à charge pour eux de présenter un plan qui tienne la route. Lundi 11 mai, le conseil d'administration de la société devait se réunir pour étudier l'éventualité d'une augmentation de capital, dans la perspective de la commercialisation d'un nouveau produit, plus générique, susceptible de donner un nouveau souffle à l'entreprise. En attendant, la quasi-totalité du personnel a été mise en congé, à compter du 11 mai, pour deux semaines.

Nicole Cabret

Daimler négocierait une reprise des poids lourds de Nissan

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE allemand Daimler-Benz est sur tous les fronts. A peine a-t-il annoncé une fusion avec l'américain Chrysler, jeudi 5 mai, qu'il se préparerait, selon le magazine allemand *Der Spiegel* dans son édition de lundi, à reprendre la division poids lourds du japonais Nissan.

Des négociations confidentielles sont déjà en cours, et les responsables de Daimler-Benz estiment que l'affaire pourrait être conclue dans les prochains mois, précise l'hebdomadaire. Cette reprise permettrait à Daimler-Benz d'améliorer sa position sur le marché *asiatique, entravée* par le prix élevé de ses camions.

DÉPÊCHES

■ **TABAC : les industriels américains** ont accepté, vendredi 8 mai, de verser 6,6 milliards de dollars (environ 40 milliards de francs) sur vingt-cinq ans pour mettre fin au procès que leur avait intenté l'Etat du Minnesota. La compagnie d'assurance médicale Blue Cross and Blue Shield du Minnesota est parvenue, le même jour, à un règlement de 469 millions de dollars sur cinq ans avec les fabricants de cigarettes. Le Minnesota et la Blue Cross avaient engagé une action en justice contre Philip Morris, RJR Nabisco et BAT Industries pour leur réclamer le remboursement des frais de traitement des personnes souffrant de maladies liée au tabagisme.

■ ***EMI Group* : le groupe britannique de production et d'édition musicales** a annoncé, vendredi 8 mai, avoir mis fin à des discussions en vue de son rachat par un autre groupe (*Le Monde* daté 3 et 4 mai). EMI avait indiqué, le 30 avril, avoir été approché en vue d'un éventuel rachat par un groupe que les analystes estimaient être le canadien Seagram.

■ **PEPSICO : le fabricant du Pepsi-Cola** a lancé, jeudi 7 mai, une action pour abus de position dominante contre le numéro un du marché, Coca-Cola. Pepsico estime que son concurrent dissuade des distributeurs de proposer les deux marques à la fois.

■ ***GTE : la compagnie de téléphone*** américaine GTE a annoncé, vendredi 8 mai, avoir intenté une action en justice devant un tribunal de Washington pour tenter de bloquer la fusion de 38 milliards de dollars entre ses rivaux MCI et Worldcom.

■ **BASF : la direction du géant allemand de la chimie** BASF et celle du belge Petrofina ont approuvé la construction d'un vapocraqueur commun, le plus grand du monde, à Port-Arthur (Texas, Etats-Unis) pour environ 900 millions de dollars, selon des communiqués diffusés vendredi 8 mai. BASF détiendra 60 % de la nouvelle société commune et Fina (filiale de Petrofina) le reste, ont précisé les deux compagnies.

■ **FIAT : le groupe italien a décidé**, vendredi 8 mai, de rappeler les Fiat Punto produites entre avril et octobre 1997 en raison d'un défaut sur les ceintures de certains véhicules.

Les assureurs réhabilitent les formules mêlant épargne et garantie en cas de décès

Desservis par leur mauvaise réputation, les contrats mixtes qui combinent l'assurance-vie classique et des garanties dites de prévoyance effectuent, sous la forme assouplie et clarifiée de la « vie universelle », un retour en force

LA MAUVAISE réputation des contrats d'assurances mixtes traditionnels n'est plus à faire. Ces formules, qui connurent un certain succès dans les années 70, partaient pourtant d'un bon principe. *« L'idée était astucieuse puisqu'elle visait à concilier les avantages de l'assurance-vie classique et ceux de l'assurance temporaire décès en offrant la possibilité au souscripteur d'épargner tout en se constituant une garantie en cas de décès »*, rappelle Nathalie Mandrile, responsable du marketing à La Hénin-Vie. Mais dans la pratique, les produits diffusés se sont révélés obscurs, voire, souvent, à la limite de l'honnêteté commerciale. *« Les montages étaient à la fois trop rigides et trop opaques pour permettre de discerner ce qui relevait de la partie épargne proprement dite de ce qui allait à l'assurance-décès,* note Nathalie Mandrile. *Aucune projection ne permettait d'estimer clairement la valeur de rachat du contrat, généralement réduite à une peau de chagrin du fait de frais disproportionnés et précomptés. »*

Vilipendées par la presse professionnelle et les associations de consommateurs, ces formules furent progressivement délaissées par les compagnies (certaines continuent cependant d'en vendre discrètement). Mais les professionnels n'abandonnèrent pas pour autant l'idée du fructueux mariage épargne-prévoyance. Une première version améliorée de ce type d'alliage vit ainsi le jour sous la forme des contrats dits « vie entière ». A l'inverse des temporaires décès, dont les garanties cessent généralement entre le soixantième et le soixante-cinquième anniversaire de l'assuré, ces formules offrent, comme leur nom l'indique, une couverture valable jusqu'au décès du souscripteur. Mieux, elles permettent à l'assuré de récupérer à tout moment la partie épargne de son contrat, qui, une fois déduits les divers frais et la fraction destinée à la garantie décès, est capitalisée sur la base d'un taux minimum annuel escompté de 3,25 %. *« Cette mécanique constitue une véritable sécurité face à d'éventuels problèmes financiers »*, remarque-t-on chez Eagle Star Vie.

BUT SUCCESSORAL

Cependant, les produits « vie entière » restent avant tout des outils de prévoyance et non d'épargne. Destinés à des personnes âgées de cinquante ans ou plus, disposant déjà d'un patrimoine constitué, ces contrats sont généralement souscrits dans un but successoral afin, notamment, de permettre aux futurs héritiers de l'assuré de disposer le jour venu d'une somme suffisante pour payer les droits de succession, sans avoir à vendre pour autant les biens du défunt. Et quoique beaucoup plus claires que les anciennes mixtes (le souscripteur connaît dès le départ, en fonction de son âge et de ses versements – prime unique ou primes périodiques –, le montant de son capital décès et la valeur de rachat de son contrat), ces formules pèchent néanmoins toujours par certaines rigidités (primes élevées : généralement plusieurs centaines de milliers de francs, capital décès fixé une fois pour toutes, rentabilité d'autant plus faible que l'assuré vit longtemps). Fort de ce constat, les assureurs ont donc cherché à aller un cran plus loin avec ce qu'on appelle, en toute modestie, « la vie universelle ».

« La "vie universelle", c'est la "vie entière" en beaucoup plus souple », résume-t-on à La Hénin-Vie, compagnie qui réalise aujourd'hui plus du tiers de son chiffre d'affaires avec cette famille de contrats et vient de mettre au point un produit « vie universelle » avec distribution de rentes.

Venue d'outre-Manche et développée en France dès les années 80 par les compagnies d'origine britannique Eagle Star et Guardian, la « vie universelle » a, en effet, fait ces derniers temps une percée remarquable sur le marché de l'assurance. Aujourd'hui, rares sont les compagnies qui ne disposent pas dans leur gamme (ou dans leurs cartons) d'un contrat d'assurance de ce type. *« En intégrant une garantie décès, la "vie universelle" redonne au contrat d'assurance la part d'aléa qui justifie notamment le statut fiscal particulier de l'assurance-vie. Mais surtout elle répond à une demande de prévoyance de plus en plus marquée chez les particuliers »*, estime Sophie Jamet, chargée du marketing d'Eagle Star Vie.

La « vie universelle » offre en effet des avantages proches de ceux de n'importe quel contrat à versements libres avec le « plus » de l'assurance-décès. La fiscalité de la « vie universelle » est d'ailleurs la même que celle de l'assurance-vie classique : exonération des droits de mutation, prélèvements sociaux sur les revenus de 10 % auxquels s'ajoutent, en cas de sortie au bout de huit ans ou plus, le nouveau prélèvement libératoire de 7,5 % après abattement de 30 000 francs ou 60 000 francs pour un couple.

« Ces contrats s'adressent à une catégorie d'assurés beaucoup plus large que celle de la " vie entière "», constate Sophie Jamet. Le montant minimal des primes est de quelques centaines de francs. *« Le souscripteur peut moduler à tout moment la part respective de ses garanties (privilégier l'aspect épargne par rapport à l'aspect prévoyance et vice versa), mais également modifier le rythme de ses versements, voire les suspendre. »*

Adossés à des contrats francs ou à des multisupports, les produits « vie universelle » offrent, en dépit de frais souvent plus élevés que la moyenne (1 % de frais de gestion annuels, jusqu'à 5 % parfois de frais sur les versements), des rendements d'autant plus intéressants que, contrairement aux contrats « vie entière », la participation aux bénéfices nourrit exclusivement la partie épargne du contrat. Résultat, comme le souligne Sophie Jamet, *« à partir d'une certaine date, l'épargne atteint un tel niveau qu'il n'y a plus de garantie décès à financer »*.

Laurence Delain

Les différentes formes de garanties décès

On distingue en matière de « vie universelle » quatre grands types de garanties décès, aux coûts variables.

● **La première, la plus simple et la moins coûteuse est la garantie financière.** Elle assure aux bénéficiaires désignés par l'assuré la certitude de recevoir l'épargne disponible sur le contrat.

● **La deuxième, dite garantie plancher revalorisée,** permet au bénéficiaire de récupérer le capital investi revalorisé selon un taux défini au moment de la souscription.

● **La troisième, qualifiée de garantie cliquet,** est généralement associée aux contrats multisupports et correspond au versement d'un capital au moins égal au plus haut historique atteint par l'épargne de l'assuré, les variations de portefeuille étant enregistrées dans ce cas tous les trimestres.

● **La dernière catégorie enfin (souvent la plus chère) est la garantie majorée.** Dans ce cas, la couverture décès est calculée dès le départ en fonction de l'âge de l'assuré, de sa situation patrimoniale et des projections d'évolutions financières de son contrat.

Réduisez votre tiers provisionnel si vos revenus diminuent

C'est le 15 mai au plus tard que le deuxième tiers provisionnel devra être versé. Cet acompte est égal au tiers de l'impôt sur le revenu payé en 1997 au titre des revenus de 1996. Tout retard ou toute insuffisance dans le versement entraîne une majoration de 10 % des sommes non versées dans les délais. Toutefois, si vous estimez que l'impôt sur le revenu que vous devrez payer cette année sur vos revenus de 1997 sera inférieur à celui payé l'an dernier, vous pouvez réduire vous-même le montant de vos acomptes pour n'acquitter en définitive au 15 mai que les deux tiers de l'impôt qui sera dû en 1998.



FISCALITÉ

Libre à vous de choisir la solution qui vous convient : limitation de chacun des acomptes au tiers de l'impôt qui sera dû ; paiement intégral du premier acompte et réduction du second ; paiement modérément réduit pour le premier acompte et réduction plus forte du second. Quoi qu'il en soit, vous devrez en avertir votre percepteur par courrier ou oralement.

Attention ! Si vous avez trop réduit vos acomptes, vous risquez une majoration de 10 % sur les sommes que vous auriez dû normalement acquitter. Mais l'administration tolère dans certains cas une marge d'erreur de 10 %.

Dans la pratique, deux situations peuvent se présenter :

1. – L'impôt payé en 1998 (sur les revenus de 1997) est effectivement inférieur à celui acquitté en 1996. Pour déterminer si vous êtes redevable de la majoration de 10 %, l'administration fiscale calculera la somme que vous auriez dû verser pour chaque acompte en fonction de l'impôt effectivement payé en 1998. Si vos versements sont inférieurs à cette somme, la majoration de 10 % est appliquée. Toutefois, vous y échapperez lorsque la marge d'erreur reste inférieure à 10 %. Exemple : vous avez décidé de limiter vos acomptes au tiers de l'impôt futur que vous aurez à payer. L'impôt que vous avez payé l'année dernière s'élève à 36 000 francs. Les acomptes appelés le 15 février et le 15 mai de l'année n + 1 se montent chacun à 12 000 francs. Mais l'impôt mis en recouvrement cette année-là est de 24 000 francs. La marge d'erreur pour chaque acompte se calcule d'après l'impôt dû : 8 000 francs (24 000 francs : 3) : 10 = 800 francs. Conséquence : l'acompte minimal à verser pour éviter la majoration de 10 % s'établit à 7 200 francs (8 000 francs-800 francs). Si vous avez réglé des acomptes de 7 500 francs, vous ne serez pas redevable de la majoration de 10 %. En revanche, si le montant de chacun de vos acomptes a été de 6 000 francs, la marge d'erreur tolérée est dépassée. Vous devrez donc payer la majoration de 10 % pour chacun de ces acomptes. Son montant sera de 200 francs (8 000 francs-6 000 francs) × 10 %.

2. – L'impôt payé en 1998 (sur les revenus de 1997) est supérieur ou égal à celui acquitté en 1996. Vous devrez payer la majoration de 10 %. Elle sera calculée pour chaque acompte sur la différence entre le montant de l'acompte que vous auriez dû verser et le montant effectivement acquitté. Dans ce cas, la marge d'erreur de 10 % n'est pas admise.

Laurent Edelmann

DÉPÊCHES

■ **SICAV :** l'encours des sicav françaises, toutes catégories confondues, a progressé de 1,43 % en avril par rapport à mars, à 1 685 milliards de francs, selon les statistiques mensuelles de Fininfo. La performance a diminué de 0,59 % sur un mois, mais elle est en hausse de 9,97 % sur un an. L'encours des sicav actions a crû de 0,60 %, à 327,6 milliards de francs ; celui des sicav monétaires de 2,20 %, à 795,5 milliards ; et celui des sicav obligataires de 0,78 %, à 411,0 milliards.

■ **FONCIER :** le prix des terres agricoles a enregistré, en 1997, sa première hausse, en valeur réelle, depuis 1978, avec une progression de 3,1 % à 19 600 francs l'hectare. Entre 1991 et 1993, le prix des terres avait fortement fléchi (– 10 %) en raison de la réforme de la PAC de 1992.

Le secteur automobile dopé par la fusion Daimler-Chrysler

APRÈS AVOIR repris près de 6,40 % en l'espace de deux séances, celles du jeudi 30 avril et du lundi 4 mai, la Bourse de Paris a éprouvé le besoin de souffler. Pour autant le bilan de cette semaine, à nouveau écourtée en raison de la fermeture du marché pour la fête de la Victoire vendredi 8 mai, reste favorable. En dépit d'une baisse assez sensible du dollar cette semaine, l'indice CAC 40 a tout de même légèrement progressé de 0,66 % d'un jeudi à l'autre pour finir à 3 906,36 points le 7 mai. Les experts restent d'ailleurs dans l'ensemble plutôt optimistes même si les valeurs françaises ont déjà gagné en moyenne 30 % depuis le début de l'année.

VALEURS

Pour Jean Borjeix, de la société de Bourse Pinatton, la Bourse a déjà correctement valorisé la croissance anticipée de l'activité cette année en flirtant avec les 4 000 points de l'indice CAC 40. Il estime qu'en faisant preuve d'un grand optimisme à la fois sur la conjoncture et sur les effets sur les entreprises du lancement de l'euro, il est possible d'atteindre un PER (rapport cours bénéfice) de 24-25, contre 23 aujourd'hui. Dans cette hypothèse rose, le CAC 40 *pourrait grimper* jusqu'à 4 350 points et gagner encore un peu plus de 10 %.

Du côté des valeurs, le grand événement de la semaine est bien entendu la fusion record dans l'industrie de Daimler-Benz et Chrysler. La rumeur et la confirmation du rapprochement ont provoqué une grande effervescence dans le secteur automobile sur tous les marchés boursiers et à Paris. Les constructeurs français, jugés trop petits et isolés, sont présentés par les analystes comme des proies potentielles. Du coup, Renault a gagné cette semaine 7,4 % et Peugeot 8,4 %.

Suez-Lyonnaise (+ 0,6 %) et surtout Saint-Gobain (+ 8,1 %) ont bénéficié du décroisement de leurs participations. Saint-Gobain a aussi profité de la hausse de 13 % de son activité trimestrielle. La Société générale est passée de neutre à surperformant sur Saint-Gobain avec un objectif de cours de 1 180 francs pour la valeur, et Cheuvreux a confirmé sa note « *1* », la meilleure, et table sur un cours de plus de 1 200 francs.

Toujours au chapitre des hausses, l'action de la Société générale s'est adjugé 10,3 % après l'annonce mercredi de bonnes perspectives cette année pour l'établissement financier. L'activité et les résultats de la Société générale au premier trimestre de 1998 sont « *particulièrement favorables et constituent une base solide pour la suite de l'exercice* », a indiqué Patrick Duverger, directeur général de la banque française. Toujours dans le secteur bancaire, le certificat *d'investissement* Crédit lyonnais s'est envolé de 13,6 % après la confirmation d'un accord entre la Commission européenne et le gouvernement français sur la contrepartie des aides d'Etat à la banque publique.

L'ascension de la Compagnie des signaux s'est poursuivie, le titre finissant sur un gain considérable de 30,4 % cette semaine. La valeur était il y a quelques jours considérée comme étant « *en retard* » par de nombreux analystes. Enfin, Chargeurs (+ 3,7 %) a profité du relèvement de l'opinion de CCF à achat contre vente en raison des cours de nouveau compétitifs de la laine par rapport au coton et des objectifs volontaristes de la société.

Du côté des baisses, le Crédit foncier de France (– 15,4 % cette semaine et en tout six séances consécutives de baisse) a été victime de la polémique sur l'évaluation de l'établissement en cours de privatisation et de l'annonce mercredi par le gouverneur Jérôme Meyssonnier d'un actif net réévalué estimé à 62 francs par titre. LVMH (– 3,9 %) a souffert pour sa part de la dégradation de la situation économique et sociale en Asie, et n'a pas profité de la décision du groupe de luxe de demander lors de sa prochaine assemblée générale l'autorisation de racheter *jusqu'à 10 % de ses propres actions.*

E. L.

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE

	07-05-98	Diff.
Coflexip	879	+3,04
Elf Aquitaine	782	–0,88
Esso	605	+0,83
Total	726	+1,53
Elyo	—	[illegible]

PRODUITS DE BASE

	07-05-98	Diff.
Air Liquide	1108	–0,18
Eramet	298	–1,32
Metaleurop	65	+3,41
Pechiney	284	+5,52
Rhone Poulenc A	310	+5,40
Rochette (La)	28,30	+2,98
Usinor	97,55	+8,58
Vallourec	520	+2,56
CFF.(Ferrailles)	515	[illegible]
Oxyg.Ext-Orient	4000	+4,95

CONSTRUCTION

	07-05-98	Diff.
Bouygues	941	–0,84
Ciments Francais	369,90	+5,66
Colas	1136	+8,19
Eiffage	495	+6,45
Groupe GTM	525	+10,75
Imetal	794	+1,60
Lafarge	571	+0,52
Lapeyre	494	+8,09
Saint-Gobain	1083	+8,08
SGE	261,50	+11,57
Vicat	586	[illegible]

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	07-05-98	Diff.
Alcatel Alsthom	1179	+3,79
Bull#	88	+9,52
Carbone Lorraine	2651	+7,54
CS Signaux(CSEE)	468	+30,86
Dassault-Aviation	1777	–2,56
Dassault Electro	710	–2,06
De Dietrich	424	+0,55
Fives-Lille	416	+9,26
France Telecom	311,90	–4,70
Intertechnique	1640	+2,50
Legrand	1645	+3,43
Legris indust.	304,80	+11,24
Sagem SA	3960	+7,58
Sat	2232	–1,67
Schneider SA	477,10	+6,02
SFIM	1043	–3,33
Sidel	445,10	–3,28
Thomson-CSF	229,50	–3,57
Zodiac ex.dt divid	1545	+0,52
CNIM CA#	256	–1,58
Faiveley #	264	+1,53
GFI Industries #	1502	+0,13
Manitou #	932	+2,19
Mecatherm #	218	+13,03
NSC Groupe Ny	932	+8,21
Radiall #	752	+8,98
Sediver	—	[illegible]

AUTOMOBILE

	07-05-98	Diff.
Bertrand Faure	501	+7,85
Ecia	1737	+8,19
Labinal	2147	–2,32
Michelin	362,50	–4,32
Peugeot	1132	+8,42
Plastic Omn.(Ly)	819	+3,22
Renault	299,70	+7,48
Sommer-Allibert	293	+13,85
Valeo	563	+5,85
Sylea	545	[illegible]

AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	07-05-98	Diff.
BIC	416,90	+0,74
Chargeurs	425	+3,65
Clarins	574	+0,67
Deveaux(Ly)#	850	–2,29
DMC (Dollfus Mi)	185	+3,83
Essilor Intl	2495	+2,57
Hachette Fili.Med.	1700	[illegible]
L'Oreal	2769	–8,51
Moulinex	188,30	+5,37
Sanofi	727	[illegible]
S.E.B.	938	[illegible]
Skis Rossignol	120	+3,62
Strafor Facom	596	[illegible]
Synthelabo	940	+3,86
Arkopharma#	449	[illegible]
Boiron#(Ly)	429	[illegible]
Devanlay S.A.	722	–0,15
Gautier France	356	–0,55
Guerbet	268,50	+7,61
Hermes internat.1#	459	[illegible]
Info Realite #	285,50	–1,58
Pochet	855	+2,28
Reynolds	419,80	–1,68
Robertet #	1270	–2,68
Smoby (Ly)#	575	–4,18
Virbac	549	+11,36

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

	07-05-98	Diff.
Bongrain	2990	–3,78
Danone	1385	–2,46
Eridania Beghin	1297	–0,53
Fromageries Bel	4950	+2,31
LVMH Moet Hen.	1190	–3,87
Pernod-Ricard	400,30	+3,54
Remy Cointreau	122	+3,38
SEITA	275,10	[illegible]
Brioche Pasq.(Ns)#	720	[illegible]
L.D.C.	1201	[illegible]

DISTRIBUTION

	07-05-98	Diff.
Bazar Hot. Ville	755	[illegible]
Carrefour	3371	[illegible]
Casino Guichard	407,10	[illegible]
Castorama Dub.(Li)	1038	[illegible]
Comptoirs Mod.	3100	[illegible]
Damart	—	[illegible]
Galeries Lafayette	5930	[illegible]
GrandVision	248	[illegible]
Groupe Andre S.A.	724	[illegible]
Guilbert	1070	[illegible]
Guyenne Gascogne	1925	[illegible]
Pinault-Print.Red.	4311	[illegible]
Primagaz	524	[illegible]
Promodes	2841	[illegible]
Rexel	2629	[illegible]
Monoprix	462	[illegible]
But S.A.	300	[illegible]
IMS(Int.MetalSer)#	94,90	[illegible]
Manutan	510	[illegible]
Rallye(Cathiard)Ly	305	[illegible]
Rubis #	167	[illegible]

AUTRES SERVICES

	07-05-98	Diff.
Accor	1652	[illegible]
Altran Techno. #	1199	[illegible]
Atos CA	1077	[illegible]
BIS	633	[illegible]
Canal +	1070	[illegible]
Cap Gemini	763	[illegible]
Cipe France (Ly) #	207	[illegible]
Club Mediterranee	586	[illegible]
Dassault Systemes	233	[illegible]
Eaux (Gle des)	1169	[illegible]
Euro Disney	9,30	[illegible]
Europe 1	1580	[illegible]
Eurotunnel	5,55	[illegible]
Gaumont #	448	[illegible]
Havas	561	[illegible]
Havas Advertising	1140	[illegible]
Infogrames Enter.	338	[illegible]
NRJ #	1062	[illegible]
Pathe	1195	[illegible]
Publicis #	737	[illegible]
S.I.T.A	1345	[illegible]
Sodexho Alliance	1116	[illegible]
Sogeparc (Fin)	442,40	[illegible]
Spir Communic. #	501	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	1026	[illegible]
Technip	816	[illegible]
G.T.I (Transport)	460	[illegible]
Louvre #	452	[illegible]
Assystem #	284,10	[illegible]
Fraikin 2#	540	[illegible]
Groupe Partouche #	567	[illegible]
M6-Metropole TV	859	[illegible]
Norbert Dentres.#	865	[illegible]
TF1	812	[illegible]

IMMOBILIER

	07-05-98	Diff.
Bail Investis.	908	[illegible]
Finextel	130,60	[illegible]
G.F.C.	659	[illegible]
Immeubl.France	494	[illegible]
Klepierre	1154	[illegible]
Rue Imperiale(Ly)	7270	[illegible]
Sefimeg CA	488	[illegible]
Silic CA	1049	[illegible]
Simco	489	[illegible]
Soc.Fonc.Lyonnai.#	949	[illegible]
UIF	470	[illegible]
Unibail	860	[illegible]
Fonciere (Cie)	905	[illegible]
Fonciere Euris	349	[illegible]
Foncina #	610	[illegible]
Im.Marseillaise	11510	[illegible]
Frankoparis #	83	[illegible]
Immob.Batibail Ny#	310	[illegible]
Immob.Hotel. #	38,05	[illegible]

SERVICES FINANCIERS

	07-05-98	Diff.
Axa	705	[illegible]
B.N.P.	523	[illegible]
C.C.F.	495,50	[illegible]
CPR	529	[illegible]
Cred.Fon.France	103,20	[illegible]
Credit Lyonnais CI	676	[illegible]
Dexia France	724	[illegible]
GAN	172,50	[illegible]
Interbail	148	[illegible]
Locindus	829	[illegible]
Natexis	436,50	[illegible]
Paribas	642	[illegible]
SCOR	385	[illegible]
Selectibanque	73,10	[illegible]
Societe Generale	1381	[illegible]
Sophia	256	[illegible]
UIS	221,80	[illegible]
Union Assur.Fdal	1000	[illegible]
Via Banque	208	[illegible]
Worms & Cie	389	[illegible]
Bancaire (Cie)	1152	[illegible]
Cetelem	800	[illegible]
Immobanque	720	[illegible]
UFB Locabail	—	[illegible]
Assur.Bq.Populaire	690	[illegible]
C.A. Paris IDF	860	[illegible]
Factorem	780	[illegible]
I.C.C.#	165	[illegible]
Union Fin.France	807	[illegible]

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

	07-05-98	Diff.
Bollore Techno.	1130	[illegible]
Cerus Europ.Reun	42,10	[illegible]
CGIP	3064	[illegible]
Christian Dior	815	[illegible]
Dynaction	211,10	[illegible]
Eurafrance	3207	[illegible]
Fimalac SA	690	[illegible]
Gaz et Eaux	3284	[illegible]
Lagardere	229,60	[illegible]
Lebon (Cie)	292	[illegible]
Marine Wendel	1070	[illegible]
Nord-Est	133	[illegible]
Salvepar (Ny)	535	[illegible]
Albatros Invest	214	[illegible]
Burelle (Ly)	462	[illegible]
Carbonique	—	[illegible]
Centenaire.Blanzy	565	[illegible]
F.F.P. (Ny)	500	[illegible]
Finaxa	573	[illegible]
Francarep	330	[illegible]
Sabeton Ly	753	[illegible]
Finatis(ex.Localn)	292,50	[illegible]
Siparex (Ly) #	165	[illegible]

LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

FININFO http://www.fininfo.fr

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 30 avril

DIVERSIFIÉES FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 19,19 %, sur 5 ans : 59,34 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Valeur liquid.
Federal France Europe	FEDFIN	1	[illegible]	—	[illegible]	165,81
Emergence Poste	SOGEPOST	2	[illegible]	—	[illegible]	185,19
Valeurs de France	BRED	3	[illegible]	—	[illegible]	672,63
Intersélection France	SG	4	[illegible]	2	[illegible]	444,70
Norwich Sélection	NORWICH	5	[illegible]	3	[illegible]	202,30
Midland Options Plus	MIDLAND	6	[illegible]	10	[illegible]	66621
Pervalor	SG	7	[illegible]	5	[illegible]	928,33
Natio Epargne Retraite	BNP	8	[illegible]	1	[illegible]	193,66
Federal Croissance (C)	CDT BRET	9	[illegible]	6	[illegible]	244,77
Federal Croissance (D)	CDT BRET	10	[illegible]	7	[illegible]	216,16
Kaleis Dynamisme (C)	SOGEPOST	11	[illegible]	—	[illegible]	1260,61
Kaleis Dynamisme (D)	SOGEPOST	11	[illegible]	—	[illegible]	1260,61
State Street Allocation Euro	STATE ST	13	[illegible]	—	[illegible]	1558,79
Ouest Valeurs (C)	CIO	14	[illegible]	8	[illegible]	215,91
Ouest Valeurs (D)	CIO	15	[illegible]	9	[illegible]	185,74
CM Option Equilibre (C)	CDT MUTU	21	[illegible]	15	[illegible]	290,98
CM Option Equilibre (D)	CDT MUTU	22	[illegible]	16	[illegible]	264,97
Kaleis Equilibre (C)	SOGEPOST	23	14,85	—	[illegible]	1152,96
Kaleis Equilibre (D)	SOGEPOST	23	14,82	—	[illegible]	1152,96
Paribas France Fondations (D)	B PARIBA	25	[illegible]	—	[illegible]	11196,10
Paribas France Fondations (C)	B PARIBA	26	[illegible]	—	[illegible]	11274,40
Avenir Epargne	CM ASSUV	27	[illegible]	11	[illegible]	19367,70
Trésor Avenir	CDC TRES	28	[illegible]	12	[illegible]	123,74
Kaleis Sérénité (C)	SOGEPOST	29	[illegible]	—	[illegible]	1096,79
Kaleis Sérénité (D)	SOGEPOST	29	[illegible]	—	[illegible]	1096,79
Sévéa	CNCA	31	[illegible]	—	[illegible]	122,37
Paribas Trésorerie 2 Plus	B PARIBA	32	[illegible]	—	[illegible]	119438,73
Acti 2 (D)	BBL FRAN	33	[illegible]	18	[illegible]	14524,73
Acti 2 (C)	BBL FRAN	34	[illegible]	17	[illegible]	17339,04
Stardex France	CAPSTARD	35	[illegible]	19	[illegible]	10686,90

DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 19,93 %, sur 5 ans : 76,09 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Valeur liquid.
Paramerique	B PARIBA	1	49,97	4	157,46	1823,50
Natio Euro Perspectives	BNP	2	44,29	11	112,51	2090,02
Pareurope	B PARIBA	3	42,72	1	162,56	2506,35
Sogevar	SG	4	42,52	3	141,98	436,58
Provence Europe	CS HOTTI	5	39,90	24	92,63	1955,30
Atout France Monde	CNCA	6	36,27	10	113,50	262,09
Dynamico	BQ EUROF	7	35,29	20	97,73	2563,83
Le Livret Portefeuille	CDC	8	34,47	15	107,67	1318,51
Athena Valeurs	ATHENA B	9	33,68	23	92,95	368,07
Horizon	ECUREUIL	10	33,60	17	105,96	2754,84
Acti Croissance (D)	BBL FRAN	11	32,90	42	70,06	162,55
Acti Croissance (C)	BBL FRAN	12	32,80	41	70,27	173,82
Capital DR Europe	PALUEL	13	32,74	26	91,79	2571,07
Bacot-Allain International	BACOT	14	32,06	47	62	6538,08
Eagle Investissement	EAGLE ST	15	31,32	12	109,40	276,55
Natio Epargne Patrimoine	BNP	16	31,18	13	108,35	163,29
Finarval	COURCOUX	17	30,33	19	97,99	3083,50
Orsay Investissement	ORSAY	18	[illegible]	57	51,67	16441,15
Techno-GAN	GAN	19	29,62	14	107,95	10819,27
Saint-Honore Investissements	CF ROTHS	20	29,38	8	115,28	1622,20
Placement Nord (C)	SMC	21	28,65	6	120,76	2018,74
Placement Nord (D)	SMC	22	27,65	7	121,75	2010,04
Capital-DR.International	PALUEL	23	27,40	48	61,78	1694,81
Cicamonde	CIC PARI	24	26,96	30	83,57	1829,67
Alsace Moselle Investissement	SOGENAL	25	26,95	22	93,92	577,54
VIA Investissement	VIA BANQ	26	26,84	29	84,41	759,24
C.I.P.E.C.	CIPEC	27	26,75	16	108,05	1833,75
Select Dynamique	SG	28	26,53	—	[illegible]	1372,96
Croissance Plus	ABEILLE	29	25,17	25	92,56	1299,27
JPM Epargne Patrimoine	JP MORGA	30	24,90	31	82,34	1287,83
Conservateur Saint-Honore	CF ROTHS	31	23,87	18	102,52	1688,94
Victoire Valeurs	COM FRAN	32	23,30	21	96,66	320,08
Biosphère	CYRIL FI	33	[illegible]	9	114,15	2283,71
Cortal Sicav des Sicav	CORTAL	74	14,25	—	[illegible]	124,28
Elan Club	ROTHSCHI	75	13,78	66	42,29	81710,50
Objectif Sélection	LAZARD G	76	13,73	—	[illegible]	59147,36
Leumi Long Terme (D)	B LEUMI	77	13,21	65	48,91	9540,37
Leumi Long Terme (C)	B LEUMI	78	[illegible]	64	48,91	10367,84
Atlas Maroc	ATLAS	79	13,11	—	[illegible]	201,16
Hervet Dynamique	HERVET	80	13,07	75	23,80	901,47
Etoile Patrimoine Equilibre C	CDT NORD	81	13,04	—	[illegible]	132,33
Etoile Patrimoine Equilibre D	CDT NORD	82	[illegible]	—	[illegible]	126,95
Saint-Honore Indices Cliquet	CF ROTHS	83	[illegible]	53	[illegible]	354,66
France Israël Croissance	ABEILLE	84	[illegible]	—	[illegible]	959,43
Egeval (D)	BRED	85	[illegible]	59	[illegible]	154,87
Egeval (C)	BRED	86	[illegible]	58	[illegible]	173,15
Global Performance	CHEVRIL	87	[illegible]	—	[illegible]	1110,82
Novactions	BQ EUROF	88	[illegible]	—	[illegible]	1309,65
Select Défensif (C)	SG	89	[illegible]	—	[illegible]	1118,70
Select Défensif (D)	SG	90	[illegible]	—	[illegible]	1111,05
Acti-Rendement (C)	BBL FRAN	91	[illegible]	—	[illegible]	1182,08
Acti-Rendement (D)	BBL FRAN	92	[illegible]	—	[illegible]	1160,24
France Japaquant Sicav	B PARIBA	93	[illegible]	76	[illegible]	552,65
Invest-Valeurs	B BTP	94	[illegible]	73	[illegible]	561,02
Barclays-Monde (D)	BARCLAYS	95	[illegible]	54	[illegible]	348,91
Barclays-Monde (C)	BARCLAYS	96	[illegible]	55	[illegible]	350,25
Orsay Arbitrage	ORSAY	97	[illegible]	74	[illegible]	18561,03
Vendome Patrimoine Sicav	CHEUVREU	98	[illegible]	40	[illegible]	208,47
Atalante Gestion	CDC GEST	99	[illegible]	—	[illegible]	1267701,98
Méditerranée Emergence	SMC	100	[illegible]	—	[illegible]	1752,22
China Europe Fund	IFDC LTD	101	[illegible]	—	[illegible]	1806,25

IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : 24,90 %, sur 5 ans : 52,21 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Valeur liquid.
MDM Immobilier	MDMASSUR	1	[illegible]	2	[illegible]	177,27
Foncier Investissement (D)	BQUE POP	2	[illegible]	10	[illegible]	1395,77
Foncier Investissement (C)	BQUE POP	3	[illegible]	11	[illegible]	1453,91
Fructi-Actions Rendement	GRP BP	4	[illegible]	7	[illegible]	919,73
Francic Pierre	CIC PARI	5	[illegible]	6	[illegible]	172,92
UAP Aedificandi	UAP	6	[illegible]	15	[illegible]	630,53
Convertimmo	SG	7	[illegible]	5	[illegible]	127,17
Natio Immobilier	BNP	8	[illegible]	4	[illegible]	1683,08
Conservateur Unisic	CONSERVA	9	[illegible]	1	[illegible]	579,99
Placement Immobilier (C)	SMC	10	[illegible]	8	[illegible]	168,91
Placement Immobilier (D)	SMC	11	[illegible]	9	[illegible]	166,83
CNP Assur Pierre	CNP	12	[illegible]	3	[illegible]	751,37
Uni-Foncier	CNCA	13	[illegible]	12	[illegible]	1735,10
Objectif Actifs Reels	LAZARD G	14	[illegible]	13	[illegible]	16399,87
Agfimo	AGF	15	[illegible]	16	[illegible]	643,69
Agfimo	AGF	15	[illegible]	16	[illegible]	643,69
Leven Investimmo	MONDIALE	16	[illegible]	22	[illegible]	13455,60
ABF Foncière Sélection	ABF	17	[illegible]	27	[illegible]	4702,80
AGF Foncier	AGF	18	[illegible]	23	[illegible]	107,52
Haussmann Pierre (C)	B WORMS	19	[illegible]	18	[illegible]	1430,93
Haussmann Pierre (D)	B WORMS	20	[illegible]	19	[illegible]	1255,64
Croissance Immobilière	ABEILLE	21	[illegible]	17	[illegible]	676,08
Foncival	BRED	22	[illegible]	14	[illegible]	363,50
Gestion Immobilier Inte. (D)	B INDOSU	23	[illegible]	21	[illegible]	578,23
Gestion Immobilier Inte. (C)	B INDOSU	24	[illegible]	20	[illegible]	890,76
Alizes Pierre	CDT MUTU	25	[illegible]	28	[illegible]	1302,41
Zurich Actions Pierre	ZURICH	26	[illegible]	—	[illegible]	1207,23
Foncière Long Terme (C)	VERNES	27	[illegible]	24	[illegible]	753,58
Foncière Long Terme (D)	VERNES	28	[illegible]	25	[illegible]	556,16
Capital Pierre Investissement	PALUEL	29	[illegible]	26	[illegible]	675,96

OR ET MATIÈRES PREMIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : – 8,85 %, sur 5 ans : 21,76 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Valeur liquid.
Sélection Geologia	CCF	1	[illegible]	1	[illegible]	148
Energia	WORMS	2	[illegible]	2	[illegible]	439,84
Premior	CDT NORD	3	[illegible]	3	[illegible]	351,38
Oraction	CNCA	4	[illegible]	4	[illegible]	1601,29
AXA Or & Matière Premières	AXA UAP	5	[illegible]	—	[illegible]	99,41
Groupama Or	GROUPAMA	6	[illegible]	—	[illegible]	8152,15
Aurecic	CIC PARI	7	[illegible]	8	[illegible]	938,34
Acti Mines d'or (C)	BBL FRAN	8	[illegible]	5	[illegible]	1783,08
Acti Mines d'or (D)	BBL FRAN	9	[illegible]	6	[illegible]	1422,03
Orvalor	SG	10	[illegible]	7	[illegible]	948,50

CONVERTIBLES

Performance moyenne sur 1 an : 22,62 %, sur 5 ans : 67,45 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 1 an	Rang	Perf. % 5 ans	Valeur liquid.
Ofima Convertibles (C)	OFIVALMO	1	[illegible]	8	[illegible]	28410,77
Ofima Convertibles (D)	OFIVALMO	2	[illegible]	9	[illegible]	26455,61
Pasquier Convertibles (C)	BIMP	3	[illegible]	—	[illegible]	17506,67
Pasquier Convertibles (D)	BIMP	4	[illegible]	—	[illegible]	16651,29
Objectif Convertible	LAZARD G	5	[illegible]	2	[illegible]	3279,96
Natexis Convertibles Europe	B NATEXI	6	[illegible]	12	[illegible]	25435,18
Convertibles Monde (D)	VERNES	7	[illegible]	10	[illegible]	17646,17
Convertibles Monde (C)	VERNES	8	[illegible]	11	[illegible]	19974,54
Fineurope Convertibles	COURCOUX	9	[illegible]	4	[illegible]	2237,28
Inogestion (C)	ECOFI FI	23	[illegible]	13	[illegible]	20838,60
Inogestion (D)	ECOFI FI	24	[illegible]	14	[illegible]	20180,98
Placements Convert. Inter. (C)	NSM	25	[illegible]	—	[illegible]	11936,45
SG Convertibles	SG	26	[illegible]	—	[illegible]	65142,74
Provence Convertibles	CS HOTTI	27	[illegible]	—	[illegible]	14107,56
Pyramides Convertibles (D)	VERNES	28	[illegible]	15	[illegible]	12908,21
Pyramides Convertibles (C)	VERNES	29	[illegible]	16	[illegible]	14760,31
Victoire Convertibles	ABEILLE	30	[illegible]	—	[illegible]	130,08
NRG-Convertibles	NOMURA F	31	[illegible]	—	[illegible]	9552,14

Les sicav or et matières premières relèvent la tête

APRÈS une année difficile, les sicav qui misent sur les actions des sociétés aurifères et appartenant au secteur des matières premières renouent avec des performances positives. Sur un an, elles continuent de perdre 8,85 % mais depuis le début janvier, elles ont gagné plus de 10 %, soit près de 33 % en rythme annuel. C'est avant tout la situation du marché de l'or qui explique cette embellie. Le prix de l'once, qui était descendu en dessous de 280 dollars l'année dernière, a repassé la barre de 300 dollars et a même flirté avec les 320 dollars.

« *Après les niveaux que nous avions enregistrés, il était normal que nous assistions à un rebond technique* », analyse Henri Couzineau, gestionnaire d'Energia, une sicav de la Banque Worms. Cette hausse s'explique d'autant plus que l'épée de Damoclès qui pesait sur les cours du métal jaune a été levée.

Les ventes d'or par les banques centrales semblent en effet peu probables à court terme. Les instituts monétaires de certains pays comme l'Argentine ou le Canada ont déjà ramené à la portion congrue les lingots qu'ils détiennent dans leurs coffres. En Europe, les banques centrales ne devraient plus toucher à leurs réserves de métal jaune avant la mise en place définitive de l'euro. Dans quelques semaines, elles devraient fixer quelle part d'or la future Banque centrale européenne devra détenir dans ses réserves. « *Les ventes d'or reprendraient si ce niveau se situait entre 5 % et 10 %, mais il devrait être vraisemblablement établi autour de 20 %* », estime Christian Bernard, gestionnaire d'Aurecic, une sicav du CIC Paris.

Seul l'institut d'émission suisse pourrait diminuer ses stocks de métal jaune. Il a annoncé que les ventes d'or pourraient financer un fonds d'indemnisation des victimes de l'Holocauste et il a indiqué qu'il souhaitait revoir la parité de conversion du franc suisse en or. Toutefois, il est loin d'être prêt à passer à l'acte. « *Ces décisions devront avoir l'aval de la population helvétique pour être appliquées. Selon de récents sondages, une majorité est contre* », rappelle Christian Bernard.

Pour autant, la hausse du métal jaune devrait rester modeste. D'abord parce que le Fonds monétaire international devrait, lui, se séparer d'une partie de ses stocks d'or pour financer des programmes d'aide aux pays en voie de développement. Ensuite, parce que la conjoncture économique n'est pas propice à une flambée des cours de l'once d'or. « *Un retour de l'inflation paraît difficilement envisageable, tout comme une baisse durable et forte du dollar, traditionnellement favorable à l'or* », juge Véronique Rozier, gestionnaire d'Oraction, une sicav du Crédit Agricole. Si les gérants de la dizaine de sicav spécialisées sur l'or et les matières premières ont relevé la part d'actions de mines d'or dans les portefeuilles des fonds qu'ils ont en charge, ils restent très prudents à moyen terme. Ils évitent les sociétés d'exploration minières, qui continuent de pâtir du scandale de la Bre X. Les gérants privilégient les grands conglomérats miniers dont un nombre important d'actions est traité en Bourse chaque jour. « *En cas de retournement du marché de l'or, les titres de ces sociétés seraient plus faciles à vendre que ceux des entreprises à faible capitalisation* », indique Christian Bernard.

Un nombre croissant de sicav de cette catégorie continuent de diversifier une grande part de leurs investissements dans des sociétés appartenant au secteur pétrolier. Cette stratégie, particulièrement payante l'année dernière, a été moins judicieuse depuis quelques mois. La baisse du pétrole a pesé sur les cours des sociétés pétrolières. Cependant, « *on a vécu le pire sur le pétrole* », juge, comme beaucoup de ses confrères, Olivia Asséo, gestionnaire de Sélection géologia du CCF. « *Il ne faut pas oublier que beaucoup de pays producteurs ne pourront pas supporter économiquement un baril en dessous de 15 dollars. Ils sont condamnés à s'entendre pour diminuer la production* », rappelle Henri Couzineau.

Joël Morio

Les marchés anticipent la création d'un euro fort

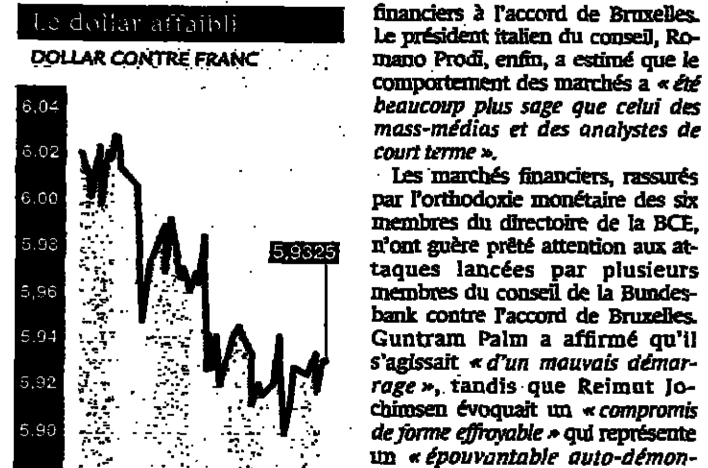
Les monnaies européennes se sont nettement appréciées, cette semaine, face au dollar et au yen, malgré les affrontements du sommet de Bruxelles sur la présidence de la BCE

La semaine a été marquée, sur les marchés financiers internationaux, par un renforcement généralisé des devises européennes face aux monnaies américaine et japonaise. *Le yen est tombé* à son *plus* bas niveau depuis seize mois face au mark tandis que le billet vert perdait 13 centimes face au franc français. Les analystes anglo-saxons étaient pourtant nombreux à affirmer que le compromis « *douteux* » trouvé samedi 2 mai à Bruxelles sur la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) allait entamer la crédibilité de la future monnaie unique. Selon eux, les investisseurs américains et asiatiques allaient se défier d'un euro politisé. Il n'en a rien été. Les opérateurs ont été rassurés par la composition du directoire de la BCE. Ils ne croient guère à une action de représailles de la Bundesbank sous la forme d'une hausse de ses taux directeurs.

LES SOMBRES pronostics selon lesquels les affrontements du sommet de Bruxelles à propos de la présidence de la BCE allaient entamer la crédibilité de l'euro et provoquer un plongeon des marchés financiers européens ont été déjoués. Les devises européennes se sont renforcées vis-à-vis du dollar et du yen. Le billet vert cotait 5,92 francs vendredi 8 mai, contre 6,03 francs jeudi 30 avril. Les taux d'intérêt à long terme, de leur côté, sont restés stables (5,05 % en France).

Du Conseil *européen*, les *opérateurs* de marché – n'écoutant pas les conseils de la presse financière britannique – ont décidé de retenir l'essentiel et d'oublier l'accessoire, de saluer les avancées réalisées (publication de la listes des onze premiers pays de la zone, annonce des futures parités bilatérales, accord sur le pacte de stabilité) et d'ignorer le psychodrame autour de la présidence de l'institut d'émission. Après Bruxelles, l'euro, rival du dollar, se retrouve définitivement sur les rails, entraînant la création d'une zone monétaire unifiée aussi vaste que celle des Etats-Unis, of*frant des opportunités* d'investissements nouvelles aux gestionnaires.

La crainte des analystes était que les investisseurs américains et asiatiques *sanctionnent* le *désordre* et les marchandages de Bruxelles, éprouvent un mouvement de défiance à l'égard de la future monnaie unique, soupçonnée d'être une devise placée sous influence « *politique* » et décident de retirer leurs capitaux placés sur les marchés européens.



Le dollar a perdu 10 centimes face au franc cette semaine. Les opérateurs ont réagi favorablement aux décisions prises lors du sommet de Bruxelles.

Ce scénario catastrophe ne s'est pas produit, ce qui a été pour les dirigeants politiques européens un grand soulagement. Le président de la République, Jacques Chirac, a *souligné, lors du conseil des ministres*, que les « *milieux économiques avaient réagi positivement* » tandis que le premier ministre britannique Tony Blair se réjouissait de l'accueil favorable des marchés financiers à l'accord de Bruxelles. Le président italien du conseil, Romano Prodi, enfin, a estimé que le comportement des marchés a « *été beaucoup plus sage que celui des mass-médias et des analystes de court terme* ».

Les marchés financiers, rassurés par l'orthodoxie monétaire des six membres du directoire de la BCE, n'ont guère prêté attention aux attaques lancées par plusieurs membres du conseil de la Bundesbank contre l'accord de Bruxelles. Guntram Palm a affirmé qu'il s'agissait « *d'un mauvais démarrage* », tandis que Reimut Jochimsen évoquait un « *compromis de forme effroyable* » qui représente un « *épouvantable auto-démontage* ». Klaus-Dieter Kühbacher a pour sa part affirmé que l'accord trouvé à Bruxelles « *est une violation manifeste du traité de Maastricht* ». Interrogé sur ce que pourrait faire la Bundesbank pour riposter, il a toutefois admis : « *Rien du tout. C'est aux gouvernements de réagir* ».

CONVERGENCE DES TAUX

De ces multiples déclarations, les opérateurs ont conclu que la Bundesbank était certes en colère mais qu'elle n'était pas pour autant prête à durcir sa politique monétaire en guise de représailles. « *Je suis convaincu que la Bundesbank ne va pas augmenter ses taux après le compromis sur la présidence de la BCE. Ce n'est pas son style de réagir à des décisions politiques* », résume Peter Pietsch, économiste à la Commerzbank.

S'ils ne croient pas à un acte de vengeance, les marchés n'excluent pas en revanche que la Bundesbank soit amenée à relever ses taux directeurs pour tenir compte de la situation économique dans l'ensemble de l'Eurobloc.Car si le sommet européen de Bruxelles du samedi 2 mai a permis de connaître les futures parités bilatérales et de mettre en place la BCE, il est loin d'avoir réglé tous les problèmes monétaires à l'intérieur de la zone euro, et notamment celui de la *convergence des taux d'intérêt* à court terme. Le 1er janvier 1999, lors du lancement officiel de la monnaie unique, les rendements se situeront au même niveau dans tous les pays de l'Eurobloc, avec un taux directeur unique fixé par l'Institut d'émission. Ce n'est aujourd'hui pas le cas : les taux à 3 mois se situent à 3,60 % en France et en Allemagne mais à 4,2 % en Espagne, 5 % en Italie et 6,1 % en Irlande. La question est de savoir *comment* va s'effectuer leur égalisation : par relèvement des taux les plus bas ou au contraire par baisse des rendements plus élevés ?

Mardi 5 mai, la Banque d'Espagne a réduit d'un quart de point son taux directeur, ramené à 4,25 %, laissant supposer que la première voie, celle d'un aligne*ment général sur les taux allemands* et français est la bonne. Mais au même moment, la banque centrale danoise augmentait d'un demi-point son taux d'escompte. Même si le Danemark ne fera pas partie de l'Euroland et même s'il a été justifié par la nécessité de défendre la couronne danoise affaiblie par la grève dans le pays, le tour de vis monétaire décidé à Copenhague n'en a pas moins inquiété les marchés européens. Il a augmenté les craintes d'une hausse des taux de la Bundesbank destinée à prévenir les risques de surchauffe auxquels sont exposés plusieurs pays de l'Union, tels la Finlande, les Pays-Bas, l'Espagne ou l'Irlande. Certains analystes prédisent dans ces conditions une hausse « *concertée* » dans les *pays de la zone mark qui pourrait* intervenir, selon eux, dès le début du mois de juin, à l'issue de la première réunion du conseil des gouverneurs de la BCE.

De nombreux analystes contestent cette vision. Ils soulignent d'abord que les réunions de la BCE n'auront pas pour objet de définir la politique monétaire dans l'Eurobloc mais de préparer le travail de l'institut d'émission après le 1er janvier 1999. Ils observent aussi qu'à eux seuls la France et l'Allemagne représentent plus de la moitié du PIB de la zone euro. La politique monétaire européenne va *donc rester dictée par les seuls* besoins monétaires de ces deux pays, où une hausse des taux n'apparaît pas justifiée.

Pierre-Antoine Delhommais

Vers une baisse des taux au Japon ?

Le débat sur l'orientation de la politique monétaire japonaise a été relancé, cette semaine, avec les déclarations du vice-gouverneur de la Banque du Japon, Yutaka Yamaguchi, qui a laissé entendre lors d'une audition devant la Diète que le taux d'escompte (fixé à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995) pourrait être encore réduit.

« *Une réduction des taux d'intérêt aurait un certain effet, et je pense que le résultat sur l'économie serait positif* », a affirmé M. Yamaguchi. A la suite de ses propos, les rendements sur le marché obligataire japonais sont tombés à un nouveau plancher historique de 1,35 %.

Mais le ministre japonais des finances, Hiraku Matsunaga, a écarté, vendredi 8 mai, une baisse de l'escompte. De nombreux dirigeants politiques nippons souhaiteraient au contraire son relèvement afin d'augmenter la rémunération de l'épargne des ménages, qui a atteint, en février, le niveau record de 31,6 % du revenu disponible.

MATIÈRES PREMIÈRES

Remontée du coton

COURS DU CONTRAT À TERME

en cents par livre

74 / 72 / 70 / 68 / 66 / 64 / 62 / 60 — 67,2

21/11 1997 — 2/1 — 13/2 — 27/3 — 6/5 1998

LE MONDE du coton connaît quelques émois. Non que les prix agitent le marché d'une façon désordonnée, mais plutôt parce que les nouvelles sont de tous ordres. Les cours sur la Bourse du coton de New York (le Nyce) se sont for*tement effilochés en un an : ils sont* passés de 81 cents par livre balle à 65,66 cents en cette fin de semaine pour le contrat de référence à trois mois (une livre balle représente 0,4535 kg, et une balle 217,7 kg). Ainsi que cela se produit désormais de plus en plus souvent sur les marchés à terme, ce sont les fonds spéculatifs qui sont le plus intervenus pour la fixation des prix.

Ceux-ci arriveront-ils à se maintenir dans cette moyenne encore longtemps ? Alors que la crise asiatique pèse sur la demande mondiale – les Australiens, qui devraient produire 2,9 millions de *balles en 1997-1998, s'inquiètent* à mesure que les troubles augmentent en Indonésie, leur principal débouché –, la Chine, premier producteur et consommateur mondial, pourrait exporter au moins un million de balles sur une récolte totale de 19,70 millions. Les Chinois disposent d'ailleurs de stocks représentant plus de huit mois de consommation, soit 15,3 millions de balles, qu'ils ont commencé à mettre sur le marché en avril. Le deuxième producteur mondial, les Etats-Unis, devrait récolter, selon les chiffres du département américain à l'agriculture, *18,98 millions de balles. Mais les* pluies importantes qui se sont abattues sur la Californie ont endommagé des milliers d'hectares *qu'il faudra replanter. En revanche*, les planteurs d'Asie centrale ont des motifs de satisfaction : les filatures européennes sont très intéressées par leur coton brut disponible en forte quantité et à des prix plus compétitifs que ceux proposés par l'Argentine, grand fournisseur du Vieux Continent.

Ce tour du monde de coton se clôt momentanément en Côte-d'Ivoire, qui profite de sa filière coton. Parmi les soumissionnaires, l'Agha Khan, lié au Suisse Reinhart, semble le mieux placé. Le groupe français Rivaud (Bolloré) est également sur les rangs en as*sociation avec le négociant malien* Cheickna Kagnassi (L'Aiglon). Le résultat des courses aura lieu en fin de mois.

Carole Petit

Marché international des capitaux : rapidité des emprunteurs hollandais

LA RÉUNION européenne de Bruxelles des 2 et 3 mai a constitué une sorte de césure pour beaucoup d'emprunteurs qui se préparent au marché commun des capitaux. L'euro n'existe pas encore, mais il est à portée de la main. Le camp de ceux qui cherchent à devancer les événements en *libellant déjà leurs opérations dans la* future monnaie ne cesse de grandir en conséquence. La baisse de la livre sterling pourrait encore accélérer le mouvement, car la demande *pourrait augmenter : à mesure que* la valeur extérieure de la devise britannique diminue, le risque que prennent les investisseurs s'amenuise. On sait que les emprunts en euros sont en fait en écus, panier de monnaies *qui* devrait disparaître au début de 1999 pour être remplacé par l'euro au taux de un pour un. La difficulté majeure de cette équation est liée au fait que la livre sterling est représentée dans l'écu alors qu'elle conservera son indépendance plus longtemps que la plupart des devises de notre continent.

Mais, parallèlement, d'autres emprunteurs expriment plus clairement qu'auparavant leur préférence pour les principales devises des pays qui participeront à la prochaine étape de l'Union monétaire. La fixation des parités centrales bilatérales a supprimé le risque de change pour les débiteurs des onze pays *qui partageront l'euro, s'ils* lèvent aujourd'hui des fonds dans la monnaie d'un pays voisin. De nombreux émetteurs ont attendu le début de ce mois pour préciser leur plan. *Ce faisant, quelques-uns en profitent* pour souligner que le franc, le deutschemark ou le florin sont les vrais précurseurs de l'euro. Entre ces deux camps il existe toute une foule d'émetteurs prêts à répondre à la demande, sans chercher à donner de signification particulière aux choix de la devise. Il reste que l'évolution sur les marchés des changes aidant, l'appétit des placements li*bellés dans nos monnaies* est actuellement très fort.

Parmi les plus rapides à réagir aux décisions du week-end dernier figurent des emprunteurs hollandais. C'est ainsi que BNG, un établissement public qui se procure des ressources pour les prêter aux collectivités locales de son pays, vient de solliciter le marché français pour la première fois de l'année. Son opération, dirigée par Paribas et la Société générale, se monte à 2 milliards de francs pour une durée de quinze ans. Le rendement de ses obligations ne dépassait au départ que de 20 centièmes de point de pourcentage celui des fonds d'Etat français, mais ce supplément a suffi à attirer de nombreux souscripteurs. Les spécialistes s'attendent maintenant à l'arrivée prochaine, sur le marché allemand, de la plus grande compagnie d'assurances néerlandaise, celle du groupe ING. L'affaire pourrait atteindre le milliard de deutschemarks.

Pour ce qui est des emprunts à taux fixe, de type *classique, le choix des emprunteurs en fa*veur du deutschemark ou du franc français dépend en partie de la durée de leur transaction. Si les obligations viennent à échéance dans dix ans, ils ont avantage à retenir la monnaie allemande, car le niveau de l'intérêt associé aux emprunts en marks est nettement inférieur à celui des opérations en francs. S'ils visent plus loin, quinze ans par exemple, le compartiment du franc est susceptible de mieux leur convenir. D'une part, l'écart de rendement est moins prononcé plus les durées s'allongent et, d'autre part, la demande *pour des titres dont l'échéance est très éloignée* est plus forte en France qu'en Allemagne. Cela tient à la place prépondérante qu'occupent les compagnies d'assurances parmi les souscripteurs d'obligations en francs.

De telles considérations d'ordre technique prennent encore plus d'importance lorsque les emprunts sortent du commun. On pourrait bientôt en avoir une nouvelle preuve si une banque espagnole réalise son projet d'émettre des obligations subordonnées. Il s'agit de titres dont le rang dans l'échelle des dettes vient après les autres. C'est pour les emprunteurs un moyens d'augmenter leurs fonds propres. Or, l'opération dont il est question devrait, en outre, être rémunérée à taux variable (le rendement changeant à intervalles réguliers de quelques mois en fonction *de l'évolution du loyer de l'argent à court terme)* et elle pourrait être dénoncée par l'émetteur à mi-course, après cinq ans. Vendredi 8 mai, après avoir examiné les différentes possibilités, les spé*cialistes penchaient plutôt pour le franc. Ils* mettaient en avant le fait qu'en France les investisseurs sont en général mieux à même qu'ailleurs d'évaluer les opérations complexes de ce genre.

Christophe Vetter

Les places boursières n'ont pas de mémoire

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 XETRA
↘ – 2,90%	↘ – 1%	↗ + 0,66%	↘ – 0,67%	↗ + 0,31%
15 149 points	9 055,15 points	3 906,36 points	5 969,80 points	5 257,58 points

IL Y A un an, la crise financière en Asie commençait en Thaïlande avec les premières attaques contre le baht. Six mois plus tard, l'ensemble de la région était emporté par la tourmente, au point que les analystes pronostiquaient alors une vague de déflation dont l'ensemble des économies de la planète serait victime. Le 29 octobre 1997, presque dix ans jour pour jour après le krach d'octobre 1987, Wall Street abandonnait brutalement plus de 7 %, et les principaux marchés boursiers semblaient, des deux côtés de l'Atlantique, sur le point de céder à la panique venue d'Asie. Une crainte aussi vite oubliée qu'elle était apparue.

La crise cessant en Asie d'être financière, notamment grâce aux interventions répétées du FMI (Fonds monétaire international), pour *ne plus* être *qu'économique* et sociale, les marchés ont fini par s'en désintéresser et profiter paradoxalement de ces effets bénéfiques : afflux de capitaux en quête de marchés « sûrs », éloignement des craintes *inflationnistes* et baisse des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis et en Europe. Du coup, l'euphorie boursière, un temps mise entre parenthèses, a repris de plus belle. Depuis le début de l'année, Wall Street et Londres ont gagné 15 %, Francfort plus de 20 %, et Paris 30 %. L'envolée des places boursières se mesure mieux encore sur une plus longue période. Depuis cinq ans, Francfort s'est appréciée de 240 %, New York de 190 %, *Londres de 140 %, et Paris* de 130 %. Seule Tokyo, minée par les difficultés structurelles de l'économie japonaise et l'explosion *de la bulle spéculative* au début de la décennie, affiche sur la même période une baisse de plus de 30 %.

Ces performances boursières hors du commun préoccupent les économistes et les banques centrales. La crainte de la naissance d'une nouvelle bulle financière revient régulièrement dans les discours. A plusieurs reprises depuis *deux ans, Alan Greenspan*, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), s'est inquiété de « *l'exubérance irrationnelle* » des marchés boursiers. Des mises en garde sans influence aucune sur « *l'histoire d'amour* » des épargnants américains avec la Bourse et sur la part croissante de leur épargne qu'ils consacrent à l'achat d'actions.

COUP D'ARRÊT

Lundi, la place *new-yorkaise* a encore atteint un nouveau sommet historique à 9 192,66 points pour l'indice Dow Jones, et, mercredi, la vice-présidente de la Fed, Alice Rivlin, est revenue à la charge. « *Le niveau actuel des actifs boursiers est difficile à justifier à moins d'être très optimiste sur les résultats financiers à venir des entreprises* », a-t-elle déclaré dans une interview à la chaîne financière CNBC. Une déclaration qui a eu pour effet de donner un coup d'arrêt à la progression de Wall Street. D'autant plus que, selon des estimations du *Wall Street Journal*, les entreprises américaines ont enregistré au premier trimestre 1998 la plus faible progression de leur bénéfice net depuis la fin de l'année 1991. Une évolution qui, si elle se confirmait, renforcerait la thèse de la surévaluation des cours des actions américaines.

Mais les analystes américains font preuve d'une confiance inébranlable dans leur marché. Ils estiment *que les investisseurs regardent* au-delà des performances modestes du premier trimestre et tablent sur un rebond des résultats des entreprises dès le deuxième trimestre.

Le recul de 1 % de la place américaine cette semaine s'explique aussi par le repli des marchés asiatiques en raison des émeutes sanglantes en Indonésie et par les spéculations sur un tour de vis monétaire aux Etats-Unis après la publication de statistiques faisant montre, une fois encore, de l'étroitesse du marché de l'emploi et d'une croissance plus forte qu'attendu. Ainsi, le taux de chômage aux Etats-Unis a reculé, en avril, à 4,3 % de la population active, son plus bas niveau depuis avril 1970 !

Du côté des places européennes, et contrairement aux attentes des commentateurs anglo-saxons et allemands, le psychodrame suscité par la nomination du président de la Banque centrale européenne *(BCE) n'a pas provoqué de réaction* vraiment négative. Même si la presse européenne accuse la France d'avoir gâché la fête de l'euro, les milieux financiers étaient sereins après la nomination du Néerlandais Wim Duisenberg à la tête de la BCE pour quatre ans. La journée de lundi a même été exceptionnelle avec des hausses de 4,4 % à Milan, 4,1 % à Francfort, 2,4 % à Paris et 2,3 % à Madrid saluant la naissance de l'euro. La fin de la semaine a été ensuite un peu moins favorable, à la suite notamment de la baisse du dollar face à l'ensemble des devises européennes. En clôture, Paris gagne sur la semaine 0,66 %, Francfort progresse légèrement de 0,31 %, et Londres cède 0,67 %. Pour autant, la conjoncture en Europe reste très favorable. Le ministère français de l'économie envisage de revoir à la hausse ses prévisions de croissance pour 1999 (+ 3 %), et le ministre allemand de l'économie, Günter Rexrodt, a estimé vendredi que la croissance du produit intérieur brut outre-Rhin sera plus proche cette année de 3 % que de 2,5 %.

Le climat n'est évidemment pas le même à Tokyo. L'indice Nikkei a encore abandonné 2,9 % d'un vendredi à l'autre. Les investisseurs ne croient pas à l'efficacité du plan de relance gouvernemental.

Eric Leser

SPORTS Candidate à l'organisation des Jeux asiatiques de 2006, Doha, la capitale du Qatar, multiplie les événements sportifs. Après avoir fait venir Pete Sampras pour la deuxième édition de son tournoi de tennis, cet Etat du golfe Persique a accueilli une compétition de la Fédération internationale d'athlétisme à laquelle ont participé des femmes, une première dans un pays qui applique strictement les principes de l'islam. ● LE CHAMPION olympique Donovan Bailey et le perchiste Sergueï Bubka ont concouru devant un public essentiellement masculin. ● POUR la Marocaine Nawal El Moutawakel, membre du Comité international olympique, *« le meeting mettant en scène des femmes étrangères a déjà constitué un grand pas en avant »*. Elle espère que cela servira d'exemple et que bientôt les femmes de ce pays pourront pratiquer leur sport sans se cacher des regards des hommes.

Pour la première fois des athlètes féminines participent à un meeting au Qatar

A la recherche d'une reconnaissance internationale, ce pays musulman du golfe Persique, qui espère recevoir les Jeux asiatiques en 2006, a accepté d'organiser une compétition de la Fédération internationale où les femmes ont couru en survêtement ou en collant devant un public... d'hommes

DOHA (Qatar)
de notre envoyée spéciale

Doha était en effervescence, jeudi 7 mai. Pour la première fois au Qatar devait avoir lieu une compétition d'athlétisme du Grand Prix sous la houlette de la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF). Pour la première fois surtout, des athlètes féminines de classe internationale concourraient simultanément avec leurs homologues masculins. Bien sûr aucune de ces trente-huit « pionnières » n'était qatari.

Au Qatar, les principes de l'islam sont strictement appliqués. Les femmes ne pratiquent et n'enseignent le sport qu'à l'abri des regards masculins, derrière des murs de gymnases. Interdites de permis de conduire, sauf autorisation spéciale du père ou du mari, elles ne sortent que voilées. Souvent complètement. Comment allait donc réagir un public en majorité composé d'hommes traditionalistes faces à des femmes-athlètes en short et bras nus ?

Les spéculations allaient bon train. Mais le public masculin a joué le jeu. Tout comme la Fédération qatarie (QAAF), contrôlée par la puissante famille Al-Thani, dont le chef, l'émir Hamad, dirige la vie du pays. La QAAF n'avait guère le choix. Pour obtenir son Grand Prix II (catégorie la plus basse des épreuves du circuit régi par l'IAAF), elle devait accepter des épreuves féminines. Partisan d'une promotion mondiale forcenée de l'athlétisme, Primo Nebiolo, le président de l'IAAF, ne pouvait négliger les aspirations d'une puissance économique comme celle du Qatar.

Possédant des gisements de pétrole et de gaz naturel et surtout une ouverture sur les eaux du Golfe, ce minuscule pays de 550 000 habitants – dont plus de la moitié d'étrangers – peut tout s'offrir. Même la participation de Pete Sampras pour la deuxième édition de son tournoi de tennis ATP Tour en 1994 pour la modique somme de 500 000 dollars (environ 3 millions de francs). Jeudi soir, il s'était « payé » le champion olympique du 100 mètres, le Canadien Donovan Bailey, et le sextuple champion du monde du saut à la perche, l'Ukrainien Serguei Bubka.

Rêvant d'une autre forme de reconnaissance mondiale que celle générée par ses ressources naturelles, le Qatar s'investit corps et âme dans l'organisation d'événements sportifs internationaux depuis le début de la décennie. Doha est devenu une étape des circuits internationaux de tennis, de golf, de squash ou de tennis de table. L'athlétisme a suivi.

LE PAYS « S'ENNUIE »

La capitale qatarie est candidate à l'organisation des Jeux asiatiques de 2006. Elle compte accueillir la finale du Grand Prix IAAF en 2001. Les fondations de nouveaux hôtels surgissent comme des champignons. *« Le Qatar s'ennuie mortellement,* explique un Algérien installé à Doha depuis deux ans. *Il n'y a pas de cinéma, aucune autre distraction. Les touristes trouvent peu d'intérêt au pays et les Qataris, qui ne cessent de s'enrichir grâce à leur sous-sol, veulent changer cette situation en s'ouvrant davantage sur le monde grâce au sport. »* Avec sept stades ultramodernes plus des installations intérieures pour la seule ville de Doha, avec un championnat national de football à deux divisions comportant respectivement neuf et cinq équipes, le Qatar dispose d'infrastructures et d'un embryon de savoir-faire. Mais l'engouement pour le sport de haut niveau international devra passer tôt ou tard par un assouplissement d'une interprétation encore rigide de l'islam.

Pour prouver leur bonne volonté, les responsables du pays ont toléré, jeudi, le port de la combinaison-short pour les compétitrices, se contentant de bannir le *« deux-pièces révélateur de nombril »* qu'elles affectionnent. Certaines athlètes ont tout de même concouru en survêtement ou en collant. En ce début de saison, elles recherchent davantage leurs sensations que la performance.

« RÉSERVÉE AUX FEMMES »

La plupart avaient à peine conscience de participer à une « première » historique. *« J'ai eu le sentiment qu'il se passait quelque chose d'important,* a dit Deon Hemmings, la Jamaïcaine championne olympique du 400 mètres haies à Atlanta, *quand on m'a présentée au séminaire et que toutes ces femmes vêtues de noir ont applaudi. »* Le débat portant sur le « développement du rôle de la femme dans le sport et la société » a été organisé la veille du meeting par l'IAAF dans le cadre de son « Année des femmes en athlétisme » en présence d'une petite cinquantaine d'enseignantes et étudiantes qataris en éducation physique. Il a bien failli tourner au fiasco quand l'interprète professionnelle a déclaré forfait après quelques minutes estimant le sujet *« trop technique »*. Il était surtout incongru et perturbant pour l'assistance, exclusivement féminine et voilée.

Grâce au secours impromptu d'une employée soudanaise de l'ambassade des Etats-Unis, les jeunes femmes ont suivi en arabe les interventions effectuées le plus souvent en anglais. Mais la plupart d'entre elles n'ont pas obtenu l'autorisation maritale ou parentale de se rendre au stade, le lendemain, dans la tribune exceptionnellement *« réservée aux femmes »*.

Curieusement, il manquait à Doha le seul véritable symbole contemporain du sport musulman féminin militant : l'Algérienne Hassiba Boulmerka, championne olympique du 1 500 mètres en 1992 et championne du monde en 1995. *« Elle était trop en retard dans son programme d'entraînement pour courir,* a expliqué son agent, *mais je m'étonne qu'elle n'ait pas été conviée au séminaire au même titre que la Syrienne chrétienne, championne olympique d'heptathlon. »* Assurément les positions de Boulmerka sont encore trop tranchées pour les Qataris pour que l'IAAF ait jugé sa présence opportune.

P. Jo.

TROIS QUESTIONS À *NAWAL EL MOUTAWAKEL*

1 Que pense une Marocaine, première musulmane à obtenir l'or olympique en 1984 sur 400 mètres haies et membre du Comité international olympique (CIO), du premier meeting international d'athlétisme ayant admis, au Qatar, des femmes et des hommes à concourir simultanément ?

Je suis soulagée de l'accueil qui a été réservé aux compétitrices. Elles ont même été applaudies, alors que la politesse et la coopération du public à leur égard n'étaient pas acquises. Il y a seulement un mois, je ne croyais pas à la réalisation de la compétition sous cette forme. C'est la preuve que les choses peuvent évoluer plus vite qu'on ne le pense.

2 Le Qatar interdit pourtant toujours la pratique du sport de compétition à ses citoyennes, sans parler du haut niveau...

La fédération qatarie d'athlétisme amateur est une autorité sportive très jeune (née en 1963). La préparation d'athlètes féminines ne fait pas partie de ses traditions. Cela viendra peut-être, puisque l'islam n'interdit pas la pratique sportive aux femmes. Le meeting de Doha mettant en scènes des femmes (étrangères) a déjà constitué un grand pas en avant.

3 Même si parmi les spectatrices présentes ne se trouvaient qu'une poignée de femmes qataries complètement voilées ?

Certaines étaient présentes au séminaire organisé par la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) sur le développement du rôle de la femme dans le sport et la société la veille de la compétition. C'est déjà extraordinaire. En tant que musulmane, je n'ai jamais rencontré d'obstacle dans ma carrière sportive, ni dans ma vie de femme, mais l'islam n'est pas envisagé de la même façon dans tous les pays musulmans. Mon rôle n'est pas de changer le système établi ici, même si je considère que la religion s'exprime par le cœur plus que par la tenue vestimentaire. Je suis venue assurer mon rôle de déléguée technique de l'IAAF. L'opinion publique occidentale doit comprendre que les traditions ne peuvent être bousculées, qu'il vaut mieux progresser lentement mais sûrement.

Propos recueillis par Patricia Jolly

Le 100 mètres masculin ne fait pas recette

Si l'IAAF peut s'enorgueillir du succès populaire obtenu par le premier meeting organisé au Qatar, elle doit apprendre à composer avec l'absence de *« culture de l'athlétisme »* des nouveaux pays hôtes. Pour tenir en haleine jusqu'au bout les quelque 25 000 spectateurs du Khalifa Stadium, les organisateurs avaient programmé le 100 mètres masculin en fin de soirée. Mais les gradins étaient bien dégarnis lorsque Donovan Bailey et les autres se sont élancés vers 21 heures. Les stars de la discipline reine l'ont reconnu. *« C'était un peu vide, mais les gens ici ne sont de toute façon pas du genre expansif, alors pourquoi s'en offusquer ? »*, a philosophé le Canadien, champion olympique et recordman du monde du 100 mètres. *« Cela m'a rappelé Athènes »*, a plaisanté Bailey, en souvenir des championnats du monde de 1997 où sa course s'était disputée un dimanche d'août, dans un stade de 70 000 places à moitié désert. Le Britannique Dwain Chambers, champion du monde juniors de la spécialité en 1997, ne s'est pas formalisé non plus : *« Je ne pensais qu'à une seule chose : franchir cette ligne d'arrivée, il faisait tellement chaud »* (environ 27°).

Le rugby sud-africain risque l'isolement

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le Conseil national des sports (NSC) a décidé, vendredi 8 mai, de mettre à exécution la menace d'un isolement international du rugby sud-africain pour l'obliger à se mettre à l'heure de la nouvelle Afrique du Sud. La plus haute instance sportive du pays a expulsé la fédération de rugby (Sarfu) de ses rangs et elle va demander à l'Irlande et au pays de Galles d'annuler la prochaine tournée de leurs équipes en Afrique du Sud.

Ce durcissement intervient après la décision du président de la fédération, Louis Luyt, d'ignorer l'ultimatum lancé par le NSC. Symbole de la résistance au changement manifestée par la minorité blanche la plus conservatrice, M. Luyt a refusé de démissionner comme l'exigeait le conseil des sports. Accusé de corruption et de racisme, cet Afrikaner pure souche poursuit le bras de fer qui l'oppose depuis des mois au pouvoir noir. L'affaire a pris la dimension d'un débat national avec la comparution du président Nelson Mandela à la barre des témoins à l'occasion du procès qui oppose la fédération au gouvernement (*Le Monde* du 21 mars).

LE PRÉSIDENT LUYT INFLEXIBLE

Contestant la nomination d'une commission d'enquête sur les affaires du rugby par le chef de l'Etat, M. Luyt a obtenu du juge l'invalidation de la commission. Cette victoire judiciaire n'a fait qu'exaspérer un peu plus l'opinion publique noire et isoler le président de la Sarfu dans son propre camp.

Lors de la réunion extraordinaire de la fédération, jeudi 7 mai, M. Luyt a d'ailleurs été mis en minorité. Inflexible et habile à exploiter les recours de la procédure, il a néanmoins décidé de se maintenir à son poste. *« Personne ne me fera céder. Je ne m'incline que devant Dieu et je partirai quand je l'aurai décidé »*, a affirmé le président de la Sarfu dans le style autocratique et arrogant qui le caractérise. Pour protester contre cette attitude, les quatre dirigeants de couleur de la fédération ont démissionné tandis que d'autres responsables réclament un nouveau vote. Pour la première fois, les joueurs, par la voix de Chester Williams (l'ailier métis des Springboks), ont commencé à s'exprimer en demandant le départ de Louis Luyt.

Les sponsors, eux aussi, réclament la démission du président de la fédération et menacent de mettre fin à leur partenariat. L'avertissement le plus sérieux est venu de News Limited, la société de Rupert Murdoch, le magnat australo-américain qui a l'exclusivité des droits TV pour les compétitions de l'hémisphère Sud. La rupture du contrat remettrait en cause la principale source de revenus du rugby professionnel dans cette région du monde.

Le Tournoi des trois nations, qui oppose l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, pourrait être une des cibles du boycottage international que souhaite instaurer le conseil des sports. La prochaine tournée en Afrique du Sud des équipes d'Irlande, du pays de Galles et d'Angleterre est également compromise. A défaut d'obtenir la participation des fédérations concernées au boycottage, le NSC a déjà fait savoir qu'il s'opposerait aux matchs prévus par des manifestations sur les lieux des rencontres. Après s'être mis à dos le pouvoir et une bonne partie de la population, M. Luyt semble avoir conduit le rugby sud-africain dans une impasse, et seul son départ pourrait lui permettre d'en sortir.

Frédéric Chambon

Menaces anglaises sur la Coupe d'Europe

Après des mois de conflits, les représentants de la Fédération anglaise de rugby (RFU) et des clubs professionnels ont annoncé, vendredi 8 mai, un compromis qui pourrait porter un coup fatal à la Coupe d'Europe de rugby. Les dirigeants anglais ont établi un projet de calendrier supposé préserver les intérêts financiers des présidents de clubs endettés – quatorze clubs au lieu de douze se rencontreront au sein de l'élite – et des joueurs internationaux, dont le rythme de travail devrait être ralenti pour le plus grand profit du XV d'Angleterre.

Ce calendrier, s'il devait être définitivement adopté, ne prévoit aucune date pour la Coupe d'Europe. Les clubs anglais, qui reprochent aux organisateurs de l'European Rugby Cup (ERC) un calendrier abscons et une redistribution des bénéfices inique, ont décidé de faire l'impasse après deux participations. En leur absence, la Coupe d'Europe perdrait une grande partie de son intérêt pour les clubs et les spectateurs français.

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : en allant gagner à** Martigues (2-1) vendredi 8 mai lors de la dernière journée du championnat de deuxième division, Sochaux a rejoint Nancy et Lorient, qui doivent jouer en D1 la saison prochaine. Auteur d'un nul (1-1) à domicile face à Troyes, Nancy décroche le titre de champion de D2 et coiffe sur le poteau Lorient, déjà assuré de la montée, battu à domicile par Toulon (3-1). Les derniers du classement, Louhans-Cuiseaux, Toulon, Martigues et Mulhouse descendent en National 1.

■ **Guy Lacombe**, ancien entraîneur cannois, a signé un contrat de deux ans avec le Toulouse FC, en remplacement d'Alain Giresse, qui doit rejoindre le PSG. Ancien joueur du TFC, originaire du Sud-Ouest, Guy Lacombe prendra ses fonctions au mois de juin.

■ **Michael Laudrup**, l'attaquant de l'Ajax Amsterdam, l'un des grands joueurs du football danois, a annoncé vendredi 8 mai qu'il arrêterait sa carrière après la Coupe du monde. Agé de trente-trois ans, il a joué quatre-vingt-dix-sept matches en équipe nationale et a marqué trente-six buts. Depuis 1985 il a joué à la Juventus Turin, à Barcelone, au Real Madrid et à l'Ajax Amsterdam.

■ **VOILE : selon le quotidien** *L'Equipe* du 9 mai, l'épave du bateau de Gerry Roufs, disparu le 7 janvier 1997 lors du Vendée Globe, aurait été localisée sur une plage de la côte chilienne. Toutefois, selon le journal, cette découverte comporte encore bien des mystères, puisque l'information provient *« de l'appel téléphonique d'un pêcheur à la compagne du navigateur qui, se disant propriétaire de l'épave, réclame 30 000 dollars* [environ 180 000 francs] *pour en révéler l'endroit »*.

■ **Le skipper Laurent Bourgnon** sur *Primagaz* a été le premier des multicoques à franchir la bouée de départ de la Course des phares, qui s'est élancée vendredi 8 mai de Fécamp (Seine-Maritime). Il précédait Loïck Peyron sur *Fujicolor*, Alain Gautier sur *Brocéliande*, Francis Joyon sur *Banque populaire* et Paul Vatine sur *Chauss'Europ*. Les cinq bateaux ont pris le large en direction de l'île d'Ouessant, avant de descendre vers la Corogne (Espagne).

Jour de marché chez les Mayas

Seize mois après la signature des accords de paix au Guatemala, la manne touristique est la bienvenue en pays quiché, où le paysan indien survit


A l'entrée de l'église de Chichicastenango : les fumées de copal, dispersées par l'officiant, unissent les âmes des vivants et des morts

CHRISTOPHE KUHN

CHICHICASTENANGO
de notre envoyée spéciale

Arriver de nuit à Chichicastenango, c'est débarquer sur les terres de Cervantes. Une ruelle pavée d'Espagne, des crépis blancs et des balustres en fer forgé. Un couvent avec son patio fleuri. Des tomettes cirées, des galeries encombrées de vierges éplorées, de saints illuminés et de coffres en bois. Dans le silence et la solitude d'un soir d'encre, l'estampille hispanique demeure intacte.

Sur les hautes terres du Guatemala, la conquête dura cent cinquante ans. Elle fut sans merci. Dès 1542, la capitainerie des soldats-aventuriers de Charles Quint s'organise. En 1697, l'ensemble du pays maya est soumis. Les Conquistadores construisent des villages pour contrôler les Indiens et faciliter l'évangélisation comme la levée des tributs. Les colons reproduisent ce qu'ils connaissent. Un plan néo-classique Renaissance, pur jus. Une place centrale, où siègent l'église, le presbytère, la mairie, enlacés de ruelles à angle droit.

NOUVELLES BANQUES

Aujourd'hui, sur l'Altiplano, vivent 5 millions d'Indiens, près de la moitié des 11,5 millions de Guatémaltèques. Cette population, issue en droite ligne des Précolombiens, constitue le groupe maya le plus important du Yucatan. Elle survit sur la *tierra fria*, pays vert émeraude, couvert de pinèdes, accidenté, d'une beauté saisissante, qui s'étire sur 250 kilomètres depuis Guatemala-City, la capitale, jusqu'à la frontière mexicaine. Villages blancs, perchés au pied de volcans frôlant les 4 000 mètres. Parcelles miniatures (*milpa*) défrichées pour la culture du maïs : 1 500 mètres carrés par famille, en moyenne, contre des centaines d'hectares pour les grandes *fincas* de la côte, où poussent café, canne à sucre et bananes.En cette veille de marché dominical, Chichicastenango dort, paisiblement. On est, à 2 070 mètres d'altitude, en plein fief quiché, la plus nombreuse des vingt-deux ethnies du Guatemala. La place centrale, déserte, disparaît sous les étals ambulants coiffés de bâches bleu roi. Joues rondes, cheveux noirs enturbannés, une jeune fille presse le pas, un châle pourpre sur les épaules. La nuit est fraîche. Son compagnon, qui a le profil busqué des Mayas, porte sur le chef un plateau de la largeur d'une ombrelle. On les suit à l'odeur de gâteau juste sorti du four qui flotte dans leur sillage. Sous les arcades de la mairie, les paysans, arrivés le soir même pour être à pied d'œuvre, dorment enroulés dans des couvertures.

La ville s'est assoupie en toute quiétude. Le 26 décembre 1996, un accord de paix a été signé, après trente-six années de conflit armé et des milliers de disparus. A Chichicastenango (10 000 habitants), le négoce retrouve vigueur. Trois mille stands sont montés, les jeudi et dimanche, sur la grand'place. C'est le plus important marché de l'Altiplano, une des principales attractions touristiques du pays. La moitié des étals exposent les produits de l'artisanat indien, cotonnades brodées, poterie et bimbeloterie colorée. Quatre nouvelles banques siègent depuis peu face à la Banco del Ejercito, succursale de l'armée – et jusque-là seul établissement financier de la ville. A la Bancafe, Oswando Etxeveria, responsable des dépôts, indique que *« 90 à 150 comptes ouvrent chaque mois. Les petits clients, des commerçants, versent en moyenne 1 500 quetzales* (environ 1 500 F). *C'est trois fois le revenu mensuel d'une famille de paysans »*.

A 6 heures, dimanche matin, Petrona, Noe et Helena, qui déclarent dix-sept enfants à elles trois, s'affairent sur le trottoir autour d'énormes sacs-polochons. Juste arrivées de Nebaj, un village perdu à cinq heures de car, elles déballent la production familiale : écharpes tissées, ceintures brodées et bourses au crochet. De quoi payer l'école (30 F par mois par enfant), le trajet en car (28 F) et quelques achats sur le marché. Au pire, du sel, des *chili* (piments) et du savon. Une étude de la Funcede, la Fondation centraméricaine de développement, révèle que 53 % de la population du Quiché souffre de malnutrition, que 70 % vivent dans un état d'extrême pauvreté et que 81 % des plus de quatorze ans sont analphabètes. Moins d'un enfant sur deux serait scolarisé. Le fameux « Decopaz », programme visant à *« redonner aux communautés indigènes du Guatemala l'initiative et la gestion de leurs propres projets de développement »* (*Le Monde* du 19 mars), est urgent.

Sous la nouvelle halle aux légumes, les matrones portent le costume traditionnel : *huipils* cerise et fuchsia (corsage aux manches ballons surchargé de motifs géométriques), jupes fourreaux en *ikhat* noir et *tzutés*, ces châles très vifs utilisés en balluchons noués dans le dos. Difficile de se frayer un passage jusqu'au parvis de Saint-Thomas dont les marches étroites et hautes évoquent celles des pyramides mayas. Les marchandes de fleurs jouent du coude à coude sur ces gradins. Lys blancs, glaïeuls rouges, œillets roses. Bousculades. Cris des vendeurs à la sauvette. Psalmodie du *chuchkajau*. L'officiant, quiché, coiffé d'un chapeau de paille, asperge d'encens le perron sacré : les volutes blanches du copal unissent les âmes des vivants et des morts.

« Seuls les indigènes entrent dans Saint-Thomas par la porte principale », insiste un badaud. Les étrangers sont priés d'utiliser l'entrée latérale. A 8 heures, pour la grand-messe, la nef, au volume écrasant, paraît comble. Dans le chœur, en tenue d'apparat, les chefs indiens des *cofradias* (confréries de saints) piquent du nez sur leur crosse d'argent. Les femmes ont posé leur *tzute*, plié en carré, sur la tête et prient avec ferveur.



Au beau milieu de la travée centrale, un bonhomme sans âge exécute un rituel secret. Isolé dans sa prière, il tourne autour des bougies allumées à même le sol, puis verse quelques gouttes d'alcool et poursuit sa ronde sonore à l'intention des puissances surnaturelles. *« Je considère ça comme une manière de prier »*, explique, après l'office, le *padre* Axel. *« Les gens ont une expérience de Dieu très personnelle, intime. Le monde religieux maya est compliqué, secret. Souvent les Indiens font des choses dont ils ne connaissent plus la signification. »*

L'ÉGLISE ET LE BAR

Le syncrétisme entre catholicisme et fondamentalisme maya est très fort lors des cérémonies qui précèdent les semences. Respecté par la population – à voir la foule qui l'attend après la messe –, le *padre* avoue pourtant, après vingt-cinq ans de lutte, un certain découragement : *« L'Eglise a été accusée de soutenir la guérilla, trois prêtres ont été tués. On favorise les duos* "capilla et cantina", *chapelle et débit de boissons. Les deux ont la même fonction. Si on ne veut pas d'histoire, on va à l'église et au bar. »*

De la terrasse du presbytère, la vue plonge dans le vert cru des collines qui cernent Chichicastenango. Désignant un autel maya, une pierre droite et une croix, dissimulés sous un jacaranda, le *padre* Axel se dit inquiet du pouvoir croissant des évangélistes qui ne tolèrent ni paganisme ni idolâtrie. Son doigt qui pointe vers le fameux promontoire où se déroulent les rites indiens ressemble à une injonction.

Il faut grimper un raidillon pour atteindre Pascual Abaj. Sur la plate-forme sacrée, les reliefs des offrandes : feuilles de maïs, mégots, pétales de roses et pages de *La Prensa* (le quotidien populaire) voltigent autour des braises au risque d'enflammer la pinède. Une chamane aux longues tresses, le front barré par un bandeau, cassée en deux sur le feu, s'active. Les jeunes époux, qui ont commandé la cérémonie, dessinent des diagrammes avec des objets hétéroclites destinés à être brûlés. Œufs, citrons, *agua florida* (alcool bon marché), sucre, cigares et bougies colorées sont extraits d'un cageot au fur et à mesure du rituel. Sans un regard pour l'intrus.

« Apprends à te préserver, en gardant notre secret », dit le Popol Vuh. La Bible des Indiens fut retrouvée à Chichicastenango, sous le couvent franciscain adjacent à Saint-Thomas.

Les Mayas ont inventé un système complexe d'écriture, l'arithmétique à partir du chiffre zéro, établi un calendrier basé sur la course de Vénus, de la Lune et du Soleil. Que reste-t-il de leurs savants calculs ? Une Quiché, Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix 1992, écrit en guise de réponse : *« La communauté ne peut pas accepter qu'on bavarde et qu'on raconte beaucoup de détails sur l'indigène. »* Leurs secrets ? On les lit sur les costumes, les jours de marché, dans les bourgades de l'Altiplano. Les *huipils*, tissés par les femmes, arborent des motifs zoomorphes stylisés, représentant les forces naturelles, la terre, le ciel, la mort, le maïs, la foudre et l'arbre de vie des Mayas, le grand *ceiba* en forme de croix qui unit les deux mondes. A Chichicastenango, le rouge domine. Il symbolise l'est, le soleil qui chaque jour renaît.

Florence Evin

11,5 millions d'habitants, dont 5 millions d'Indiens

● **Population.** Le Guatemala compte 11,5 millions d'habitants, dont 3,5 millions à Guatemala City, et 5 millions d'Indiens sur les Hautes Terres. 45 % des Guatémaltèques ont moins de quinze ans.

● **Ressources.** Café, tourisme, sucre et bananes. En 1992, les deux premiers produits d'exportation pesaient le même poids dans la balance commerciale (autour de 240 millions de dollars, 1,4 milliard de francs). En 1996, le café rapportait deux fois plus (654 millions contre 284 pour le tourisme). Un décret du 4 février garantit un traitement national aux investisseurs étrangers.

● **Tourisme.** Le pays a reçu 576 362 visiteurs en 1997, soit 10,8 % de plus qu'en 1996, dont 12 937 Français. Un plan de relance a été mis en place afin d'accueillir plus de 800 000 touristes en l'an 2000. 5 000 chambres d'hôtel seront construites. Le ciel a été récemment ouvert. United Airlines et Delta ont déjà programmé leurs vols.

● **Vie quotidienne.** Les statistiques donnent pour 100 habitants, 6,6 postes de radios, 5 téléviseurs, 2 téléphones, 1,9 véhicule motorisé. 62 % des Guatémaltèques disposent d'eau potable. Le taux d'alphabétisation est de 61,7 % chez les hommes, 47,6 % chez les femmes. Mais bien moins important sur l'Altiplano. Les femmes ont en moyenne 5,4 enfants. Souvent 10 ou 12 chez les Indiens. L'espérance de vie est de soixante-cinq ans.

Tikal, une cité maya livrée au serpent à plumes et aux fourmis marabuntas

TIKAL
de notre envoyée spéciale

La forêt est si haute et touffue qu'il y fait sombre. Des cris de chien enragé déchirent le silence. *« Le singe hurleur, l'animal sacré des Mayas, appelle la pluie »*, traduit Atili. On marche sur les talons de l'Indien sans voir le ciel. Le petit homme a les pommettes saillantes, le nez aquilin et l'œil en lame de couteau de ses ancêtres précolombiens. D'un pas vif, il suit un sentier, entaille dans la jungle exubérante. Celui-ci mène à Tikal, enfouie depuis un millénaire sous les acajous, cèdres, palmiers et autres géants destructeurs de pyramides. L'ancienne cité-Etat maya fut désertée au IXe siècle de notre ère, comme ses rivales Palenque et Copan, et livrée à l'emprise meurtrière de la nature.

Les oiseaux se sont tus. Il est 9 heures du matin. On n'entend pas la voix nasillarde de l'ara, le grand perroquet multicolore, ni l'appel du quetzal, *« l'émeraude de la dimension d'une colombe, qui semble traîner un arc-en-ciel avec sa queue de plus de 2 mètres »*, chère à Miguel Angel Asturias, le poète guatémaltèque. A 50 mètres au-dessus des têtes, la canopée des fromagers forme une voûte parfaite. Le *ceiba*, l'arbre de vie des Mayas, *« aux plus grandes branches et racines de la forêt, assure la liaison entre les treize cieux et les neuf inframondes*, murmure Atili. *On le vénère »*.

La densité de la végétation interdit toute vue d'ensemble. Il faut grimper les marches étroites d'un temple-pyramide, dans les affres du vertige, jusqu'à la plate-forme supérieure juchée à plus de 60 mètres du sol – c'est la plus élevée des constructions mayas – pour mesurer l'ampleur du site. On aperçoit alors, çà et là, les tours des sanctuaires se dresser tels des phares de haute mer sur un océan vert.

OMBRES PERDUES

Atili affirme que *« les Indiens continuent à honorer le site et qu'ils viennent en juin faire la fête avant la saison des pluies »*. Sur une stèle dressée, les glyphes en cartouches indiquent que trente et un rois se seraient succédé à Tikal, de 292 av. J.-C. à 869 apr. J.-C. Le portrait du chef qui signe la stèle, sculpté dans la pierre ocre, se présente de profil. Coiffe et cape de plumes, vêtu d'une peau de jaguar ceinte de coquillages, l'homme tient un sceptre dans la main droite. Une goutte de sang coule d'un de ses doigts : il s'est automutilé en guise de sacrifice.

De la ville-Etat maya, seul le cœur, c'est-à-dire 16 kilomètres carrés, a été défriché. Trois mille édifices ont été identifiés. Le site aurait été occupé dès l'an 900 av. J.-C. A l'époque classique, entre 550 et 950 de notre ère, lors de son apogée, la zone urbaine comptait quelque 10 000 habitants. Cent mille objets, outils, tessons de poteries, ornements de culte, masques funéraires en jade, mis au jour par les archéologues, indiquent l'importance de la cité marquant le centre du monde maya. Les fouilles ont dégagé des places, des plates-formes, des acropoles, des galeries, des escaliers, des pans de palais, des pyramides jumelles et deux temples qui grimpent droit au ciel. Tikal fut déclarée monument du patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 1979.

La faune et la flore n'auraient guère changé depuis deux mille ans. *« Il y a de grands félins qu'on ne voit pas*, précise Atili, *des jaguars, des pumas, des ocelots et quantité de serpents. Serpents inoffensifs*, dit-il, *sauf le* Barba amarilla *qui, comme le jaguar* [le soleil nocturne des Mayas], *est l'élément-clé de la symbolique amérindienne. »* Sur le sol, un ruban de terre, mis à nu sur 50 centimètres de large, se déroule à perte de vue : les fourmis marabuntas se déplacent en colonies et mangent tout sur leur passage.

« Trois cents guerriers l'ont abandonnée, suivis de leurs familles, écrit Miguel Angel Asturias, le Prix Nobel 1967. *La ville s'en est allée, par les rues en chantant... On a fermé les portes d'un trésor enchanté. On a éteint la flamme des temples. Dans les rues désertes vaguent des ombres perdues et des fantômes aux yeux vides. »*

L'énigme n'a toujours pas été levée. On parle de guerre, de disette, de catastrophe naturelle ? Ici où là, des bas-reliefs révèlent la ressemblance évidente d'Atili avec les Mayas. Un air de famille qu'on retrouve, partout sur les Hautes Terres, sur les traits des Indiens tenant séance les jours de marché dans les villages de l'Altiplano. Le serpent à plumes règne à Tikal en maître absolu.

Fl. E.

Carnet de route

● **Climat.** L'altitude détermine les températures. Sur les hautes terres (1 600-2 000 m), la température oscille autour de 23 degrés le jour. Les soirées et les nuits demeurent fraîches.

● **Transport.** Pas de vol direct. De Paris à Guatemala, le transit s'impose. Tarifs négociés chez les voyagistes, notamment sur KLM (via Amsterdam), Iberia (via Madrid) ou American Airlines via Miami, à moins de 5 000 F. On se déplace en voiture (location Avis, Hertz, Budget, etc.).

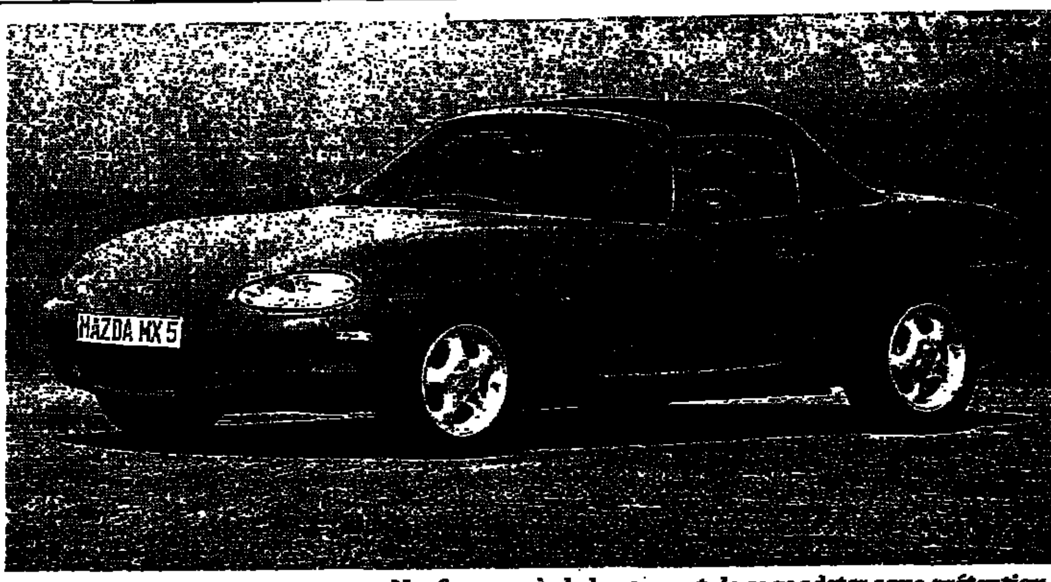
● **Forfait à la carte.** Parmi les agences de voyage programmant l'Amérique centrale, Voyageurs (tél. : 01-42-86-17-40) propose billets d'avion (4 300 F à 4 900 F sur KLM), voiture de location (à partir de 360 F par jour, sans assurance complémentaire, ni taxes) et chambres d'hôtel réservées dans des établissements de caractère. Pour un itinéraire individuel préétabli égrenant les principaux sites du pays, en voiture avec chauffeur-guide : compter 1 000 F par jour avec les vols, internationaux et nationaux (jusqu'à Florès, pour voir Tikal et Copal au Honduras).

● **Etapes.** Partout, de vieilles demeures coloniales, transformées en hôtels, ont retrouvé vie. La restauration, voire la reconstruction, exécutée par des artisans locaux est généralement remarquable. Au point qu'il est difficile de différencier le récent de l'authentique. A Antigua Guatemala, l'Hôtel Convento Santo Domingo a été remonté sur des ruines : salons, galeries d'apparat et antiquités (le grand luxe ; cher pour un service médiocre). On préfère la Casa Noble, une maison du XVIIe (environ 200 F par personne en chambre double avec petit déjeuner, tél. : 8-320931). À Chichicastenango, l'Hôtel Santo Tomas, construit il y a vingt ans, a l'air d'avoir deux siècles (300 F, par personne, chambre double avec cheminée, tél. : 502-9-561061). La Maria Inn, une auberge centenaire, encombrée de vieux meubles (même tarif et confort), jouit d'un panorama exceptionnel.

● **Lectures.** *Moi, Rigoberta Menchu*, d'Elisabeth Burgos, témoignage d'une Indienne Quiché, Prix Nobel de la paix, qui raconte sa culture, la vie sur l'Altiplano et l'horreur de la guérilla (Gallimard). *Hommes de maïs* (Albin Michel) et *Légendes du Guatemala* (Gallimard) de Miguel Angel Asturias, Prix Nobel 1967. *Le Rêve Mexicain ou la pensée interrompue*, de J.M.G. Le Clézio (Gallimard). *Très brève relation de la destruction des Indes*, de Bartolomé de Las Casas (La Découverte) : réquisitoire contre la colonisation, écrit en 1552, d'un dominicain envoyé au Guatemala. *Monde Maya* (Guide Gallimard), mini encyclopédie illustrée (vues aériennes, plans des sites, détails des fresques et bas-reliefs etc). *Les Cités perdues des Mayas* (« Découvertes » Gallimard Archéologie). *Guatemala Belize* (Lonely Planet), bon guide pratique. *Guatemala*, le point sur l'actualité et l'histoire avec l'essentiel côté pratique (Voyageurs du Monde).

Mazda cabriolet, deuxième génération

Face au succès de cette japonaise née en Californie, le constructeur a apporté des améliorations techniques qui ajoutent au plaisir de la conduite



D.R.

Neuf ans après le lancement de ce roadster sans prétention, la deuxième série de la MX-5 vient de faire son apparition en France.

IL FAUT VRAIMENT être revenu de tout pour rester de marbre devant la Mazda MX-5. Simple, joli et sans prétention, ce petit roadster apparu en 1989 est déjà devenu une voiture-culte, comme on parle d'un film-culte. Celle que l'on appelle « Miata » aux Etats-Unis a suscité dans le monde entier la création de clubs regroupant les amoureux de ce cabriolet subtilement rétro, joyeusement égoïste (deux places seulement !), on ne peut plus excitant à conduire et, ce qui ne gâche rien, relativement *abordable*.

Neuf ans après la naissance du modèle, la deuxième génération de la MX-5 vient de faire son apparition en France. Le charme et la spontanéité de cette voiture – qui a inauguré l'ère des petits roadsters de moins de 150 000 francs – restent intacts.

Mazda, firme japonaise désormais contrôlée par Ford, n'allait évidemment pas s'écarter d'un concept qui lui a permis de vendre 430 000 exemplaires de cette voiture sur tous les continents. La ligne n'a subi que quelques retouches (galbes plus prononcés sur les flancs, optiques en amande au lieu des phares escamotables) et les moteurs ont été un peu musclés. Le principe de la propulsion (roues arrière motrices) et celui de la coque autoporteuse ont été conservés.

N'en déplaise à son apparent classicisme, cette voiture est une création paradoxale et artificielle. La « Miata » est une imitation. Une imitation réussie car revendiquée comme telle et non servile. A l'origine, le cocktail est assez détonant : les designers sont japonais, l'inspi*ration est européenne* – *Mazda a* ouvertement repris la ligne de l'ancienne Lotus Elan de Colin Chapman en l'« italianisant » quelque peu – et la cible principale est la jeunesse dorée de la côte ouest des Etats-Unis. On aurait pu s'attendre à une sorte de vilain petit canard, le résultat fut une divine surprise.

Rarement, une copie n'a exprimé, si l'on ose dire, une telle originalité. Bien avant la Volkswagen New Beetle, l'Amérique en a fait sa coqueluche. Les jeunes Japonais branchés se l'approprient et les couples européens aisés, n'ayant pas encore d'enfants à transporter, la découvrent avec ravissement. En se demandant pourquoi les constructeurs du Vieux Continent laissent à une marque nippone le soin de célébrer leur patrimoine. Fiat avec sa Barchetta, Rover avec sa MG-F et BMW avec son Z3 ne tarderont pas à réagir.

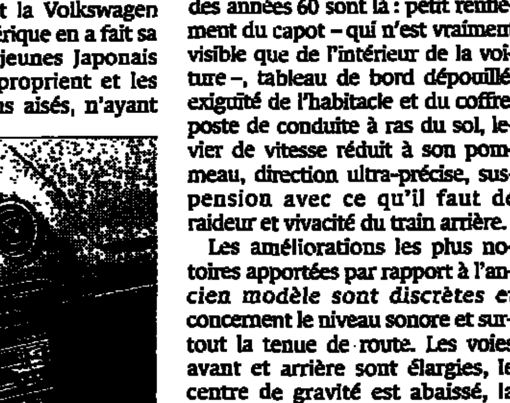

D.R.

Tableau de bord dépouillé et poste de conduite à ras du sol.

Réalisée, comme le premier modèle, par le centre de style Mazda d'Irvine, en Californie, la nouvelle MX-5 procure toujours à celui qui la découvre cette tenace impression de se trouver en pays de connaissance. La ligne extérieure est sobre, mais tous les signes de reconnaissance de l'esprit roadster des années 60 sont là : petit renflement du capot – qui n'est vraiment visible que de l'intérieur de la voiture –, tableau de bord dépouillé, exiguïté de l'habitacle et du coffre, poste de conduite à ras du sol, levier de vitesse réduit à son pommeau, direction ultra-précise, suspension avec ce qu'il faut de raideur et vivacité du train arrière.

Les améliorations les plus notoires apportées par rapport à l'an*cien modèle sont discrètes* et concernent le niveau sonore et surtout la tenue de route. Les voies avant et arrière sont élargies, le centre de gravité est abaissé, la coque est plus rigide. Revers de la médaille : un gain de poids compris entre 35 et 50 kg selon le modèle.

Certes très « mode », la MX-5 n'est pas une voiture superficielle. Elle distille un plaisir de conduire bien réel. Son comportement est sain, mais il faut toujours garder en tête, surtout en sortie de virage, qu'une propulsion est naturellement survireuse. Ses deux motorisations *(lire ci-dessous)* n'en font pas une voiture de sport. Et alors ? On se moque bien que les accélérations ne soient pas sidérantes. A 80 km/h, le postérieur à quelques centimètres au-dessus du bitume, on a l'impression de rouler deux fois plus vite.

Plus alerte et délurée qu'un cabriolet classique – espèce automobile que la vogue des roadsters commence un peu à faire vieillir –, la Mazda slalome à son aise, vire bien à plat, mais c'est au grand air, en vitesse de croisière, qu'on la préfère. La capote, au profil abaissé et désormais pourvue d'une lunette chauffante, se replie sans la moindre difficulté. Un « saut de vent », sorte de déflecteur rétractable placé derrière les sièges, atténue les remous d'air vers le poste de conduite. Un hard-top est proposé en option.

Voiture facile et agréable à conduire, chic sans être tape-à-l'œil, fringante sans être agressive, la MX-5 sait que la France n'est pas la Californie et que, chez nous, le marché des « voitures plaisir » se limite pour l'essentiel à la région parisienne et à la Côte d'Azur. Mazda espère commercialiser 800 unités de son roadster dès cette année et envisage de ravir sans tarder la première place au Z3 de BMW. Et même si le constructeur souligne que le nouveau modèle s'est *« masculinisé »*, il compte beaucoup sur les femmes, qui ont *représenté la moitié de la clientèle* du modèle de première génération.

Pour atteindre son objectif, il faudra également que les prix de certains accessoires, carrément prohibitifs (11 500 francs pour le hard-top, 9 800 francs pour la climatisation, 1 015 francs pour un enjoliveur de phares antibrouillard), soient revus à la baisse. Mazda-France a promis de le faire.

Jean-Michel Normand

Deux motorisations au choix

La Mazda MX-5 est l'un des petits roadsters les moins chers du marché. Pour s'installer aux commandes, il en coûte tout de même 114 500 francs au minimum. Ce tarif correspond à la version dotée du moteur de 1 600 cc (quatre cylindres, seize soupapes, 110 chevaux réels, 8 chevaux fiscaux, consommation moyenne de 8,1 litres aux 100 kilomètres). *Ce modèle de base, bien* équipé (double airbag, direction assistée), semble présenter le meilleur rapport prix-prestations.

Pour 135 000 francs, la MX-5 accueille un moteur de 1 840 cc (140 chevaux réels, 10 chevaux fiscaux, 8,5 litres aux 100 kilomètres) et se dote du freinage ABS. En prime, le conducteur tiendra entre ses mains un superbe volant (italien) trois-branches recouvert de cuir.

Renault va proposer un système d'assistance par télématique

LES CONSTRUCTEURS l'ont compris depuis longtemps : les automobilistes sont devenus anxieux. Désormais, l'allure extérieure d'une voiture mais aussi sa présentation intérieure prennent en compte ce besoin diffus d'être rassuré. Quant à la communication publicitaire, elle décline les arguments sécuritaires avec méthode et un réalisme croissant. Pour vanter les mérites du coussin gonflable, on ne simule plus une collision. On la filme pour de bon, quitte à mettre aux commandes un mannequin (*Le Monde* du 5 mai) pour faire, le sourire aux lèvres, la démonstration de son efficacité.

Cette recherche de la sécurité passe par de nouveaux équipements. Le dernier en date est le système de télématique routière que vient de présenter Renault et dont la commercialisation est prévue cet automne. Il permet à des intervenants extérieurs de localiser le véhicule en cas de panne ou d'accident et d'entrer immédiatement en contact avec le conducteur. Son fonctionnement repose sur un récepteur GPS (positionnement par satellite) et un téléphone portable GSM doté d'un kit « mains libres ».

A l'intérieur de la voiture, trois boutons ont été installés juste derrière le levier de vitesse. Le rouge correspond à un appel d'urgence et permet d'alerter les secours en cas d'accident, que l'on en soit victime ou que l'on en soit témoin. Le terminal envoie alors un message vers la plate-forme AMI (assistance multiservice internationale, filiale de la GMF) où des spécialistes, médicaux notamment, localisent le véhicule et établissent une liaison téléphonique avec lui.

« Dans le cas d'un appel d'urgence, explique-t-on chez Renault, *le médecin évalue la gravité de l'incident, apporte les premiers conseils, établit le diagnostic et assure si besoin est une aide psychologique ou, tout au moins, un soutien moral. La situation une fois analysée, il alerte immédiatement le centre de secours responsable de la voie sur laquelle se trouve le véhicule. »*

Dans l'hypothèse où l'automobiliste ne serait pas en mesure d'alerter lui-même les secours, un capteur de choc connecté au boîtier télématique déclenche automatiquement l'appel. En cas de mise hors service de la batterie, un accumulateur de secours est prévu. *« Parce qu'il permet une localisation précise – le délai varie de quelques secondes à quelques minutes dans des situations exceptionnelles –, ce système offre un gain de temps non négligeable. Il est clair que le temps gagné réduit considérablement les conséquences d'un accident, matériel comme corporel »*, font valoir les responsables de ce système, opérationnel vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

En cas de panne ou de crevaison, l'automobiliste pressera le bouton orange. La plate-forme sera informée dans les mêmes délais et, après localisation de l'appel, un dépanneur de Renault-Assistance sera diligenté sur les lieux. Quant au bouton vert, il déclenche une demande de radioguidage. L'opérateur, promet Renault, indiquera le meilleur itinéraire et calculera même le temps de parcours. A terme, d'autres prestations sont envisagées : réservations d'hôtels, de spectacles, de billets de train ou d'avion, mise à disposition d'informations touristiques.

Premier constructeur à commercialiser un tel système, Renault proposera son assistance *télématique* en option sur toute sa gamme à partir de cet automne. L'équipement sera facturé quelque 3 700 francs, et l'abonnement mensuel aux divers services ne dépassera pas 200 francs.

J.-M. N.

DÉPÊCHES

■ **VOLKSWAGEN.** La Lupo, dernière-née et plus petit modèle de Volkswagen, sera commercialisée à partir de l'automne. Sœur jumelle de la Seat Arosa, ce nouveau modèle compact mesurera 3,50 mètres de long. Elle proposera des couleurs « insolentes » et sera disponible en trois motorisations (1 litre et 1,4 litre essence ainsi qu'un 1,7 litre diesel).

■ **FORD.** La deux millionième Ford Mondeo est sortie le 28 avril des chaînes de l'usine de Genk (Belgique), annonce le constructeur américain. Elue « voiture de l'année » en 1994, la Mondeo et ses dérivées Ford Contour et Mercury Mystique sont commercialisées dans quatre-vingt-onze pays.

■ ***JAGUAR.*** *Le* coupé et le cabriolet XKR, dotés d'un compresseur portant la puissance à 375 chevaux (soit un gain de 28 % par rapport à la XK8), sont commercialisés en France. Privilégiant les performances (le coupé XKR atteint les 100 km/h en 5,4 secondes), ces deux nouvelles Jaguar sont disponibles au prix de 532 000 francs (coupé) et de 599 000 francs (cabriolet).

■ **SKODA.** La marque tchèque, désormais intégrée dans le groupe Volkswagen, présente une nouvelle version de la Felicia, son modèle d'entrée de gamme. Dotée d'une nouvelle calandre chromée, ce modèle est disponible (à partir de 49 900 francs) en version berline et break avec un choix de trois motorisations (dont un Diesel).

■ **RENAULT.** Quelque six cent cinquante anciennes Renault sont réunies jusqu'au 10 mai à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) pour célébrer les cent ans de la marque au losange. Le dimanche 10 mai, à partir de 15 h 30, des Vivasport, Torpédo, Juvaquatre, Quatre-chevaux, Frégate Transfluide, Dauphine et autres Caravelle descendront l'avenue *des Champs-Elysées.*

■ **RAID.** Une cinquantaine de voitures de sport ou de tourisme construites entre 1910 et 1960 rallieront Dalian à Pékin sur les routes de Chine du 25 au 30 mai pour la Louis Vuitton Classic China Run. Le trajet, qui s'étale sur 1 300 kilomètres, verra notamment concourir une Rolls-Royce Silver Ghost de 1912, une Bugatti Atalante de 1939 et une Ferrari 250 GTF de 1958.

■ **SÉCURITÉ.** Pour le deuxième mois consécutif, le nombre de tués sur les routes a augmenté de manière significative en février (cinq cent quarante-cinq tués, soit une hausse de 12,8 % par rapport à février 1997). La Sécurité routière, qui précise que le nombre de tués a augmenté de 4,3 % en un an, appelle les automobilistes et les utilisateurs de deux-roues à la prudence à l'occasion des « ponts » du mois de mai.

■ **LIVRE.** Dans le flot d'ouvrages consacrés au centenaire de Renault, l'imposant ouvrage de Jean-Louis Loubet *Renault, cent ans d'histoire* (éditions ETAI, 400 pages, 840 francs) fera sans doute autorité. Regard économique et social porté sur un constructeur au travers duquel se lit une partie de l'histoire de la France contemporaine, ce livre s'est nourri des archives de Renault sans pour autant écrire une histoire officielle de la marque au losange.

■ **MOTO.** Le mouvement de sécurité routière Laser organise, les samedi 16 et dimanche 17 mai, la deuxième édition du Bol d'air d'Ile-de-France afin de *« montrer que le plaisir de la moto, l'expérience de la route et la sécurité routière sont liés et complémentaires »*. Un classement prenant en compte les capacités d'orientation mais aussi les qualités de régularité et de respect du code de la route sera établi. Renseignements : 01-42-25-01-05 avant le 11 mai.

■ **FÊTE.** La sixième édition de « Locomotion en fête », manifestation organisée autour d'un millier de véhicules anciens (autos, motos, camions de pompiers, autocars, engins militaires et agricoles), aura lieu les 6 et 7 juin sur le site de l'aérodrome de Cerny - La Ferté-Alais (Essonne). Prix d'entrée : 60 francs (gratuit pour les moins de douze ans).

■ **TRAFIC.** Carminat InfoTrafic, système d'aide intégré d'information en temps réel sur le trafic et proposant un choix d'itinéraires pour Paris et l'Ile-de-France, est proposé en option sur la Renault Mégane Scénic RXT au prix de 8 000 francs avec un abonnement mensuel de 120 francs pour obtenir le service Visionaute. Renseignements : 0800-088-088.

Temps estival

L'ANTICYCLONE centré sur les pays de l'est génèrera, dimanche, un petit flux de sud et influencera les conditions sur notre pays. Il fera beau sur la plupart des régions et les températures dépasseront largementles normales saisonnières. Toutefois, la dépression située au large de l'Espagne favorisera quelques remontées nuageuses, en particulier sur le sud-ouest où quelques ondées pourront se produire.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les passages de nuages élevés n'empêcheront pas de belles périodes ensoleillées. Il fera de 23 à 27 degrés.

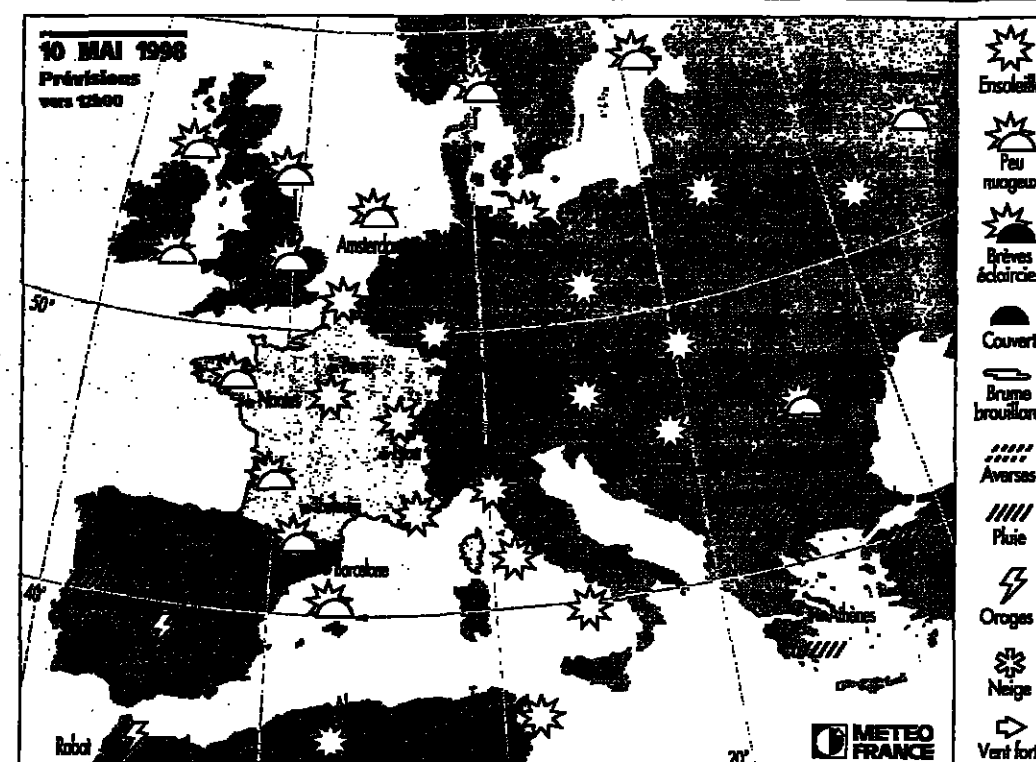
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le matin, quelques nuages élevés voileront parfois le soleil. L'après-midi, le ciel sera dégagé et il fera de 23 à 28.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Sur ces régions, le soleil brillera tout au long de la journée. Les températures seront estivales avec des maximums proches de 27 ou 28 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Les nuages seront parfois nombreux au cours de la journée, en particulier sur les régions le plus à l'ouest. L'après-midi quelques averses isolées se déclencheront. Sur les Pyrénées, un orage en soirée n'est pas à exclure. Il fera de 22 à 28 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur le Limousin, quelques nuages élevés circuleront. Sur les autres régions, le soleil brillera de tous ses feux. Les températures afficheront des valeurs exceptionnellement douces avec 25 à 28 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Sur le Languedoc-Roussillon, le petit vent de sud-est favorisera quelques entrées maritimes mais on bénéficiera tout de même de beaux rayons de soleil. Sur les autres régions le soleil dominera largement. Il fera de 23 à 28 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AUSTRALIE.** La compagnie Qantas, réputée pour son service à bord, commercialise, chez Légendes australiennes, une liaison aller-retour France-Australie, via Londres, Francfort ou Rome, avec une escale à Bangkok ou Singapour, à 5 780 F durant tout le mois de juin. On part, en France, de Paris et de province à destination de la ville australienne de son choix, à l'aller comme au retour. Réservation, tél. : 01-69-83-40-10.

■ **ALLEMAGNE.** En 1997, le nombre de nuitées des étrangers dans les établissements hôteliers allemands a augmenté pour la troisième année consécutive (33,4 millions). Il a progressé de 3,5 % comparé à 1996. Les Etats régionaux de l'Est (ex-RDA) ont vu en 1997 le nombre de nuitées des étrangers croître de 2,8 %, se rapprochant ainsi pour la première fois depuis la réunification de la hausse moyenne nationale.

PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville		Ville		Ville		Ville		Ville		Ville	
				PAPEETE	25/29 S	KIEV	13/23 S	VENISE	16/25 S	LE CAIRE	16/25 P
				POINTE-A-PIT.	23/30 P	LISBONNE	12/18 P	VIENNE	12/25 S	MARRAKECH	13/23 P
				ST-DENIS-RÉ.	22/28 N	LIVERPOOL	8/19 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	17/23 C
				EUROPE		LONDRES	10/20 S	BRASILIA	13/26 S	PRETORIA	8/21 S
				AMSTERDAM	13/21 S	LUXEMBOURG	14/24 S	BUENOS AIR.	16/24 C	RABAT	13/22 P
FRANCE métropole		NANCY	9/29 S	ATHENES	16/19 P	MADRID	13/17 P	CARACAS	25/31 P	TUNIS	14/26 S
AJACCIO	12/24 S	NANTES	12/25 N	BARCELONE	13/20 N	MILAN	15/28 S	CHICAGO	10/19 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	19/27 N	NICE	16/21 S	BELFAST	7/13 S	MOSCOU	9/19 N	LIMA	21/26 S	BANGKOK	27/35 C
BORDEAUX	16/27 N	PARIS	13/28 S	BELGRADE	13/25 S	MUNICH	13/24 S	LOS ANGELES	13/17 S	BOMBAY	25/33 S
BOURGES	12/28 S	PAU	13/24 S	BERLIN	16/24 S	NAPLES	14/26 S	MEXICO	19/30 S	DJAKARTA	27/32 C
BREST	10/21 N	PERPIGNAN	14/21 S	BERNE	10/27 S	OSLO	5/15 N	MONTREAL	13/16 P	DUBAI	25/36 S
CAEN	13/26 S	RENNES	12/29 S	BRUXELLES	15/23 S	PALMA DE M.	11/21 N	NEW YORK	13/15 C	HANOI	27/32 P
CHERBOURG	10/19 S	ST-ETIENNE	12/26 S	BUCAREST	11/22 N	PRAGUE	11/24 S	SAN FRANCIS.	10/15 N	HONGKONG	24/29 S
CLERMONT-F.	12/28 S	STRASBOURG	12/31 S	BUDAPEST	14/24 S	ROME	14/26 S	SANTIAGO/CHI	9/17 C	JERUSALEM	20/27 C
DIJON	9/25 S	TOULOUSE	15/25 S	COPENHAGUE	8/19 N	SEVILLE	16/21 P	TORONTO	12/18 N	NEW DEHLI	23/32 S
GRENOBLE	12/30 S	TOURS	13/30 S	DUBLIN	6/13 N	SOFIA	11/17 P	WASHINGTON	14/22 N	PEKIN	13/23 C
LILLE	13/26 S	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	14/26 S	ST-PETERSB.	5/15 N	**AFRIQUE**		SEOUL	15/22 C
LIMOGES	13/25 S	CAYENNE	24/31 N	GENEVE	11/25 S	STOCKHOLM	8/21 S	ALGER	15/26 S	SINGAPOUR	28/32 P
LYON	13/27 S	FORT-DE-FR.	23/30 P	HELSINKI	4/18 C	TENERIFE	13/16 S	DAKAR	21/25 S	SYDNEY	9/17 S
MARSEILLE	11/23 S	NOUMEA	23/27 P	ISTANBUL	14/18 P	VARSOVIE	13/24 S	KINSHASA	22/29 N	TOKYO	15/24 C

Situation le 9 mai à 0 heure TU

Prévisions pour le 11 mai à 0 heure TU

PRATIQUE

L'art de conter des histoires

IL ÉTAIT une fois un aréopage de femmes, les yeux ouverts sur le rêve, une esquisse de sourire au bord des lèvres. Par un matin pluvieux, elles écoutent l'histoire du grand, du gros, de l'énorme rutabaga que Mathurin essaie d'arracher de terre, sans résultat. Pour l'aider, Célestine, puis le chien et le chat, et bientôt tout l'auditoire, agrippent le malheureux fermier qui continue vainement à lutter contre le récalcitrant.

« Ce type de randonnée très simple est particulièrement bien adapté aux tout-petits », explique la conteuse, Hélène Vermeulin. Apparemment les adultes qui participent à la séance de formation qu'elle anime l'ont également beaucoup appréciée, et plusieurs d'entre elles notent rapidement l'ordre d'apparition des personnages pour le mémoriser.

Puis c'est au tour de Paule de prendre la parole. Debout, le regard brillant, elle convie d'une voix ferme ses complices de conteries à emboîter le pas d'Emelia, un simplet très paresseux, à qui, finalement, tout réussit. Et les voilà parties en Russie pour un voyage d'une vingtaine de minutes, sous la houlette à songes de l'ancienne dentiste.

Retraitées de plus ou moins fraîche date pour la plupart d'entre elles, ces apprenties conteuses ont suivi des itinéraires divers avant d'emprunter une fois par mois, ensemble, le chemin du merveilleux.

L'AMOUR DES RÉCITS

C'est la curiosité intellectuelle qui a poussé Paule à s'inscrire, pour la deuxième année consécutive, à cet atelier organisé par l'association L'Age d'or de France : *« J'avais envie de connaître un répertoire littéraire différent, et d'acquérir un vocabulaire varié »*, explique-t-elle.

Il est vrai que, lorsqu'elle était en activité, Paule n'avait avec ses patients que des échanges relativement limités : ça fait du bien de sortir des histoires de dents... Cependant, malgré le plaisir évident qu'elle prend – et suscite – quand elle raconte, Paule ne le fait que dans le cadre de cette formation. Son petit-fils de dix ans serait, de toute façon, plus sensible aux conflits intergalactiques qu'aux brochets qui parlent.

Jacqueline aussi ne conte que parmi ses coéquipières du lundi. Partageant avec elles l'amour des récits, Jacqueline cherche avant tout à s'affranchir de l'écrit et à apprendre à maîtriser son émotivité quand elle s'exprime oralement.

D'autres « amatrices », en revanche, sont d'actives colporteuses d'histoires, soit dans le cadre de leur activité professionnelle (enseignantes, éducatrices de jeunes enfants par exemple), soit pour leur compte personnel ou celui de L'Age d'or. Mais on peut bien sûr venir ici sans projet précis, comme Martine, la benjamine du cercle du lundi, qui dit se préparer *« pour l'avenir »*.

Ecoute et mise en bouche de contes relevant d'un répertoire varié, analyse de leur structure et comparaison des genres, travail de la mémoire et de la diction, recherche du mot et du ton justes qui donneront leur couleur aux images du récit et feront passer l'émotion : chacune trouve – et se découvre – un état d'innocence dans le plaisir de la parole partagée.

Conférences et ateliers mensuels, ou stages d'initiation et de perfectionnement en résidentiel : deux à trois cents personnes, des femmes quasi exclusivement, participent chaque année aux formations à l'art du conte proposées par L'Age d'or.

Sorties du rang, une trentaine d'entre elles interviennent régulièrement, au nom de l'association, dans des crèches, établissements scolaires, bibliothèques, centres de loisirs, hôpitaux ou maisons de retraite, à Paris et en banlieue.

PAROLE VIVANTE

Tout a commencé en 1977, quand les responsables d'une exposition de livres de jeunesse au Centre Georges-Pompidou ont demandé à L'Age d'or si des « mamies » accepteraient de venir raconter des histoires pour animer la manifestation. *« Avec plaisir,* ont répondu les grands-mères, *mais on a besoin d'apprendre. »*

L'association s'est alors tournée vers la bibliothèque de La Joie par les livres, qui a délégué auprès d'elle Evelyne Cévin et Bruno de La Salle, pionnier du renouveau du conte en France.

Les retraité(e)s de L'Age d'or ont tellement pris goût à l'art de conter que ces formations se sont progressivement structurées et multipliées. Sous l'impulsion de Bruno de La Salle, elle se sont également rapidement ouvertes à tous les âges et tous les publics.

« C'est très difficile de prendre la parole, et cela l'était peut-être plus encore pour cette génération de femmes qui ne l'a pas [fait] *dans la vie »*, souligne Evelyne Cévin, qui se félicite du caractère bigarré que présentent aujourd'hui les ateliers de L'Age d'or.

Dans les deux sessions qu'elle anime, la formatrice constate qu'il se tricote quelque chose de très beau entre les générations différentes : *« Le poids de la vie s'entend dans la façon dont chacune attrape et dit les récits qui la concernent, et une grande chaleur circule dans le groupe lors de ces moments d'écoute privilégiés. »* De bouche à oreille, la parole vivante s'en va, à petits pas contés, avec son mystérieux trousseau de clés.

Caroline Helfter

Aimer lire et apprendre à dire

● **L'Age d'or de France,** 1, rue Denis-Poisson, 75017 Paris. Tél. : 01-45-72-43-16. Ses séances d'apprentissage de l'art du conte sont agréées par la formation permanente et peuvent donc être prises en charge par un employeur. Pour connaître les autres activités organisées par l'association, tél. : 01-45-72-10-93.

● **La Joie par les livres,** Centre national du livre pour enfants, 8, rue Saint-Bon, 75004 Paris. Tél. : 01-48-87-61-95. Le centre propose également des stages ouverts à tous publics. Evelyne Cévin y gère en outre une très riche collection de contes et peut fournir les coordonnées d'associations et de conteurs exerçant partout en France.

● **Conférence.** La Joie par les livres organise au Musée des arts et traditions populaires (Paris), le 19 novembre prochain, une journée intitulée : « Contes et identités culturelles ». Renseignements : 01-48-87-61-95.

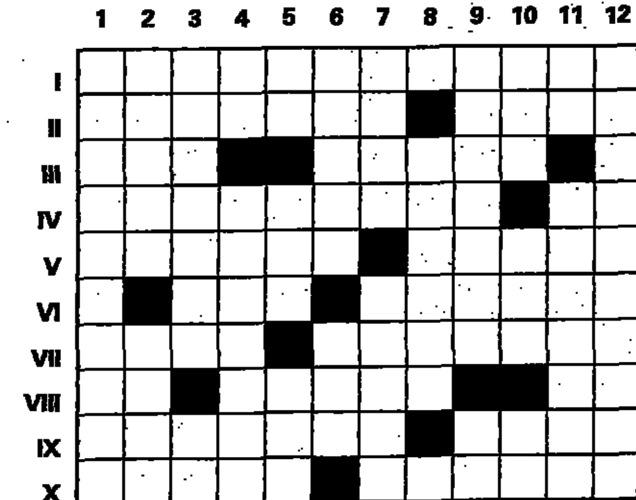
● **Fondé en 1981** par Bruno de La Salle, le Centre de littérature orale (quartier Rochambeau, 41100 Vendôme. Tél. : 02-54-72-26-76) est un autre lieu de ressources et de formation important.

● **Lecture :** *Le Renouveau du conte,* sous la direction de G. Calame-Griaule, éditions du CNRS, 1991, 450 p., 215 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98111

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. N'a pas besoin de modèle. – II. Un beau discours autour du feu. S'apparente au sanskrit. – III. Un rien populaire. Propos de chat. – IV. Autre propos de chat. A régler. – V. Touché en profondeur. Présenter pour la première fois. – VI. Sigle industriel. Tombera comme la bobinette après tirage. – VII. Maître des forges. Précipitât l'action. – VIII. Son ascension fut résistible. Mis un peu de couleur. Conjonction. – IX. Rapprochement. Une image pour renforcer l'image. – X. Du genre raisonnable. Sa mise devient courante dans la vie publique.

VERTICALEMENT

1. Leurs aspirations ne tirent pas à conséquence. – 2. Apporte de la lumière en façade. Retenue. – 3. Opéra de Verdi venu de Babylone. Départ d'une grande série. – 4. Marque de mépris. Organisations militaires. – 5. En France. Grand découpage historique. Cierge à demi consumé. – 6. Son coup permet de se reprendre. Spécialiste en raccourci. – 7. Sans aucune fioriture. Boîte que l'on évitera d'ouvrir trop souvent. – 8. Leurs vibrations sont amplifiées par l'instrument. – 9. André, Barthélemy, Jude et les autres. Ouvre la marche. – 10. Figure héraldique. Lentille fourragère. Club de foot. – 11. Personnel. Troublé, de la tête ou de l'estomac. – 12. Présence discrète.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98110

HORIZONTALEMENT

I. Vaticinateur. – II. Achrome. OP. – III. Mire. Praline. – IV. PEA. Joviales. – V. Irc (cri). Elu. Rets. – VI. Tirade. – VII. Issue. Eve. Ay. – VIII. Sa. Cuirassée. – IX. Empira. Ode. – X. Ruisselantes.

VERTICALEMENT

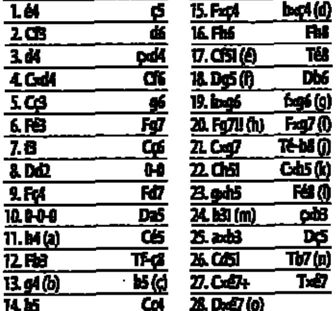
1. Vampiriser. – 2. Acier. SAMU. – 3. Thraces. Pi. – 4. Ire. Ucis (cuis). – 5. Co. Jeteurs. – 6. Impoli. Iae. – 7. Nervurer. – 8. Aï. Avala. – 9. Tôlardes. – 10. Epilée. Sot. – 11. Net. Aède. – 12. Réessayées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

ÉCHECS

N° 1791

Championnat de Grande-Bretagne, (Birmingham, 1998)
Blancs : J. Nunn. Noirs : C. Ward.
Défense sicilienne. Variante du dragon.



Blancs	Noirs	Blancs	Noirs
1. é4	ç5	15. Fxç4	bxç4 (d)
2. Cf3	d6	16. Fh6	Fh8
3. d4	çxd4	17. Cf5!! (é)	Té8
4. Cxd4	Cf6	18. Dg5 (f)	Db6
5. Cç3	g6	19. hxg6	fxg6 (g)
6. Fé3	Fg7	20. Fg7!! (h)	Fxg7 (i)
7. f3	Cç6	21. Cxg7	Té-b8 (j)
8. Dd2	0-0	22. Ch5!	Cxh5 (k)
9. Fç4	Fd7	23. gxh5	Fé8 (l)
10. 0-0-0	Da5	24. b3! (m)	çxb3
11. h4 (a)	Cé5	25. axb3	Dç5
12. Fb3	Tf-ç8	26. Cd5!	Tb7 (n)
13. g4 (b)	b5 (c)	27. Cxé7+	Txé7
14. h5	Cç4	28. Dxé7 (o)	

NOTES

a) Ou 11. Fb3, Tf-ç8 ; 12. h4.

b) Quelques semaines plus tôt, Nunn joua contre le même adversaire 13. h5 et obtint un bon jeu après 13..., Cxh5 ; 14. Cd5, Dxd2+ ; 15. Txd2, Rf8 ; 16. g4, Cf6 ; 17. Td-h2. 13. Rb1 est aussi souvent joué.

c) La suite 13..., Cç4 ; 14. Fxç4, Txç4 ; 15. h5, Ta-ç8 ; 16. Cb3, Da6 ; 17. hxg6, hxg6 ; 18. é5, Cxg4 ; 19. fxg4, Fxg4 ; 20. Dh2 donne lieu à de grandes complications le plus souvent favorables aux Blancs.

d) En reprenant avec le pion b, les Noirs ouvrent la colonne b.

e) Une menace de mat, 17. Rb1.

f) Menace maintenant de gagner la D ennemie par 19. Cxé7+. Dans une partie par correspondance Pavlov-Vaskin (1994-1996), les Blancs trouvèrent le coup inouï 18. Fg7!! et obtinrent une forte initiative après 18..., Fxd5 ; 19. Fxh8, Rxh8 ; 20. éxd5. Sur 18. Fg7 la variante 18..., Fxg7 ; 19. Cxg7, Rxg7 ; 20. hxg6 donne aux Blancs de grandes chances de gain. Par exemple, 20..., Tg8 ; 21. Dh6+, Rh8 ; 22. Dxh7+!, Cxh7 ; 23. Txh7 mat.

g) Et non 19..., hxg6? ; 20. Ff8! avec gain.

h) L'idée de Pavlov. Il faut éviter la fausse bonne variante 20. Cxé7+?, Txé7 ; 21. Cd5, Cxd5 ; 22. Dxd5+, Té6 ; 23. Dxa8+, Té8 ; 24. Dd5+, Fé6 ; 25. Dxd6, Fxb2+ ; 26. Rb1 (si 26. Rd2, Df2 mat), Db7! et les Noirs gagnent.

i) Si 20..., Fxf5 ; 21. Fxh8, Rxh8 ; 22. gxf5, Ta-b8 ; 23. fxg6!, Dxb2+ ; 24. Rd2, Tg8 ; 25. Dxf6+!, éxf6 ; 26. Txh7 mat.

j) Après 21..., Rxg7 ; 22. Dh6+, Rf7 ; 23. Cd5! les Noirs tombent dans d'énormes difficultés.

k) 22..., Dxb2+ ne mène à rien : 23. Rd2, Tf6 ; 24. Cxf6+, éxf6 ; 25. Dd5+, Rh8 ; 26. Tb1, Da3 ; 27. Tb7, Ta-d8 ; 28. Dé6! avec gain.

l) Curieusement, le pion b2 est empoisonné : si 23..., Dxb2+ ; 24. Rd2, Fé8 ; 25. hxg6, Fxg6 ; 26. Txh7!!, Rxh7 ; 27. Th1+, Rg7 ; 28. Dxé7+, Rg8 ; 29. Df6!

m) La même combinaison ne marche plus : 24. hxg6, Fxg6 ; 25. Txh7, Rxh7 ; 26. Th1+, Rg7 ; 27. Dxé7+, Rg8 ; 28. Df6 à cause de 28..., Fh7 ; 29. Cd5, Dxb2+. La position des Noirs est inférieure.

n) Et maintenant sur 26..., é6, la combinaison précédente fonctionne : 27. hxg6, Fxg6 ; 28. Txh7!

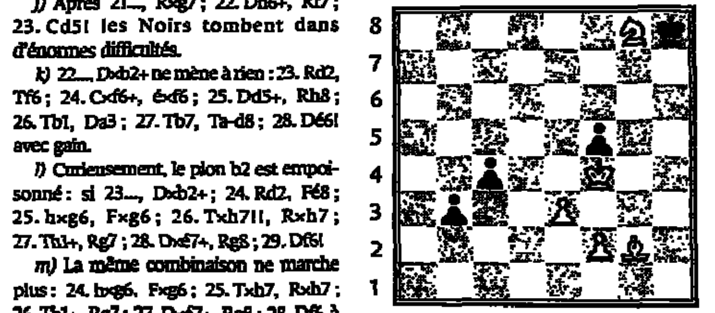
o) Après ce gain de la qualité, la victoire des Blancs n'a posé aucun problème : 28..., Tç8 ; 29. Th2, gxh5 ; 30. Tg2+, Fg6 ; 31. Txd6, Dé3+ ; 32. Tg-d2, Tf8 ; 33. Td8, Txd8 ; 34. Dxd8+, Rg7 ; 35. Dd4+, Dxd4 ; 36. Txd4, h4 ; 37. Rd2, h3 ; 38. Ré3, Rh6 ; 39. Rf4, abandon.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1790
A. S. NASANIAN (1937).

(Blancs : Rf8, Fç8, Cg8, Pb3, é3. Noirs : Rh7, Pb4, b2, d7.).

1. Fb7, d5! (si 1..., b1=D ; 2. Fé4+, Dxé4 ; 3. Cf6+) ; 2. Fxd5, b1=D ; 3. Fé4+, Rh8!! ; 4. Ch6!! (et non 4. Fxb1, pat), Dxé4 (forcé sinon 5. Cf7 mat) ; 5. Cf7+, Rh7 ; 6. Cg5+ et 7. Cxé4.

ÉTUDE N° 1791
V. A. ASMOLOV (1970)



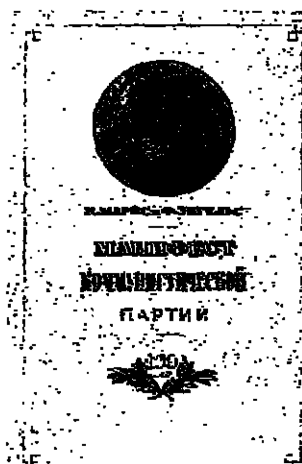
Blancs (5) : Rf4, Fg2, Cg8, Pé3, f2.
Noirs (4) : Rh8, Pb3, ç4, f5.
Les Blancs jouent et gagnent.

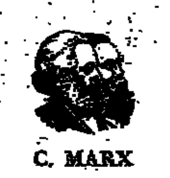
Claude Lemoine

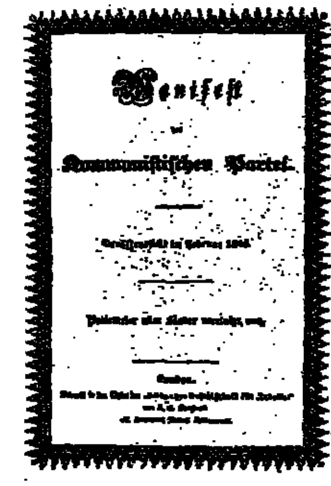
ANNIVERSAIRE Du mercredi 13 au samedi 16 mai doit avoir lieu à Paris une rencontre internationale pour commémorer les 150 ans du *Manifeste du parti communiste*, publié en 1848 par Marx et Engels. Mais la commémoration d'un texte combatif n'empêche pas les tentatives d'actualisation critique de la pensée marxiste. ● PARADOXALEMENT, c'est en direction des Etats-Unis que s'est déplacé le centre des études marxistes, alors que s'estompent les souvenirs de la guerre froide. En France, la commémoration de Marx sert aussi au Parti communiste français à affirmer son autonomie face au Parti socialiste. ● DEUX philosophes – l'un marxiste : Daniel Bensaïd, professeur à Paris-VIII, l'autre pas : Pierre Rosanvallon, de la Fondation Saint-Simon – évaluent *contradictoirement* l'actualité d'une pensée qui cherche son renouveau, quelques années après la chute du mur de Berlin.

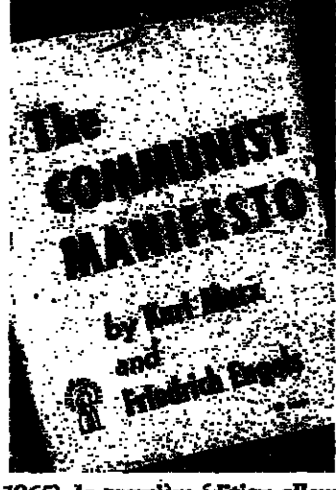
La jeunesse intacte du vieux débat marxiste

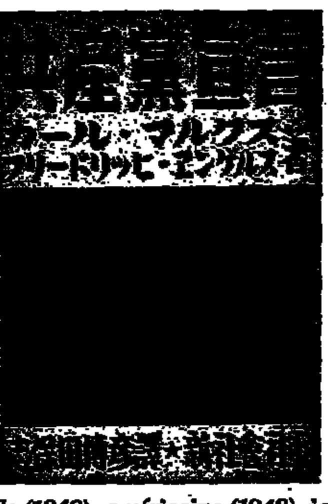
Du 13 au 16 mai, plusieurs centaines d'historiens, philosophes et économistes d'obédience marxiste se réunissent à Paris pour discuter de la pertinence de l'œuvre de leur mentor, 150 ans après la publication du « Manifeste »













Différentes éditions du « Manifeste du Parti communiste » : russe (Moscou, 1948), espagnole (Pékin, 1965), la première édition allemande (1848), américaine (1948), japonaise (1948), roumaine (1958).

D.R.

MOINS DE DIX ANS après l'effondrement du bloc socialiste, quelle actualité, quelle pertinence conservent le *Manifeste du parti communiste*, de Karl Marx et Friedrich Engels, publié en janvier 1848, et l'œuvre de Marx tout entière ? Cette capacité d'« actualisation permanente », dont, en 1952 déjà, Raymond Aron reconnaissait la force – même s'il l'attribuait aux « équivoques » de la pensée de Marx –, plusieurs centaines de chercheurs venus du monde entier viendront la plaider à Paris, du 13 au 16 mai. Leur rassemblement, mêlant témoins, économistes, historiens et philosophes, tous d'inspiration marxiste, traduit une évolution, sensible dès les années 80, qui fait passer peu à peu le marxisme du catéchisme à l'université. Aujourd'hui, le marxisme, toujours militant mais quelque peu « laïcisé », se cherche hors les murs à demi écroulés des « instituts » et des « Etats-guides » de naguère. Paradoxalement, son centre universitaire semble s'être déplacé d'Europe aux Etats-Unis. Mais Paris reste une étape importante de cette nouvelle « internationale », l'un des refuges de l'idéal et de l'héritage communistes.

Marx lui-même appréciait de la France sa riche tradition de révolutions politiques (vouant l'Allemagne à la philosophie, et l'Angleterre à l'économie). Pourtant, son *Manifeste*, le plus politique de ses ouvrages, ne fut traduit en français qu'au lendemain de la Commune, soit près de vingt-cinq ans après sa première édition. Il parut pour la première fois dans un journal d'émigrés français de New York – *Le Socialiste* – en 1872 (avant d'être à nouveau traduit en 1885 par Laura Lafargue, la propre fille de Marx, épouse de l'auteur du *Droit à la paresse*). L'histoire de la diffusion de ce texte-programme, dont la première édition allemande totalisait 23 pages, épouse celle du développement de ce qu'on a appelé le « mouvement ouvrier » dans le dernier tiers du XIXe siècle. A l'origine, *Le Manifeste* était né d'une commande de La Ligue des communistes, petit groupe à l'existence éphémère, formé au milieu de l'année 1847. En dépit de la coïncidence des dates, en dépit de ses accents mi-scientifiques mi-prophétiques, et de la conclusion devenue devise ou slogan (« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* »), l'opuscule n'a joué presque aucun rôle direct, ni sur le « printemps des peuples » ni sur la révolution de février 1848 en France. L'effet fut à retardement.

Un siècle et demi plus tard, certains n'hésitent pas à comparer la diffusion du *Manifeste* à celle des Evangiles ! Plus simplement, une édition de 1932 a été décrite comme « *l'édition à plus grand tirage jamais réalisée en anglais* ». Le succès ou la mévente du *Manifeste*, tout au long de ces cent cinquante années d'usage et de lectures, constituent une sorte d'indicateur de la faveur dont jouit l'idée communiste – ce « *spectre qui hante l'Europe* », comme le dit la première phrase de l'ouvrage, longuement glosée par le philosophe Jacques Derrida dans son *Spectres de Marx* (1993).

Le marxisme renouvelé peut-il évacuer d'un revers de la main le problème du lien entre l'œuvre de Marx et le « socialisme réel » ?

En Chine, par exemple, la traduction du *Manifeste* fut tardive, et l'ouvrage ne fut véritablement lu que dans les années 20, notamment dans cette « pépinière » qu'avait été le Paris des Années folles pour les futurs dirigeants de Pékin, Zhou Enlai et Deng Xiaoping. En 1936, Mao Zedong confia au journaliste américain Edgard Snow que « *trois livres dont* Le Manifeste du parti communiste *traduit par Chen Wangdao* [au début de 1920], *marquèrent mon esprit d'une profonde empreinte et affermirent en moi la foi marxiste* ». Omniprésent sur les rayonnages des librairies chinoises de l'époque de la « Grande Révolution culturelle », dans les années 60 (aux côtés du *Petit Livre rouge*), *Le Manifeste* serait en revanche aujourd'hui depuis longtemps épuisé. Quoi qu'il en soit, Deng Xiaoping, cinq ans avant sa mort en 1997, pensait toujours que *Le Manifeste*, surtout à cause de sa brièveté, constituait la meilleure forme d'initiation au « *marxisme-léninisme* ».

Le marxisme n'en est pas pour autant figé à l'orthodoxie des Etats qui, de La Havane à Hanoï, l'érigent encore en philosophie officielle. Le regard des marxistes de 1998 sur l'œuvre, s'il demeure généralement marqué par l'adhésion, n'évite pas la distance critique. Beaucoup s'accordent ainsi à considérer que la réflexion politique est ce qu'il y a de plus inaccompli chez l'auteur du *Capital*. Pour combler cette lacune, un philosophe comme Jacques Bidet, de l'université de Paris-X Nanterre, confronte le marxisme à la problématique du contrat, jusque-là apanage de la pensée politique libérale. L'Allemand Jürgen Habermas, dont l'œuvre doit tant à Max Weber, adversaire résolu du marxisme, se réfère à Marx, dans ses propres réflexions sur la démocratie et sa critique de l'« *égalité formelle* ». Jeune sociologue français, Philippe Corcuff, s'il en souligne le caractère parfois objectif et figé chez Marx, ne renonce pas pour autant à la notion de « classe ». Même s'il préfère, à la suite de Pierre Bourdieu, voir dans la classe une construction sociale et non une réalité objective. Dans le domaine de l'économie aussi, le travail d'actualisation est en cours, qui, entre autres sujets « marxiens », trouve son expression dans des revues comme *Actuel Marx* (PUF).

Nombreux sont en revanche les marxistes qui pensent que le cours de l'histoire a définitivement infirmé le diagnostic du *Manifeste*, sur l'inéluctable autodestruction du capitalisme – constat osé dès la fin du siècle dernier par le socialiste « révisionniste » Edouard Bernstein. Plus que le Marx prophète scientiste, ce sera donc le Marx « critique » – du capitalisme, de l'aliénation voire de la société moderne – qui retiendra désormais l'attention.

L'*aggiornamento* du marxisme, s'agissant d'une philosophie qui se voulait, au rebours de l'idéalisme allemand, principalement orientée vers la transformation du monde, pourra-t-elle cependant faire longtemps l'économie du bilan des régimes qui s'en réclamèrent ? Le marxisme renouvelé peut-il évacuer d'un revers de la main le problème du lien entre le *Manifeste*, l'œuvre de Marx et le « socialisme réel » ? A lire les contributions envoyées d'une bonne cinquantaine de pays à l'occasion de la rencontre du 13 mai, force est de constater que la question n'est pas encore véritablement posée.

C'est à cause de ce silence, d'ailleurs, qu'un homme comme Louis Janover, auteur d'un pamphlet, *L'Idée anticommuniste au XXe siècle* (éd. Sulliver, 1998), qui fut avec Maximilien Rubel l'éditeur de Marx dans La Pléiade, proteste, en parlant, à propos de la rencontre organisée par Espaces Marx, de « *mystification* ». « *Après avoir enterré Marx une première fois*, dit-il, *en couvrant de son nom et du manteau du communisme un système d'oppression qui a été la négation radicale de tous les principes exposés dans* Le Manifeste, *nombre d'organisateurs et de participants s'apprêtent à le tuer une seconde fois : en utilisant cet anniversaire tombé du ciel pour se dissocier de cette sinistre expérience, sans plus donner d'explication que si elle avait été une parenthèse, un détail de leur engagement qui n'engagerait en rien le présent.* »

Pour les participants de la rencontre de Paris, nul doute que le marxisme survivra à la terreur qui fut exercée en son nom. L'historien britannique Eric Hobsbawm juge même certaines visions du *Manifeste* plus « actuelles » qu'elles ne l'étaient en 1848. Quand *Le Manifeste* fut écrit, remarque-t-il, le protectionnisme économique régnait en Europe. En 1998, la mondialisation de l'économie capitaliste, décrite par Marx en une sorte d'anticipation, est un fait acquis. Autre exemple : la famille et les sentiments, dont Marx et Engels disaient que la société bourgeoise les dissolvait « *dans les eaux glacées du calcul égoïste* ». À l'heure où, dans les pays occidentaux industrialisés, « *environ la moitié des enfants naissent de femmes célibataires ou sont élevés par elles* », écrit Hobsbawm, ce pronostic aussi se confirmerait. « Société bourgeoise », « invidualisme formel » ou « néolibéralisme hégémonique » ne sont plus les seuls ennemis théoriques d'un marxisme qui se veut renaissant. Il a aussi des adversaires à gauche, auprès de ceux qui en critiquent l'« *eurocentrisme* » ou qui, comme l'Américain Edward Saïd, disent retrouver sous la plume de Marx les pires préjugés de l'« *orientalisme* », c'est-à-dire d'une érudition occidentale, mobilisée au service du colonialisme... Face à cette offensive, le marxisme ne finit-il pas par prendre les traits d'un pôle de résistance universaliste face aux revendications identitaires, ethniques ou religieuses ? Pourtant, une pensée marxiste, attentive au problème des nationalités, comme celle d'Otto Bauer, théoricien de l'« austro-socialisme » au début du XXe siècle, ne pourrait-elle servir utilement demain à résoudre rationnellement les convulsions nationalistes qui se sont réveillées en Europe et ailleurs ? A l'ère de l'individu-roi, toute pensée du collectif a quelque chose de rassurant. Voila pourquoi une théorie aussi chargée d'histoire peut encore prétendre à l'actualité, en *1998*, cent cinquante ans après la parution du *Manifeste*.

N. W.

Pierre Rosanvallon, directeur d'études à l'EHESS, secrétaire général de la Fondation Saint-Simon

« On ne peut pas fonder le changement social seulement sur les droits de l'homme »

Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Pierre Rosanvallon, né en 1948, est secrétaire général de la Fondation Saint-Simon. Son dernier ouvrage est *Le Peuple introuvable* (Gallimard).

« Pensez-vous que la commémoration des cent cinquante ans du *Manifeste* traduise un véritable regain du marxisme à gauche ?

– Il y a, dans cette commémoration, un aspect nostalgique, dans la mesure où la célébration du *Manifeste* permet, en s'inscrivant dans une continuité, de faire comme si le message communiste avait conservé toute son actualité. Il y a une deuxième fonction, plus politique : la gauche et, en tout cas, l'extrême gauche sont en quête de réidentification intellectuelle. Le simple recours à la sociologie ne suffit en effet pas à faire vivre une vision du monde. Mais le choix du *Manifeste* comme emblème de cette refondation me paraît fort discutable. Car ce dont la France souffre aujourd'hui, c'est d'une dissociation trop grande entre l'univers de la discussion politique et l'univers de la réflexion. Mettre ainsi en avant l'un des textes les plus combatifs, mais aussi les plus schématiques de Marx, ce n'est pas forcément la bonne façon de lier les deux.

– N'estimez-vous pas que la question du lien entre cette œuvre et la terreur qui a régné dans les régimes communistes devrait au moins être posée ?

– Cette question a fait l'objet de nombreuses discussions dans les années 70, lorsque Alexandre Soljenitsyne a publié *L'Archipel du Goulag* en 1974. Je pense que l'interprétation qui consiste à dire que la pensée de Marx a produit directement le Goulag est trop courte. En revanche, on doit comprendre comment le projet d'émancipation affiché du marxisme s'est « retourné » en société d'aliénation et d'oppression dans les régimes communistes. Il me semble intéressant d'analyser les mécanismes politiques et le schéma de confiscation du pouvoir, d'identification forcée du peuple à un parti et à un chef suprême par lesquels renaît, dans le communisme, de manière exacerbée, la figure traditionnelle de la représentation-incarnation du monarque.

– Quelle est, selon vous, l'actualité de l'œuvre de Marx ?

– Je pense que si Marx est un penseur important, c'est que, lorsqu'il écrit des années 1840 aux années 1880, il ne décrit pas simplement la société économique qu'il a sous ses yeux. A travers elle, il saisit l'essence de la société moderne qui est en train de se créer. Ce que Marx a compris plus particulièrement, c'est le caractère destructeur de la société individualiste capitaliste, qui « abstractise » la société et rend les individus étrangers à eux-mêmes.

» Cela dit, il y a une déficience fondamentale chez Marx, source de bien des problèmes dans son œuvre et de bien des illusions dans celle de ses successeurs : l'absence d'une véritable pensée du politique. D'autre part, la modernité ne peut pas simplement être caractérisée politiquement, juridiquement ni même économiquement. On ne peut plus, pour étudier les transformations de l'humanité, faire l'économie d'une compréhension anthropologique, psychologique, des phénomènes sociaux.

– La critique que Marx fait de l'émancipation « formelle » des sociétés bourgeoises conserve-t-elle une pertinence, dans une société où les droits de l'homme, hérités de 1789, sont devenus l'horizon de toute politique ?

– La critique que Marx fait des droits de l'homme est très proche de celle des théoriciens contre-révolutionnaires des débuts du XIXe siècle, lesquels reprochent à la société bourgeoise naissante de valoriser l'homme des droits abstraits aux dépens de l'homme concret des besoins. Il ne faut pas oublier, à ce propos, que les premières grandes critiques du capitalisme, en Occident, émanent des cercles légitimistes. La grande différence entre Marx et les contre-révolutionnaires tient à ce que ces derniers entendaient simplement moderniser l'Ancien Régime. Marx, lui, oscille entre une pensée communautariste nostalgique et un individualisme radical. Il pense qu'il faut retrouver l'unité de la société ancienne, mais dans un monde qui accomplisse vraiment l'individu moderne.

– N'est-ce pas paradoxal de faire de Marx un penseur de l'individu ?

– J'ai toujours défendu cette interprétation de Marx, que l'on retrouve dès mon *Capitalisme utopique* (Seuil, 1979). Marx montre très bien que la société communiste d'abondance n'est pas simplement celle qui permet de dépasser les besoins, mais également celle qui verra le plus extraordinaire développement de l'art que l'on ait jamais connu. Or qu'y a-t-il de plus individuel que l'art ? De ce point de vue, l'utopie d'une société communiste d'abondance qui vise à assurer le plein épanouissement de l'individu s'inscrit bien dans la vision libérale.

– Quelle est le thème qui, selon vous, aurait été le mieux adapté à cette entreprise de « réidentification » de la gauche que vous évoquiez ?

– Organiser un colloque sur « Droits de l'homme et émancipation » aurait été un très beau sujet. Ou bien une rencontre autour de « Marx et les droits de l'homme », car la compatibilité entre les deux références, à Marx et aux droits de l'homme, fait problème ; le lien entre l'antilibéralisme économique et l'hyperlibéralisme des mœurs ne va pas de soi. On voit bien aussi comment les droits de l'homme sont à la fois un formidable instrument d'émancipation pour la société contemporaine et comment on ne peut pas seulement fonder le changement social sur eux. Certes, les droits de l'homme permettent la construction de l'autonomie de l'individu, séparent le privé du public, et, pour une part, le changement politique est l'accomplissement de cette autonomie. Mais il nécessite également la reformation du lien social. Là-dessus, l'étude de Marx peut nous apporter beaucoup. »

Propos recueillis par Nicolas Weill







SYBILLE BERGEMANN/OSTKREUTZ

Le monument Marx-Engels-Denkmal, près de l'atelier du sculpteur Ludwig Engelhardt (Gummlin, île Usedom, ex-RDA), en novembre 1980, avant son installation à Berlin-Est.

Daniel Bensaïd, philosophe, maître de conférences à l'université Paris-VIII

« Penser avec Marx, contre Marx, pas sans lui »

Né à Toulouse en 1946, Daniel Bensaïd croise sa réflexion de philosophe, son engagement de militant trotskiste et un travail de réinterprétation de l'oeuvre de Marx. Son dernier livre est *Le Pari mélancolique* (Fayard, 1997).

« Le Manifeste du Parti communiste n'a-t-il pas plus vieilli que d'autres oeuvres de Marx ?

– La rencontre "150 ans, un monde à changer", organisée à l'initiative d'Espaces Marx, entend éviter aussi bien la commémoration pieuse que la célébration académique. Il s'agit d'une confrontation pluraliste au présent. Nous n'entendons donc pas retourner au *Manifeste*, mais repasser par lui pour aborder les questions brûlantes du jour : la mondialisation, les métamorphoses du travail, les incertitudes du progrès, les défis écologiques, l'enjeu révolutionnaire de la démocratie... L'écho international (des contributions et des partenariats de plus de soixante-dix pays, représentant tous les continents) témoigne amplement de "l'actuel encore actif" du *Manifeste*.

» Publié début 1848, il s'inscrit dans l'imminence de l'événement qui casse en deux l'histoire du monde moderne. Bien sûr, le texte a l'âge de ses auteurs et le ton d'une époque. Mais il garde aussi la fraîcheur et l'élan des commencements, du moment où le regard se dessille, se "désabuse", pour déchiffrer la logique profane du capital. A lire ces pages, on saisit, à l'état naissant, le vertige moderne devant l'évaporation de ce qui était "stable et solide", devant la désacralisation des valeurs qui "partent en fumée" ; au fil du texte prend chair la lutte des classes, s'esquisse la dynamique de la mondialisation marchande, s'annonce déjà l'étroitesse fatale des nations...

– En 1995, vous donniez comme sous-titre à votre livre Marx l'intempestif : "Grandeurs et misères d'une aventure critique". Pourriez-vous définir les parts actuelles de cette grandeur et de cette misère ?

– La grandeur, c'est le surgissement d'une pensée à la hauteur d'une époque qui, en dépit de changements considérables, est encore la nôtre : celle du règne généralisé de la marchandise. Cette pensée retentit – selon la belle formule de Gérard Granel – comme "un coup de tonnerre inaudible" pour la plupart de ses contemporains. Cette intempestivité fait que, bon gré mal gré, on est bien obligé aujourd'hui de penser avec Marx, ou contre Marx, en tout cas pas sans lui. Quant aux misères, elles sont à chercher du côté des orthodoxies – de parti ou d'Etat – qui ont étouffé les braises de la subversion sous les cendres de l'ordre, noyé l'événement révolutionnaire dans le fleuve tranquille d'un progrès à sens unique.

– Vous semblez établir une filiation qui irait de Marx à Benjamin en passant par Péguy. En quoi ces deux derniers expriment-ils la modernité de Marx ?

– S'agissant de Péguy, on ne peut pas parler de filiation. Le Péguy socialiste est familier de Guesde, de Jaurès, de Herr, pas de Marx. Ce qui frappe, dans la constellation Sorel-Péguy-Bernard Lazare, c'est leur résistance instinctive à la pétrification positiviste de la doctrine socialiste, transformée sous leurs yeux en idéologie dominante des bureaucraties syndicales et parlementaires naissantes.

> « Les misères du marxisme sont à chercher du côté des orthodoxies de parti ou d'Etat »

Le rapport entre Péguy et Benjamin est en revanche explicite, de la part du second, qui déclare son affinité envers "*la mélancolie maîtrisée*" du premier. Entre la *Clio* de Péguy et les *Thèses sur le concept d'histoire* de Benjamin, les résonances sont évidentes. Mais la conscience tragique d'un péril imminent rend Benjamin sensible à certaines idées pionnières de Marx, ignorées ou refoulées par les orthodoxies sociale-démocrate et stalinienne de l'époque : sa critique d'une idée abstraite du progrès, de la fantasmagorie marchande, du culte religieux du travail... Benjamin retrouve ainsi les accents des *Manuscrits de 1857-1858*. Ses *Thèses* constituent à leur tour une sorte de manifeste, qui contribue à libérer Marx de sa captivité dogmatique.

– A quelles parts de la pensée de Marx la "gauche plurielle" doit-elle se référer ?

– Entre la gauche plurielle – c'est-à-dire la gauche gouvernante – et Marx, il n'y a guère de rapports. Faisant référence ainsi à l'abandon officiel de toute référence marxiste par la social-démocratie allemande, Laurent Fabius a d'ailleurs revendiqué un Bad-Godesberg du socialisme français. Il est clair que l'engagement militant de Marx à "changer le monde" (indissociable de sa *Critique de l'économie politique*) est incompatible avec la gestion loyale du franc fort, le service du CAC 40, et la soumission au despotisme des marchés financiers. Un fil rouge traverse de part en part *Le Manifeste*, c'est la question de la propriété. La loi du marché et du profit, l'exploitation et l'aliénation du travail salarié, l'appropriation privée des moyens de production et d'échange, font système. La question de l'appropriation sociale – quelles qu'en soient les formes combinées de coopération et d'autogestion – est donc plus actuelle que jamais. Elle a été au coeur de tous les projets socialistes, communistes, ou libertaires. En quoi une gauche qui y renoncerait serait-elle encore socialiste, pour ne pas dire communiste ?

– N'est-on pas cependant en droit de chercher chez Marx une origine à la terreur qui s'est exercée en son nom, après 1917 ?

– Chercher dans la philosophie une "origine" de la terreur bureaucratique (chez Platon ?, chez Rousseau ?, chez Marx ?), c'est quitter l'histoire pour le mythe, éliminer le conflit des forces et l'incertitude de ses dénouements au profit d'une misérable généalogie du concept : l'idée qui tue, responsable de tout ! Curieux déterminisme idéologique chez ceux qui reprochent volontiers à Marx son prétendu déterminisme économique... Ce dernier a surtout pensé la politique de son temps, et en particulier la politique hors de l'emprise de l'Etat : celle qu'inventent les exclus de la politique étatique. Une politique de l'opprimé, en somme. Il a également prêté attention à une politique de l'événement – des guerres et des révolutions – où le possible contrarie le nécessaire pour conjurer la force apparente du destin. Il n'a guère pensé, en revanche, la politique et la représentation dans leur dimension institutionnelle, la formation de la volonté générale dans le jeu de la pluralité, les rapports complexes du politique au juridique... Ces points aveugles assignent une tâche de réflexion urgente sur la démocratie à ceux et celles qui veulent continuer à penser avec Marx. »

Propos recueillis par *Nicolas Weill*

Vade-mecum

● **Un colloque international.** Le *Manifeste du Parti communiste* de Karl Marx aura cent cinquante ans cette année. A cette occasion, un colloque international intitulé « Un monde à gagner », organisé à l'initiative de l'Association Espaces Marx et du groupe de la Gauche unitaire européenne au Parlement européen, se tient du 13 au 16 mai à la Bibliothèque nationale de France, à Paris.

● **Parrainage.** Un comité de parrainage national et international comprenant plusieurs centaines de personnalités originaires d'une soixantaine de pays – les anciens Etats du bloc communiste sont relativement peu représentés – a été mis en place pour cette rencontre, qui sera coordonnée par Francette Lazard, membre du comité national du PCF. De nombreuses contributions préparatoires ont été rassemblées en plusieurs brochures destinées à circuler parmi les participants.

● **Quatre thèmes de réflexion.** Séances plénières et ateliers s'ordonneront autour de quatre thèmes : « *Le Manifeste*, d'une époque à l'autre » (jeudi 14 mai, au matin) ; « La réalité sociale du temps du *Manifeste* aux enjeux du monde d'aujourd'hui » (jeudi 14 mai, après-midi) ; « Une intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique ? » (vendredi 15 mai, au matin) ; « Quels acteurs pour quelle "révolution" ? » (vendredi 15 mai, après-midi). La séance plénière de clôture aura lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, samedi 16 mai à 14 heures. Secrétariat de la rencontre : 64, boulevard Auguste-Blanqui, Paris 13e. Tél. : 01-42-71-88-69. Ouvert au public.

● **Bibliographie.** Le texte du *Manifeste du Parti communiste* est disponible dans le recueil *Philosophie*, publié dans la collection « Folio-Essais » (Gallimard). Philippe Videlier a consacré, sous le titre *La Proclamation du Nouveau Monde*, une étude aux premières éditions du *Manifeste* en français (éd. Paroles d'Aube).

Une pensée toujours au centre des débats universitaires aux Etats-Unis

EN TANT que mouvement politique, le communisme n'a pas réussi à s'implanter aux Etats-Unis. Mais *Le Manifeste*, lui, y a été rapidement traduit. Et la pensée de Marx n'a jamais cessé d'y jouer un rôle dans le débat intellectuel. On l'oublie quelquefois : un Américain, John Reed, fut l'un des premiers étrangers à s'enthousiasmer pour la révolution russe. Dans les années 20, le philosophe pragmatiste John Dewey, politiquement à gauche sans être marxiste, ne craignait pas de discuter publiquement les théories de Marx. Bien plus : alors que Trotski, exilé d'URSS depuis 1929, incarnait le diable, pour l'Occident comme pour Staline, Dewey n'hésitait pas à se rendre en 1937 à Mexico, afin d'y présider une commission d'enquête destinée à faire la lumière sur les prétendus crimes attribués à Trotski. Après examen du dossier, la commission déclara ce dernier innocent.

A la même époque (1936), un autre pragmatiste, Sidney Hook, disciple et ami de Dewey, publia un livre, *De Hegel à Marx*, qui fit quelque bruit. Parmi les *radical intellectuals* (ou intellectuels d'extrême gauche), il n'en manquait pas qui (comme le père de Richard Rorty ou celui de Hilary Putnam, deux grands philosophes actuels) soutenaient de l'extérieur (et, parfois, d'un point de vue trotskiste) le minuscule Parti communiste américain – dont l'une des principales revendications était l'égalité des droits civiques pour les Noirs. « *La seule critique valable qu'on puisse faire à ce parti*, disait même Hook, *c'est qu'il n'est pas assez communiste.* » Bref, le marxisme avait alors droit de cité au pays du capitalisme triomphant.

DERRIDA, DELEUZE ET FOUCAULT

Ce n'est qu'avec le début de la guerre froide qu'il lui fallut, provisoirement, reculer. Son éclipse dura de 1945 à 1965. Vingt ans pendant lesquels le positivisme logique, devenu l'idéologie dominante dans les départements de philosophie, rejeta comme « *dénuée de sens* » toute spéculation sur l'histoire et la politique, tandis que le sénateur McCarthy lançait une véritable chasse aux sorcières contre les universitaires philomarxistes. Et que Hook, sans cesser de se dire socialiste, devenait l'un des adversaires les plus décidés du communisme soviétique.

Mais la glaciation n'était pas destinée à durer éternellement. La fin des années 60 marqua le réveil de divers mouvements de critique sociale. Ce fut l'heure de gloire de Herbert Marcuse, qui enseignait alors en Californie. Grâce à lui (et à quelques autres), les étudiants découvrirent Marx, Mao, le Che. Les années 1967-1969 furent aussi agitées à Cambridge et Berkeley qu'à Paris ou Berlin. Puis l'agitation, principalement liée à la guerre du Vietnam, cessa en même temps que celle-ci. Les anciens gauchistes ne se rallièrent pourtant pas tous à l'ordre établi. Certains, dans les universités, décidèrent de s'ouvrir plus largement qu'ils ne l'avaient fait jusque-là aux pensées révolutionnaires venues d'Europe : l'influence de Derrida, Deleuze et Foucault commença à se répandre sur les campus. D'autres se laissèrent séduire par un mouvement anglophone, d'origine britannique : le « marxisme analytique ».

Partant de l'hypothèse selon laquelle les apories de la théorie marxiste seraient liées au langage hégélien ainsi qu'à la logique dialectique dans lesquels cette théorie fut conçue, les marxistes analytiques se proposent de reformuler les thèses de Marx d'une manière plus conforme aux normes de la philosophie anglo-saxonne – afin de mieux séparer, dans ces thèses, le bon grain de l'ivraie. Le mouvement commence avec la parution (1978) de *La Théorie de l'histoire de Karl Marx*, de G. A. Cohen. Il est illustré, entre autres, par les travaux de J. Roemer (qui retraduisent la sociologie marxiste dans la langue de la théorie du « *choix rationnel* », issue de l'économie libérale néoclassique) et par ceux de J. Elster (qui tente d'opposer son « *individualisme méthodologique* » à ce qu'il appelle le « *collectivisme méthodologique* » de Marx).

Le marxisme « analytique » est-il encore un véritable marxisme ? Telle est, bien entendu, la question que soulèvent ses adversaires – les marxistes traditionnels. Le fait que le débat se soit poursuivi pendant deux décennies dans de nombreuses revues (comme, par exemple, la *New Left Review*) est en tout cas bon signe pour la vitalité de la pensée marxiste aux Etats-Unis. Vitalité qu'atteste également le remarquable essor, depuis quelques années, des études consacrées à Louis Althusser, Cornelius Castoriadis et Jürgen Habermas. Même si les oeuvres de ces trois auteurs continuent, en vertu d'anciennes habitudes, à être exclues du rayon philosophie des librairies américaines pour se retrouver (à côté de celles de Noam Chomsky) tantôt sur le rayon *political science*, tantôt sur le rayon *critical theory*.

OBSESSION ANTISOVIÉTIQUE

Bref, de Boston à Los Angeles, Marx n'est pas mort. Bien que la guerre froide soit finie, l'auteur du *Manifeste* demeure un « interlocuteur » de premier rang pour bien des intellectuels américains. En témoignent les colloques qui (à New York University et ailleurs) viennent d'accompagner la célébration de ce 150e anniversaire. Ou bien l'article de Steven Marcus, professeur à Columbia University, qui, dans une récente livraison de la *New York Times Review of Books*, déclarait voir dans le *Manifeste* l'une des grandes oeuvres de la pensée humaine – et, de surcroît, l'exacte anticipation de cette mondialisation qui devait caractériser le capitalisme, cent cinquante ans plus tard.

Les chercheurs américains en sciences sociales ne cessent plus, depuis quelques années, de se référer à Marx. On peut évoquer à titre d'exemple le travail, dans le voisinage de Habermas, d'un universitaire de New York, Dick Howard, *De Marx à Kant* (Macmillan, 1993 ; traduction française PUF, 1995). Une édition de luxe du *Manifeste*, aux bons soins de Verso (ex-New Left), vient, paraît-il, de se vendre à vingt mille exemplaires en un jour. Les Etats-Unis, enfin libérés de leurs obsessions antisoviétiques, seraient-ils donc en passe de devenir le nouveau paradis des études marxistes ?

Christian Delacampagne

Traité de la « radicalité » pour les communistes, leçon d'« intolérance » pour les socialistes français

ALORS que beaucoup à gauche s'interrogent, près de quatre-vingts ans après le Congrès de Tours, sur ce qui peut bien séparer aujourd'hui le PCF du PS, la manière choisie par ces deux forces pour célébrer le 150e anniversaire du *Manifeste* revêt, un an après la participation de ministres communistes au gouvernement de Lionel Jospin, un intérêt politique. N'y aurait-il plus, entre socialistes et communistes, qu'une différence d'attitude, comme on le croit au PS ? Reste-t-il, comme on le dit désormais au PCF, une différence de « *visée* » ? Alors que le PS affiche une indifférence officielle à cet anniversaire, le PCF – et une partie de l'extrême gauche – ont en tout cas choisi de le célébrer avec éclat : place du Colonel-Fabien, on continue à parler de « *dépassement du capitalisme* ».

Pour le PCF, la célébration tombe à point nommée. Alors que la « *mutation* » entreprise par Robert Hue laisse des militants déboussolés, privés de leurs derniers repères idéologiques, Marx (le « *marxisme* » a été rayé du vocabulaire autorisé par la place du Colonel-Fabien) est une bouée de sauvetage, une ultime référence identitaire. Mais assouplie, « dédogmatisée », pluralisée : si l'on détaille aujourd'hui la liste des spécialistes de Marx, bien peu sont encore communistes et membres du parti. « Projet communiste cherche cohérence », titre ainsi le mensuel *Regards*, l'organe le plus intellectuel et le plus huiste des communistes, dans le numéro qu'il consacre à l'anniversaire du *Manifeste* (numéro 35, mai 1998). On peut y lire une contribution d'Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui explique : « *Peut-être le mot "communisme" ne se relèvera pas des injures que l'Histoire lui a infligées, mais l'exigence de l'émancipation, la nécessité d'une révolution sociale qui libère l'humanité de l'étreinte mortelle du capitalisme, elles, sont plus que jamais d'actualité.* »

Dans *Le Manifeste*, Robert Hue voit d'abord, lui aussi, un traité de la « *radicalité* ». Il ne croit plus que « *le remplacement d'un système par un autre – aussi génialement conçu soit-il* » – pourrait « *à lui seul provoquer le dépérissement* [des] *aliénations . L'avoir cru a conduit à de bien terribles désillusions* ». Mais, « *comme Marx et Engels il y a cent cinquante ans, nous pensons que le capitalisme n'est pas l'horizon indépassable de l'humanité* », écrit le secrétaire national du PCF. C'est bien lui, « *avec ses exigences contre les hommes, qui verrouille l'avenir* ». M. Hue précise qu'il n'y a « *nulle contradiction* » entre cet objectif de « *transformation sociale* » et la participation à « *la majorité et au gouvernement* », puisque une telle entreprise... « *ne peut être l'affaire d'un seul parti, d'une* avant-garde, *aussi éclairée soit-elle* ». C'est celle de la « *société tout entière* », des « *salariés* » et des « *exclus* ».

« PUISSANTS ÉPOUVANTAILS »

Les socialistes sont moins diserts. Leur presse n'en parle pas. Nul débat n'a été organisé. Seul le premier secrétaire, François Hollande, sollicité par ses partenaires gouvernementaux, s'est courtoisement livré à une savante étude du *Manifeste* dans le même *Regards*. « *Ces quelques pages ont représenté à la fois l'un des plus imposants porte-drapeaux et l'un des plus puissants épouvantails* », observe-t-il, retenant surtout la démarche du *Manifeste*, qui « *voulait conduire un questionnement critique de l'ordre existant* ». Mais, afin de ne pas « *simplement subir le cours des choses* », le député de Corrèze estime que l'entreprise d'une double libération politique et économique, « *doit être poursuivie* ».

Il invite donc ses amis à cultiver leur « *intolérance* » – « *c'est-à-dire étendre le champ de nos refus* » –, et trace une perspective chère à Lionel Jospin : « *Il nous faut retrouver l'équilibre d'un partenariat entre les entreprises et l'Etat, l'équilibre entre production et redistribution, l'équilibre entre les nécessités du court terme et les préoccupations du long terme.* » Ancien militant de la LCR, aujourd'hui secrétaire national du PS, Henri Weber, devenu sénateur et social-démocrate, proche de Laurent Fabius, ironise volontiers sur cette « *grande religion de salut terrestre* », mais garde pourtant de l'admiration pour Marx qui « *a eu la prescience du capitalisme alors qu'il était embryonnaire* ». « *Marx avait prévu la mondialisation* », relève de son côté un autre ex-compagnon de route du trotskisme, Jean-Christophe Cambadélis, proche de M. Jospin. Et de souligner perfidement que Marx avait aussi invité les communistes à ne pas constituer « *un parti distinct en face des autres partis ouvriers* »...

Les spécialistes de Marx, qui, au début des années 90, se sont avérés d'autant plus prolixes que les rythmes de l'action politique étaient devenus plus lents, observent, amusés, ces références aussi multiples que diverses. « *D'un certain point de vue, c'est rassurant. Entre le contresens hérétique et la litanie, le premier me semble moins dangereux* », note le philosophe Henri Maler, auteur de *Convoiter l'impossible : l'utopie avec Marx, malgré Marx* (Albin Michel, 1995).

Ariane Chemin et Michel Noblecourt

Le joyeux bric-à-brac du Musée de l'érotisme à Pigalle

Sur le « boulevard du sexe », une galerie hétéroclite, sans grand souci d'ordre, de deux mille objets

Le Musée de l'érotisme, qui a ouvert ses portes au public en novembre 1997 à Pigalle, expose 2 000 objets. Trois amis ont joint leur collection et leur savoir pour concevoir ce lieu qui accueille, outre les inventions érotiques des cinq continents depuis le IIe siècle, des expositions temporaires. On peut, notamment, y voir les miniatures en mie de pain de Pétra Werlé ou les travaux du peintre français Combas.

MUSÉE DE L'ÉROTISME, « L'art érotique du IIe siècle à nos jours à travers les cinq continents », 72, boulevard de Clichy, 75018 Paris. Tous les jours, de 10 heures à 2 heures du matin. 40 F. Etudiants, groupes et chômeurs, 30 F. Métro Blanche, bus 30-74-95-80-54. Rens., tél. : 01-42-58-28-73 ; télécopie : 01-42-23-24-78 ; www.erotic-museum.com.

Quelle définition de l'érotisme ? C'est ce qui donne lieu à l'excès toujours renouvelé de l'inventivité, du soin, des méticulosités : chouettes phalliques du Pérou, objets pratiques de partout ; flûtes du Mexique (la modeste, 190 F ; la prétentieuse, 290 : la modeste paraît d'ailleurs assez prétentieuse) ; dessins de Dubout, Reiser, Tetsu (tiens ! on ne savait pas), de Cocteau avec autographe de Jean Marais (50 000 F), demi-nus insolites de Bazille ; retables de Jean Demelier *(Hommage à Baden Powell)* qui déjouent la dominante hétérosexuelle du lieu ; petites terres cuites du Guatemala (69 F) ; guitare de Philippe Dubreuille, fournisseur d'Iggy Pop ; étiquette de Saint-Emilion dessinée par Cavanna *(« cul classé »)* ; cartes postales début de siècle, de la sentimentale à la scato en passant par la bizarre ; règlement de la police des mœurs (Valence, juin 1917) ; étuis péniens à plume, chaises très commodes d'Alain Rose (sur commande) ; champagne cuvée marquis de Sade, *« anal jewelry »* de Julian Snelling ; tout cela manque un peu de dates, de chronologie, de tableaux synoptiques, le lieu rend vite scientifique ; sculptures animées de Jack Vanarsky (on entend le grincement de loin, on ne voit pas de suite que ça bouge, ça bouge) ; spermatozoïde pyromane de Reinaldo, plus une merveille, un trésor, un but de promenade scolaire, les mies de pain de Pétra Werlé.

Après une enfance heureuse, Pétra Werlé se retrouve caissière de cinéma. C'est là qu'elle a commencé de sculpter, armée d'un cure-dents et d'un rien de salive, un peu de mie de pain. Son *Paradis oublié* est un chef-d'œuvre. Les saynètes *Arthur aime Monica qui aime Arthur*, sont éblouissantes, assez sportives à reproduire en vrai, mais d'une liberté éperdue. C'est bien présenté, bien éclairé, sous cloche pour que les insectes n'y touchent pas, délicieusement peint, minuscule, il y a des loupes.

Pigalle change pas mal. Les riverains de la rue Pigalle sont en lutte pour rebaptiser leur rue *Jean-Baptiste Pigalle. Ils trouvent cela plus* digne, moins truc-en-plumes et sex-shop. Le long du boulevard, des promoteurs, des ingénieurs, des responsables de la ville se donnent un mal de chien pour fabriquer de la laideur, détruire les vieux immeubles et les cirques, saccager les places (place Blanche). Partout, un obsédant mobilier urbain : d'énormes autobus peinturlurés crachent à pleins flocons leur cocktail de dioxydes d'azote et de soufre, avec rasade de CO_2 et un trait de plomb.

C'est là, entre le Moulin Rouge et la Cigale, entre deux sex-shops et trois boutiques de souvenirs, que se trouve le Musée de l'Erotisme. Ouvert jour et nuit. On peut commencer par le sous-sol, prendre l'ascenseur et descendre en pente douce. D'autres grimpent, sac à dos, en sueur. C'est, avec le marchand de guitares, le lieu le plus humain de Pigalle. Trois amis ont joint leurs collections, leur savoir, leurs vitrines. Moins banals qu'à Amsterdam, moins taxinomistes qu'à Berlin, eux mettent en valeur la facture, le tour de main, l'artisan, le geste.

Deux mille objets. Une scénographie qui se cherche, assez élégante. Musique brésilienne ou valses de Strauss en fond sonore. Une bonne ambiance fait du Musée le théâtre optimiste du quartier. On y entre méfiant, bougon, *en berne, plutôt gêné. Au fur et à* mesure de la descente, le ton se relâche, une gaieté légère s'installe, communicative. Pour les grands timides, des expositions temporaires maintiennent le niveau esthétique comme un alibi. On peut dire en prenant son chapeau : *« Je sors, je rentrerai tard, je vais voir l'exposition Combas. »*. De fait, il y a exposition Combas. Outre qu'elle est bien accrochée, elle donne de Combas une idée moins superficielle que ce que l'on voit partout, plus drôle, clairement érotique, il a traité le sujet à fond, sur deux étages. Une demi-salle subsiste de l'exposition précédente : les illustrations du *Mort* de Georges Bataille par Gilles de Staal (éditions Image blanche).

Pour le reste, sans trop de méthode, on a droit, en de grandes vitrines, au délire d'invention qu'a suscité l'érotisme sur les cinq continents, depuis le IIe siècle. C'est nettement moins déprimant que la supérette du sexe (avec Caddie et rayons, au premier étage des « éditions Concorde », rue des Pyrénées). Cela n'inspire qu'une espèce de bonté réconciliante. Sans doute, parce que la moindre grande surface de village mobilise à elle seule tout du désir et de la pulsion. Voir les ados, ménagères et ménagers de moins de cinquante ans, vieux célibataires aussi et quelques veuves, par après-midi vers 15 heures, dans les supermarchés. Visiblement, c'est là que ça se joue.

Francis Marmande

Deux créations de l'Ensemble InterContemporain à la Cité de la musique

MUSIQUE ET ESPACE. HANSPETER KYBURZ : Diptychon (création) – IGOR STRAVINSKY : Concerto pour piano et instruments à vent – *PHILIPPE MANOURY :* Fragments pour un portrait (création) – HIDEKI NAGANO (piano), Ensemble InterContemporain, David Robertson (direction). Cité de la musique, le 7 mai.

Obnubilés depuis quelques années par la maîtrise du paramètre spatial, les rénovateurs de la musique contemporaine présentent généralement deux exigences en vue de la diffusion satisfaisante de leurs œuvres : une salle modulable et un orchestre malléable ! Ces conditions ont été réunies, une fois encore, à la Cité de la musique pour deux créations assurées par l'Ensemble InterContemporain. Trois podiums ont ainsi été disposés en triangle dans l'arène de la salle de concerts afin de favoriser la circulation des sons précisément réglée par chaque compositeur. Le Suisse Hanspeter Kyburz (né en 1960) l'a envisagée de manière plutôt stéréophonique en confrontant à distance deux ensembles jumeaux, l'un chargé du rôle de la source sonore, l'autre de celui de l'amplification. Brillamment écrit, ce *Diptychon* très valorisant pour les interprètes (dix-huit de chaque côté) procède néanmoins d'une dualité par trop systématique, perceptible dans le détail (succession de duos « spatialisés » entre un instrument et son double) comme dans l'expression globale (contrastes incessants entre un onirisme délicat et une matérialité jouissive) et souffre, en outre, de négligences formelles. On a alors l'impression que l'œuvre peut s'arrêter à tout moment...

Conçu pour trois groupes instrumentaux, *Fragments pour un portrait*, de Philippe Manoury, ne séduit pas davantage dans ce domaine. Cet ambitieux et virtuose polyptyque d'une trentaine de minutes alterne séquences à grand effet dramatique (comme la partition de l'opéra *60e Parallèle* créé en 1997, au Châtelet) et plages à caractère strictement décoratif. Le compositeur déclare s'être inspiré des tableaux de Francis Bacon qui, souvent organisés en ensemble d'esquisses ou d'études, passent pour des travaux préparatoires à quelque chose de jamais présenté sous une forme achevée. Soit. Il en résulte un culte de l'expression fugitive souvent desservi par une trop grande lisibilité des références stylistiques (Varèse et Ives notamment).

Le modèle de Jean-Sébastien Bach pris par Stravinsky dans son *Concerto pour piano* apparaît aussi dans une lumière trop crue sous la baguette, étonnamment raide, de David Robertson. Seul le soliste Hidéki Nagano parvient sporadiquement, dans des envolées de farceur volubile, à témoigner ici des intentions spirituelles du compositeur.

Pierre Gervasoni

Peinture et couture à la plage

***HOMO ACCESSOIRUS.* Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris XIVe. Mo Raspail. Tél. : 01-42-18-56-50. Du mardi au dimanche, de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai.**

Que mettrez-vous cet été à la plage ? Que mettiez-vous l'an passé ? Et les enfants ? Gérard Deschamps répond à ces questions. Client fervent des grandes surfaces, il y découvre les produits d'aujourd'hui, les espadrilles plastifiées rose fuchsia, la bouée vert gazon à tête d'âne, le maillot style Miami Beach, le soutien-gorge noir probablement *irrésistible, le foulard* fleuri qui attire les regards. Les magasins regorgent de ces marchandises.

Elles font les délices de Deschamps, qui les assemble en tableaux de tissus pour obtenir des ready-made textiles aidés. Ils appellent des commentaires variés. Version sociologique : voici des reliquaires pour aujourd'hui, composés avec un souci archéologique appuyé de sorte que chacun, métonymie de notre admirable société actuelle, contient allusivement quelques-uns de ces mythes les plus rentables, l'enfance insouciante et joyeuse, le sexe joyeux et insouciant, les vacances... On a compris. On peut en effet considérer que le système de la production et de l'image se montre tel qu'en lui-même dans ces assemblages qui ne font grâce d'aucune sottise, d'aucune laideur, d'aucune vulgarité.

Version historique : oui, certes, *tout cela est acide et plutôt drôle*, mais Deschamps, qui a participé dans les années 60 au mouvement du nouveau réalisme, ne fait que reprendre aujourd'hui une pratique qui avait été la sienne alors, mais plus encore celle d'*Arman* quand il collectait ses poubelles et celle de Martial Raysse quand il reconstituait des étalages de Prisunic et, en 1961, la Raysse Beach. Raysse y avait fait de la bouée-canard, du ballon multicolore, du maillot chamarré et de la crème solaire un usage satirique et documentaire très complet, ne laissant que fort peu à y ajouter plus tard. Il semble même surprenant que, dans l'entretien très vif qu'il publie dans le catalogue, Deschamps cite Hains, Spoerri, Arman, Tinguely, Restany et oublie justement Raysse et l'exposition Dilaby, dont la sienne n'apparaît que comme la lointaine héritière simplement réactualisée.

Cette précision n'aurait pas été inutile, d'autant que quelques bâches et collections de dessous féminins – les Deschamps de cette période-là – figurent dans l'exposition et lui donnent donc un faux air de *rétrospective. Autant être précis* dans ce cas, d'autant que, dans le même entretien, Deschamps narre à sa façon la formation du groupe et les tensions qui y régnèrent – à sa façon, vraiment, et avec des affirmations qui peuvent laisser songeur. Autant être précis, encore, et reconnaître donc que l'idée de construire un mur de couleurs avec planches à voile a été expérimentée par Hains, avec des skis il est vrai, lors de la dernière Biennale de Lyon. Sans doute l'originalité n'est-elle pas une valeur en elle-même, mais cependant...

Reste la forme, la maîtrise des textiles, l'art de les plier, de confectionner des panoplies chatoyantes, de mettre en évidence tel motif et de retenir le regard. Ces mérites sont incontestables. Sans peinture, sans tubes, Deschamps obtient des tableaux éclatants d'une agréable efficacité décorative.

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

Orchestre des Concerts Lamoureux
Debussy, Mozart et Messiaen sont à l'honneur d'un programme qui réunit trois œuvres concertantes servies par des solistes sans reproches, et même franchement exaltants.
Mozart : *Concerto pour violon et orchestre no 5.* Debussy : *Fantaisie pour piano et orchestre.* Messiaen : *Oiseaux exotiques.* David Grimal (violon), Jean-Efflam Bavouzet (piano), David Wroe (direction).
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Miromesnil. Le 9, à 19 h 30. Tél. : 01-49-53-05-07. De 80 F à 140 F.

Carlos do Carmo
Fados à l'ancienne, fados inspirés des chansons populaires traditionnelles, Carlos do Carmo s'est attaché à parler du peuple portugais à travers une expression à la fois sophistiquée et simple comme la vie des rues lisboètes.
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra. Le 9, à 20 h 30 ; le 10, à 17 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 150 F.

V. G. Jog
Vishnu Govind Jog est un violoniste hindoustani que l'on considère comme un « puits de connaissance ». Né en 1922, il est, comme Ravi Shankar, un disciple d'Alhaudin Khan. Les concerts de ce violoniste au style chaleureux et coloré sont rares (on l'a entendu en France au Théâtre de la Ville), souvent donnés en privé. Ses deux apparitions parisiennes sont des chances à saisir.
La Grange aux Belles, 31, rue de la Grange-aux-Belles, Paris 10e. Mo Colonel-Fabien. Le 10, à 17 h 30 ; le 11, à 19 h 30. 20 F.

Les Dimanches du documentaire
Chaque dimanche, du 10 mai au 27 juin, sur le thème « Amériques latines : que sont les révolutions devenues ? », le Cinéma des Cinéastes présente une série de documentaires sur ces Amériques latines dont l'éblouissant folklore nous aveugle sur la réalité sociale. Parmi les films projetés : *L'Heure des brasiers* de Fernando E. Solanas (1968), *Le Courage du peuple* de Jorge Sanjinez (1971), *La Bataille du Chili* de Patricio Guzman (1974), *Un homme à abattre* d'Eduardo Coutinho (1984)... Trois documentaires consacrés à Che Guevara et un hommage à la croisade des Indiens du Chiapas figurent également au programme.
Cinéma des Cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 17e. Mo Place Clichy. Séances de 11 heures à 20 heures. Tél. : 08-36-68-97-17. De 25 à 70 F.

Farmer's Manual
Jim O'Rourke, Christian Fennesz et Peter Rehberg
La structure d'organisation de concerts Büro prend pied à Paris avec une série d'événements autour des nouvelles musiques expérimentales et électroniques. Pour cette soirée avec le label autrichien Mego, le groupe de musique électronique Farmer's Manual sera suivi d'une rencontre d'improvisations entre le guitariste américain Jim O'Rourke et le duo de manipulateurs (ordinateurs, échantillonneurs, instruments) Christian Fennesz et Peter Rehberg. S'y ajouteront des projections de vidéos de David Larcher et Rainer Ganahl, l'un et l'autre des références.
Le Garage, 3, impasse Mont-Louis, Paris 11e. Mo Philippe-Auguste. Le 10, 19 heures. Tél. : 01-40-21-86-98. 60 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Basketball Diaries
de Scott Kalvert (Etats-Unis, 1 h 40).
Black List (*)
de Jean-Marc Vallée (Canada, 1 h 26).
Butcher Boy
de Neil Jordan (Irlande, 1 h 50).
Ça reste entre nous
de Martin Lamotte (France, 1 h 26).
Clandestins
de Denis Chouinard et Nicolas Wadimoff (France-Suisse-Canada, 1 h 35).
De grandes espérances
d'Alfonso Cuaron (Etats-Unis, 1 h 51).
Event Horizon : le vaisseau de l'au-delà (*)
de Paul Anderson (Etats-Unis, 1 h 36).
Heavy
de James Mangold (Etats-Unis, 1 h 44).
Le Loup-garou de Paris (*)
d'Anthony Waller (France-Luxembourg, 1 h 35).
Pluie d'enfer
de Mikael Salomon (Etats-Unis, 1 h 33).
Sara
de Dariush Mehrjui (Iran, 1 h 42).
La Vie sauve
d'Alain Raoust (France, 55 mn).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Le Chevalier sans armure
de Jacques Feyder, avec Marlene Dietrich, Robert Donat.
Britannique, 1937, noir et blanc (1 h 44).
VO : Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Francisca
de Manoel De Oliveira, avec Diogo Doria, Teresa Menezes.
Portugais, 1981 (2 h 45).
VO : Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Tous en scène
de Vincente Minnelli, avec Fred Astaire, Cyd Charisse.
Américain, 1953 (1 h 52).
VO : Mac-Mahon, 17e (01-43-80-24-81).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Chostakovitch : *Symphonie no 9.* Bartok : *Concerto pour piano et orchestre no 3.* Tchaïkovski : *Symphonie no 5.* Dezsö Ranki (piano), Dmitry Kitaenko (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Ternes. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

« Le luth et la musique de chambre »
Kohaut : *Concerto pour luth, deux violons et violoncelle.* Haydn : *Cassation pour luth, violon et violoncelle.* Fasch : *Concerto pour luth et cora.* Kleinknecht : *Concerto pour luth et cora.* Hopkinson Smith (luth), Chiara Banchini, David Plantier (violon), David Courvoisier (alto), Roel Dieltiens (violoncelle).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 10, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

Ensemble Clément Janequin
Œuvres de Janequin, Mudarra, Narvaez, des Prés, Gombert, Lafont et Sermizy. Dominique Visse (direction).
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. Le 10, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95.

Monsieur Paul
Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Châtelet. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-48-87-82-48. De 70 F à 90 F.

Raïs Hanafy el-Bengawy
Institut du monde arabe, 1, rue des-Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-40-51-38-14. 100 F.

RÉSERVATIONS

Richard Galliano et Michel Portal
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Le 25 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. 190 F.

DERNIERS JOURS

11 mai :
la collection Lemme
Musée du Louvre, entrée par la Pyramide, Paris 1er. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45. Fermé mardi. 45 F.
16 mai :
la Baraque de la volière Dromesko.
La Baraque, square Stalingrad, 93 Aubervilliers. Du mardi au jeudi, à 20 h 45. Tél. : 01-48-34-67-67. Durée : 1 h 30. 60 F.

SAMEDI 9 MAI

FILMS DE LA SOIRÉE

- **16.30 Miracle à Milan ■■■** Vittorio De Sica (Italie, 1951, N., 95 min). Cinétoile
- **18.05 La Dame de Shanghaï ■■■** Orson Welles (Etats-Unis, 1947, N., 85 min). Cinétoile
- **23.00 La Maison sur la colline ■■** Robert Wise (Etats-Unis, 1951, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
- **23.00 Fantôme avec chauffeur ■■** Gérard Oury (France, 1995, 80 min). Cinéstar 2
- **23.15 Camille Claudel ■■** Bruno Nuytten (France, 1988, 170 min). Ciné Cinémas
- **0.20 Drowning by Numbers ■■** Peter Greenaway (Grande-Bretagne, 1988, v.o., 115 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 16.10 Le Monde des idées. L'Europe. Invités : Alexandre Adler, Jean-Paul Fitoussi. LCI
- 23.55 ▶ Grain de philo. Le sport est-il la continuation de la guerre selon d'autres moyens ? Invités : André Pessel, Christian Bromberger. France 3

MAGAZINES

- 19.00 T.V. +. Spécial Eurovision. Canal +
- 19.30 Histoire parallèle. Semaine du 9 mai 1948. Israël, l'indépendance menacée. Invité : Maurice Kriegel. Arte
- 20.00 Thalassa. Trois heures de retard pour le Dobonsolo. TV 5
- 20.45 Le Magazine de l'Histoire. Avec Maurice Sartre, Philippe Dagen, Françoise Cachin, Stéphane Guéguan. Histoire
- 20.50 Le Club. Jean-Louis Livi. Ciné Cinéfil
- 21.00 Faut pas rêver. Inde : La danse du possédé. France : Vache de pointage. Danemark : Christiania, ville libre. Invitée : Anne Jacquemin. TV 5
- 21.35 Metropolis. La maison des Bizarreries. Je lis... par Herbert Grönemeyer. Cybertalk. Arte
- 22.20 T'as pas une idée ? Spécial Mai 1968. Canal Jimmy
- 0.45 Bouillon de culture. Chateaubriand. France 2

DOCUMENTAIRES

- 17.05 Man Ray. Paris Première
- 19.55 Claude Autant-Lara. [1/4]. 1901-1949. Ciné Cinéfil
- 19.55 Le Feu de la Terre. [1/6]. Odyssée
- 20.35 Flamenco. [6/6]. Planète
- 20.45 L'Aventure humaine. Les Terres jaunes du Yan'an. Arte
- 20.50 Les Orphelins de la forêt. TMC
- 20.50 La Forêt tropicale de Guyane. Odyssée
- 21.35 Enquêtes médico-légales. [10/13]. La preuve par les insectes. Planète
- 22.20 Zoom 25, la révolte des étudiants. Planète
- 22.35 Aux p'tits bonheurs la France. Banlieue olympique. France 3
- 23.00 Hiro Hito. Histoire
- 23.10 The Soul of Stax. Musique au cœur de Memphis. Paris Première
- 23.25 Music Planet. Céline Dion. Arte
- 23.35 La Vie secrète d'Alban Berg. Mezzo
- 0.00 Le Premier Sourire. Entretiens sous le signe de Françoise Dolto. Téva
- 0.25 Tous les bébés sont doués. Téva
- 0.30 A part ça... Le dalaï-Lama. Canal +
- 0.55 Mai 68. [1/3]. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 13.25 Tennis. Tournoi messieurs de Hambourg. Demi-finales. Eurosport
- 14.00 Rugby. Championnat de France. Demi-finale : Colomiers - Perpignan. Canal +
- 15.45 Rugby. Championnat de France. Demi-finale : Toulouse - Stade français-CASG. France 2
- 15.45 Cyclisme. Tour de Romandie. 4e étape : Lausanne - Romanel-sur-Lausanne. Contre-la-montre. TSR
- 17.35 Cyclisme. Les 4 jours de Dunkerque. France 2
- 19.45 Football. En direct et en multiplex. 34e et dernière journée de D 1. Canal +
- 20.30 Escrime. Challenge Axa. Au Carrousel du Louvre. Paris Première

MUSIQUE

- 20.30 Opéra : Alban Berg. *Lulu*. Mise en scène. Graham Vick. Dir. Andrew Davis. Mezzo
- 21.50 La Flûte enchantée. Mise en scène. John Cox. Dir. Bernard Haitink. Muzzik
- 0.10 Isaac Hayes. Jazz à Vienne 96. Paris Première
- 0.40 Duke Ellington Orchestra. Muzzik

VARIÉTÉS

- 21.00 Concours Eurovision de la chanson 1998. En direct de Birmingham. France 2 - RTBF 1 - TSR

TÉLÉFILMS

- 20.30 Charlemagne, le prince à cheval. Clive Donner [1/3]. Ciné Cinémas
- 20.50 L'Alambic. Jean Marbœuf. France 3
- 21.00 La Barque sacrée. Marlène Ionesco. Muzzik
- 21.55 L'Ile aux muettes. Roger Kahane. Festival
- 0.25 Corridor. Sharunas Bartas (v.o.). Arte

SÉRIES

- 20.55 FX, effets spéciaux. Requiem pour un flic. M 6
- 21.30 Buffy contre les vampires. Le chouchou du prof. Série Club
- 21.45 The Sentinel. ○ Schizophrénie. M 6
- 22.15 Brooklyn South. Dead Man Sleeping (v.o.). Série Club
- 22.30 La Rivière Espérance. [1/9]. TV 5
- 22.35 L'Hôpital et ses fantômes. [5/11]. Arte
- 22.45 Players : les maîtres du jeu. Du travail de pro. M 6
- 22.50 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Qui a coupé le courant ? RTL 9
- 23.00 Kindred, le clan des maudits. Romeo and Juliet (v.o.). 13e Rue
- 23.20 Star Trek, la nouvelle génération. La perte. Canal Jimmy
- 23.45 ▶ Homicide. Remise en question. Série Club
- 0.35 Buck Rogers. Bon anniversaire, Buck. 13e Rue
- 1.05 Seinfeld. La boutique familiale (v.o.). Canal Jimmy
- 1.30 Friends. Celui qui fréquentait une souillon (v.o.). Canal Jimmy
- 3.35 Star Trek, la nouvelle génération. La perte (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 22.35 France 3
Aux p'tits bonheurs, la France

Celles et ceux qui voient avec effroi se rapprocher la date du coup d'envoi du Mondial doivent regarder *Banlieue olympique*, un film enthousiasmant signé Frédéric Laffont. En quête de personnages qui bataillent pour tisser du lien social et améliorer la vie des gens, le réalisateur s'est arrêté à Noisy-le-Sec. Les non-spécialistes ignorent sans doute que cette commune sans grâce de Seine-Saint-Denis abrite une équipe de football renommée, dont l'histoire relève du conte de fées.

Frédéric Laffont a passé plusieurs semaines avec le club de L'Olympique Banlieue 93 afin de comprendre l'extraordinaire parcours de cette équipe de footballeurs amateurs, partie de rien il y a quinze ans, aujourd'hui classée en Nationale 1. A l'entraînement, en compétition, dans la cité ou en mission de prévention – les vedettes du club mènent campagne dans les écoles contre la drogue –, la caméra a observé les joueurs et s'est attardée sur ceux sans qui le club n'existerait sans doute pas, leurs dirigeants et entraîneurs, les frères Sandjak. Nés en France d'un père kabyle, élevés à Noisy, cette bande de garçons a réussi grâce au football. Le sport leur a donné la dignité que la société leur refusait. Devenus adultes, les anciens joueurs se démènent pour transmettre aux plus jeunes les valeurs qu'ils ont apprises dans le dépassement de soi. A l'entraînement, les paroles sont parfois un peu maladroites, mais à observer la concentration des visages, le message passe. Auprès des petits aussi, qui *« sont devenus polis »*. Un document gai, porteur d'espoir, filmé et commenté avec sensibilité. – *S. Ke.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 19.00 Beverly Hills.
- 20.00 Journal, Allez les bleus.
- 20.35 Spécial F1.
- 20.45 Le Résultat des courses.
- 20.50 Météo, Trafic infos.
- 20.55 La Fureur.
- 23.10 Hollywood Night. L'Homme à abattre. Téléfilm △. Franck Cappello.
- 0.50 Formule foot.
- 1.25 Formule F1.

FRANCE 2

- 18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 18.50 Farce attaque... à Nîmes.
- 19.45 et 20.55 Tirage du Loto.
- 19.50 Au nom du sport.
- 19.55 et 20.50 Météo.
- 20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
- 20.45 A cheval.
- 21.00 Concours Eurovision de la chanson 1998. En direct.
- 0.05 Journal, Météo.
- 0.20 Les 30 Dernières Minutes.
- 0.45 Bouillon de culture. Chateaubriand.
- 1.50 La Vie à l'endroit. Les millions de la chance.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 et 0.55 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.05 Les Indiffusables.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.50 L'Alambic. Téléfilm. Jean Marbœuf.
- 22.35 Aux p'tits bonheurs la France. Banlieue olympique.
- 23.30 Météo, Soir 3.
- 23.55 ▶ Grain de philo. Le sport est-il la continuation de la guerre selon d'autres moyens ?
- 1.05 Musique graffiti.

CANAL +

- ▶ En clair jusqu'à 20.00
- 18.50 et 22.55 Flash infos.
- 19.00 T.V. +. Spécial Eurovision.
- 19.45 Football. En direct et en multiplex. D 1 : 34e et dernière journée.
- 23.00 Le Grand Tournoi. Film. Jean-Claude Van Damme.
- 0.30 A part ça... Le dalaï-Lama.
- 1.55 Marion ■■ Film. Manuel Poirier.

ARTE

- 19.00 Absolutely Fabulous. (v.o.).
- 19.30 Histoire parallèle.
- 20.15 Le Dessous des cartes.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.45 L'Aventure humaine. Les Terres jaunes du Yan'an.
- 21.35 Metropolis.
- 22.35 L'Hôpital et ses fantômes. [5/11].
- 23.25 Music Planet. Céline Dion.
- 0.25 Corridor. Téléfilm. Sharunas Bartas (v.o.).
- 1.45 Court-circuit. Spécial Cassavetes. A Pair of Boots (v.o.). My Daddy Can Lick Your Daddy (v.o.).

M 6

- 18.05 Amicalement vôtre.
- 19.05 Turbo, Warning.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.10 Les Piégeurs.
- 20.40 Ciné 6.
- 20.54 La Trilogie du samedi. 20.55 FX, effets spéciaux : la série. 21.45 The Sentinel. ○. 22.45 Players : les maîtres du jeu.
- 23.35 Attirances diaboliques. Téléfilm ○. Ralph Henecker.
- 1.10 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Comedie-Française. *Le Ping-Pong*, d'Arthur Adamov.
- 22.35 Opus. Les aventures créoles de David Murray.
- 0.05 Le Gai Savoir. Olivier Aurenche, professeur d'université.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.31 Opéra. *Pelléas et Mélisande*, de Debussy. Par les Chœurs de l'Opéra-Comique et l'Orchestre national de France, dir. Georges Prêtre. Brigitte Balleys (Geneviève), William Dazeley (Pelléas).
- 23.07 Présentez la facture. Le luth avec Hopkinson Smith.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 La Pologne. *Concerto nº 2*, de Wieniawski ; *Quintette avec piano*, de Zarebski ; *Stabat Mater*, de Szymanowski ; *Symphonie nº 3*, de Lutoslawski.
- 22.40 Da Capo. Œuvres de Brahms, Tchaïkovski.

DIMANCHE 10 MAI

FILMS DU JOUR

- **14.05 A bout de souffle ■■■** Jean-Luc Godard (France, 1960, N., 90 min). Ciné Cinéfil
- **17.25 Noblesse oblige ■■■** Robert Hamer (Grande-Bretagne, 1949, N., 105 min). Ciné Cinéfil
- **18.00 Le Cid ■■** Anthony Mann (Espagne - Etats-Unis, 1961, 175 min). Ciné Cinémas
- **20.15 Jacquot de Nantes ■■■** Agnès Varda (F, 1991, 105 min). TV 5
- **20.30 La Maison sur la colline ■■** Robert Wise (Etats-Unis, 1951, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
- **20.30 La Discrète ■■** C. Vincent (F, 1990, 95 min). Cinéstar 1
- **21.00 Frankenstein ■■** △ Kenneth Branagh (Etats-Unis, 1994, 120 min). France 2
- **21.00 Coups de feu sur Broadway ■■** Woody Allen (Etats-Unis, 1994, 100 min). Cinéstar 2
- **21.35 Papa est en voyage d'affaires ■■** Emir Kusturica (Yougoslavie, 1984, 136 min). Cinétoile
- **22.05 La Nuit du chasseur ■■■** Charles Laughton (Etats-Unis, 1955, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
- **22.05 Stand by Me ■■** Rob Reiner (Etats-Unis, 1986, v.o., 85 min). Cinéstar 1
- **22.40 Adrénaline : Le «films» ■■** Anita Assal, Barthélemy Bompard, Philippe Dorison, John Hudson, Jean-Marie Maddeddu, Yann Piquier et Alain Robak (France, 1989, 70 min). Cinéstar 2
- **23.00 Le Sixième Jour ■■** Youssef Chahine (France - Egypte, 1986, 105 min). Téva
- **23.45 The Barretts of Wimpole Street ■■** Sidney Franklin (EU - GB, 1957, v.o., 105 min). France 3
- **0.25 Les Iles ■■** Iradj Azimi (F, 1982, 90 min). Arte

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 12.10 et 23.10 Le Monde des idées. L'Europe. Invités : Alexandre Adler, Jean-Paul Fitoussi. LCI
- 12.45 Le Vrai Journal. Invité : Jean Tiberi. Canal +
- 18.30 Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI. Alain Madelin. LCI
- 18.55 Public. Invité : Dominique Strauss-Kahn. TF 1
- 22.40 Dimanche soir. Claude Allègre. France 3

MAGAZINES

- 9.30 Journal de la création. Legris. Masson. Villeglé. La Cinquième
- 11.00 Droit d'auteurs. Avec Aldo Naouri ; Philippe Djian. La Cinquième
- 12.30 Arrêt sur images. Filmer les électeurs du Front National. Invités : Guy Konopnicki ; Jérôme de Missolz. La Cinquième
- 13.00 Thalassa. Trois heures de retard pour le Dobonsolo. TV 5
- 13.45 Les Quatre Dromadaires. Tuer pour vivre [6/6] : combats au fil de l'eau. France 3
- 14.00 La Planète ronde. Etats-Unis 1994. Invités : Jacques Glassman ; Pierre-Louis Basse ; Alexis Lalas ; Tom Novembre. La Cinquième
- 14.00 Faut pas rêver. Inde : La danse du possédé. France : Vache de pointage. Danemark : Christiania, ville libre. TV 5
- 14.30 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : Le quartier. Génération : Les choses. Histoire
- 15.00 Intérieur nuit. Lisbonne '98, la nostalgie du futur. TV 5
- 15.55 Naturellement. Côtes et rivages. France 2
- 16.30 Le Sens de l'Histoire. Mai 58, un coup d'Etat républicain. Invités : Olivier Todd ; Odile Rudelle. La Cinquième
- 19.00 et 1.00 Le Gai Savoir. Frédéric Dard. Paris Première
- 20.00 Mise au point. Dopage : La santé ruinée des nageuses est-allemandes. Que faire des délinquants sexuels comme René Osterwalder ? Organisations humanitaires cherchent argent désespérément. TSR
- 20.35 Les Oscars du football. Canal +
- 20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : La fête cubaine. Génération : La Pro-Chine. Histoire
- 20.50 Zone interdite. Les Champs-Elysées. M 6
- 23.00 Envoyé spécial, les années 90. Silence, on double. Boule, dix ans après. Les flics sont-ils encore bons ? Histoire

DOCUMENTAIRES

- 17.00 Best of Cannes 1997. [1/2]. Ciné Cinémas
- 17.10 Europe 101. Odyssée
- 17.15 Enquêtes médico-légales. [10/13]. La preuve par les insectes. Planète
- 17.55 Le Printemps des phoques de Weddell. TSR
- 18.00 Zoom 25, la révolte des étudiants. Planète
- 18.30 Hiro Hito. Histoire
- 18.30 Les Aventures du récif bleu. [5/6]. Gentils géants. Odyssée
- 19.40 Araignées : le piège de velours. Planète
- 19.45 Luis Bunuel ou le film d'une vie. Odyssée
- 20.30 Virtuoses. Yehudi Menuhin. Mezzo
- 20.35 Mai 68. [1/3]. Planète
- 21.00 Ernest Léardée ou le roman de la biguine. Muzzik
- 21.10 Le Feu de la Terre. [2/6]. Au royaume de Vulcain. Odyssée
- 21.40 Underground USA. [3/14]. Sur le ring. Les accros du billard. Planète
- 22.05 Accordéon toujours. [1/2]. Odyssée
- 22.10 Procès de Berlin. Le terrorisme iranien condamné. Planète
- 22.25 Grand document. Mathias, le procès des gangs. RTBF 1
- 22.55 Lourdes, une histoire de femmes. Arte
- 23.00 Lignes de vie. Autocritique 68/98. France 2
- 23.05 Les Chevaliers. [3/6]. Richard Cœur de Lion. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 13.00 Motocross. Championnat du monde 250 cc. Grand Prix de Louvain. Eurosport
- 13.45 Tennis. Tournoi messieurs de Hambourg : finale. Eurosport
- 13.50 Formule 1. Grand Prix d'Espagne. TSR et TF 1
- 16.15 Cyclisme. Tour de Romandie. TSR
- 18.00 Formule Indy. Grand Prix de Rio. Eurosport

DANSE

- 18.30 Le Lac des cygnes. Ballet. Mezzo

MUSIQUE

- 18.00 Sonny Rollins 1982. Muzzik
- 19.00 Brahms par Masur. Muzzik
- 19.30 Maestro. *L'Enfant et les Sortilèges* de Ravel. Arte
- 19.55 Te Deum, de Berlioz. Muzzik
- 23.30 Carnegie Hall Jazz Band. Jazz à Vienne 96. Paris Première
- 0.10 La Grande Parade du jazz. Enregistrée à Nice, en 1983. Muzzik
- 1.10 Musiques au cœur. 100e anniversaire de George Gershwin". France 2

TÉLÉFILMS

- 18.30 Bébé express. François Dupont-Midy. Téva
- 18.35 L'Embellie. Charlotte Silveira. Festival
- 20.30 Le Propre de l'homme. Marc Rivière. Festival
- 20.55 Une image de trop. Jean-Claude Messiaen. Téva
- 22.20 Vivaldi. Richard Bocking. Muzzik
- 23.40 Le Beau Monde. Michel Polac. Festival

SÉRIES

- 17.45 Chapeau melon et bottes de cuir. La toison d'or (v.o.). 13e Rue
- 18.55 Demain à la une. Le retour de Crumb. M 6
- 20.00 Seinfeld. La boutique familiale (v.o.). Canal Jimmy
- 20.25 Dream On. Vole, petit papillon, vole ! (v.o.). Canal Jimmy
- 20.45 Les Incorruptibles. Un gangster dans la course. Série Club
- 20.45 Columbo. Un seul suffira. RTBF 1
- 20.50 Enquête privée. Tueur en série. La morsure du serpent. France 3
- 20.55 Navarro. Les Chiffonniers de l'aube. TSR
- 22.05 Friends. Celui qui poussait le bouchon (v.o.). Canal Jimmy
- 22.13 Chapeau melon et bottes de cuir. Don't Look Behind You (v.o.). 13e Rue
- 22.30 NYPD Blues. Souvenirs de jeunesse (v.o.). Canal Jimmy
- 22.45 Stargate SG-1. Le supplice de Tantale. Série Club
- 23.20 Spin City. Miracle Near 34th Street (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 22.55 Arte
Lourdes, une histoire de femmes

Depuis l'apparition de la « Dame en bleu », le 11 février 1858, elles ont pris en main le destin de leur bourgade. Les femmes de Lourdes ont donné une dimension internationale à la cité mariale, aujourd'hui deuxième ville touristique de France.

Benoîte, la cousine de Bernadette, a montré la voie en construisant les premiers hôtels. Sa voisine Marie a créé une fabrique de chapelets. Marie-Bernarde a édité des cartes postales... Et puis il y a toutes ces femmes anonymes qui ont ouvert des ciergeries, des boutiques de souvenirs, des agences de voyage et font le commerce religieux le plus fructueux de la planète en respectant le message de la bergère et de son immaculée confidente. Il fallait une femme de communication née à quelques kilomètres de Lourdes, comme la réalisatrice Bernadette Pécassou-Camebrac, pour faire reconnaître, sans s'attirer les foudres masculines, le rôle fondamental de ses consœurs dans le développement de la « ville-miracle ». – *J.-J. Ro.*

● 23.00 France 2
« Lignes de vie » : Autocritique 68/98

Une pitchoune éveillée et cabotine d'à peine sept ans, pressée de grandir pour avoir moins peur sur les barricades ; un gavroche, cibiche aux lèvres, conspuant la télévision et les syndicats ; des adolescentes violemment affrontées à leur mère – incompréhension radicale ; une jeune femme révoltée contre les codes conventionnels de son couple... En pleine effervescence de Mai 68, ils exprimaient à chaud, devant la caméra de Marie-Claire Shaeffer, le formidable retentissement de l'élan collectif dans leur propre existence. Sept ans plus tard, devant la même caméra, ils étaient déjà moins nombreux, grevés par le poids des entraves et des désillusions, mais tenaces dans leurs engagements et leurs choix. Aujourd'hui, ceux d'entre-eux qui ont accepté de se livrer au jeu dangereux de la rétrospective pour un troisième temps d'autocritique, en présence de leurs proches ou leurs propres enfants, n'ont pas à rougir. Même troublés de défaites, même asservis à la ruine du grand rêve collectif, leurs parcours ont été fidèles à la générosité de leur adolescence. Martine, Annie, Blaise, Emmanuelle, sans amertume, plus impliqués que jamais dans les urgences du temps. Quatre paroles riches et émouvantes. – *Val. C.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 13.15 F1 à la Une.
- 13.55 Formule 1. En direct. Grand Prix d'Espagne.
- 15.40 Podium.
- 16.00 Pacific Blue.
- 16.55 Disney Parade.
- 17.55 Vidéo Gag.
- 18.25 30 millions d'amis.
- 18.55 Public. Invité : Dominique Strauss-Kahn.
- 20.00 Journal, Le Résultat des courses.
- 20.50 Météo.
- 20.52 C... comme cinéma.
- 20.55 Terminator 2 : Le Jugement dernier ■ Film △. James Cameron.
- 23.15 Ciné dimanche.
- 23.25 La Carapate ■ Film. Gérard Oury.
- 1.10 et 2.15 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

- 13.25 Dimanche Martin.
- 15.55 Naturellement. Côtes et rivages.
- 16.50 L'Esprit d'un jardin.
- 16.55 Nash Bridges.
- 17.40 Parcours olympique.
- 17.45 Stade 2.
- 18.40 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 18.50 Drucker'n Co.
- 19.25 Stars'n Co.
- 19.55 et 20.45 Météo.
- 20.00 Journal, A cheval.
- 21.00 Frankenstein ■■ Film △. Kenneth Branagh.
- 23.00 Lignes de vie. Autocritique 68/98.
- 0.25 Journal, Météo.
- 0.40 Rallye.
- 1.10 Musiques au cœur.
- 2.05 Savoir plus santé.

FRANCE 3

- 13.00 Lignes de mire.
- 13.40 Keno.
- 13.45 Les Quatre Dromadaires. Tuer pour vivre [6/6].
- 14.45 Le Bêtisier du vélo.
- 15.35 Sports dimanche.
- 15.40 Tiercé. En direct.
- 16.10 Cyclisme. En direct. Les 4 jours de Dunkerque.
- 17.45 Les deux font la loi.
- 18.15 Va savoir.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.05 Petites bêtises.
- 20.15 Bouvard du rire.
- 20.50 Enquête privée. Tueur en série. La morsure du serpent.
- 22.35 Soir 3 : les Titres.
- 22.40 Dimanche soir. Invité : Claude Allègre.
- 23.25 Météo, Soir 3.
- 23.45 The Barretts of Wimpole Street ■■ Film. Sidney Franklin (v.o.).
- 1.30 Musique graffiti.

CANAL +

- ▶ En clair jusqu'à 15.00
- 13.35 La Semaine des Guignols.
- 14.10 Plonger avec les morses.
- 15.00 La Nuit du cyclone. Téléfilm. Timothy Bond.
- 16.30 Les Repentis.
- 17.15 Babylon 5.
- 18.00 Le Père de la mariée 2. Film. Charles Shyer.
- ▶ En clair jusqu'à 20.35
- 19.40 et 22.05 Flash infos.
- 19.50 Ça cartoon.
- 20.35 Les Oscars du football.
- 22.10 L'Equipe du dimanche.
- 0.40 Clinic. Film. Carl Schenkel.
- 2.20 Sleepers ■ Film. Barry Levinson.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.30 Les Lumières du music-hall. Léo Ferré.
- 14.00 La Planète ronde. Etats-Unis 1994.
- 15.00 Chercheurs d'aventure.
- 15.30 Histoires de stars. Shirley McLaine.
- 16.30 Le Sens de l'Histoire. Mai 58, un coup d'Etat républicain.
- 18.00 L'Adieu aux as. [2/6].
- 19.00 Cartoon factory.
- 19.30 Maestro. L'Enfant et les Sortilèges.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Soirée thématique. Lourdes, ville-miracle.
- 20.45 Bernadette. Film. Jean Delannoy.
- 22.40 La Providentielle Apparition.
- 22.55 Lourdes, une histoire de femmes.
- 23.55 Les Voyageurs de l'espérance.
- 0.25 Les Iles ■■ Film. Iradj Azimi.

M 6

- 13.15 Double verdict. Téléfilm [1 et 2/2]. Paul Wendkos.
- 16.30 Mister Biz.
- 17.00 Hot forme.
- 17.15 L'homme qui n'en savait pas assez. Téléfilm. François Dupont-Midy.
- 18.55 Demain à la une. Le retour de Crumb.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.05 E = M 6.
- 20.35 et 0.55 Sport 6.
- 20.50 Zone interdite. Les Champs-Elysées.
- 22.45 Météo.
- 22.50 Culture pub. Le Chili. Griffe de la pub : Gérard Pires.
- 23.20 Kreola. Téléfilm. □ Antonio Bonifacio.
- 1.05 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.00 Dimanche musique.
- 20.30 Laissez-passer. Le Temps de la Danse : François Petit. Aurélie Dupont. Jazz ; Hamad Jamal, pianiste. Gospel à la Cité de la musique. Festival de Ris-Orangis.
- 21.30 Le Concert. Concert imaginaire de Christian Zanesi.
- 22.35 Atelier de création radiophonique. Géophonies, par Pierre Mariétan.
- 0.05 Radio archives. Itinéraire Flaubert.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.37 L'Atelier du musicien. *Pièces pour piano*, de Brahms, Julien Guenebaud, piano.
- 20.30 Concert international. Les débuts de la radio de Berlin. Patricia Pagny, piano : *Variations sur un thème de Huttenbrenner D 576*, de Schubert ; *Sonate nº 2 op. 22*, de R. Schumann ; *Douze préludes du Livre II*, de Debussy.
- 22.00 Voix souvenirs. Artistes hongrois. Maria Basilides, contralto. Oszkar Kalman, basse. Jozsef Reti, ténor.
- 23.07 Transversales.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.00 ▶ Soirée lyrique. *Roméo et Juliette*, opéra de Gounod, par le Chœur et l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. Plasson, Alagna (Roméo), Gheorghiu (Juliette), Keenlyside (Mercutio), Van Dam (Frère Laurent), Fondary (Capulet).
- 23.05 Les Grands Couples de chanteurs.

Benyamin Nétanyahou fait planer des doutes sur sa rencontre avec Yasser Arafat à Washington

Tel-Aviv juge inacceptables les propositions américaines de retrait partiel de Cisjordanie

TEL-AVIV
de notre correspondant

Les Etats-Unis ont affirmé, vendredi 8 mai, par la voix du porte-parole du département d'Etat, James Foley, ne pas avoir *« pris connaissance d'une déclaration définitive émanant d'Israël indiquant que le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, ne pourra pas participer à une rencontre au sommet* [américano-palestino-israélienne], *lundi à Washington »*. Après avoir rencontré, samedi matin, le président palestinien Yasser Arafat, l'envoyé spécial américain, Dennis Ross, devait s'entretenir dans la soirée avec le premier ministre israélien *« avec l'espoir qu'il est encore possible de trouver un accord »*, a déclaré, sous couvert d'anonymat, un responsable américain.

Quelques heures auparavant, David Bar-Ilan, l'un des porte-parole du premier ministre israélien, avait pourtant déclaré qu'il était *« très improbable »* que ce dernier se rende à Washington, puisqu'*« il est manifeste que nous ne parviendrons pas à un accord* [à ce sujet] *dimanche »*, lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement.

Les propositions américaines, dont l'acceptation par Israël est la condition de la tenue du sommet, qui prévoient notamment un retrait israélien de 13,1 % de Cisjordanie et qui ont été approuvées par la partie palestinienne, *« ne sont pas acceptables pour Israël, pour la simple raison qu'elles sont incompatibles avec les besoins de sécurité »*, a répété, vendredi, le secrétaire du gouvernement Danny Naveh.

Selon les conseillers de M. Nétanyahou, le gouvernement israélien ne devait même pas aborder la question du retrait lors de sa réunion dimanche, dans la mesure où trois ministres sont à l'étranger. En tout état de cause, le premier ministre a prévu de se rendre mercredi aux Etats-Unis pour la réunion annuelle de l'organisation juive Aipac, le plus influent des groupes de pression de Washington.

« PLEINS GAZ AU POINT MORT »

Le gouvernement israélien a bien tenté de lancer l'idée d'un report d'une semaine du sommet de Washington, mais le porte-parole du département d'Etat a affirmé que l'invitation tenait toujours pour le lundi 11 mai. M. Arafat, pour sa part, *« se rendra à Washington à la date prévue par l'invitation américaine »*, a déclaré l'un de ses conseillers, Nabil Abou Roudaineh. *« Toute temporisation de la part d'Israël est considérée comme un rejet de l'initiative américaine »*, a-t-il ajouté.

Lors d'un premier entretien, vendredi, avec M. Ross, dont il avait réclamé la venue en Israël, M. Nétanyahou, selon la télévision israélienne, aurait protesté contre des propos de l'épouse du président américain, Hillary Clinton, favorable à la création d'un Etat palestinien *(Le Monde* du 9 mai*)*. La veille, devant la Commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, il s'était déclaré scandalisé que les Américains aient *« violé leur engagement »* de consulter Israël avant de fixer l'ampleur d'un retrait israélien.

Tout au long de la semaine, il a martelé qu'Israël décide seul pour tout ce qui a trait à sa sécurité et *« n'accepte aucun diktat »*. Lors des entretiens qu'elle avait eus au début de la semaine avec MM. Nétanyahou et Arafat, la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright avait prévenu que les propositions américaines ne devaient pas être altérées.

Fidèles à leur habitude, les éléments les plus extrémistes de la coalition gouvernementale, notamment les membres du Parti national religieux (PNR), ont menacé de lui faire défaut en cas de concession territoriale. Si M. Nétanyahou abandonne aux Palestiniens des terres qui représentent *« la majeure partie de la crête* [des montagnes de Cisjordanie], *nous ferons tomber ce gouvernement »*, a déclaré le chef du groupe parlementaire du PNR, Hanan Porat.

« Pleins gaz au point mort », a ironisé le député de l'opposition travailliste Haïm Ramon à propos de l'attitude de M. Nétanyahou. *« Pourquoi nous vendez-vous des salades ? Vous savez pourtant très bien qu'avec la coalition actuelle vous ne pourrez faire accepter ni 9 % ni 13 % de retrait »*, lui a-t-il lancé lors d'une réunion de la Commission des affaires étrangères et de la défense. Un autre député de l'opposition, Yossi Sarid, du parti Meretz, s'est engagé à *« manger un cigare entier »* au sein de la Commission si M. Nétanyahou, dont le public israélien a appris il y a quelques mois qu'il affectionne les cigares de luxe, parvenait à un accord sur le deuxième retrait.

Vendredi, le journaliste Akaiva Eldar a invité le président Bill Clinton, dans un commentaire publié par *Haaretz*, à *« ôter les masques des visages des acteurs dans cette tragédie grecque et à faire tomber le rideau sur cette pièce connue sous le nom de "processus de paix" »*. Seul *« un acte de décès officiel* [du processus de paix] *permettra de demander des comptes aux coupables »*, a ajouté Akaiva Eldar. – *(Intérim.)*

M. Noyer a été entendu par les parlementaires européens

Le futur vice-président de la BCE les a convaincus

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

L'audition de Christian Noyer, vice-président désigné de la Banque centrale européenne (BCE), par la Commission économique du Parlement européen s'est déroulée, vendredi 8 mai, sans accrocs, débarrassée de l'atmosphère antifrançaise qu'on avait ressentie la veille.

Habile, l'ancien directeur du Trésor, en France, est apparu très éloigné de cette *« arrogance française »* que les parlementaires auraient éprouvé beaucoup de plaisir à fustiger. Quelques-uns, Néerlandais, ont tenté de l'entraîner sur le terrain controversé de la durée effective du mandat du futur président de la BCE, Wim Duisenberg. Les réponses de M. Noyer n'ont offert aucune prise à la critique. *« Ce que décidera M. Duisenberg ne dépendra que de lui, c'est sa seule responsabilité... C'est lui qui appréciera quand partir. »*

Sans que transparaisse son sentiment sur la manière dont les Français ont conduit cette affaire, Christian Noyer ne se comporte plus tout à fait comme un haut fonctionnaire de la République, mais déjà comme le vice-président de la BCE. Il la veut aussi indépendante que possible : *« J'ai pu observer le caractère profondément improductif de l'interférence des pouvoirs publics dans la politique monétaire. »*

A un député qui l'interroge sur la responsabilité qu'il a eue, en tant que directeur du Trésor, dans les graves insuffisances du contrôle de la gestion du Crédit lyonnais, Christian Noyer répond que sa fonction le conduisait à s'occuper beaucoup plus de réglementation que de surveillance ; en revanche, plus tard, à partir de 1993, il a dû s'impliquer *« très directement »* dans l'action de redressement de la banque.

M. Noyer ne craint pas un manque de crédibilité de la BCE à ses débuts : *« Elle va hériter de la crédibilité de la Bundesbank, de la Banque nationale des Pays-Bas, de la Banque de France et des autres. »*

Philippe Lemaître

Mexico qualifie de « provocateurs » un groupe d'Italiens en visite au Chiapas

MEXICO
de notre correspondant

Le gouvernement mexicain a annoncé, vendredi 8 mai, des mesures visant à limiter les mouvements des observateurs étrangers à la suite d'un incident ayant opposé, la veille, un groupe d'Italiens à une communauté indigène du Chiapas. Estimant que les cent trente-cinq Italiens, dont cinq députés du Parlement européen, en visite au Chiapas (sud-est du pays) depuis une semaine, s'étaient comportés comme des *« provocateurs professionnels »*, le vice-ministre de l'intérieur, Fernando Solis, a fait savoir que les visas accordés aux observateurs auraient désormais une validité maximale de dix jours et ne seraient délivrés qu'à des *« professionnels »* en mesure de prouver leur appartenance à une organisation reconnue.

ÉCHANGE DE COUPS

Après avoir visité sans encombre La Realidad, où se trouve le quartier général du « sous-commandant Marcos », chef de la guérilla zapatiste, puis la région d'Acteal, où quarante-cinq indigènes ont été massacrés, en décembre, par des antizapatistes, la délégation italienne, passant outre aux injonctions des autorités mexicaines, qui lui avaient demandé de ne pas sortir du programme convenu, avait décidé de poursuivre sa route jusqu'à Taniperlas.

C'est là que se sont produits les incidents. Au cri de : *« On ne veut pas d'étrangers chez nous »*, la délégation italienne a été conspuée par la population indigène du village de Taniperlas, proche du Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir. Quelques coups ont été échangés. Six membres de la délégation furent finalement autorisés à entrer dans le village pour écouter la version du secteur antizapatiste de la population locale, qui leur reprocha leur parti pris en faveur de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

L'incident de Taniperlas a déclenché une intense polémique à l'échelle nationale. Le Parti de la révolution démocratique (opposition de gauche) et les organisations humanitaires estiment que l'observation internationale de la situation des droits de l'homme est inévitable dans le contexte de la globalisation et qu'elle est même nécessaire tant que le Mexique ne sera pas devenu une authentique démocratie.

En revanche, les autorités et le PRI ont dénoncé *« l'ingérence de certains étrangers qui cherchent à provoquer une réaction violente du gouvernement pour salir l'image du Mexique sur la scène internationale, en faisant croire qu'il refuse la présence d'observateurs parce qu'il aurait quelque chose à cacher »*.

Bertrand de la Grange

DÉPÊCHES

■ **ATTENTAT : un attentat a légèrement endommagé, vendredi** 8 mai, sans faire de blessés, le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur à Marseille. La déflagration s'est produite à une trentaine de mètres de l'entrée principale du conseil régional. L'attentat n'avait pas été revendiqué samedi 9 mai au matin.

■ **CORSE : trois hommes ont été interpellés** en flagrant délit, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 mai à Ajaccio, alors qu'ils s'apprêtaient à commettre un attentat contre une agence du Crédit agricole.

■ **ESPACE : la navette américaine Discovery décollera le 3 juin pour un ultime rendez-vous** avec la station orbitale Mir. Cette dernière, en fonctionnement depuis douze ans, doit être remplacée par la future station spatiale internationale Alpha.

■ **FAITS DIVERS : deux adolescents de dix-sept ans** ont été mis en examen et écroués, vendredi 8 mai, à la maison d'arrêt de Luynes (Bouches-du-Rhône) pour l'assassinat d'un garçon de leur âge, retrouvé tué de plusieurs balles mercredi 6 mai dans un bois.

Tirage du Monde daté samedi 9 mai : 417 585 exemplaires 1–